

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**

Date de Publication : 18/04/2019

N° : 2019/123

# **SOMMAIRE**

 **Délibérations du Conseil du 27 février 2019**

page 3

 **Délibérations du Conseil du 21 mars 2019**

page 129

**Les Délibérations**  
**Conseil du 27 février 2019**

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019

## Institution

### 2019\_CT2\_001

#### **Désignation des représentants des communes de Rousset et Gardanne au sein des Commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HN 088-219/16/CM le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par la délibération n°2016\_CT2\_026 du 21 avril 2016 :

- la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **aménagement de l'espace et mobilité** »
- la Commission « **environnement et déchets** »
- la Commission « **habitat et politique de la ville** »
- la Commission « **culture et sports** »
- la Commission « **ressources et moyens** »

Les commissions comprennent 44 membres titulaires parmi les conseillers de territoire, représentant chacune des communes membres.

Par ailleurs, les commissions comprennent 44 membres suppléants parmi les conseillers de territoire ou à défaut parmi les membres des conseils municipaux, selon la même répartition par commune.

Le nombre de représentants par commune au sein des commissions tient compte de leur population respective. Aussi, la commune d'Aix-en-Provence compte 4 sièges, les communes de Vitrolles, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis et Bouc-Bel-Air disposent chacune de deux sièges et les autres communes disposent chacune d'un siège.

Suite aux transferts de certaines compétences communales à la Métropole au sein des Conseils de Territoire et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix, dans un souci d'efficacité, deux des commissions thématiques existantes ont été

modifiées par délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018.

Ainsi, la Commission « aménagement de l'espace et mobilité » est devenue la Commission « Mobilité et Infrastructures de Transports ».

La Commission « habitat et politique de la ville » est devenue la Commission « Habitat, Urbanisme et Aménagement ».

Par délibération n° 2018\_CT\_205 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, certaines communes ont modifié la liste de leurs représentants sur ces deux Commissions.

Par ailleurs, en fonction de la thématique, de sa technicité et des enjeux qu'elle représente sur l'aménagement du territoire des communes, un courrier a été adressé à l'ensemble des Maires du Territoire du Pays d'Aix, leur donnant la possibilité de se faire représenter par l'élu à l'urbanisme en complément du représentant désigné ou d'assister eux mêmes à la Commission si leur commune est concernée dans les rapports soumis à l'ordre du jour.

Suite à la demande des communes de Rousset et Gardanne, il convient de remplacer leurs représentants suppléants au sein de certaines commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;

- La délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2018\_CT2\_205 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, relative à la désignation au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mettre à jour la liste des représentants des communes de Rousset et Gardanne.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la désignation des représentants suppléants de la commune de Rousset au sein des Commissions « Habitat, Urbanisme et Aménagement » et « Environnement et Déchets », et de la commune de Gardanne au sein de la Commission « Habitat, Urbanisme et Aménagement ».

1. Choix des modalités de scrutin :

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des représentants du Territoire du Pays d'Aix au sein des commissions spécialisées.

Vote sur la proposition :

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.

2. Désignation des membres :

Une liste comprenant les représentants titulaires et suppléants des communes de Gardanne et Rousset pour les commissions spécialisées « environnement et déchets » et « habitat, urbanisme et aménagement » a été proposée :

COMMISSION ENVIRONNEMENT ET DECHETS		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Rousset	Jean-Pierre DESCHLER	Thierry LECOQ

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Gardanne	Jeannot MENET Nathalie NERINI	René PARLANI Chérifa IDDIR
Rousset	Jean GASCUEL	Gilbert ESPOTO

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Sont proclamés élus en qualité de membres titulaires et suppléants représentant les communes de Gardanne et Rousset au sein des commissions spécialisées « environnement et déchets » et « habitat, urbanisme et aménagement » :**

COMMISSION ENVIRONNEMENT ET DECHETS		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Rousset	Jean-Pierre DESCHLER	Thierry LECOQ

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Gardanne	Jeannot MENET Nathalie NERINI	René PARLANI Chérifa IDDIR
Rousset	Jean GASCUEL	Gilbert ESPOTO

**2019 CT2 002**

**Attribution d'une subvention à l'Association Handidream**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association Handidream, dont le siège social est situé sur la commune de Trets, a été fondée en novembre 2017 par Madame Aurélie BRIHMAT dans le but d'aider les personnes, ayant un handicap moteur suite à un accident, à garder espoir et leur permettre de se reconstruire.

La Présidente de l'Association a elle-même été victime d'un grave accident de la voie publique suite auquel elle a dû être amputée d'une jambe. Sa force de caractère lui a permis de se relever de cette épreuve, et elle a créé cette association afin de venir en aide aux personnes se trouvant dans une situation similaire.

### **Les actions menées par l'Association**

L'Association va à la rencontre des personnes handicapées dans les centres de rééducation afin de leur apporter un témoignage d'espoir par le biais d'ateliers de parole et de mini conférences au cours desquelles sont diffusées des vidéos montrant le quotidien vécu par les personnes handicapées. L'association s'appuie également sur la médiation animale afin de créer des interactions positives entre l'homme et l'animal dans un but thérapeutique.

L'Association intervient également au sein des poneys club et des établissements scolaires de l'Académie Aix-Marseille afin de sensibiliser les plus jeunes au handicap (ateliers débats, jeux de rôles...).

Enfin, l'Association met en avant les vertues du sport comme discipline de dépassement de soi, pour réduire les contraintes liées au handicap et considérer l'enveloppe corporelle comme un moteur et pas uniquement comme une souffrance.

### **Projets de l'Association pour l'année 2019**

La Présidente de l'Association Handidream, accompagnée de son père, son chien et leurs deux chevaux, prévoit de réaliser un tour de France des centres de rééducation et des établissements scolaires.

Le départ de ce tour de France à cheval est prévu pour avril 2019 et durera 6 mois. Ce départ, médiatisé, se fera par la descente du Cours Mirabeau à Aix-en-Provence escorté par les Pompiers.

Les objectifs de ce tour de France sont multiples :

- Réduire le nombre de personnes qui baissent les bras face au handicap ;
- Changer le regard sur le handicap en sensibilisant les plus jeunes ;
- Accompagner les personnes qui entourent la personne handicapée ;
- Redonner confiance en soi ;
- Lutter contre l'isolement....

Entre autres actions à mener, les élèves du Lycée Emile Zola à Aix-en-Provence, vont notamment participer au développement d'une application

basée sur l'entraide et la solidarité autour du handicap (application LPLIZ).

L'Association sollicite la somme de 15 000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix pour la réalisation de ces objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'apporter son aide à l'Association Handidream pour ces actions qui prônent des valeurs humaines, de partage, de solidarité, de dépassement...

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 15 000 € à l'Association Handidream pour la réalisation du projet « tour de France à cheval » en 2019.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2019 du Pays d'Aix au budget de la direction des affaires juridiques 2J sur la ligne 1035/ Chapitre 65 / Fonction 020 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Ressources – Finances**

### **2019 CT2 003**

**AVIS - Budget Principal Territoire Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Développement Immobilier d'Entreprise ZAC Petit Arbois"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **Définition du projet**

Le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée a notamment pour vocation d'accueillir des porteurs de projets et des jeunes entreprises innovantes travaillant dans le domaine des technologies de l'environnement. Il s'agira donc de proposer une offre immobilière supplémentaire et attractive, notamment pour celles en phase de création ou de prototypage. L'objectif est de proposer un dispositif d'hébergement, d'accompagnement et d'animation de très haut niveau permettant aux jeunes entreprises innovantes d'accélérer fortement leur croissance et de créer des emplois.

#### **Les enjeux du projet**

Cette opération se décompose en deux projets structurants :

- la construction de locaux mixtes Bureaux/petits ateliers (5 à 6) à la location, dédiés aux startup innovantes (soit environ 550 m²), afin de répondre à leurs besoins en matière d'assemblage de composants microélectroniques, l'usinage et l'assemblage de pièces mécaniques ou encore le test de nouvelles formulations chimiques. Aussi, afin d'accompagner le développement des startups du Technopôle et les aider à industrialiser leurs innovations, il est nécessaire de pouvoir leur proposer cette nouvelle offre immobilière. Dans un premier temps, il est envisagé la réhabilitation de la "Villa des Gardiens", inoccupée depuis la fin du marché de gardiennage. Ce bâtiment situé en entrée de site est de plain-pied sur une surface de 130m². Il convient de le réhabiliter pour proposer des équipements à minima permettant d'y héberger des espaces d'ateliers à destination des structures implantées sur le site. Pour un coût total de 1,6 M€.

- la rénovation complète de la pépinière d'entreprises ""#Cleantech"" du Technopôle, pour un coût de 1,2 M€. Les locaux actuels (1350 m²) sont vieillissants et ne correspondent plus à la dynamique d'entreprendre et d'innover : ils doivent être rénovés pour correspondre aux standards actuels et aux attentes des créateurs d'entreprises. Une première phase pourra porter sur la réhabilitation du rez-de-jardin (espaces d'ateliers d'environ 200m²).

Ces opérations sont source de recettes (loyers autour de 110 €/m²/an).

**Coût de l'AP : 2 800 000,00 €**

#### **Financement :**

CP 2019 : 550 000,00 €

CP 2020 : 1 150 000,00 €

CP 2021 : 1 100 000,00 €

Pour cela il est nécessaire de créer une autorisation de programme d'un montant de 2 800 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 2 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9047 « Développement Immobilier d'entreprises ZAC du petit Arbois » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI9047 « Développement Immobilier d'entreprises ZAC du petit Arbois » pour un montant de 2 800 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9047P « Développement Immobilier d'entreprises  
ZAC du petit Arbois »

*Montant total de l'AP : 2 800 000 € T.T.C.*

CP 2019 : 550 000 € T.T.C.

CP 2021 : 1 100 000 € T.T.C.

CP 2020 : 1 150 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 004**

**AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du budget primitif 2019 des budgets annexes eau et assainissement en régie**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les budgets primitifs des budgets annexes eau et assainissement régie du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis selon la nomenclature budgétaire et comptable M4.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres du budget primitif de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Equilibre du budget primitif 2019 du budget annexe « Eau régie » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

**Equilibre du budget primitif 2019 du budget annexe « Assainissement régie » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**



### **Article unique :**

Sont approuvés les budgets primitifs 2019 des budgets annexes eau et assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

### **2019 CT2 005**

**AVIS - Approbation d'une convention avec SNCF Mobilités portant mise à disposition anticipée avant cession du domaine public ferroviaire - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville

(gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais. Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

La Gare SNCF d'Aix-Ville, située sur le tracé du projet, doit accueillir une station du BHNS pour ainsi proposer une connexion multimodale avec le réseau ferré.

Cette station est projetée sur une emprise foncière actuellement propriété de SNCF Mobilités.

Pour les besoins du projet en vue de la construction de ladite station, une convention de mise à disposition foncière anticipée est proposée entre SNCF Mobilités (propriétaire du foncier) et la Métropole Aix-Marseille Provence (Maitre d'ouvrage du projet BHNS d'Aix-en-Provence).

Cette mise à disposition concerne une surface d'environ 71 m2.

La présente convention :

- Autorise la Métropole Aix-Marseille à occuper, à titre gracieux, une partie de la parcelle cadastrée CE n°161 pour la réalisation de la station du BHNS,
- Confirme l'engagement de SNCF Mobilités de céder une partie de l'emprise foncière (environ 71 m2), nécessaire à la station du BHNS, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence,
- Précise qu'un montant de 1000 €.HT (mille euros Hors Taxes) sera versé à SNCF Mobilités pour couvrir les frais d'acte et de constitution du dossier,
- Fixe les modalités juridiques de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant

approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;

- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS.
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Que l'aménagement d'un arrêt BHNS à proximité directe de la gare ferroviaire d'Aix-Ville nécessite l'occupation du parvis de la gare.
- Qu'il a été décidé qu'une partie de l'emprise foncière, située sur la commune d'Aix-en-Provence - parcelle CE n°161, nécessaire au projet serait cédée à la Métropole.
- Qu'au regard des démarches restant à réaliser pour la cession, il est établi dans un premier temps une convention d'occupation temporaire.
- Qu'il convient d'approuver la convention d'occupation préalable à la cession.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition anticipée avant cession du domaine public ferroviaire pour la création de la station du BHNS d'Aix-en-Provence sur le parvis de la gare Aix-Ville.

**Article 2 :**

Est approuvé le principe d'acquisition foncière et de participation financière aux frais d'acte à hauteur de 1000 euros HT nécessaire à l'implantation de la station du BHNS d'Aix-en-Provence sur le parvis de la gare d'Aix-Ville (parcelle CE N°161).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 2033 – Chapitre 20

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 006**

**AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence relative aux conditions de circulation sécurisées sur le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence et son débouché sur la RD65c dans le cadre du projet expérimental de navette autonome électrique "Demoiselle"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et thecamp ont conclu une convention de partenariat de co-maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un projet d'expérimentation d'une solution de mobilité innovante de véhicules autonomes, qui s'inscrit dans une logique de recherche et développement. Le projet mettra en œuvre une navette électrique autonome et modulaire, dans un premier temps sur un parcours empruntant en partie un chemin rural entre la gare d'Aix TGV et le Technopole de l'Arbois, le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence.

L'expérimentation se veut un « *démonstrateur technologique* » itératif, dans un milieu naturel ouvert, à l'inverse des expérimentations de véhicules autonomes réalisées ou en cours, qui se situent en milieu urbain protégé.

Cette expérimentation porte notamment sur :

- Le développement de l'autonomisation de véhicules de transport public en milieu non urbain
- Les systèmes de réservation innovants

- La mixité d'usages.

Elle a vocation à pouvoir se déployer plus largement dans un second temps sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en connexion avec les Pôles d'Echanges de Plan d'Aillane et de l'Arena.

Bien qu'il ne soit pas envisagé, ni souhaité, d'engager des travaux d'aménagement du chemin rural qui sera emprunté par la navette autonome entre le Technopôle de l'Arbois et la gare TGV, il y a lieu d'intervenir à minima pour garantir des conditions de circulation sécurisées et en particulier au débouché du chemin rural sur la Rd65C, et garantir les conditions de sécurité de l'expérimentation.

Pour ce faire, s'agissant d'un chemin rural faisant partie du domaine privé communal, la Ville d'Aix-en-Provence autorise le Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la Métropole pour la réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article 2-II
- La délibération n° TRA 013-3540/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, relative au projet de navette électrique modulaire (projet Demoiselle), inscrit au Pacte Innovation Etat Métropole entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV.
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la réalisation des études et travaux de sécurisation du chemin rural et en particulier du carrefour avec la Rd65c, de manière à garantir la sécurité des véhicules l'empruntant pour les besoins de l'expérimentation, pour un montant de 50 000 euros HT.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser les travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité de la circulation sur le chemin rural de Vitrolles le Roucas à Aix-en-Provence et son débouché sur le carrefour RD65c.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement, sur l'AP 181070TP- code opération 2018103700 – Nature 2031.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 007**

**AVIS - Approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeu numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

L'opération baptisée « larecharge » prévoit un déploiement maximum de 275 bornes à deux points de charge (puissance 22KVA par point de charge) pour un investissement de 3 millions d'euros HT inscrit au budget annexe des transports publics. Ce service permet aux automobilistes de recharger leur véhicule électrique.

Pour l'installation de chaque borne de recharge, il est nécessaire de réaliser une demande de raccordement au réseau électrique. Ces démarches doivent être réalisées auprès d'ENEDIS, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'objet de la présente convention est de faciliter la procédure de raccordement par notamment la mise à disposition, par ENEDIS, d'un outil internet permettant de connaître directement la faisabilité technique du raccordement au réseau électrique.

Le territoire de la Métropole est découpé par ENEDIS en trois secteurs géographiques. Un chargé d'affaire sera désigné par ENEDIS pour chaque secteur géographique et sera la porte d'entrée unique de la Métropole. Il sera informé du projet et des spécifications techniques et administratives de ces raccordements (différents des raccordements classiques). Il permettra aussi une meilleure coordination des travaux.

La présente convention de partenariat est sans incidence financière. Elle est conclue pour une période de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°18/7475/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une convention de partenariat avec ENEDIS pour accélérer le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS pour le développement de l'électromobilité.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 008**

**Approbation de l'avenant 12 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP). Le présent avenant après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole fixe l'accord des parties sur l'ensemble

des opérations à mener sur le réseau en vue d'une part de clôturer la période des travaux de mise en place de la ligne BHNS du 1<sup>er</sup> au 22 avril 2019 et d'autre part d'assurer à compter du 23 avril et jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2019 les ajustements d'offre de transport en commun induites par la réouverture des voies impactées par les travaux depuis le 31 août 2018.

Enfin à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 la RDT13 opérateur interne de la Métropole opérera la ligne BHNS tandis que le délégataire exploite un réseau modifié du fait du BHNS jusqu'à l'arrivée du nouvel exploitant prévue le 4 novembre 2019. Les modifications du réseau resteront limitées aux lignes impactées strictement par le tracé du BHNS. En terme de qualité de service, les parties ont en outre convenu que l'accompagnement au changement et la bonne information des voyageurs exigeaient des moyens supplémentaires durant la période du 23 avril 2019 au 1<sup>er</sup> septembre 2019, le présent avenant fixe l'impact économique de ces mesures nécessaires à une continuité sans faille du service public.

Le présent avenant comprend également les modernisations afférentes au système de vente et à l'harmonisation Métropolitaine des principes de commercialisation des titres de transport, événements structurants et concomitants à la mise en place du BHNS et de la nouvelle exploitation.

Le présent avenant définit et liste les obligations à la charge du délégataire pour assurer la continuité du service et maintenir une bonne qualité de service aux usagers, avec en perspective le mois de juin 2019, pour lancer et mettre en oeuvre les mesures organisées antérieurement en vue de :

- Permettre aux usagers de s'adapter aux nouveaux valideurs, aux distributeurs de titres sur la ligne du BHNS, d'accéder aux nouveaux titres de transport sans contact sans perte sur des achats de billetterie éventuellement réalisés antérieurement ;
- De dispenser avec pédagogie une information aux usagers leur permettant de circuler en toute sécurité sur un réseau structuré autour d'une ligne à la fréquence et à l'amplitude nouvelles et opérée à l'aide de Matériels roulants électriques non bruyants ;
- De contrôler les titres des usagers du BHNS
- De collecter en toute sécurité les fonds issus de la vente des titres de transport, commercialisés dans les distributeurs automatiques installés aux points d'arrêt du BHNS
- De prévoir les moyens humains connexes à la mise en place par la Métropole des nouveaux matériels billettiques sur le réseau Aix en bus, en ce compris la bonne information et le libre accès aux installations, du futur nouvel exploitant jusqu'au dernier jour d'exploitation du réseau délégué ;

Dans le cadre de la délégation qui lui est confiée, le délégataire garantit par son organisation et notamment les moyens convenus par les parties au titre du présent avenant, continuité et qualité de service durant la période dite de « tuilage », qui s'étend de la fin des travaux de mise en place de la ligne BHNS fin mars début avril 2019, à la date fixée pour la fin anticipée de la convention de DSP, au 3 novembre 2019.

## **1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »**

### **A/ Consistance de l'offre de transports urbains**

#### **Activités principales de la DSP Aix en Bus**

#### **Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :**

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre-ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

#### **Activités connexes intégrées au contrat de DSP**

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

#### **B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017**

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification

des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),

- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA.
- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1<sup>er</sup> Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de

prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif

d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1<sup>er</sup> février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1<sup>er</sup> septembre 2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actées les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, y compris la mise en oeuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAIEV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégente à 275 182 815 €HT ;

- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, tirait en premier lieu les conséquences du jugement du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 annulant suite à un recours pour excès de pouvoir délibération n° 2013-A-179 du 10 octobre 2013 d'approbation de l'avenant 3. Sans attendre que le juge soit saisi eu égard à l'avenant, les parties convenaient de retirer l'article à l'origine de l'annulation. L'offre commerciale était également ajustée pour adapter le service de transport au calendrier événementiel de l'Arena Pays d'Aix. L'avenant 10 harmonisait les indemnités forfaitaires applicables aux contrevenants au règlement de transport en vertu des textes en vigueur pour la lutte contre la fraude et les incivilités dans les transports en commun et mettait à jour la gamme tarifaire pour les Titres Diablines, pass groupe/partenaires et Titres Prioribus. L'avenant 10 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,51%, portant le coût du contrat à 275 274 115€HT.
- L'avenant n°11, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018 ajustait l'offre commerciale sur les lignes 6/141, 4,14,18,20 et 7. Certains produits de la

gamme tarifaire visés par l'harmonisation Métropolitaine (nouveau titre Métropolitain scolaires à 60 euros) et par leur mise en vente sur le site internet Métropolitain, l'extension des conditions d'adhésion auprès de l'Agence commerciale en centre-ville du titre moins de 26 ans ( 100 euros) Métropolitain étendu aux étudiants et assimilés sans condition de résidence, nécessitaient des règles de compensation, l'engagement de recettes du délégataire s'en trouvant affecté. L'avenant 11 tire également les conséquences de la décision du Conseil d'Etat, Communauté de Communes de la Vallée de l'Ubaye du 29 juin 2018 venue éclairer et réaffirmer les principes applicables aux biens de retour depuis la jurisprudence de 2012 Commune de Douai. En ce, il scelle l'accord des parties, pour requalifier sur la base de l'inventaire B des biens de reprise extraits des données comptables du délégataire au 31 août 2018, qui parce que nécessaires à l'exploitation du service délégué et acquis durant l'exécution du contrat ou avant sa signature et mis à la disposition de l'exploitation du service délégué, doivent être intégrés à l'inventaire A des biens de retour. L'avenant 11 donne à titre informatif les valeurs de ces biens qui seront reprises et réexaminées à dire d'expert lors du protocole de sortie et des inventaires comptables et physiques. L'avenant 11 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,55%, portant le coût du contrat à 275 364 569€HT.

## **2/ Ajustement de l'offre commerciale du 1<sup>er</sup> au 22 avril, puis du 23 avril au 1<sup>er</sup> septembre 2019**

L'avenant 8 prenait en compte les impacts opérationnels et financiers des travaux d'aménagement de la ligne BHNS jusqu'à une date fixée au 31 mars 2019, in fine cette période prenant fin à la date du 22 avril, les parties ont convenu des conséquences économiques soit un impact de 78 926€ (HT valeur avril 2011 en terme de coûts supplémentaires pour le délégataire (charges variables et ETP).

A compter du 23 avril démarre une période de préparation à l'arrivée du BHNS. De nombreux aspect de l'exploitation du réseau sont impactés durant cette période qui prépare le lancement en septembre 2019 de la ligne BHNS opérée par la RDT13.

- La fin des travaux permet le retour de nombreuses lignes du réseau à leur itinéraire de septembre 2018, avec la réouverture des voies impactées, des ajustements permettent de limiter le nombre de véhicules en production et en même temps d'ajuster au mieux les temps de parcours d'adapter le réseau à cette mise en service : les lignes 1,2, 4, 5, 7, 8, 12, 14 ,15, 18, 20 et 22 revenues à leur itinéraire de la rentrée

2018, permettent une économie de 13 650€, malgré dans le souci de garantir une bonne qualité de service, les moyens supplémentaires sur les lignes 4 et 5 sont maintenus en partie.

- A partir de la mise en service de la ligne BHNS au 2 septembre 2019, les adaptations du réseau visant la suppression des doublons entraînent de facto la suppression des lignes 1, 2, 19, 20 et M4.
- Avec l'offre attractive du BHNS, l'optimisation du fonctionnement de la gare routière les lignes suivantes reprennent leur itinéraire de septembre 2018 tout en étant adaptées pour un fonctionnement sans doublon du réseau :  
Lignes 3, 4, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 21, 22, M2 et M3;
- Les lignes 5, 10, 11, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 25 et M1 reprennent leur itinéraire de septembre 2018.

Ces adaptations des lignes du réseau à l'arrivée de la ligne BHNS, constituent une économie de charges d'exploitation de - **506 417€** (HT valeur avril 2011).

A noter que le chiffrage complémentaire de la période d'aménagement des travaux du BHNS, ainsi que la gestion de la période d'adaptation du réseau impactent l'engagement de recettes du délégataire, cet impact est évalué à - **86 607€** du 1<sup>er</sup> avril au 2 novembre 2019.

- Les coûts résiduels relatifs à la période de travaux d'aménagement de la ligne BHNS du 1<sup>er</sup> au 22 avril 2019, s'élèvent quant à eux à 78 926€ (charges variables et ETP).

#### **4/ Accompagnement des usagers aux adaptations du réseau et aux différentes phases de la mise en service de la ligne BHNS**

L'information voyageurs, l'accompagnement sur le terrain et les dispositifs de commercialisation induits par la mise en service du BHNS sont chiffrés comme suit (467 735€) :

- a. Du 22 avril jusqu'à l'arrivée du BHNS, les charges relatives à l'information voyageurs et à la communication afférente s'élèvent à 79 000€. (moyens humains sur le terrain et information voyageurs).
- b. L'ensemble des dispositifs y compris l'harmonisation des supports (titres sans contact) et dispositifs de vente Métropolitains nécessitent des actions supplémentaires de 388 735€ (formation des conducteurs et personnels aux nouveaux matériels, information des usagers au nouveau règlement d'usage, signalétique, plans de quartiers...)
- c. Des moyens humains supplémentaires sont exigés pour le contrôle des équipements en billettique des bus, l'entretien et la

maintenance des mobiliers urbains sur la ligne BHNS et la gestion des nouvelles infrastructures liées au BHNS comme le P+R colonel Jeanpierre ou le local conducteurs et contrôleurs de Saint Mitre. De même, l'articulation de la régulation de la ligne BHNS avec le réseau délégué impose un personnel compétent soit au total des coûts supplémentaires négociés à 238 910€.

- d. Enfin la ligne Mini 4 dont l'avenant 7 avait prévu l'arrêt à partir de l'été 2017, ainsi que le circuit A des Diablins, se sont révélés des services attendus des usagers et ont donc continué d'être opérés par le délégataire, il en résulte un surcoût total de 141 981€, couvrant notamment la période d'exploitation de la ligne Mini 4 jusqu'au 31 décembre 2018

Le présent avenant acte l'accord des parties sur les modalités de calcul de l'impact financier prévisionnel cette dernière année d'exploitation du réseau y compris les obligations du délégataire pour une transition optimisée et progressive vers la nouvelle exploitation qui débutera le 4 novembre 2019.

Soit une réduction de l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de -86 607€HT pour 2019 et une augmentation de + 407 485€HT des charges d'exploitation pour 2019.

#### **5/ Evolution des impacts kilométriques depuis l'avenant 5 de référence**



	2018	2019	Cumul
Kilomètres commerciaux avt 5 Réf contractuel Art 13	6 101 602	6 101 602	12 203 204
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	121 404
Impact km com offre 2016 (avenant 7)	149 011	115 999	265 010
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	0	0	0
Impact km com création lignes 16/16S (avenant 8)	0	0	0
Impact km com ligne 15 (Avenant 9)	0	0	0
Impact Km com avenant 11	6 735	20 204	26 939
Impact Km com avenant 12		-213 682	-213 682
Impact km com totaux	216 448	-16 777	199 671
Augmentation Km com vs avenant 5	3,55%	-0,27%	1,64%

## 6/ Impacts financiers de l'avenant 12

Impact CA : Total coûts (€valeur avril 2011)	2019
Impact travaux BHNS du 1er au 22 avril 2019	78 926
Modification d'offres du 22 avril au 1er septembre 2019	-13 650
Modification d'offres arrivée BHNS AU 3 novembre 2019	-506 417
Offre Mini 4 du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2018 +déviation circuit A Diablines	141 981
Accompagnement offre du 23 avril au 1er septembre 2019 ( dont ETP 7000€)	79 000
Accompagnement offre du 2 sept au 3 novembre 2019 ( dont 1680 heures agents guides de terrain avant été jusqu'à mise en place réseau+BHNS)	388 735
Tuilage nouvelle exploitation du 1er septembre au 3 novembre 2019	238 910
Impact recettes (€valeur avril 2011)	2019
Impact Recettes travaux BHNS	-27 447
Impact Recettes réseau du 22 avril au 2 novembre 2019	-59 160
Impact contribution financière (€valeur avril 2011)	2019
Total avenant 12	494 093

La contribution forfaitaire financière globale avec une augmentation en valeur absolue de + 494 093€ par rapport au dernier avenant est faiblement impactée passant 205 262 194€ à 205 756 287€ soit 0,24% sur la durée du contrat. En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du

contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 858 652 €/HT, soit une progression de +13,7% retracée dans le tableau ci-après.

Evolution CA DSP AIX EN BUS 2012-2019		
	Euros	%
Contrat initial	242 515 000	
Avenants précédents ( 1 à 11)	32 849 569	13,55%
Avenant 12	407 485	0,168%
Protocole 2013	8 473 289	3,49%
Cumul avenants 1 à 12	267 298 760	11,01%

Le tableau ci-après retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 12			
	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	98 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 566	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369 85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183 28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 236	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenant 10	91 300	951,04	11 412
Avenant 11	90 454	942 23	11 307
Avenant 12	407 485	4 244,84	50 938
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11+12	24 783 765	258 164,22	3 097 971
Impact des avenants en %	10,22%	10,22%	10,22%
Contrat avenant inclus	267 298 765	2 784 362	33 412 348
Cumul Protocole et Avenants	33 257 054	346 428	4 157 132
Contrat protocole et avenants inclus	275 772 054	2 872 826,68	34 471 607
Impact global ( Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12)	13,7%	13,7%	13,7%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la commission de délégation des services publics.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section de Fonctionnement – Nature 611 – Sous-politique C210

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	66
Majorité absolue	34
Pour	66
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 009**

**Approbation des modalités de concertation pour la réalisation de la voirie communautaire entre le chemin de la Guiramande et le parking relais Krypton et d'un pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence (Pôle Aménagement du territoire – Voiries communautaires)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe une politique de transports qui tend à favoriser les transports en commun au détriment de la voiture particulière. Pour ce faire, elle réalise des Parcs relais, des pôles d'échanges, des voies réservées aux transports en commun.

Dans ce contexte, un certain nombre d'aménagements est programmé et réalisé dans les quartiers sud d'Aix-en-Provence, notamment l'extension du parc relais Krypton, l'aménagement d'une gare routière contiguë de celui-ci et la réalisation d'un pont dédié aux modes doux et aux transports en commun sur l'autoroute A8.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan Campus, l'université Aix Marseille Provence prévoit l'installation de la faculté de sciences économiques et de gestion sur le site de la Pauliane à Aix-en-Provence, au sud de la rivière de l'Arc. Le Krypton sera également le terminus de la ligne de BHNS que réalise la Métropole sur Aix en Provence.

Afin de compléter et d'optimiser l'aménagement de ce quartier, la Métropole propose de réaliser un pont routier sur l'Arc reliant le Chemin du Viaduc au Parc relais afin de faciliter l'accès à celui-ci et à la gare routière.

Cet ouvrage permettra l'accès au P+R pour les usagers venant de la RD9 et de la RD8n, sans passer par l'échangeur du Pont de l'Arc. Il assurera également une continuité de cheminement entre le campus actuel situé au Nord de l'autoroute et son extension prévue au Sud.

Le programme des travaux a été présenté au Conseil de communauté de la CPA du 18 juillet 2013, qui a approuvé ce dernier ainsi que le coût prévisionnel de l'opération relatif à l'investissement qui s'établit à 5 000 000,00 € HT.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de la réalisation de cette infrastructure dénommée « Pont de la Guiramande ».

En application des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et du 2° de l'article R.103-1 du même code, ce projet est soumis à concertation préalable du public.

Il est proposé de valider le lancement de la concertation ainsi que les modalités de celle-ci.

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Mise à disposition, en mairie annexe du Pont de l'Arc d'un dossier intégrant les éléments d'information sur le projet ainsi que d'un registre destiné à recueillir les observations du public,
- Information de la population par voie de presse,
- Information de la population sur le site internet de la Métropole et du territoire du Pays d'Aix : [www.ampmetropole.fr](http://www.ampmetropole.fr) ; [www.paysdaix.fr](http://www.paysdaix.fr)

A l'issue de l'ensemble de cette démarche, un bilan de la concertation sera présenté devant le Conseil Métropolitain qui décidera de son adoption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### Article unique

Sont approuvées les modalités de concertation pour la réalisation de la voirie communautaire entre le chemin de la Guiramide et le Parking relais Krypton et d'un pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence (Pôle Aménagement du territoire – Voiries communautaires) tel qu'exposé ci-avant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires**

### **2019 CT2 010**

**AVIS - Reclassement dans la voirie métropolitaine de l'ex RD7n située sur la zone d'activités de la Calade à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En application de l'article L.5218-2 I du CGCT, les communes ont continué d'exercer après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 les compétences qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'exercice de ces compétences par la métropole étant reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par conséquent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole est compétente en matière de développement économique et notamment pour la « Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

Par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole précisait les périmètres des Zones d'activités identifiées sur la commune d'Aix-en-Provence qui sont :

- le pôle d'activité d'Aix-en-Provence
- la Pioline
- L'Ensoleillée
- le Camp de menthe
- le Pôle automobile
- la Calade

Sur le secteur de la Calade, la zone d'activité était traversée par la Route Départementale n°7n, dénommée : route d'Avignon.

Depuis le début de l'année 2018, le Département a mis en service la déviation de la Calade. Ce nouveau tracé de la RD7n contourne la zone par le nord et permet de supprimer la traversée d'une voie ferrée par passage à niveau, et ainsi de sécuriser toutes les circulations.

Aujourd'hui, le Département souhaite acter le reclassement de ces tronçons de l'ex RD7n dans la voirie métropolitaine qui traverse la zone d'activité de part en part (route d'Avignon). L'ancien passage à niveau étant désormais fermé, il demeure deux tronçons de voie, avec aires de retournement, de part et d'autre de la voie ferrée. Un plan de localisation est joint en annexe.

La Métropole étant désormais compétente sur ce secteur, il est aujourd'hui proposé d'approuver ce reclassement dans le domaine public routier de la Métropole, conformément aux dispositions de l'article L141-3 du Code de la voirie routière, qui dispense d'enquête publique préalable ce reclassement puisqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte de ces voies.

Les caractéristiques des biens à reclasser sont les suivantes :

Périmètre	Type de voie	Nom	Longueur	Etat	Valeur
ZA La Calade (secteur nord)	route	d'Avignon	740 m	Bon	0
ZA La Calade (secteur sud)	route	d'Avignon	490 m	Bon	0

Ces routes comprennent une voirie à double sens, des surlarguers en accotements, des arbres d'alignement et des fossés attenants. Les deux voies se terminent au niveau de la voie ferrée par des aires de retournement.

Les sections à reclasser correspondent à l'ancien tracé de la RD7n compris entre le PR 55+0583 et le PR 56+1100 de la déviation de la RD7n.

Ce reclassement est consenti à titre gratuit par le Département.

Le Département adressera à la Métropole le détail du parcellaire concerné ainsi que la délibération de la commission permanente approuvant la cession de cette voie au profit de la Métropole et en vue de son affectation au domaine public routier métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 109-4565/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 validant la convention de gestion entre la métropole et la commune d'Aix-en-Provence et précisant les périmètres des zones d'activités sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- La nécessité d'approuver le reclassement de deux tronçons de l'ex RD7n sur le périmètre de la zone d'activités de la Calade et leur classement dans le domaine public routier métropolitain suite à la réalisation de la suppression du passage à niveau de la Calade.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le reclassement à titre gratuit de l'ancienne RD7n au sein du périmètre de la zone d'activités de la Calade à Aix-en-Provence et son classement dans le domaine public routier de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

### **2019 CT2 011**

**Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :



Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013\_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire de la CPA s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014\_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %). La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

La SACOGIVA sollicite le Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle concernant une opération d'acquisition / amélioration de 6 logements en PLAI à Aix-en-Provence, située en centre ancien, 7 rue des Gondreaux.

Cette opération concerne une partie d'un immeuble, acquis par la SEMEPA en 2011 dans le cadre de la concession d'aménagement du centre-ville par voie de préemption (motivée par le mauvais état de l'immeuble et la nécessité d'y remédier), puis cédé à la SACOGIVA en décembre 2015.

Compte tenu du coût d'investissement élevé de cette opération de réhabilitation lourde (1 365 739€ soit 7 982€/m<sup>2</sup>) qui s'inscrit dans le cadre de la revitalisation du centre ville d'Aix en Provence, la SACOGIVA sollicite un soutien financier exceptionnel de la part des pouvoirs publics afin de pouvoir réaliser cette opération. La Ville d'Aix en Provence accorde une subvention de 400 000€.

La subvention exceptionnelle sollicitée au Pays d'Aix permettant d'équilibrer l'opération s'élève à 121 306€. Dans le cadre de cette opération, le Pays d'Aix est ainsi sollicité pour une subvention totale s'élevant à 203 434€ (subvention sollicitée au titre du logement locatif social = 82 128€).

Plan de financement prévisionnel :

Prêts 350 203 € (26 %)  
Fonds propres 320 000€ (23 %)  
Ville d'Aix 400 000€ (29 %)  
Etat 91 934 € (7 %)  
Territoire du Pays d'Aix 203 434 € (15 %)  
**Total : 1 365 571 €**

Les aides sollicitées auprès du Territoire pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent à un montant total de 6 642 243€ pour 32 opérations représentant 658 logements locatifs sociaux, dont 166 logements PLAI, 327 logements PLUS et 165 logements PLS.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la programmation 2018 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013\_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014\_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 6 642 243 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 32 opérations décrites dans le tableau annexé.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisation de Programme N° DI725AP, fonction 552.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 012**

#### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31/12/2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 35 aides directes à la personne, soit un montant de 87 500 euros ;

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 87 500 euros aux 35 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (Fonction 553 – Nature 20422).

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 013**

**Attribution de subventions d'équipement aux communes de Meyreuil, de Rousset et de Vitrolles dans le cadre des opérations façades**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002\_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Trois demandes ont été reçues par le Pays d'Aix. Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 9 372€ pour les communes de Meyreuil, de Rousset et de Vitrolles :



Commune	Nbre de façades	Montant des travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix
VITROLLES	1	19 028 €	9 514 €	7 136 €	2 379 €
MEYREUIL	1	27 398 €	10 959 €	8 219 €	2 740 €
ROUSSET	4	51 060 €	17 019 €	12 766 €	4 253 €

**TOTAL : 9 372 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002\_A020 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2002 relative à l'aide aux propriétaires engageant des travaux de ravalement de façades ;
- La délibération cadre n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre des opérations façades, une aide d'un montant total de 9 372€ répartie comme suit :  
- 2 740 euros à la commune de Meyreuil,

- 4 253 euros à la commune de Rousset,
- 2 379 euros à la commune de Vitrolles.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire 4451 (fonction 50 - nature 2041412).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 014**

**Mise à jour des modalités d'intervention du Pays d'Aix pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le parc locatif social du Pays d'Aix (près de 28 000 logements) est relativement ancien puisque près de la moitié des logements (46%) a été réalisée avant 1977. Ce sont ainsi plus de 10 000 logements qui ont été mis en location il y a 40 ans. 64% du parc d'Aix-en-Provence, 39% du parc de Vitrolles et 30% du parc de Gardanne ont ainsi été réalisés pendant cette période. En partie vieillissant, ce parc a besoin de travaux de remise à niveau et de réhabilitation, avec aujourd'hui de nouveaux objectifs en matière d'efficacité énergétique.

Par délibération n° 2014\_A071 du 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un dispositif d'aides financières en faveur des opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux prenant en compte les caractéristiques

sociales des territoires (projets ANRU, quartiers QPV) et encourageant les travaux permettant d'améliorer les performances énergétiques des logements.

Cette délibération présentait des taux d'intervention allant de 15 à 80% selon le territoire concerné, la nature des travaux et le niveau de performance énergétique atteint. Le montant des subventions accordées a été plafonné à 50% du coût total d'opération.

	Nature des réhabilitations				
	Energie / Thermique			Autres Travaux	
	Maximum	Moyen	Minimum	Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	Taux de financement global de la CPA
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement			Maximum 50% du coût total de l'opération
Projets ANRU ou assimilés, en cours	80%	70%	60 %	50%	Financement de complément
Quartiers Politique de la Ville / Quartiers d'habitat social fragilisés	50%	40%	30%	30%	
Reste du territoire				15%	

Depuis 2014, 15 opérations de réhabilitation ont été financées par le Territoire du Pays d'Aix, représentant 3 523 logements (4 opérations financées en zones « ANRU / QPV », soit 1 563 logements et 11 opérations financées sur le « reste du territoire », soit 1 960 logements).

La participation du Territoire s'est élevée à hauteur de 26 % du montant total des travaux, soit 20 481 663 euros accordés (sur un coût total de travaux 77 764 873 euros). Le taux d'aide moyen par logement est de 5 814 euros. Il est à noter que ces opérations ont majoritairement porté sur de la réhabilitation énergétique (12 369 327 euros 60 % du montant de subvention accordé).

En zone « ANRU / QPV », la subvention moyenne par logement accordée par le Pays d'Aix s'élève à 6 895€, alors que sur le « reste du territoire », elle s'élève à 4 951€.

Au vu du retour d'expériences et de l'impact financier pour le Territoire, il convient, aujourd'hui, de mettre à jour les taux d'intervention proposés dans le cadre de ce dispositif.

Dans le contexte budgétaire métropolitain, la gestion des crédits sur l'Etat Spécial de Territoire nécessite de prioriser l'accompagnement sur les politiques publiques. Maintenir un taux de subvention de l'ordre de 80% obérerait nos capacités à soutenir plusieurs programmes. Aussi au regard du bilan réalisé, il est proposé de s'appuyer sur la moyenne des taux d'intervention.

	Nature des réhabilitations				Taux de financement global de la CPA Maximum 50% du coût total de l'opération
	Energie / Thermique			Autres Travaux  Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	
	Maximum	Moyen	Minimum		
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement			
Projets ANRU ou assimilés, en cours	40 %	30 %	20 %	30 %	Financement de complément
Quartiers Politique de la Ville / Quartiers d'habitat social fragilisés	30%	25 %	20%	25 %	
Reste du territoire				15 %	

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat entre le Pays d'Aix et l'Atelier de l'Environnement du Pays d'Aix – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (convention d'objectifs annuelle), ce dernier accompagnera la Direction de l'Habitat dans la pré-instruction et l'analyse des dossiers de demande de subvention des bailleurs sociaux (étude des dossiers, accompagnement technique des bailleurs, visites sur site, réunion de clôture).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2014\_A071 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 et 2014\_A216 du 14 octobre 2014 relatives à l'intervention de la CPA pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production de logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la déclinaison des taux d'intervention du Pays d'Aix aux opérations de réhabilitation des logements locatifs sociaux présenté ci-dessus.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisation de programme n°DI725AP et n°DI7322AP (fonction 552).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 015

**Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur pour l'immeuble sis 42 rue Durance (parcelle BV 363)**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une concession d'aménagement a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis en décembre 2010. Les priorités de l'opération sont d'une part de réhabiliter des îlots dégradés et d'autre part, de requalifier l'espace public du centre ancien.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a mené des acquisitions d'immeubles par préemption ou à

l'amiable afin de réaliser des opérations de réhabilitation de logements.

Ainsi, en 2003, la SPLA est devenue propriétaire de l'immeuble sis 42 rue Durance dans le cadre des objectifs fixés dans la concession d'aménagement. Ce bien très vétuste en R+3 est composé d'un local en rez de chaussée de 23 m² et de trois logements aux étages d'une surface de 123 m² avec une cour commune de 60 m². Aujourd'hui, ce bien intéresse un acquéreur en vue de réhabiliter l'immeuble pour en faire plusieurs logements.

Un logement appartenant à un autre propriétaire (parcelles BV 361/362) est imbriqué dans l'immeuble objet de cette cession.

Le futur acquéreur se porte acquéreur de la totalité.

Il s'agit aujourd'hui de réaliser les deux cessions concomitamment afin que le futur acquéreur puisse être garanti de réhabiliter l'immeuble dans sa totalité.

Le bien propriété de la SPLA (parcelle BV 363) est cédé au prix de l'évaluation de France Domaines réalisée le 25 juin 2018 soit la somme de 111 000 €.

Le futur acquéreur déposera en son nom un permis de construire conformément au règlement du PLU et des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France inscrites dans la ZPPAUP.

En conséquence, conformément à l'article 24 de l'avenant n°3 du traité de concession, il est proposé d'agréer la SCI IRCAVEC représentée par Monsieur Régis CASOLI, domiciliée 12 rue BARACANE 84000 AVIGNON

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil communautaire de la CPA approuvant la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2011\_B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 adoptant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n° 2013\_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre

2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEVT 001 4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- L'avis de la Commission Habitat, Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la réalisation de cette opération de réhabilitation entre parfaitement dans les objectifs du contrat de concession et conformément à l'avis du comité de pilotage de l'opération du 26 novembre 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

La SCI IRCAVEC représentée par Monsieur Régis CASOLI domiciliée 12 rue BARACANE 84000 AVIGNON est agréée en qualité d'acquéreur de l'immeuble sis 42 rue Durance (parcelle BV 363) pour la somme de 111 000 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT**

**2019 CT2 016**

**AVIS - Projet urbain du Quartier de Gare aux Pennes-Mirabeau - Prise en considération du projet d'aménagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur du quartier de Gare à Plan-de-Campagne, situé au Nord-Est de la commune des Pennes-Mirabeau, à proximité de l'autoroute A51, représente un espace de développement stratégique pour les acteurs publics afin d'y développer un nouveau quartier à proximité du futur pôle d'échanges multimodal. En effet, la réalisation d'un projet d'aménagement autour de la gare de Plan-de-Campagne permettrait d'améliorer les services de transports en commun, de moderniser les équipements existants et d'améliorer l'environnement immédiat autour de l'équipement public.

Lors du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ».

Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018.

Sur le plan foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes-Mirabeau et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne. Le conventionnement porte sur un périmètre d'intervention de 20 hectares et une enveloppe financière d'un montant de 12,5 millions d'euros est mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

La présente délibération vise à instaurer un périmètre d'étude élargi qui permettrait de maîtriser l'utilisation du droit du sol dans le secteur affecté par l'opération et ainsi de ne pas prendre le risque d'accorder un permis de construire susceptible de remettre en cause le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après affichage pendant un mois en mairie et formalités de publicités liées. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU, afficher au siège de l'EPCI compétent en matière de PLU et au siège de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018

déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;

- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2018 définissant les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de contrôler l'utilisation des sols dans le périmètre d'étude du projet d'aménagement du quartier de gare afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse sa réalisation future.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris en considération le projet d'aménagement du quartier de gare sur la commune des Pennes-Mirabeau.

**Article 2 :**

Est approuvé le plan relatif au périmètre d'étude délimité sur le document joint à la présente délibération ayant pour objet le projet d'aménagement du quartier de gare.

**Article 3 :**

Les mesures de publicité requises seront mises en œuvre et le périmètre sera annexé au PLU de la commune.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

## 2019 CT2 017

**AVIS - Approbation d'une convention entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise à disposition de locaux et moyens dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée "Plan Local d'Urbanisme, documents en tenant lieu ou carte communale" et compétences associées "Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et Règlement Local de Publicité (RLP)"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération n°FAG 123-3142/17CM en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, des conventions de gestion ont été conclues avec la commune d'Aix-en-Provence portant notamment sur la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées ».

La convention de gestion relative à l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » arrive à son terme le 31 décembre 2018.

Dans l'intérêt d'un exercice optimisé des compétences précitées sur le Territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun que la ville d'Aix-en-Provence permette aux personnels désormais métropolitains affectés à cet exercice de poursuivre leur activité dans les locaux communaux situés 12 rue Pierre et Marie Curie - Aix-en-Provence et de leur permettre également de bénéficier d'un

ensemble de moyens et de services assurés par la commune d'Aix-en-Provence.

Il convient donc de fixer, par la convention ci-annexée, les conditions de mise à disposition de ces locaux et moyens au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au titre de la présente autorisation d'occupation des locaux, La Métropole s'acquittera d'une redevance, calculée prorata temporis sur une année normalisée de 365 jours, sur la base de :

- 22 370 € (vingt-deux mille trois cent soixante-dix euros), montant annuel hors taxe, proratisé pour la période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2019 (date prévisionnelle)
- 29 990 € (vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euros), montant annuel hors taxe, proratisé à partir du 1er mai 2019 (date prévisionnelle).

Les montants ci-dessus indiqués tiennent compte des frais de nettoyage des locaux mis à disposition ainsi que des consommations de fluides afférentes. Cette redevance sera payée semestriellement terme échu.

Au titre des autres biens mis à disposition et services désignés à l'article 2, la Métropole s'acquittera d'une redevance complémentaire forfaitisée, payable semestriellement terme échu, d'un montant annuel hors taxe de 1 680 € (mille six cent quatre-vingt euros).

La convention sera conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DL 2017-570 du Conseil Municipal du 13 décembre 2017 portant approbation de la convention de gestion entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 123-3142/17CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées

au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention de gestion entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la compétence « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence arrive à son terme au 31 décembre 2018.
- Que dans l'intérêt d'un exercice optimisé des compétences précitées sur le Territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun que la ville d'Aix-en-Provence permette aux personnels désormais métropolitains affectés à cet exercice de poursuivre leur activité dans les locaux communaux situés 12 rue Pierre et Marie Curie - Aix-en-Provence et de leur permettre également de bénéficier d'un ensemble de moyens et de services assurés par la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise à disposition de locaux et de moyens de la ville d'Aix-en-Provence situés 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 Aix-en-Provence relative à l'exercice des compétences « Plan Local d'Urbanisme et compétences associées » transférées à la Métropole.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre tout acte et toute décision pour l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Chapitre 011 / Fonction 020 / Nature 62875 du Budget de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 018**

**AVIS - Demande d'engagement de la modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012.

Ce document d'urbanisme vise à mieux mettre en valeur le patrimoine du centre historique d'Aix-en-Provence tout en confortant son attractivité.

En effet, une des spécificités du centre historique d'Aix-en-Provence est que sa forte valeur patrimoniale va de pair avec un dynamisme économique qui le sollicite beaucoup, notamment dans les espaces publics.

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence intègre ces problématiques dans la définition de son projet urbain, en l'orientant vers une meilleure organisation et valorisation des différentes fonctionnalités du centre, de manière à apporter une amélioration de la qualité de vie des Aixois et de leurs visiteurs.

Par ses dispositions, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur vise à ce que la concentration et l'enchevêtrement des activités sur ce territoire restreint trouvent leur place, sans pour autant porter atteinte à la valeur patrimoniale de ce lieu.

Il apparaît cependant nécessaire, pour que la politique de mise en valeur des espaces publics du centre historique puisse être poursuivie, de mieux définir les conditions d'insertion des activités économiques dans ces lieux patrimoniaux emblématiques.

Des études complémentaires réalisées en association avec les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont fait ressortir les difficultés actuelles engendrées par les usages du centre historique.

Une meilleure mise en valeur de l'occupation des espaces publics, notamment de la place des Cardeurs, apparaît nécessaire et supposerait d'intégrer au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur des préconisations allant dans le sens d'une

occupation plus qualitative des espaces publics participant du patrimoine aixois.

Une évolution du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur est donc à envisager sur cet aspect.

A cet effet, il convient de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'engagement d'une procédure d'évolution du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence principalement dans la perspective d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de solliciter la prescription d'une procédure d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur auprès du Préfet, conformément à l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

Ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du document et relèvent ainsi d'une procédure de modification. Il s'agit de solliciter la modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence, une modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur étant actuellement en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Les articles L.313-1 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence nécessite une procédure de modification à l'initiative du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence principalement en vue d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces publics.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Il est sollicité auprès de Monsieur le Préfet l'engagement d'une procédure de modification n°2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence principalement en vue de d'assurer une meilleure intégration patrimoniale de l'occupation des espaces publics.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 019**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes - Révision allégée n°1 - Bilan de la concertation et arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.



Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2016-78 du 15 décembre 2016, la commune de Rognes a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-66 du 29 novembre 2017, la commune de Rognes a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objet l'extension du périmètre de la zone d'activités, route de Lambesc.

Par délibération n°2017-69 du 29 novembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre la procédure qu'elle avait engagée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM afin de poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation, dès approbation de la délibération d'engagement de la procédure, sur le site internet de la ville et dans un journal local diffusé dans le département et affichage en mairie.

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme, en mairie, d'un registre et d'une adresse électronique sur le site internet de la ville, destinés à recueillir toutes les observations du public ;

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme et sur le site internet de la ville du dossier d'études, jusqu'à ce que le Conseil Métropolitain tire un bilan de la concertation et approuve le dossier définitif du projet ;

#### **BILAN de la CONCERTATION**

Entre décembre 2017 et décembre 2018, un dispositif d'informations et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation, dès approbation de la délibération d'engagement de la procédure, sur le site internet de la ville, dans un journal local diffusé dans le département et affichage en mairie.

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme, en mairie, d'un registre et d'une adresse électronique sur le site internet de la ville, destinés à recueillir toutes les observations du public ;

- Mise à disposition au Service de l'Urbanisme et sur le site internet de la ville d'un dossier de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire un bilan de la concertation et approuve le dossier définitif du projet.

#### **1/ LES MOYENS D'INFORMATION**

La commune de Rognes a mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de révision allégée N°1 PLU.

#### **Affichage et publication**

La délibération de prescription de la révision allégée n°1 a été affichée en mairie à partir du 5 décembre 2017. Cette délibération a simultanément été publiée sur le site internet de la ville.

#### **Parution dans la presse**

Un avis paru dans le journal « La Provence » le 7 décembre 2017 a permis aux habitants de prendre connaissance du lancement de la procédure de révision allégée n°1 et des dispositifs de concertation mis en œuvre.

#### **La mise à disposition des documents d'études en Mairie et sur le site internet**

Une publication sur le site internet communal (<http://www.ville-rognes.fr/>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée n°1, dossier qui a été complété tout au long de la procédure. Le document, régulièrement alimenté, a également été mis à disposition en mairie.

#### **2/ LES MOYENS D'EXPRESSION**

La commune a recueilli les remarques des habitants sur le projet de révision allégée n°1 du PLU de Rognes via la mise à disposition d'un registre de la concertation en mairie tout au long de la procédure, et via la réception de courriers et de mail à l'adresse : [urbanisme@rognes.fr](mailto:urbanisme@rognes.fr)

Au total trois observations ont été formulées :

2. deux dans le registre mis à disposition en mairie de Rognes,
3. une par mail (observation identique à celle portée sur le registre),

A noter qu'aucune observation n'a été formulée par courrier.

#### **3/ SYNTHÈSE THÉMATIQUE DES REMARQUES FORMULEES ET ANALYSE AU REGARD DU PROJET DE REVISION ALLEE N°1 DU PLU**

Les remarques ont porté sur les thèmes suivants :

- L'adéquation entre la délimitation de la zone Nf 3 du PLU et la délimitation de l'emprise des carrières sur la carte produite par le BRGM en 1999. Cette remarque a également été transmise par courriel.
- Une demande liée à la constructibilité de terrains en limite de zone urbaine.

Les réponses apportées :

1. Le projet de révision allégée a été conduit en étroite collaboration avec le pôle risques de la DDTM. La carte à laquelle fait allusion le pétitionnaire ne tient pas compte de l'extension de l'activité des carrières contrairement au zonage du PLU qui est nettement plus récent.
2. Cette demande est sans lien avec l'objet de la révision allégée n°1.

#### 4/ BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, la municipalité a organisé la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée n°1 du PLU de Rognes.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

L'implication des habitants et des élus a permis de recueillir les avis et remarques sur le projet de révision allégée n°1 PLU.

Les avis exprimés démontrent l'intérêt des habitants pour la préservation de leur cadre de vie. Ces avis ne remettent pas en cause le projet de révision allégée n°1 PLU.

La Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Rognes se sont prononcées sur les choix et ont finalisé la révision allégée N°1 du PLU en tenant compte de l'ensemble des remarques.

Ainsi, il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2017-66 de la commune de Rognes du 29 novembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-69 de la commune de Rognes du 29 novembre 2017, donnant accord à la Métropole Aix -Marseille - Provence afin de poursuivre la procédure engagée,
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure

engagée par la commune en date du 11 décembre 2017 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme annexé.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci-dessus.

##### **Article 2 :**

Est arrêté le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 020**

**AVIS - Concession d'Aménagement Pôle Yvon Morandat sur la commune de Gardanne - Poursuite de l'opération engagée par la commune**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de

coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance et, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a donc été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole a décidé, notamment, de conclure avec la commune de Gardanne une convention de gestion portant sur l'exercice de la compétence zone d'activité économique.

Cette convention a été conclue à l'origine pour une durée d'un an et elle a été prolongée pour une nouvelle durée d'un an par délibération n°FAG 088-4544/18/CM du 18 octobre 2018.

En complément, les articles L. 5215-29 et R. 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient des dispositions particulières sur les conditions dans lesquelles sont poursuivies les opérations décidées par les communes avant le transfert des compétences et sur leur financement. Ces conditions sont fixées par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et de la commune concernée.

En particulier, l'article R. 5215-4 du CGCT précise que les opérations, autres que les zones d'aménagement concertée, qui ont reçu un

commencement d'exécution avant le transfert de compétences soient poursuivies par les communes.

Ainsi, lorsqu'une opération d'aménagement ou de travaux en cours d'exécution participe à la mise en œuvre d'une compétence transférée à une métropole, elle est par principe poursuivie et achevée par la commune selon les modalités financières objet d'un accord entre l'EPCI et la commune.

En l'espèce, par délibération du 5 juillet 2007, la commune de Gardanne a décidé de réaliser le projet d'aménagement du site du Puits Morandat.

Ensuite, par délibération du 16 octobre 2008, la commune de Gardanne a décidé de confier à la SEMAG le soin d'assurer la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 4 avenants :

- un avenant 1 qui a modifié la durée de la concession en la portant à 12 ans au lieu de 8 ans et qui a ajusté le montant des participations à verser à l'opération ;
- les avenants 2 à 4 qui ont ajusté le montant des participations versées à l'opération.

Après adoption de l'avenant 4, le montant total des dépenses pour réaliser l'opération, comprenant le programme général des travaux et des équipements publics, s'élèvent à la somme de 12.399.000 euros HT.

Cette opération décidée et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sera poursuivie et financée par la commune de Gardanne jusqu'à son achèvement.

Dans ce cadre, la commune attribuera à la SEMAG les participations suivantes, inscrites à l'avenant 4, par tranche annuelle et non mandatées à ce jour :

- 488.791 euros TTC pour l'année 2018 ;
- 580.800 euros TTC pour l'année 2019 ;
- 542.400 euros TTC pour l'année 2020.

Après délibération concordante du Conseil de la Métropole et du Conseil Municipal de la Commune de Gardanne, la poursuite de l'opération sera effective en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 131-3150/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que par délibération du 5 juillet 2007, la commune de Gardanne a décidé de réaliser le projet d'aménagement du site du Puits de Morandat ;
- Que par délibération du 16 octobre 2008, la commune de Gardanne a décidé de confier à la SEMAG le soin d'assurer la réalisation de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement ;
- Que la concession d'aménagement a fait l'objet de 4 avenants dont un avenant qui a modifié la durée de la concession en la portant à 12 ans ;
- Qu'il est nécessaire de poursuivre l'opération dont le début d'exécution est intervenu le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les modalités de poursuite par la commune de Gardanne de l'opération d'aménagement du site du Puits Morandat.

**Article 2 :**

Madame la Présidente ou son représentant, est autorisé à prendre toute mesure destinée à l'application de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 021**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Modification n°1 - Ouverture à l'Urbanisation**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017, la commune de Ventabren a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par courrier en date du 7 mars 2018, le Maire de la commune de Ventabren a sollicité l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme(PLU) de sa commune

Par délibération n°URB 005-3844/18/CM en date du 18 avril 2018, le Conseil de la Métropole a engagé une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements du PLU de la commune de Ventabren, pour permettre notamment la réalisation des projets suivants :

- Etendre la zone Nh (suite à une erreur matérielle au lieu-dit « Château-Blanc »)
- Mettre en place une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) au lieu-dit « Puits des Méjeans »
- Modifier le zonage AU2Hd1 en AU1H de la ZAC de l'Héritière;

**S'agissant de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 :**

La Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de l'Héritière a été créée le 9 mars 2011, et son dossier de réalisation a été approuvé le 17 juillet 2011. Elle fait l'objet d'une concession d'aménagement attribuée à un opérateur public : la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Pays d'Aix

Territoires par délibération municipale du 27 juillet 2011.

Cette ZAC constitue l'un des projets les plus importants de la commune, dans laquelle elle occupe une place centrale. Elle a fait l'objet d'une déclaration de projet en mars 2016, et a été intégrée dans le PLU actuel, approuvé le 11 décembre 2017.

La zone AU2Hd1, qui constitue la parcelle à ouvrir à l'urbanisation, se trouve au cœur du périmètre de la ZAC. Cette parcelle n'avait pas été retenue dans le phasage opérationnel de la ZAC à l'approbation du PLU en 2017. Après mise en œuvre du projet de la ZAC, il a été jugé indispensable d'intégrer le secteur AU2Hd1 au projet d'ensemble. C'est une partie intégrante du projet, qui permettra la cohérence de l'opération d'ensemble.

Cette modification ne remet pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme en vigueur. Elle n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Elle ne comporte pas de graves risques de nuisances.

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'Urbanisme, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de Métropole n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, lorsque le projet de modification d'un Plan Local d'Urbanisme porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du Conseil de Territoire du Pays d'Aix justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local

d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme(PLU) de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°URB 005-3844/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 avril 2018 approuvant l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren ;
- Le Plan local d'Urbanisme et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'ouverture à l'urbanisation du terrain susmentionné doit permettre de diversifier l'offre de logements afin de l'adapter aux besoins réels de la population et favoriser la mixité et la cohésion sociale. La ZAC permettra en effet de participer à cette orientation par la création de logements sociaux, ou à destination des familles ou des personnes âgées.
- Que l'offre en équipements doit s'étoffer pour répondre aux besoins des habitants (orientation 3.2 du PADD). L'ouverture à l'urbanisation permettra en effet la création de nombreux équipements (groupe scolaire, foyer-logements pour senior, mairie annexe, etc.).
- Qu'un développement économique diversifié (orientation 3.4 du PADD) est nécessaire dans le secteur de la ZAC de l'Héritière, afin de permettre la création d'un nouveau pôle commercial de proximité, de qualité et porteur d'attractivité, en lien avec le secteur de l'Intermarché par la réalisation de services de proximité.

**Délibère**

#### **Article Unique :**

Compte tenu de l'offre et de la demande de foncier constructible à vocation d'habitation (rareté de l'offre, importance de la demande) et des besoins en matière de mixité sociale sur la commune de Ventabren, l'utilité d'une ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 est justifiée.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 022**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Révision allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°17/17 le 23 mars 2017.

Par délibération n°105/17 du 8 décembre 2017 le Conseil Municipal de Cabriès a défini les modalités de concertation et prescrit la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès afin de, notamment :

- Ajuster la localisation graphique de protection de la trame végétale à la réalité des plantations par le biais d'une modification ou d'une réduction des espaces verts remarquables,
- Procéder à des modifications de zone N, à la marge afin de tenir compte de l'urbanisation et du zonage à proximité immédiate,
- Examiner les possibilités de réduction des marges de recul par rapport à l'A51 en vue d'une ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone de Plan de Campagne.

Lors de la délibération précitée, le Conseil Municipal a défini les modalités de la concertation avec le public.

Par délibération n°106/17 du 8 décembre 2017 le Conseil Municipal de Cabriès a donné son accord pour la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier de la commune de Cabriès du 10 janvier 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de poursuivre la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné.

Par délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a poursuivi la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès, engagée le 8 décembre 2017 par délibération n°106/17 du Conseil Municipal.

La procédure de révision allégée est, au même titre que l'élaboration d'un PLU, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit « *qu'à l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est approuvé par :*

*- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale des maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »*

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire les avis qui

ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que le projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°105/17 du Conseil Municipal du 8 décembre 2017 la commune de Cabriès qui définit les modalités de concertation et prescrit la révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Cabriès;
- La délibération n°106/17 du Conseil Municipal de Cabriès du 8 décembre 2017 qui a donné son accord pour la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, approuvant la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Cabriès, engagée le 8 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal ;
- Le Plan Local d'Urbanisme et ses évolutions successives approuvées de la commune de Cabriès en vigueur ;
- La courrier de la commune de Cabriès en date du 10 janvier 2018, par lequel le

Conseil de la Métropole a été saisi afin de poursuivre la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 7 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme .
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit « *qu'à l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est approuvé par : -l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale des maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.* »

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires imposée dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

### **2019 CT2 023**

**AVIS - Quartier Léon Arnoux à Pertuis - Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) – Approbation du programme des équipements publics et de leur financement – Durée d'exonération de la taxe d'aménagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 15 décembre 2015. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis au PLU figure la zone 1AU-a située au lieu-dit « La Pie Sainte-Anne », au Sud-Est de l'enveloppe urbaine de Pertuis et en bordure de la rue Léon Arnoux. Ce secteur est également identifié dans le contrat de mixité sociale signé avec l'État.

La zone 1AU-a jouxte le quartier Léon Arnoux à dominante résidentielle qui s'est développé au cours des dernières décennies sous la forme d'habitat pavillonnaire.

S'inscrivant en accroche de l'urbanisation existante, la zone 1AU-a couvre une superficie totale d'environ 7,8 hectares.

Le règlement du PLU définit la zone 1AU-a comme une zone à Urbaniser à dominante d'habitat insuffisamment équipée, dont l'urbanisation est possible dès réalisation des équipements nécessaires.

Plusieurs conditions d'ouverture à l'urbanisation sont applicables à cette zone du PLU. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée ou concomitante à la réalisation de la voie de desserte faisant l'objet, au PLU, de l'emplacement réservé V31. Cet emplacement réservé V31 permet d'assurer un désenclavement du quartier au moyen d'une nouvelle voie reliant directement la rue Léon Arnoux au secteur de la gare ferroviaire de Pertuis. Cette future voie dont l'emprise est de 0,5 ha traverse longitudinalement la zone 1AU-a dans sa partie centrale, scindant la

zone en 2 secteurs : un secteur Ouest d'environ 4,7 hectares et un secteur Est d'environ 2,6 hectares.

La zone 1AU-a fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « Léon Arnoux ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Il est souhaité de faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP), en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité. Le périmètre du PUP est délimité par le plan annexé à la présente délibération, ce périmètre correspond à celui de la zone 1AU-a du PLU et comprend les parcelles suivantes : AY 172, AY173, AY 67, AY 70, AY 71, AY 72, AY 165, AY 166, AY 167, soit une superficie d'environ 7,8 hectares (cf. Annexe 1).

Le programme de travaux d'équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 3 073 036 € HT, y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, ainsi que la maîtrise d'ouvrage et le financement sont décrits dans les annexes au présent rapport. Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la commune de Pertuis et du Syndicat Durance Luberon.

Les opérateurs participeront au financement des équipements publics réalisés par la commune et le Syndicat Durance Luberon au prorata des besoins générés par l'opération, soit un montant total de 2 006 477 € HT.

Ainsi, les prises en charge financières de ces travaux seront :

- 1 066 558,75 € HT à la charge de la commune, soit 35 % du montant total des travaux,
- 2 006 477 € HT à la charge des opérateurs immobiliers, soit 65 % du montant total des travaux.

Ainsi, compte tenu du programme prévisionnel de construction sur le périmètre du PUP, la participation moyenne est de l'ordre de 111 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Chacun des projets menés par les constructeurs au sein du périmètre du PUP Léon Arnoux, fera l'objet d'une convention de PUP qui fixera les conditions et les modalités de prise en charge financière des équipements publics.

Un opérateur immobilier a élaboré sur le tènement foncier du secteur Ouest un programme de 170 logements dont 90 logements aidés. Ce projet développera une surface de plancher prévisionnelle de 12 000 m<sup>2</sup>. Une première convention de PUP sur ce tènement est présentée au Bureau de la Métropole du 28 février 2019.



En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En outre, en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme, et selon le principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas exigée de l'opérateur puisque celui-ci finance au travers du PUP les réseaux d'eaux usées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

**Où il le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser l'opération de logements dite « PUP Léon Arnoux » en vue de produire des logements sociaux.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la viabilisation et l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le périmètre de PUP Léon Arnoux qui couvre une superficie d'environ 7,8 hectares.

**Article 2 :**

Est approuvé le programme des équipements publics à réaliser selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et

les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives.

**Article 3 :**

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 024**

**AVIS - Quartier Léon Arnoux à Pertuis -  
Approbation d'une convention de Projet Urbain  
Partenarial (PUP) quadripartite entre la  
Métropole, la commune, le Syndicat Durance  
Luberon et la société SCCV Saint Roch**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 15 décembre 2015. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis au PLU figure la zone 1AU-a située au lieu-dit « La Pie Sainte-Anne », au Sud-Est de l'enveloppe urbaine de Pertuis et en bordure de la rue Léon Arnoux. Ce secteur est également identifié dans le contrat de mixité sociale signé avec l'État.

La zone 1AU-a jouxte le quartier Léon Arnoux à dominante résidentielle qui s'est développé au cours des dernières décennies sous la forme d'habitat pavillonnaire.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur la zone 1AU-a, dit « PUP Léon Arnoux ». En effet, plusieurs conditions d'ouverture à l'urbanisation sont applicables à cette zone du PLU. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée ou concomitante à la réalisation d'une voie de desserte permettant d'assurer un désenclavement du quartier au moyen d'une nouvelle voie reliant directement la rue Léon Arnoux au secteur de la gare ferroviaire de Pertuis.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 3 073 036 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation d'environ 65 % du montant total des travaux à la charge des opérateurs de l'ordre de 111 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher.

La société SCCV Saint-Roch (groupe VINCI Immobilier) entend développer un programme d'environ 170 logements dont 60 logements locatifs sociaux, une trentaine de logements en accession sociale et environ 80 logements en accession libre, soit environ 12.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Les montants de participations ont été calculés selon les besoins générés par l'opération et, compte tenu du programme de constructions envisagé par l'opérateur SCCV Saint-Roch, sa participation s'élève à 1 337 651,50 € HT.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage, leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, considérant que les équipements publics à réaliser sont exclusivement de compétence communale et de compétence du Syndicat Durance Lubéron ladite convention prévoira que les participations liées à la réalisation desdits équipements soient versées à ces deux maîtres d'ouvrage.

Ainsi chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence. Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la commune de Pertuis et du Syndicat Durance Lubéron.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Pertuis, le Syndicat Durance Lubéron et la société SCCV Saint-Roch pour la mise en œuvre du projet « Léon Arnoux » sur la commune de Pertuis.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisée à signer la convention et l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

### **Article 3 :**

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 025**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur - Election de la Commission "aménagement" dédiée au projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis d'une superficie de 14 ha, le Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 a validé le principe du recours à la concession d'aménagement et a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur.

La ZAC du Jas de Beaumont à vocation principale d'habitat comprend un programme de construction

d'environ 400 logements, un parc urbain de 2 ha, des espaces publics ainsi qu'une place publique comprenant des logements, des commerces et services de proximité.

Il est précisé que pour juger de l'ambition du programme, il sera demandé aux candidats de présenter un plan masse de la place publique accueillant les commerces et services. La surface de plancher destinée aux commerces et services indiquée initialement pourra donc être modifiée à la baisse, une fourchette de surface de plancher sera indiquée dans le cadre de la consultation.

Cette opération permettra à la ville et à la Métropole de mettre en œuvre leur politique de l'habitat, en proposant une gamme de logements favorisant la mixité sociale (40 % de logements locatifs sociaux) et un nouveau quartier respectueux de l'environnement ; la Métropole est engagée pour cette ZAC dans une démarche Eco quartier.

Dans cette délibération, la commission Aménagement dédiée au projet a également été constituée. En effet, les principes de son élection (dépôt des listes, modalités du scrutin) ont été exposés et approuvés, ainsi que le principe de désigner la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention.

La procédure de mise en concurrence encadrée par l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret d'application du 1<sup>er</sup> février 2016, va se dérouler en plusieurs étapes :

- Publication d'un Avis d'appel Public à concurrence,
- Remise des candidatures puis sélection des candidats admis à remettre une offre,
- Envoi du DCE aux candidats admis à présenter une offre,
- Analyse des offres et sélection des soumissionnaires admis à participer à la négociation,
- Phase de négociation,
- Remise de l'offre finale et signature du traité.

En conséquence, il convient d'une part de procéder à l'élection de la Commission « aménagement » dédiée au projet qui sera chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues préalablement à la négociation et d'autre part de désigner la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention.

Pour rappel, les conditions de dépôt des listes sont les suivantes :

- Chaque liste doit être déposée avant 17 heures au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la commission concession,
- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes

peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de siège à pourvoir,

- En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages,
- En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Au regard des conditions de dépôt des listes définies dans la délibération du 13 décembre 2018, l'élection de la Commission Aménagement est proposée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- Les délibérations n°URB029-1109/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la concertation, la délibération n°URB 030-1110/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et la délibération n°URB031-1111/16/CM approuvant le dossier de création de la ZAC et décidant de créer la ZAC ;
- La délibération n°URB 057-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement et sur la création de la Commission « aménagement » dédiée au projet.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement à un aménageur via une concession d'aménagement conclue aux risques de ce dernier.
- Les dispositions de Code de l'Urbanisme, dans son article R 300-9, prévoyant

l'intervention d'une Commission « aménagement » chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues préalablement à l'engagement de la négociation.

- La détermination des modalités de dépôt des listes définies dans la délibération du 13 décembre 2018.
- Que la Commission est élue au sein du Conseil de la Métropole à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Après le vote du Conseil de la Métropole, les titulaires et suppléants nommés ci-dessous sont élus :

**Titulaires :**

- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....

**Suppléants :**

- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....
- Monsieur /Madame.....

**Article 2 :**

La personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention, à recueillir l'avis de la Commission à tout moment de la procédure et à proposer le choix du concessionnaire au Conseil de la Métropole est .....

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à prendre toutes mesures visant à l'exécution de la présente délibération et à signer tous documents s'y rapportant pour la suite de la procédure.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Zones d'activités

### 2019 CT2 026

**AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de réhabilitation de la Zone d'Activités Terre du Fort - Démarche écoparc Vaucluse - Commune de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

### Programme :

Le programme de la réhabilitation de la ZA Terre du Fort a été validé lors du Conseil communautaire de la CPA par délibération n°2015\_A335 en date du 17 décembre 2015.

A l'issue de la réalisation de son schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales, la commune de Pertuis avait sollicité une modification du programme pour y intégrer des aménagements hydrauliques complémentaires.

Ce programme modificatif a été validé lors du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 2 février 2017, délibération n° 2017\_CT2\_031. Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Pertuis a été approuvée lors de cette même séance.

Le projet concerne la requalification des voiries de la Zone d'Activités Terre du Fort avec une réhabilitation du système hydraulique du secteur.

Le programme du projet se caractérise donc comme suit :

- Voirie :

- Adaptation et requalification des chaussées,
- Amélioration des caractéristiques du carrefour Roberval/Papin,
- Aménagement de trottoirs et de traversées piétonnes sécurisées,

- Aménagement de places de stationnement et de zones de livraisons pour le stockage des poids-lourds,
- Création de pistes ou bandes cyclables sur les emprises disponibles,
- Adaptation de la signalisation horizontale et verticale.

- Réseaux :

- Création d'un réseau pluvial en intégrant les modifications à apporter au réseau du canal des arrosants,
- Création du génie civil pour la fibre optique,
- Adaptation de l'éclairage public avec candélabres équipés en LED.

- Espaces Verts :

- Requalification des espaces verts.

### Planning :

Compte tenu de l'ampleur des travaux à réaliser, l'opération de requalification sera traitée en trois phases :

- Phase 1 = rue Bajac
- Phase 2 = rues Philippe Girard, Jacquard, Roberval et giratoire, pluvial sur une partie de la rue Louis Lumière,
- Phase 3 = rues Louis Lumière et Papin

Un plan localisant ces phases est joint en annexe.

### Financement :

Le budget prévisionnel affecté à chaque phase est le suivant :

Secteur phase n° 1 = 1 300 000€ HT

Secteur phase n° 2 = 1 200 000€ HT

Secteur phase n° 3 = 1 250 000€ HT

L'estimation prévisionnelle de cette opération s'élève à 3 750 000€ HT, soit 4 500 000€ TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 84 «ECOPARC VAUCLUSE»	Montant plafond (soit 9,23% pour la phase 1 10% pour la phase 2 9,6% pour la phase 3)	Phase 1 = 120 000€ Phase 2 = 120 000€ Phase 3 = 120 000€ soit un total de 360 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence		Phase 1 = 1 180 000€ Phase 2 = 1 080 000€ Phase 3 = 1 130 000€ soit un total de 3 390 000€
<b>TOTAL HT</b>		<b>3 750 000 €</b>

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse dans le cadre de la démarche ECOPARC VAUCLUSE, sur un projet réalisé en trois phases ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A188 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 validant la création de l'Autorisation de Programme d'un montant de 3,5M€ pour la réhabilitation de la ZA Terre du Fort ;
- La délibération n° FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 validant l'Autorisation de Programme pour un montant de 5M€ ;
- La délibération n°2017\_CT2\_031 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 approuvant la modification du programme de travaux et la signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Pertuis ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réhabilitation de la ZA Terre du Fort sur la Commune de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse au titre du dispositif écoparc Vaucluse pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est également autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Départemental de Vaucluse, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires pour les travaux sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération DI317 - Autorisation de Programme n°2017/11, Nature 238 Fonction 61.

La recette éventuelle correspondante est inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 1323 – Fonction 61 – Code opération n°317.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 027**

**Réhabilitation de la Zone Industrielle des Estroublans - Commune de Vitrolles - Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté de Communes du Pays d'Aix s'était engagée à réhabiliter la totalité de la zone industrielle des Estroublans sur la Commune de Vitrolles.

Les études préalables à la réhabilitation de la zone avaient mis en évidence l'ampleur des travaux à réaliser ainsi que la présence de nombreuses contraintes techniques. La Communauté de Communes du Pays d'Aix avait donc décidé, par délibération cadre n°1999-A111 du 4 octobre 1999 de réhabiliter la zone industrielle des Estroublans avec un programme de travaux découpé en quatre tranches.

Les travaux des deux premières tranches sont aujourd'hui terminés.

Afin d'engager la troisième tranche de la requalification de la zone, une autorisation de programme a été validée par délibération n°2011\_A178 du Conseil communautaire du 15 décembre 2011 pour un montant global de 10 000 000€. Les travaux correspondant ont démarré par la réhabilitation du boulevard de l'Europe. Le programme des travaux correspondant a été validé par délibération n°2013\_A104 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013. Les travaux sont actuellement en cours de réalisation, pour un montant de 3 800 000€ HT, soit 4 558 000€ TTC.

Par délibération n°FAG 062\_3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 l'Autorisation de Programme globale a été augmentée à hauteur de 14M€.

La présente délibération concerne la poursuite de la troisième tranche de travaux avec la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles.

En 2014, une étude de faisabilité a été lancée afin de déterminer des solutions d'aménagement.

Cette étude a permis d'aboutir à la proposition d'un programme de travaux qui s'établit comme suit :

- Aménagement d'une chaussée de 7m de large sur l'ensemble du linéaire (environ 300 ml) de l'avenue de Bruxelles,
- Réalisation de pistes cyclables de part et d'autre de la chaussée,
- Réalisation de trottoirs conformes aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite,
- Réhabilitation du réseau d'eaux pluviales,
- Réhabilitation de l'ensemble de l'éclairage public avec changement des candélabres,
- Coordination avec les services de concession d'électricité en vue de l'enfouissement des lignes électriques,
- Complément du réseau de génie civil du réseau très haut débit.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 475 000 € HT soit 570 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 540 000 € TTC et d'une partie études pour un montant de 30 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°1999-A111 du 4 octobre 1999 du Conseil communautaire autorisant la réhabilitation de la totalité de la Zone Industrielle des Estroublans ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 062\_3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant l'Autorisation de Programme de la troisième tranche des Estroublans à Vitrolles pour un montant de 14M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

Où il est rapporté ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation de la rue de Bruxelles faisant partie de la 3ème tranche de la réhabilitation des Estroublans, pour un montant de travaux de 450 000 HT soit 540 000 € TTC auquel il faut ajouter une partie étude pour un montant de 30 000€ TTC.

Le coût global est donc de 475 000 € HT soit 570 000€ TTC.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires pour 2018 sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 3C, Autorisation de Programme de l'opération 2017-7. Vitrolles Estroublans 3ème tranche.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 028**

**Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. La première tranche de la ZAC est actuellement commercialisée à 70 % et les études pour le lancement de la seconde tranche sont en cours. Le comité de pilotage du 15 novembre 2018 a examiné la demande de l'entreprise suivante :

- TEUTATES Services spécialisée dans l'installation et la maintenance d'équipements de lutte contre les incendies

qui souhaite acquérir le lot 22bis d'une surface avant bornage de 1255m², au prix de 55€HT/m² afin de construire ses nouveaux locaux.

Le prix de cession de ce lot est conforme à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A320 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006\_A296 du Conseil communautaire de la CPA créant la ZAC ;
- La délibération n°2008\_A077 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011\_B010 du Bureau communautaire de la CPA décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire développement économique, emploi et agriculture du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- Que le Comité de Pilotage du 15 novembre 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

## Délibère

### Article 1 :

Est agréée la société TEUTATES Services ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 22 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m<sup>2</sup>

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 029

**Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agréments d'acquéreurs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder deux lots à deux entreprises.

La ZAC des Vergeras d'une superficie totale de 6 ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site sont terminés depuis le mois de septembre 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est d'ores et déjà engagée. A ce jour, trois agréments d'acquéreurs ont été accordés par le Conseil de Territoire.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 30 novembre 2018 pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantations. Ce comité a donné un avis favorable concernant les demandes des entreprises PULS PRODUCTION et FIGEST :

- PULS PRODUCTION est une entreprise de fabrication de caisses de transport de matériel fragile (instruments de musique, matériel d'éclairage, de son, vidéo...). Elle propose également des services de gravure/pressage CD/DVD, impression multi-supports ainsi qu'un studio d'enregistrement. La société a confirmé son projet d'installation dans la ZAC et souhaite acquérir le lot 13 d'une surface avant bornage de 1 442 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>.

- la société FIGEST assure des activités de direction et de management pour l'ensemble de ses concessions automobiles qu'elle détient dans les Alpes du Sud et les Bouches-du-Rhône. La société a confirmé son projet d'installer dans la ZAC son siège social actuellement situé à Gap. Son activité se développant dans le Var et les Alpes Maritimes, la société se délocalise pour se positionner géographiquement au centre de son territoire d'activités ; elle souhaite acquérir le lot 18 d'une surface avant bornage de 3 606 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup> afin d'implanter son siège social.

Les prix de cession des lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000\_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- la délibération n°2005\_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013\_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A210 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le Programme des Equipements Publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 6 février 2019.

## Où le rapport ci-dessus,

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 30 novembre 2018 a donné un avis favorable à ces deux projets conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

## Délibère

### Article 1 :

Est agréée la société FIGEST ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 18 au prix de

45€ HT/m², sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Est agréée la société PULS PRODUCTION ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 13 au prix de 45€ HT/m², sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 030

**Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC de la Burlière située sur la commune de Trets et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux

parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC. La quasi totalité des travaux est terminée et la commercialisation en cours de finalisation avec seulement 5 lots restant à vendre sur la trentaine composant la ZAC.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC, examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

La Société Peribaby souhaite ouvrir un magasin de jouets, orienté plus spécifiquement sur des jouets en bois. Cette activité n'existe aujourd'hui pas sur la commune et peut permettre de répondre localement à une demande.

La société souhaite s'implanter sur un terrain de 2 000 m<sup>2</sup> sur la partie commerciale de la ZAC de la Burlière. Ce projet a reçu un avis favorable du comité de pilotage réuni le 12 juillet 2018.

Le lot sera vendu au prix de 135€ HT/m<sup>2</sup>, conformément aux prix de vente de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009\_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre

2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Comité de Pilotage du 12 juillet 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Burlière.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est agréée la société PERIBABY, activité de commerce de jouets, sur le lot 4bis de la ZAC de la Burlière à Trets, au prix de 135€HT/m<sup>2</sup>.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 031**

#### **Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence – Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires – Agrément d'acquéreur**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence et conformément au traité de concession, la SPLA « Pays d'Aix Territoires » sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise sur la première tranche.

La ZAC de Lenfant, d'une superficie de 36ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Aujourd'hui les travaux de la seconde tranche sont terminés et l'ensemble de l'opération a été commercialisée, à l'exception du dernier lot, objet du présent rapport.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concession d'usage, location...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Ainsi, le comité de pilotage du 13 septembre 2018 a examiné la demande de l'entreprise suivante :

- Société MIOS SAS spécialisée dans la télégestion multi-métiers qui souhaite s'implanter sur le lot 2 d'une surface de 3 886m<sup>2</sup> au prix de 140 €HT/m<sup>2</sup> afin d'y implanter leurs nouveaux locaux.

Cette entreprise correspondant aux critères de sélection de la ZAC, le comité a validé la cession de ce lot conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2009\_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre

2009 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;

- La délibération n°2010\_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2010\_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2012\_A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire développement économique, emploi et agriculture du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Comité de Pilotage du 13 septembre 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC du Quartier de Lenfant.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est agréée la société MIOS SAS ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 2 de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence au prix de 140€HT/m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment les Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 032**

#### **Opération d'aménagement Cap Horizon à Vitrolles – Modification du plan de financement FEDER**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Réparti sur un périmètre total de 80 ha, le projet « Cap Horizon » est destiné à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet a été divisée en deux secteurs :

- Le secteur de Couperigne pour lequel les aménagements sont confiés à la SPLA, Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires.
- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a aussi été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Un appel à proposition a été lancé fin 2015 par le cadre du programme régional FEDER-FSE 2014-2020 portant notamment sur la Priorité d'Investissement n°4e « augmenter le report modal sur les transports collectifs ». La Région Provence Alpes Côte d'Azur, en tant qu'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020, et

à ce titre, s'est engagée à « investir pour la transition énergétique ».

La SPLA Pays d'Aix Territoires a déposé une demande de FEDER au titre de l'appel à propositions 2016 « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » pour le projet de requalification des voies de Couperigne inclus dans l'opération plus vaste de Cap Horizon.

Les travaux subventionnés portent sur un périmètre limité à 3 rues (draille des tribales, impasse Pythagore et rue Blaise Pascal), tout en s'intégrant dans une autre opération plus globale. Ils consistent à assurer la requalification de 1130 ml de voirie qui permettront d'améliorer l'accès routier, piétonnier et cycliste au pôle d'échanges multimodal et à la gare VAMP.

Un dossier a été mis en œuvre et déposé le 21 Avril 2016 sur la base d'une assiette subventionnable de 1 708 741 € et un taux de subvention FEDER de 50 %. Une subvention de 854 370 € a été attribuée le 20 novembre 2017 par le FEDER à la SPLA Pays d'Aix Territoires sur une période de 3 ans (2018/2019/2020).

Il est à noter que la subvention FEDER, sollicitée par la SPLA Pays d'Aix Territoires, est perçue directement par l'aménageur. Elle viendra en déduction de la participation financière versée par la Métropole dans le cadre de l'opération.

Un 1<sup>er</sup> plan de financement avait été approuvé en 2017 pour l'opération Couperigne, servant de base à l'établissement de la subvention du FEDER. Cette dernière concerne le poste requalification à hauteur de 1 708 741 €, à l'exclusion des frais de maîtrise d'œuvre et des travaux indépendants de cette requalification (les eaux pluviales notamment).

Suite aux résultats de la consultation sur les travaux de requalification de Couperigne menée par la SPLA, le coût de l'opération a été réduit par rapport à l'estimation initialement établie en phase conception. De même, il a été constaté une baisse du coût des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des équipements publics par rapport à l'estimation initiale.

En fonction de ces nouveaux éléments, il convient d'actualiser le plan de financement de l'opération de requalification des voiries de Couperigne de la manière suivante :

	Dépenses (HT)	Ressources (HT)
<b>1. Périmètre hors FEDER</b>		
Foncier pour la réalisation des équipements publics	1 380 733 €	Métropole Aix Marseille Provence : 1 840 623 €
Bassins de rétention pluviale et autres travaux	1 840 526 €	Participation ZAC : 1 381 636 €
<b>Total périmètre hors FEDER</b>	<b>3 221 259 €</b>	<b>3 222 259 €</b>
<b>2. Périmètre FEDER</b>		
Requalification des voiries, dont :	1 708 741 €	Europe (FEDER) :
- Travaux préparatoires	162 991 €	854 370 €
- Terrassements	160 513 €	
- Génie civil	60 036 €	Métropole Aix
- Voirie	896 051 €	Marseille Provence :
- Eclairage	295 792 €	854 371 €
- Equipements – Signalisation	36 200 €	
- Mobilier	38 890 €	
- Aménagements paysagers	58 268 €	
<b>Total périmètre FEDER</b>	<b>1 708 741 €</b>	<b>1 708 741 €</b>
<b>3. Montant total tous périmètres</b>	<b>4 930 000 €</b>	<b>4 930 000 €</b>

La fin des travaux interviendra au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

La modification du plan de financement ne modifie pas la subvention obtenue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Vitrolles CAP Horizon ;
- La délibération n°2015\_B235 du Bureau communautaire du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la mise en œuvre du projet Vitrolles CAP Horizon ;
- La délibération n°2015\_B499 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 mandatant la SPLA Pays d'Aix Territoires pour solliciter des subventions auprès du FEDER ;
- La délibération n°2017\_CT2\_496 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 actant la modification du plan de financement de l'opération Couperigne ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 6 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'actualisation du plan de financement de l'opération Couperigne au sein du projet « Cap Horizon » à Vitrolles, afin de percevoir les subventions obtenues auprès du FEDER.

#### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée l'actualisation du plan de financement de l'opération Couperigne qui bénéficie d'une subvention du FEDER.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Interventions économiques

#### 2019 CT2 033

**AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

## **Présentation des missions de l'association Pays d'Aix Développement (PAD)**

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, l'association Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.

- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.

- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40.000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2.795.366 € de subventions ayant abondé le dispositif, 111 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

Conformément à la convention cadre conclue entre l'Etat, l'association et la Métropole pour la mise en place sur le périmètre métropolitain du dispositif AMPA, une délibération spécifique approuvant

l'abondement au fond via une subvention annuelle par Conseil de Territoire est prévue à l'ordre du jour de ce même Bureau.

L'objectif de la présente délibération est d'approuver la subvention annuelle de fonctionnement à verser à cette association. En raison notamment de l'élargissement du dispositif AMPA, précédemment circonscrit au Territoire du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole, l'association mobilise des moyens humains et financiers accrus. C'est la raison pour laquelle une participation financière complémentaire est sollicitée.

Le pré-bilan 2018 arrêté au 31 août 2018 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 335 dossiers suivis

- 123 implantations représentant 2.050 emplois, dont :

- 57 nouvelles entreprises implantées, soit 881 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix,
- 66 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1.169 emplois créés et maintenus,
- 39 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 84 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation.

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 62 % dans le secteur des services,
- 20 % dans celui de l'industrie,
- 15 % dans le commerce,
- 3 % dans le transport et la logistique.

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2018 : 84.476 m² placés, soit :

- 56.471 m² de locaux d'activités sur le premier semestre (alors que la moyenne annuelle se situe autour de 70.274 m²), dont 9.864 m² sur Vitrolles, 11.171 m² sur Aix-en-Provence et 22.300 m² sur Rousset,

- 28.005 m² de bureaux, dont la quasi-totalité sur Aix-en-Provence.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2018.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix-en-Provence), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (Saint-Estève-Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur la commune de Vitrolles qui devraient permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement en 2019 d'un montant total de 498 000 € à l'association Pays d'Aix Développement afin de poursuivre l'ensemble

des actions engagées, telles que précisées plus haut : (cf. tableau en annexe)

soit

- Pour le Territoire du Pays d'Aix
- Pour le Territoire Marseille Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 498 000 euros ; celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 474 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 24 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec Pays d'Aix Développement ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont ~~474 000 €~~ :  
24 000 €

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.
- l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence sur la ligne B320-61-65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 034**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif "Aix-Marseille-Provence Amorçage" - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT a notamment pour objet statutaire « avec l'appui de ses partenaires publics, de promouvoir l'économie du territoire, de favoriser et valoriser la création, l'implantation, la reprise et le développement d'entreprises en apportant aux acteurs concernés un soutien technique, administratif, promotionnel et, pour les porteurs de



projets éligibles, un soutien financier par l'octroi notamment de prêts d'honneur sans intérêt ni garantie. » Ce dispositif de soutien financier à l'échelle du territoire métropolitain est dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),

Dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter un soutien à cette action de l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT. En l'espèce, ce soutien s'est manifesté par une délibération de principe de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ECO 002-4587/18/CM ainsi qu'une convention cadre entre l'Etat, l'association et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Par cette délibération, l'Etat et la Métropole se sont engagés à soutenir le déploiement du dispositif AMPA. Ce soutien sera matérialisé par la participation de ces institutions dans le comité de sélection et dans le comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

En outre, conformément à la convention cadre entre ces institutions et l'association, la Métropole abondera le fonds via une subvention annuelle par Conseil de Territoire versée à l'association. Le soutien de l'Etat sera matérialisé par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Le dispositif AMPA sera également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

Concrètement, le dispositif d'amorçage interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation. L'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, au regard de son objet statutaire et de son expertise assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 27 600 € pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 321 000 €.

En outre, en sus du soutien de l'action AMPA, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2019 d'un montant de 498 000 € (474 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une délibération spécifique des Conseils du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de L'ambition la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation. d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création

d'entreprises technologiques et innovantes ;

- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclut entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 321 000 €, au titre de l'année 2019, répartie comme suit :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais
- 20 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 27 600 € pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 € pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

### Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence sur la ligne B320/61/657/48
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais sur la ligne 020/60/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur la ligne B340/65/65748
- l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence sur la ligne 65/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues sur la ligne B370/62/65748.

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 035

**AVIS - Approbation d'une convention de gestion relative au suivi du contrat de délégation de service public - Centre funéraire d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, de la compétence relative à la création et à la gestion des crématoriums sur l'ensemble de son territoire et assure à ce titre la gestion du Crématorium situé sur la commune d'Aix-en-Provence.

Le crématorium métropolitain est situé au sein d'un complexe funéraire dont l'exploitation a été confiée à la Société des Crématoriums de France, par un contrat de concession, débuté le 1<sup>er</sup> mars 2001, et ce, pour une durée de 35 ans et 8 mois.

Ce complexe est constitué de trois types d'équipements funéraires distincts mais liés physiquement, fonctionnellement et contractuellement :

- un crématorium métropolitain ;
- un parc cinéraire et une chambre funéraire dont la compétence est restée communale.

Compte-tenu de la nouvelle répartition de compétence en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la gestion des équipements constitutifs de ce complexe funéraire se trouve répartie entre la

commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de l'unicité du contrat de Délégation de Service Public en cours, cette répartition pose des difficultés juridiques et opérationnelles.

Pour des raisons opérationnelles, la solution la plus efficiente consisterait en un suivi de l'intégralité du contrat de délégation de service public par la Métropole afin que cette dernière puisse gérer la totalité du complexe funéraire.

Dans ce cadre et afin d'assurer le bon fonctionnement du complexe funéraire, il est proposé, en vertu, de l'article L.5215-27 du CGCT, de conclure une convention actant la délégation par la commune à la Métropole de la gestion de la chambre funéraire et du site cinéraire du « parc Mémorial de Provence » et fixant les modalités de mise en œuvre du suivi de l'ensemble du contrat de DSP par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création der la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Oùï le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'au regard de l'unicité du contrat, il convient d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence relative au suivi du contrat de délégation de service public concernant le complexe funéraire d'Aix -en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence relative au suivi du

contrat de délégation de service public concernant le complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 036**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

## 2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

## 3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

## 4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

### Sigles :

**ICE** Innovation et Création d'Entreprise

**PC** Pôle de Compétitivité

**ZA** Zone d'Activité

**ANIM** Animation, communication, événements à caractère économique

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **332 000 € aux deux associations suivantes** : (cf. tableau en annexe)

soit

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonctionnement 160.000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonds de prêt d'honneur 60.000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / « Boutiques à l'essai » 16.000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITE D'AIX / Fonctionnement 96.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010-A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribué aux deux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 332 000 €, selon la répartition indiquée ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec Initiative Pays d'Aix et l'Association des Entreprises du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente

délibération et notamment les conventions ci-annexées.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

**2019 CT2 037**

**AVIS - Demande de subventions à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays de Martigues et du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences en matière d'emploi, formation et insertion le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays de Martigues fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, soutiennent depuis plusieurs années, la création et le renouvellement des Plan Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, dispositifs portés en gestion internalisée aux services métropolitains

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 et la Métropole Aix-Marseille constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plateforme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le compte des deux PLIE du Pays d'Aix et de Pays de Martigues, portés en gestion internalisée sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur de 50 000 euros au titre des actions relations avec le monde économique et mise en œuvre de la clause sociale pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix et à hauteur de 40 500 euros au titre des actions relations avec le monde économique, la mise en œuvre de la clause sociale et de la promotion de la formation pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin

de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter les deux subventions pour l'année 2019 d'un montant global de 90 500 euros auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des Plans locaux pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 50 000 euros et du Territoire du Pays de Martigues à hauteur de 40 500 euros conformément aux dossiers de demandes de subventions ci-annexés.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions attributives de subventions ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

#### **Article 3 :**

La recette de 90 500 euros sera constatée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2019 CT2 038**

**AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

#### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles.

- Jouques

⇒Parcelle(s) : C 567 et 568 ; Surface : 49 ares 64 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 11 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rognes

⇒Parcelle(s) : CP 38 ; Surface : 11 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 87 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 28 500,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

⇒Parcelle(s) : BC18 ; Surface : 30 ares 21 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 790,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Vitrolles

⇒Parcelle(s) : ZB 39 ; Surface : 74 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 52 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 26 590,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER.

**Où il rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes de Jouques, Rognes, Venelles et Vitrolles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 2 :**

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche**

### **2019 CT2 039**

**Approbation d'une convention avec l'Académie d'Aix-Marseille pour l'organisation de l'édition 2019 du « Forum PASS » au Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif PASS (Projet Académique Sup'Sciences) créé en 2009, a pour finalité d'accompagner les parcours du secondaire au supérieur, en favorisant l'orientation vers les carrières scientifiques par la valorisation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Par le biais des « Cordées de la réussite » il permet à des élèves de zones sensibles ou aux moyens matériels limités, d'accéder aux études secondaires scientifiques.

Compte tenu de l'adéquation entre la thématique de la manifestation et celle portée par le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée, l'Académie et le CEREGE ont sollicité le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée pour organiser la 10<sup>ème</sup> édition du

**Forum PASS** le 13 juin 2019 sur le site du Domaine du Petit Arbois.

Ainsi ce seront 500 élèves du secondaire qui proposeront 50 stands soit 50 projets présents sur le site. Ces projets seront évalués par des jurés, composés de professeurs, de professionnels et de chercheurs et divisés par thématique : sciences de la terre, astronomie, agronomie etc... A noter que chaque jury doit visiter 5 stands, émettre des appréciations et réaliser un classement à seul but pédagogique.

A la fin de la journée, des prix seront remis à tous les participants pour les féliciter de leurs travaux et les encourager dans leurs démarches scientifiques. Les lots sont des outils pédagogiques à partager entre élèves (exemple une tablette numérique/classe). La philosophie du dispositif permet que toutes les équipes soient gagnantes. Pour approfondir leurs connaissances dans le domaine des sciences de l'environnement, les jeunes scolaires pourront également visiter des animations réalisées par des chercheurs ou professeurs et rencontrer des entreprises du Technopôle.

Notons ici qu'au-delà de l'aspect pédagogique pour les scolaires, le Forum PASS permet également au Technopôle d'ouvrir ses portes et de mieux faire connaître ses richesses et atouts économiques et scientifiques.

Aussi, pour mener à bien cette opération, la Direction du Technopôle de l'Arbois participe à l'organisation et à la logistique de l'événement. Il propose également un goûter aux élèves pour clôturer la journée.

La convention avec l'Académie Aix-Marseille, annexée à ce rapport, précise les modalités d'organisation de cette manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;



- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi, Agriculture du 6 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la manifestation « Forum PASS ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et Aix-Marseille Université qui encadre l'organisation du Forum PASS sur le Technopôle de l'Arbois, le 13 juin 2019.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Est approuvée la prise en charge financière d'environ 1500 euros pour le goûter des 500 élèves participants.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1761 du budget de la Direction du technopôle de l'Arbois.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Commerce et artisanat**

**2019 CT2 040**

**Programme d'actions 2019 de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le Territoire du Pays d'Aix et attribution d'une subvention - Approbation de la convention d'objectifs 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une convention cadre de partenariat entre la Communauté du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR) a été signée le 5 décembre 2015 pour une durée de 5 ans. Cette convention doit donner lieu chaque année à une convention d'objectifs précisant les engagements opérationnels et financiers de chacun des partenaires.

Cette convention est la quatrième convention d'objectifs s'inscrivant dans cette convention cadre. Elle s'inscrit également, en tant que déclinaison territoriale, dans la convention cadre globale Métropole/ CMAR votée au Bureau de la Métropole du 15 février 2018 en s'inscrivant dans la stratégie des schémas d'ensemble de la Métropole.

Cette convention a pour objectif de favoriser le développement économique du Pays d'Aix au travers d'actions communes visant notamment, d'une part à promouvoir et accompagner les entreprises artisanales du territoire, et d'autre part à animer et conduire des projets dans différents domaines liés à l'aménagement du territoire et au développement local.

Pour rappel, la convention cadre fixe les deux objectifs majeurs dans lesquels s'inscriront les futures actions :

- Actions d'accompagnement des entreprises artisanales ;
- Connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire.

Les actions inscrites dans la convention annuelle d'objectifs 2019 répondent à ces deux objectifs :

- **Actions d'accompagnement des entreprises artisanales**

- Redynamiser et accompagner le développement économique dans les centres-villes des communes du territoire.
- Animer le réseau des métiers d'art et métiers alimentaires.

- **Connaissance partagée et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire sur les communes du territoire du Pays d'Aix.**

- Participation de la CMAR PACA aux documents d'urbanisme et contribution aux projets structurants du territoire.
- Implication de la CMAR PACA dans la mise en œuvre des projets de redynamisation économique.
- Relais d'information des actions spécifiques du territoire auprès des artisans.

La convention d'objectifs annuelle 2019 sera conclue pour une période d'un an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019. Elle nécessite une participation financière du Territoire du Pays d'Aix, pour l'ensemble des actions à hauteur de 60 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n°2015\_B536 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant la convention de partenariat entre la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Communauté du Pays d'Aix pour une durée de 5 ans ;
- La délibération n°HN 021-049/16 du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le partenariat engagé entre la CMAR PACA et le Pays d'Aix depuis 2011.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à la CMAR PACA pour la réalisation des actions définies dans la convention d'objectifs 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2019 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que l'ensemble des documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F, 632-657381.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 041**

**Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le présent rapport a pour objet l'attribution des subventions suivantes :

– 12 000 € pour l'association « EPAT&VOUS » afin d'expérimenter pour la deuxième année consécutive un Espace Partagé d'Artisanat du Terroir visant à revitaliser le centre-ville de Pertuis.

– 3 000 € pour l'association « La Tuilerie Bossy » pour la réalisation de deux actions : la Fête de l'hiver les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2019 à Gardanne (1 800 €) et les Journées Européennes du Patrimoine du 20 au 22 septembre 2019 à Gardanne (1 200 €).

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 (délibération n°2011\_A195).

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de leur action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que les projets portés en 2019 par ces deux associations favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et qu'elles sont initiatrices de projets de dynamisation du centre-village.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées à l'association « Epat&Vous » une subvention de 12 000 €, et à l'association « La Tuilerie Bossy » une subvention de 3 000 € pour deux actions.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F/632/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire**

##### **2019 CT2 042**

**Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Gardanne pour la promotion et**

## **l'animation de la filière tourisme industriel et scientifique**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis quelques années le tourisme industriel en France a fait l'objet d'un développement notoire et l'intérêt pour la filière ne cesse de s'affirmer. À l'heure des débats écologiques, des préoccupations environnementales, des énergies nouvelles, du besoin de voir et de comprendre avant de consommer, la découverte de l'entreprise prend tout son sens.

Pour le territoire, cette filière constitue un atout économique majeur pour plusieurs raisons :

1. Elle constitue une diversification de l'offre car elle s'intègre, se croise, se juxtapose aux autres filières d'excellence du territoire, et représente dans le secteur du tourisme d'affaires un potentiel encore inexploité,
2. C'est un vecteur de promotion des savoir-faire et des métiers vers les jeunes et constitue un instrument de réconciliation des français envers l'entreprise,
3. Elle représente pour l'entreprise un outil de communication qui lui permet de se doter d'une image et de renforcer sa notoriété auprès de la population locale et des visiteurs,
4. Elle permet de renforcer l'ancrage d'une entreprise sur son territoire,
5. Elle constitue indéniablement un facteur de développement économique direct pour l'entreprise notamment par la vente en boutique de produits fabriqués sur le site ou de produits dérivés (Chocolaterie de Puyricard, Calissons du Roy René, Savonnerie du Régagnas, ...),

Pour l'ensemble de ces raisons mais aussi pour que le Pays d'Aix ainsi que la Métropole Aix-Marseille Provence, s'affirme comme entité touristique innovante et précurseur sur cet axe de développement, l'Office de Tourisme de Gardanne en Pays d'Aix développe un projet global de développement de cette filière.

Depuis trois ans maintenant, l'Office de Tourisme de Gardanne a mis au point une stratégie pour développer la filière Tourisme Industriel et Scientifique. Ce développement implique un vrai travail de réseau et de partenariats (Eductours, séminaires, salons ...), la création de produits packagés et leur commercialisation (encadrement et guidage en entreprises toute l'année), une communication ciblée (newsletter dédiée, web 2.0., plaquette de promotion) et la mise en place d'événements sur l'ensemble du territoire (Indus'3days : 15 jours au coeur de l'entreprise) favorisant la promotion de la filière.

La stratégie de mise en œuvre de l'Office de Tourisme de Gardanne pour la promotion de la filière TIS s'articule autour de 3 axes majeurs :

1. Affirmer la position d'expert de la filière TIS sur le territoire :

- Développer une communication dynamique pour anticiper les attentes de la clientèle avec une présence forte sur le web 4.0., une communication événementielle jeune, différente, expérientielle, et renforcer l'image de modernité
- Opter pour une diversification de l'offre associée à une politique forte de mécénat,
- Poursuivre la pratique du travail en réseau pour accroître la visibilité et l'attractivité des événements,
- Créer des outils d'animation et de promotion novateurs en mutualisant les potentiels et les savoir-faire pour mieux travailler ensemble sur un projet commun et des valeurs communes

2. Devenir un office de tourisme moteur en Pays d'Aix en :

- Développant des outils innovants d'accueil et d'informations du public
- Assurant une politique Qualité d'Excellence (renouvellement des marques et des labels, obtention de la catégorie II) et en proposant de nouvelles méthodes de travail avec les partenaires,
- Accroissant l'offre de la destination en travaillant sur le marketing pour optimiser la visibilité et attirer de nouvelles cibles.

3. Autofinancement :

- Stabiliser les événements en place,
- Développer le mécénat d'entreprises

La filière touche des cibles de plus en plus diverses et permet de développer le tourisme multi-saisons. La cible Séniors est un fort potentiel et un grand pouvoir d'achat ; leurs séjours sont de plus en plus fréquents et de plus en plus longs.

Cette filière dispose aussi de nombreuses entreprises innovantes, plus de 600 artisans dont 165 pâtisseries et chocolatiers de renommée nationale.

L'événement « Les Indus'3days » créé depuis 2016 montre l'engouement du public pour la filière.

L'édition 2018 des Indus'3days a enregistré une augmentation de fréquentation de près de 100 % par rapport à la précédente (1 600 visiteurs en 2018 contre 850 en 2017) sur 27 entreprises du territoire durant 9 jours.

L'édition 2019 se déroulera sur 15 jours, du 18 février au 3 mars 2019, soit deux fois plus longtemps que l'année dernière et précède la Semaine Nationale de l'Industrie. L'équipe de l'Office de Tourisme de Gardanne prévoit des visites de sites sur plus de 80 entreprises soit trois fois plus d'entreprises que l'an dernier, parmi lesquelles : Société du Canal de Provence, Centrale EDF, Décathlon, SEMAG, Marius Fabre, Base aérienne de Salon de Provence ....

Le programme à l'échelle du territoire métropolitain qui sera défini prochainement repose sur la mise en valeur des secteurs spéciaux et dominants à l'échelle d'une nouvelle ambition territoriale :

- Terroir et gastronomie,
- Métiers d'art,
- Cosmétique,
- Histoire et patrimoine,
- Recherche et Développement/Culture Scientifique,
- Métiers de la mer,
- Environnement,
- Culture,
- Communication/Médias,
- Industrie,
- Aéronautique,
- Transports,
- Grande distribution.

Aussi afin de développer la filière Tourisme Industriel et Scientifique sur l'ensemble du territoire, l'Office de Tourisme de Gardanne sollicite une aide financière de 80 000 €. En 2018, la demande de subvention s'élevait à 46 000 €. Compte tenu de la montée en puissance de cette filière, du nombre grandissant d'entreprises partenaires et de l'importance du développement de l'événement Indus3days, il est proposé une aide financière de 55 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TVP-001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt de promouvoir et développer cette filière « Tourisme Industriel et Scientifique » pour qu'elle devienne un pôle d'attraction touristique prometteur sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- L'expertise et la capacité technique ainsi que la ressource humaine de l'Office de Tourisme de Gardanne.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 55 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne pour le développement et la promotion de la filière « Tourisme Industriel et Scientifique » sur l'ensemble du territoire pour l'année 2019. Cette subvention représente 54,33 % du budget prévisionnel dédié à la filière Tourisme Industriel & Scientifique.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Gardanne.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2019.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 043**

**Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Fuveau pour la mise en tourisme du GR de Pays "Provence, Mines d'énergies" et l'animation de la filière Agritourisme et socio-pro**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT), des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Depuis 2010, l'Office de Tourisme de Fuveau participe activement au travail d'animation inter OT/SI, notamment en assurant un rôle moteur dans le bassin de la Vallée de l'Arc par l'ouverture de L'Office de Tourisme toute l'année et la mise en place d'une structure relais des actions Touristiques du Pays d'Aix.

Il s'applique également, depuis 2014, à fédérer les communes et acteurs touristiques autour d'une destination « niche » qui met en avant le patrimoine minier du bassin mais également l'évolution de ce bassin vers des énergies nouvelles. Cette destination, « Provence, Mines d'Énergies », dispose depuis 2018 d'un GR® de Pays couvrant 150 km sur le territoire du Pays d'Aix et celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un itinéraire VTT, prochainement d'un itinéraire cyclotouristique et l'Office de Tourisme œuvre en faveur du développement d'offres touristiques adaptées.

Les actions prévues en faveur de la destination et du bassin Haute Vallée de l'Arc consistent à animer la destination et aider à sa promotion. Elles se décomposent ainsi :

**1. Animation des socioprofessionnels et OTSI de la Haute Vallée de l'Arc et de la filière agritourisme**

Les objectifs de cette action sont :

- Sensibiliser les acteurs à une dynamique durable et responsable
- Mettre en lumière les acteurs impliqués dans cette démarche
- Sensibiliser les socioprofessionnels aux labels « Accueil Paysan », « Bienvenue à la ferme », « slow tourisme »,

- Créer une dynamique d'intelligence territoriale,
- Se positionner comme acteur incontournable au niveau ressources, technique et logistique ...

... et répondent aux besoins suivants :

- Demande croissante d'acteurs responsables,
- Professionnalisation des socioprofessionnels,
- Meilleure connaissance du terrain et des autres acteurs,
- Information plus pertinente pour les visiteurs

La demande de soutien sur cette action correspond à 20 000 € sur un budget de 28 558,50 € soit près de 70 %

**2. Animation de la destination « Provence, mines d'énergies » - GR de Pays, avec pour objectifs :**

- Structuration et mise en réseau de l'offre touristique,
- Développement des infrastructures d'itinérance,
- Sensibiliser les acteurs locaux au tourisme de pleine nature, à l'itinérance et aux labels qualité (accueil vélo, ....)
- Créer une dynamique d'intelligence territoriale,
- Communication sur l'offre globale,
- Promotion de l'itinéraire auprès des locaux, des différentes cibles (séniors, familles, ...)
- Création d'une carte IGN avec les différents tracés de randonnées dans le bassin minier

Ces objectifs répondent aux besoins identifiés par les OTSI, les anciens mineurs encore très nombreux et aux différentes communes au passé minier encore prégnant :

- Connaissance du patrimoine minier et de son histoire,
- Implication des locaux comme ambassadeurs de destination,
- Professionnalisation des socioprofessionnels,
- Meilleure connaissance du terrain et des autres acteurs,
- Développement du tourisme de pleine nature dans le bassin minier : randonnées, cyclotourisme, VTT,
- Capter les gros flux touristiques proches : Aix, Sainte-Victoire ... et une nouvelle clientèle itinérante

La demande de soutien sur cette action correspond à 20 000 € sur un budget de 28 558,50 € soit près de 70 %

Les moyens mobilisés en faveur du Pays d'Aix en animation non seulement du bassin « Haute Vallée de l'Arc », mais aussi de la destination « Provence,

Mines d'énergies », ont un impact sur la valorisation du territoire, sa fréquentation et son développement touristique.

Afin de mener à bien ces missions, l'Office de Tourisme de Fuveau sollicite la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix pour une aide financière de 40 000 € pour l'année 2019 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TVP-001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### **Considérant**

- L'intérêt de promouvoir et développer la filière « agritourisme » et l'animation du GR de Pays « Provence, Mines d'Energie ».
- L'expertise et la capacité technique ainsi que la ressource humaine de l'Office de Tourisme de Fuveau.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 40 000 € à l'Office de Tourisme de Fuveau pour les

actions définies dans le rapport. Cette subvention représente 57,8 % du budget prévisionnel de l'Office de Tourisme.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Fuveau.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 044**

**Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour l'animation de la filière "Activités de Pleine Nature"**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La filière « Activités de Pleine Nature » est inscrite depuis 2010 dans le schéma de développement touristique du Pays d'Aix. Cette offre commercialisable a un double intérêt : elle a été créée à l'attention du public local et elle est la base d'un produit touristique à vocation internationale. Initiée et animée par l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron, un réseau s'est structuré grâce à l'implication des autres offices du territoire en mettant en place des procédures qualifiées. Ce

réseau a pour vocation d'être partagé sur le territoire de la Métropole et en Région sud : l'objectif est de faire une destination randonnées et tourisme pour 20 millions de clients référencés. L'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est le « pilote national » de la Fédération Française des Sports Populaires (IVV \* France). Les itinéraires sont homologués IVV International parmi les 35 pays dans le monde. Notre destination propose près d'une quinzaine de marches, chacune associée à un événement annuel dans les communes : ex. La Marche de la Soupe, la Marche des Epouvantails, ...

Cette filière ne s'est pas limitée à la promenade et la randonnée mais s'est attachée aussi au cyclotourisme en initiant et concrétisant plusieurs projets y associant le patrimoine, les terroirs et technologies : ainsi sont nés :

- le GR de Pays « Sentier Provence, Mines d'Energies »,
- l'Eurovélo 8,
- Via Durancia,
- Tour du Pays d'Aix à vélo.

La Roque d'Anthéron, qui accueille tous les ans le Festival International de Piano (85 000 festivaliers), la programmation culturelle de l'Abbaye Cistercienne de Silvacane, propose une offre de randonnées de 150 kms entretenus, est labellisée « Commune touristique ».

Enfin, il a permis de faire de la Métropole Aix-Marseille-Provence une destination IVV mondiale grâce à l'obtention, en 2016, de l'organisation sur son territoire des futures Olympiades en octobre 2019 qui devraient accueillir d'Aix-en-Provence à Cassis plus de 10 000 marcheurs sur 5 jours.

Au cours de l'année 2019, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron, devrait :

- valider la phase « applications » de sa démarche Qualité,
- mettre en place et animer une démarche Web.2,
- poursuivre la mission pilotage de la filière « Loisirs de Pleine Nature » en approfondissant le contrôle de tout le réseau IVV Pays d'Aix en vue de l'accueil des « Olympiades 2019 »,
- répondre aux besoins de développement du réseau en accompagnant de nouveaux sites : Pays d'Aubagne, Pays de Salon, Etang de Berre, Luberon, ...
- relever la trace GPS du Parcours longue distance Durance Vallée des Energies pour un balisage et une homologation IVV en 2020,
- assurer l'interface des acteurs de l'événement : IVV, services de la Métropole, Office de Tourisme d'Aix-en-Provence,... etc,
- assurer l'après événement 2019 puisque l'objectif est de doter le territoire d'un label IVV d'exception.

La montée en puissance de cette filière Activités de Pleine Nature est telle que les actions programmées envisagent la création d'un nouvel itinéraire de grande randonnée sur le thème de l'eau mobilisant plus d'une quinzaine de communes et un développement des itinéraires pédestres disponibles pour tous passant de 12 à 18 itinéraires suivis et balisés.

Afin de mener à bien ces missions d'animation de la filière Activités de Pleine Nature, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron sollicite la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix pour une aide financière de 100 000 €. Il est proposé d'attribuer une aide financière de 90 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme »
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 6 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de développer et promouvoir la filière Activités de Pleine Nature sur le territoire du Pays d'Aix dans son ensemble pour une meilleure attractivité.



- L'expertise et la capacité technique ainsi que les ressources humaines de l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 90 000 € à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour l'année 2019 afin de mener à bien ses missions de promotion et développement de la filière Activités de Pleine Nature sur le territoire du Pays d'Aix.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron.

### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 045**

**Attribution d'une subvention à l'association ELAN JOUQUES pour son fonctionnement général du pôle Tourisme**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2017, la commune de Jouques a été retenue parmi les 10 territoires pour participer à l'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée en vertu de la loi 2016-231 du 29 février 2016 et du décret 2016-1027 du 27 juillet 2016.

Cette expérimentation a pour objectif de créer des activités non concurrentielles correspondant à des besoins utiles du territoire et de créer ainsi des emplois en contrat à durée indéterminée à destination des demandeurs d'emploi de longue durée de la commune.

L'association ELAN Jouques a été conventionnée par le Fonds d'Expérimentation Territoriale Contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local de l'expérimentation afin de devenir Entreprise à But d'Emploi.

ELAN Jouques a développé 4 pôles d'activités :

- activités agro-forestières,
- activités tourisme,
- une ressourcerie,
- activités multi-services.

Depuis le début de son activité, l'association ELAN JOUQUES a créé 43 emplois dont 5 ETP sur le pôle Tourisme. L'association a été référencée par le Grand Site Sainte-Victoire qui met en place un réseau d'intervenants privilégiés et qualitatifs qu'il évalue chaque année pour la poursuite de ce référencement ; Il fait partie des 4 uniques acteurs nationaux sélectionnés à ce jour grâce aux prestations actuelles de qualité que l'association propose.

L'objectif est de poursuivre en 2019 le développement des activités du Tourisme et de permettre d'améliorer l'offre au grand public en proposant :

- des circuits de visites commentées supplémentaires et portant sur la configuration du village et non pas sur l'histoire,
- des randonnées supplémentaires axées sur l'entretien de la nature avec le ramassage des déchets,
- des randonnées à vélos commentées en formant les intervenants,
- offrir des prestations supplémentaires et nouvelles à une clientèle locale et extra-territoriale afin de satisfaire la demande tout en participant à la vie économique de la commune et en créant de nouveaux emplois pour les demandeurs de longue durée.

Aussi pour poursuivre l'activité Tourisme en 2019 et permettre son développement, l'association ELAN JOUQUES sollicite la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix pour une aide financière à hauteur de 32 124 €. Il est proposé d'attribuer une aide financière de 10 000 €.

Le montant total des subventions attribuées par le Territoire du Pays d'Aix à l'association sur l'année

2019 étant supérieur à 23 000€, il convient d'approuver une convention d'objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TVP-001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 6 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendu les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt de promouvoir ces actions très prometteuses pour le tourisme sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- L'expertise et la capacité technique ainsi que la ressource humaine de l'association.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 10 000 € à l'association Elan Jouques afin de poursuivre et développer ses activités en faveur du tourisme.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole AMP-Territoire du Pays d'Aix et l'association ELAN JOUQUES.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement**

##### **2019 CT2 046**

**Approbation d'une convention avec la commune de Coudoux pour la réalisation de prestations de services au titre de la compétence réseaux de chaleur et de froid urbains**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est notamment, depuis cette date, en charge de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

La commune de Coudoux a transféré à la Métropole, au 1er janvier 2018, un réseau public de chaleur bois qu'elle gérât auparavant en régie municipale dotée d'un budget annexe équilibré.

Actuellement, certaines prestations relatives à ce réseau ne peuvent être assurées par la Métropole en raison de l'absence des moyens transférés. Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, la Métropole a sollicité la commune de Coudoux, compte tenu des moyens dont elle dispose, pour qu'elle réalise pour son compte, des prestations en matière de gestion du réseau de chaleur bois. Ainsi, pour l'année 2018, une convention de service entre la Métropole et la commune de Coudoux a permis d'assurer le bon fonctionnement du réseau de chaleur ainsi que l'équilibre du budget annexe.

Les crédits nécessaires sont portés en fonctionnent au budget annexe Réseau Chaleur chapitre 012 nature 6215 pour un montant prévisionnel de 6.500€

Nous vous proposons d'approuver une convention de service semblable pour l'année 2019, renouvelable par tacite reconduction, qui définit et encadre les prestations confiées à la commune de Coudoux dans le cadre de la gestion de ce réseau de chaleur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5215-27 et L 5217-7;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le réseau public de chaleur bois de la commune de Coudoux a été transféré à la Métropole au 1er janvier 2018 ;

- Que la Métropole ne dispose pas, actuellement, des moyens nécessaires pour assurer l'intégralité des tâches de gestion de cet équipement et ainsi garantir la continuité du service public ;
- Que la convention de service permet de remplir les conditions d'un service public de proximité et une gestion efficace du réseau de chaleur ;
- L'expertise et les compétences de la commune de Coudoux en matière de gestion du réseau de chaleur.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Coudoux relative à la gestion du réseau public de chaleur bois.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en fonctionnent au budget annexe Réseau Chaleur chapitre 012 nature 6215 pour un montant prévisionnel de 6.500€.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 047**

**Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et règlement de leurs cotisations au titre de l'année 2019**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la Métropole et celle ayant un périmètre d'actions sur un ou plusieurs territoires de la Métropole. Un partage, est ainsi proposé entre un renouvellement d'adhésions à l'initiative des Conseils de Territoires et financé par le budget qu'ils pilotent (État Spécial de Territoire) et un renouvellement d'adhésions au titre de la délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques porté par la centralité de la Métropole.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance. En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes :

- ATMOSUD (anciennement AIR PACA) dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public, pour un montant de cotisation de 472.398 euros pour 2019.
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...), pour un montant de cotisation de 15.000 euros pour 2019.
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore, pour un montant de cotisation de 2.200 euros pour 2019.
- AMARIS qui réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses, pour un montant de cotisation de 5.000 euros pour 2019.
- ACOUCITE, pôle d'expertise qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, pour un montant de cotisation de 900 euros pour 2019.
- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, pour un montant de cotisation de 25.000 euros pour 2019.

- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) dont l'objet est d'assurer une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique communale, production d'énergie décentralisée pour un montant de cotisation de 101.431,07 euros pour 2019.

À titre comparatif, le montant des cotisations de chaque association est inchangé depuis 2017, hormis ACOUCITE dont la cotisation a augmenté de 100 euros cette année, celle de l'ALEC de 978,46 euros et le CIBD de 80 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-49/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes, ainsi que le règlement des cotisations au titre de l'année 2019 :

- ATMOSUD pour un montant de cotisation de 472.398 euros

- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) pour un montant de cotisation de 2.200 euros
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA pour un montant de cotisation de 15.000 euros
- AMARIS pour un montant de cotisation de 5.000 euros
- ACOUCITE pour un montant de cotisation de 900 euros
- Le CPIE du Pays d'Aix pour un montant de cotisation de 25.000 euros
- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence pour un montant de cotisation de 101.431,07 euros.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer tout acte utile afférent à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget 01- Fonction 74- nature 6281 pour les associations suivantes : ATMOSUD, CIDB, S3PI, AMARIS et L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - États Spéciaux des différents territoires-nature 6281 pour les associations suivantes :

- ACOUCITE sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- Le CPIE du Pays d'Aix sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 048**

#### **Attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'information et l'accompagnement des particuliers et des copropriétaires à la rénovation énergétique de leurs logements et le Développement Durable - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **Préambule**

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, confirmée dans le Plan de rénovation énergétique des bâtiments des Ministères de la Transition Écologique et Solidaire et de la Cohésion des Territoires de novembre 2017, font de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité nationale. L'objectif fixé est de disposer d'un parc immobilier au niveau « bâtiment basse consommation » ou assimilé à l'horizon 2050. Il s'agit d'assurer la rénovation de 500.000 logements par an d'ici à 2020, à l'échelle nationale, dont au moins la moitié est occupée par des ménages aux revenus modestes. Il est destiné à réduire les fortes consommations énergétiques et à améliorer le confort des habitants du parc actuel de logements. Concernant le parc public de bâtiments, l'accent doit être mis sur les bâtiments du quotidien (écoles, gymnases, équipements communaux...).

#### **I - L'intervention sur l'habitat privé**

Sur le territoire du Pays d'Aix, il faudrait rénover énergétiquement environ 3.000 logements par an depuis 2013 jusqu'en 2020 pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan Climat Énergie Territorial du Pays d'Aix adopté en 2013.

Les caractéristiques des logements du Pays d'Aix sont propices à la rénovation, avec 45 % des logements construits avant 1981, aux performances thermiques assez faibles, une énergie de chauffage majoritairement électrique et encore 18 % des logements chauffés au fioul.

Eco-Rénovez, la plate-forme territoriale de la rénovation énergétique de l'habitat du Pays d'Aix a trois ans et un bilan positif :

- 992 demandes d'informations traitées par les conseillers énergie
- 148 projets suivis et accompagnés
- 27 copropriétés accompagnées représentant 1390 logements
- des animations sur le territoire
- 6 visites de sites exemplaires chez des particuliers
- 7 réunions débats pour s'informer sur les techniques et les aides
- 2 balades thermiques sur les enjeux de l'isolation
- et 5 salons et événements pour faire connaître les dispositifs de soutien.

#### **Le contexte métropolitain**

Actuellement, deux associations sur le territoire métropolitain développent ce Service Public de la

rénovation énergétique. Il s'agit de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Marseille qui intervient sur le Territoire de Marseille Provence et sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, et le CPIE du Pays d'Aix qui intervient sur Territoire du Pays d'Aix. Les autres territoires de la Métropole ne sont pas couverts par ces services. Toutefois, le Territoire Istres Ouest Provence souhaite se doter d'une structure similaire adossée à ses services. Ce projet devrait voir le jour en début d'année 2019. La mise en cohérence de l'action de ces structures, à l'échelle métropolitaine, est garantie par un comité de coordination, présidé par le Conseiller métropolitain délégué à la stratégie environnementale, au plan climat et à la prévention des risques et composé des représentants de ces différentes structures, des élus métropolitains et services concernés.

Les objectifs généraux d'Eco-Rénovez, plate-forme de la rénovation du Pays d'Aix, sont l'accueil, l'information et le conseil du consommateur sur des éléments techniques, financiers, fiscaux et réglementaires nécessaires à un projet de rénovation.

Cette mission s'exerce de façon individuelle aux particuliers qui en font la demande et de manière collective au travers d'animations de territoires.

La Plate-forme développe également une mission d'animation des professionnels pour qualifier l'offre.

#### **Le programme d'actions 2019 de la Plate-forme de la rénovation énergétique de l'Habitat en Pays d'Aix**

- **Mobilisation des particuliers pour la réalisation d'un parcours de réhabilitation complet et de qualité**

Pour mettre en œuvre cette mobilisation, un outil Web a été développé. Il est à la fois un portail pour l'information et le conseil des particuliers et un annuaire des professionnels.

Par ailleurs, des outils de communication sont développés sur l'ensemble des supports disponibles (numériques, papiers...).

En 2018, l'accompagnement a permis la rénovation de 85 maisons individuelles.

**L'objectif pour 2019 est de 1.000 à 1.200 contacts, et 400 à 500 projets de rénovation accompagnés.**

- **Traitement des nuisances sonores dans l'habitat**

Depuis 2 ans, Eco-Rénovez intègre les nuisances sonores, en formant ses conseillers sur l'acoustique des bâtiments, en informant les habitants. La MEHC pré-instruit les 14 demandes d'aides accordées en 2018 par le Territoire du Pays d'Aix, et organise un événement grand public.

- **Développement d'une mission d'animation des copropriétés**

Cette mission accompagne techniquement et réglementairement la copropriété dans les démarches de rénovation, dans un parcours souvent assez long.

Le bilan des réalisations sur l'année 2018 est important, de l'ordre de 50 copropriétés accompagnées, représentant 3.500 logements, dont 1.500 rénovés.

**L'objectif pour 2019 est de 50 à 70 copropriétés suivies et 7 à 10 syndicats accompagnés.**

- **Développement d'un volet social et expertise pour la politique habitat**

L'objectif de cette action est le repérage et l'orientation des ménages en précarité énergétique vers les dispositifs existants correspondants.

L'idée générale est l'amorce d'un guichet unique pour toutes les questions liées à l'habitat, quelle que soit la situation du demandeur. Cette mission est pilotée avec la Direction Habitat du Pays d'Aix.

Il s'agit d'intégrer encore d'avantage les objectifs de performance énergétique dans les politiques de l'habitat par la refonte de l'aide aux primo-accédants, par l'analyse en amont et en aval des dossiers de demandes de subventions des bailleurs sociaux. Une expérimentation de ciblage des ménages propriétaires occupants et bailleurs, en mesure de réaliser des travaux de rénovation, est en cours et sera reconduite car elle a permis de rencontrer plus de 400 personnes.

- **Développement d'une animation territoriale**

Ces animations visent les maîtres d'ouvrage, les professionnels du bâtiment et les organismes de formation. Ces actions de terrain permettent de diffuser une information générale et adaptée sur le territoire.

De part son expertise, la MEHC participe et anime des événements qui dépassent le cadre du Pays d'Aix, notamment « Les rendez-vous de la rénovation », événement régional devenu incontournable pour les acteurs de la rénovation.

En 2018, 24 actions d'animation et de mise en relations entre les particuliers et les professionnels ont été organisées.

Objectif, au minimum une action par mois (hors l'été)

- **Mobilisation des entreprises du bâtiment et artisans**

Faire connaître l'action commune du Pays d'Aix et de la Maison Énergie Habitat Climat aux acteurs du territoire pour permettre de mobiliser les entreprises du bâtiment, promouvoir l'intérêt des

rénovations de qualité et dynamiser le marché local de la rénovation.

- **Animation d'un local de permanences**

La Maison Énergie Habitat Climat regroupe ainsi les différentes activités énergies du CPIE du Pays d'Aix et ses salariés :

- activité de l'**Espace Info Énergie** du Pays d'Aix intégré au dispositif **éco-rénovez** : accueil individuel du public et programme d'animations en ateliers collectifs...
- mission de **Conseil en Énergie Partagé**
- projets de **lutte contre la précarité énergétique** et accompagnement des bailleurs sociaux.

Pour mener à bien son action, La Maison Énergie Habitat Climat dispose d'un local accessible au public à Aix-en-Provence où il accueille les près de 1.000 contacts par an qui bénéficient de ce service.

**Ce local se situe au Parc d'Arianne bat B, 11 boulevard de la Grande Thumine, 13090 à Aix-en-Provence.**

#### **Pilotage de la mission**

- 4 à 6 réunions annuelles spécifiques pour le pilotage de la plate-forme,
- un Comité de pilotage de la plate-forme sous la Présidence du Vice-président en charge du Développement Durable du Territoire du Pays d'Aix,
- 2 à 4 comités techniques réunissant les acteurs de l'habitat.

#### **II – Conseil et expertise technique auprès des communes du Pays d'Aix**

En moyenne nationale, 5 % du budget d'une collectivité sont alloués à l'énergie (70 % pour le fonctionnement des bâtiments, 22 % pour l'éclairage et 10 % pour le parc automobile). On estime

à 10 % les économies réalisables sans réel investissement et à 45 % si des investissements sont réalisés dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Face à ce constat, le Conseil en Énergie Partagé (CEP) prend toute sa mesure.

Pour assister les communes qui désirent une meilleure gestion de leurs flux énergétiques, le CPIE du Pays d'Aix a mis en place, en 2009, un service de Conseil en Énergie Partagé sur le Territoire du Pays d'Aix. Afin de rationaliser les coûts et l'organisation de ce service, il est proposé aux communes de partager un spécialiste des flux énergétiques.

En 2018, les communes de Cabriès, Venelles, Fuveau, Coudoux, Saint-Cannat, Jouques, Puyloubier, Bouc-Bel-Air et Les Pennes Mirabeau ont sollicité un accompagnement.

Une partie du temps des conseillers sera consacrée à rencontrer de nouvelles communes afin qu'elles adhèrent au dispositif. La participation de nouvelles communes permettra de maintenir l'équilibre et la pérennité de la mission.

Le Conseiller en Énergie Partagé accompagne la transformation des comportements des gestionnaires et des usagers du patrimoine communal en auditant le patrimoine pour préconiser des travaux et suivre et contrôler les travaux.

En 2019, l'accent sera mis sur le développement de projets d'énergies renouvelables.

Les communes engagées dans ce dispositif pour 2019, seront :

Fuveau, Saint-Cannat, Coudoux, Cabriès, Venelles, Jouques, Bouc-Bel-Air, Le Tholonet.

#### **III - Commerce engagé**

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

L'essaimage du Commerce Engagé sur le Territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis la labellisation de plus de 120 commerçants à ce jour, et de développer, en 2018, une action sur le quartier du Pont de l'Arc à Aix-en-Provence.

L'année 2019 sera consacrée à la pérennisation du dispositif dans les 8 communes du Pays d'Aix et au développement d'actions concrètes mobilisant les commerçants.

L'objectif étant :

- D'accompagner les commerçants labellisés dans leurs démarches éco-responsables (fiches écogestes, tri, économie d'énergie, approvisionnement local...)
- D'assurer un suivi individualisé des commerçants (diagnostics des pratiques et outil de suivi pour les commerçants, suivi des indicateurs, mise en place du comité de suivi du label...)
- De mettre en place des actions exemplaires et innovantes avec les commerçants : défi énergie, bornes de récupération des mégots, partenariats agriculteurs locaux...
- De développer la communication autour du label (réseaux sociaux, newsletter, site web, événements, presse...).

#### **- Coût de l'action et participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix**



N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oumon
2019-00157	Animation d'eco-rénoviz	CPIE	Environnement	190 000 €	503 000 €	191 000 €	191 000 €	Oui
2019-00155	Conseil en Energie Partagé	CPIE	Environnement	20 000 €	108 000 €	20 000 €	20 000 €	Oui
2019-00156	Participation à la location du local	CPIE	Environnement	25 000 €	50 000 €	25 000 €	25 000 €	Oui
2019-00159	Commerce engagé	CPIE	Environnement	35 000 €	54 240 €	40 000 €	40 000 €	Oui
				270 000 €	715 240 €	285 000 €	285 000 €	

Pour l'ensemble de ces actions, il est ainsi proposé d'attribuer, en 2019, au CPIE du Pays d'Aix 285.000 € sur les 285.000 € demandés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 151-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001-1132/16/Cm du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 285.000 € pour l'animation du dispositif « Eco-rénovez en Pays d'Aix », le Conseil en Energie Partagée, la participation à la location du local des permanences et l'animation de l'opération commerce engagé.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix,.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs susvisée et toutes les pièces relatives à ce dossier.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Chapitre 65, ligne 6574.

##### **Ne prend pas part au vote : Arnaud MERCIER**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	1

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 049**

**Modification des modalités des aides à la rénovation énergétique aux particuliers**



Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le présent rapport concerne la modification du dispositif d'aides destinées aux propriétaires privés occupants et bailleurs, en vue de la réhabilitation de leur logement en matière d'énergie et afin de correspondre à l'enveloppe budgétaire attribuée pour cette action. Est ainsi abrogée l'aide aux travaux sur les copropriétés, pouvant générer des financements demandés dépassant largement l'enveloppe prévue et nécessitant, en général, un engagement financier pluri-annuel.

L'efficacité énergétique des logements est un enjeu économique, social et environnemental majeur de la transition énergétique, confirmé par la loi de Transition énergétique pour la croissance verte de 2015.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la moitié des logements ont été construits avant 1975 (date de la première réglementation thermique), et donc sont peu ou pas isolés. Pour atteindre les objectifs du Plan Climat du Pays d'Aix (- 27 % d'émissions de GES), 3.000 logements par an devraient être rénovés énergétiquement.

Les propriétaires sont invités à rénover leur logement pour améliorer leur confort, réduire les charges et contribuer à la lutte contre le changement climatique. L'enjeu pour les habitants est important dans une perspective d'augmentation continue et pérenne du prix de l'énergie.

Il s'agit d'adapter les aides proposées, au titre de la politique énergie. Ce dispositif s'articule autour :

- d'un primo-conseil, délivré par la Plate-forme de la rénovation énergétique animée par la Maison Énergie Habitat Climat au cours d'un rendez-vous physique, d'outils, d'animations (analyses thermographiques, chantiers témoins...), de conseils en ligne sur les travaux, de simulation de coûts de travaux, d'une mise en relation avec les entreprises partenaires du dispositif, et d'une information sur les aides financières potentielles,
- la pré-instruction des dossiers de demandes d'aides réalisée par la Maison Énergie Habitat Climat et validée par les services du Territoire du Pays d'Aix pour les propriétaires donnant suite par des travaux effectifs,
- une mise en lien des acteurs sociaux pour les publics précaires avec ceux de la rénovation énergétique.

Ces aides sont ciblées exclusivement sur les travaux les plus efficaces en termes d'économie d'énergie et financières. Les travaux sont réalisés par des entreprises locales, qualifiées et certifiées Reconnues Garantes de l'Environnement (RGE.)

Les aides s'adressent aux propriétaires occupants, en maisons individuelles, et aux propriétaires bailleurs de maisons individuelles réalisant des travaux dans un logement conventionné.

Les aides concernent les travaux suivants :

- la réalisation d'un diagnostic qui permet de hiérarchiser les besoins, d'établir la liste des travaux prioritaires, de définir son budget et de faire son choix, et d'estimer le retour sur investissement ; l'aide proposée est de 50 % du coût du diagnostic plafonné à 300 € ;
- l'isolation de la toiture, intervention prioritaire sur un bâtiment. Elle protège l'habitation des variations de température extérieure l'hiver mais également l'été. Elle représente environ 30 % des déperditions d'un logement ; l'aide proposée est modulée de 150 à 450 € selon les ressources des demandeurs ;
- l'isolation des murs, intervention essentielle sur un bâtiment. Elle représente environ 25 % des déperditions d'un logement ; l'aide proposée est modulée de 975 à 2.900 € pour une isolation par l'extérieur et de 375 à 1.125 € pour une isolation par l'intérieur et selon les ressources du demandeur ;
- la régulation et la programmation font partie intégrante d'un programme de rénovation et contribuent pour 10 à 25 % d'économie. Elles permettent la régulation des températures en fonction des besoins, des périodes d'absence, des périodes de la journée et des conditions climatiques extérieures ; l'aide proposée est de 25 % du montant de l'installation plafonnée à 150 € ;
- les systèmes solaires (chauffe-eau et chauffage), permettent de profiter d'une énergie gratuite et sans limite sur une grande partie de l'année ; l'aide proposée est de 20 % du coût de l'installation d'un chauffe-eau solaire plafonnée à 350 €, et de 20 % de l'installation d'un système combiné plafonnée à 500 €.

Les fiches techniques annexes détaillent les bénéficiaires, les caractéristiques techniques des travaux éligibles, les modalités de paiement.

Les fonds à mobiliser sont estimés à 200.000 € par an, montant inscrit au Budget 2019 affecté au territoire.

Le soutien du Territoire du Pays d'Aix complète d'autres dispositifs de l'État au travers du crédit d'impôt, le dispositif Provence Eco Rénov du Conseil Départemental 13, de certaines caisses de retraites...

Une campagne de communication « éco-rénovez en Pays d'Aix » accompagne ce dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La circulaire du 22 juillet 2013, relative à la territorialisation du plan de rénovation énergétique de l'habitat ;
- La délibération n°2009\_B413 du Bureau communautaire de la CPA du 27 novembre 2009 relative à la reconduction des aides aux énergies renouvelables, à leur modification et aux modalités d'attribution ;
- La délibération n°2013\_A052 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative à l'adoption du Plan Climat ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil Communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au nouveau dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification du dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés des particuliers selon les conditions et les modalités décrites dans les annexes du présent rapport.

#### **Article 2 :**

Les aides à l'installation d'énergies renouvelables selon les conditions et les modalités décrites au présent rapport sont reconduites.

#### **Article 3 :**

Les dispositions des délibérations antérieures relatives à ces soutiens financiers en tant qu'elles seraient contraires à la présente délibération sont abrogées.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de cette délibération.

#### **Article 5 :**

Ces aides seront versées directement au bénéficiaire.

#### **Article 6 :**

Ces aides financières seront prélevées sur le budget primitif 2019, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, section investissement, nature 4581 – fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt**

#### **2019 CT2 050**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'Appel à projets 2019 concernant les opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) sur les massifs du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix poursuit un programme ambitieux de mise en œuvre de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe, en conséquence, de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### Descriptif de l'opération concernée :

Chaque année, le Territoire du Pays d'Aix établit, en accord avec les Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Six massifs forestiers sont concernés :

- Montaiguet et collines environnantes,
- Régagnas - Monts Auréliens,
- Quatre Termes,
- Arbois - Pas des Lanciers,
- Chaîne des Côtes – Trévaresse,
- Concors - Sainte Victoire.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % par l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional PACA et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2019 est estimé à **314 395,00 € HT** (soit 377 274,00 € TTC). Les travaux proposés à l'Appel à projets 2019 sont détaillés, par massif, comme suit :

Appel à projets 2019	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
Massif du Montaiguet	23 000,00
Massif du Régagnas	37 800,00
Massif des Quatre Termes	13 920,00
Massif de l'Arbois - Pas des Lanciers	28 800,00
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	86 850,00
Massif de Concors - Sainte-Victoire	124 025,00
<b>Total HT</b>	<b>314 395,00 €</b>
<b>TVA (20 %)</b>	<b>62 879,00 €</b>
<b>TOTAL TTC</b>	<b>377 274,00 €</b>

cf. Annexe « détail des travaux par massif »

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Europe	20 %	62 879,00
État	20 %	62 879,00
Conseil Régional PACA	20 %	62 879,00
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20 %	62 879,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	62 879,00
<b>TOTAL HT</b>		<b>314 395,00 €</b>

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et en particulier l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional PACA et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 ouvrant l'Autorisation de Programme n° DI2472 relative à l'opération Syndicat Sainte-Victoire Travaux Forestiers et modifiant l'Autorisation de Programme n° DI246 AP4 relative à l'opération PIDAF 2016/2019 ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention pour la mise en œuvre du

programme de travaux de défense des forêts contre l'incendie (Appel à projets 2019) dans le cadre des Plans de massifs du Territoire du Pays d'Aix (Montaiguët, Régagnas, Quatre Termes, Arbois/Pas des Lanciers, Chaîne des Côtes/Trévaresse et Concors -Sainte Victoire).

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Pour la réalisation de cette opération, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, du Conseil Régional PACA et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 EST du territoire du Pays d'Aix et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Engagement AP2017/47 Opération DI246AP4 et Engagement AP 2018/63 Opération DI2472AP.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 1318 pour l'Europe, 1311 pour l'État, 1312 pour la Région et 1313 pour le Département, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 051**

**Attribution d'une subvention à l'association l'Insertion et l'Emploi 13 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le**

## **Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux. Dans la continuité de cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique. Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux forestiers dans le cadre de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Il convient d'ajouter qu'il est souhaitable qu'ils présentent une utilité particulière afin de les rendre encore plus enrichissants et motivants pour le public en insertion.

Cet intérêt peut concerner la protection du patrimoine (débroussailler les abords d'une ancienne chapelle, dégager des remparts ou des restanques...), le développement d'activités pédagogiques ou de loisirs (circuit VTT, sentier pédagogique...), l'aménagement de zones pouvant accueillir du public en toute sécurité ou la mise en valeur du paysage.

Dans ce cadre, l'association « Insertion et Emploi 13 » (IE 13) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine communal et à protéger les massifs forestiers contre les feux de forêts. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées de 8 personnes dont un encadrant. L'IE 13 a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. C'est l'IE 13 qui a en charge tous les aspects organisationnels et fonctionnels des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2018, 10 chantiers ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur les communes de Peynier, Simiane-Collongue, Mimet, Trets, Venelles, Le Puy-Sainte-Réparate, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Coudoux et Meyrargues.

Plus de 819 contrats ont été signés par les personnels en insertion à l'IE 13 depuis le lancement de cette initiative et 135 chantiers ont été réalisés pour 28 communes bénéficiaires.

Pour l'année 2019, dans la continuité des années précédentes, l'IE 13 sollicite le Territoire du Pays d'Aix, afin d'obtenir une participation, sous forme de subvention d'un montant de 142.000 €. Ce montant

va permettre de faire intervenir trois équipes pour la réalisation de travaux forestiers sur le territoire du Pays d'Aix.

Cette action, présentée par l'IE 13, est évaluée à 956.673 €. Il est proposé d'attribuer à l'IE 13 une subvention de 142.000 € pour la mise en œuvre des chantiers forestiers d'insertion sur les territoires des communes du Pays d'Aix afin d'en compléter son financement.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ounon
2019 - 00331	Chantiers d'insertion	IE 13	Forêt	141.000 €	956 673 €	142.000 €	142.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A128 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers forestiers d'insertion ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'IE 13 pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion en 2019 à hauteur de 142.000 euros.

#### Article 2 :

Est approuvée la convention 2019 à conclure avec l'association l'Insertion et l'Emploi 13.

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Prévisionnel 2019, État Spécial de Territoire du Pays d'Aix – nature 65748 -fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2019 CT2 052

**Attribution d'une subvention à l'Association Citoyens de la Terre pour qualifier les acteurs socio-professionnels impliqués dans le projet EMbleMatiC - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Sainte-Victoire est un espace remarquable caractérisé par une forte proportion d'espaces naturels, une biodiversité exceptionnelle et un terroir agricole et des villages qui contribuent grandement à la beauté des paysages.

L'image de ce territoire est très utilisée par les organismes en charge du développement touristique mais localement, les liens entre acteurs économiques locaux et les sites naturels et les paysages sont peu développés.

Hormis une fréquentation qui peut être très importante par moment sur certains lieux, les retombées économiques sont rares et concentrées

sur les grandes villes ou les centres commerciaux éloignés du site.

Dans le cadre de la préservation des milieux et l'amélioration qualitative des visites, le Comité de Gestion du Grand Site Sainte-Victoire a souhaité engager une réflexion permettant la découverte des lieux depuis les villages extérieurs au massif et la mise en relation avec les habitants et les commerçants locaux.

C'est avec cet objectif que la Métropole participe au projet européen Interreg-Med « Emblematic Mediterranean Mountains as Coastal destination of excellence », qui vise à créer sur chacune des 9 montagnes concernées (Gransasso et Etna en Italie, Pedraforca et Serra de Tramuntana en Espagne, Cika en Albanie, Olympe et Idà en Grèce, Canigou et Sainte-Victoire en France) un éco-itinéraire valorisant les savoir-faire locaux des restaurateurs, hébergeurs, artisans et producteurs engagés dans une démarche durable. Une des obligations de ce projet est de garantir une gestion écoresponsable par les socio-professionnels mis en avant dans ce programme.

Aujourd'hui, le projet porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence est la réalisation d'un sentier « en balcon » sur les communes de Trets - Peynier - Fuveau - Gréasque - Mimet - Gardanne - Meyreuil permettant de découvrir Sainte-Victoire face sud et s'appuyant sur l'itinéraire Provence Mines d'énergies, GR® de Pays.

Si la faisabilité opérationnelle concernant les aménagements complémentaires au sentier existant, la signalétique, la communication peut être menée par l'équipe technique du Grand Site Sainte-Victoire, il manque en revanche les outils pour évaluer la performance environnementale des socio-professionnels, et en particulier des restaurateurs, les labels qualifiants adaptés étant quasiment absents du territoire.

Enfin, au-delà du repérage et de l'identification des organismes, il conviendra de développer les partenariats qui rattacheront les acteurs socio-économiques au projet Emblematic.

Aujourd'hui, l'association Citoyens de la Terre (association loi 1901 à but non lucratif) basée à Marseille, agréée en qualité « d'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale » au sens de l'article L 3332-17-1 du Code du Travail propose d'intervenir dans le cadre du projet Emblematic afin de participer à la partie de projet consacrée aux relations avec le monde économique local.

Cette association, qui existe depuis 2000, travaille sur la citoyenneté, l'entrepreneuriat responsable, le tourisme durable et l'éco-développement des territoires en France et à l'étranger.

Elle conçoit, met en œuvre et anime des actions et projets de terrain, au travers d'une stratégie facilitant l'émergence d'une intelligence territoriale et citoyenne. Elle a développé des compétences, des outils et des expériences innovantes valorisés par la recherche en sciences du management.

Dans le projet Territoires en'Ve, qu'elle pilote depuis 2015, Citoyens de la Terre accompagne les entreprises touristiques et solidaires du territoire pour mettre en œuvre des pratiques innovantes d'économie circulaire et de tourisme responsable. C'est une démarche d'intelligence écologique territoriale, lauréate de deux appels à projets ADEME-Région ces dernières années.

La proposition développée par l'association Citoyens de la Terre est de :

- co-construire avec le Grand Site Sainte-Victoire un outil de monitoring de la performance environnementale à partir d'indicateurs (le patrimoine naturel et culturel, les déchets, l'eau, l'énergie, les transports, la politique d'achat...),
- diagnostiquer 10 à 15 acteurs socio-économiques sur l'itinéraire Emblematic,
- créer un plan d'action et de qualification auprès de ces mêmes acteurs,
- organiser les collaborations avec le projet Emblematic.

Pour ce faire, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'attribution d'une subvention afin de participer au développement de ce projet.

Le montant demandé est de 12 000 euros, soit 80% d'un montant total de l'action de 15 000 euros pour l'année 2019.

N°GU	Manifestation Action	Collectivité	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Ou/non
2019_00619	Co-construction d'un outil d'évaluation et de qualification, réalisation de diagnostic	Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	Entrepreneuriat responsable Eco-développement	0 euro	15 000 euros	12 000 euros	12 000 euros	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° ENV 004 -1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° 2016/23 du Comité Syndical du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire du 15 décembre 2016 portant Adoption du Programme EMbleMatîC – Réseau des montagnes méditerranéennes emblématiques ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de qualifier de manière objective les acteurs du tourisme contribuant au projet EMbleMatîC.
- Les compétences développées par l'association Citoyens de la Terre en matière d'entrepreneuriat responsable, de tourisme durable et d'éco-développement.
- Le projet de l'association de co-construction d'un outil de mesure de la performance environnementale avec une quinzaine d'acteurs professionnels, puis son application et enfin la création d'un plan d'action adapté à chacun.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 12.000 euros à l'association Citoyens de la Terre pour la co-construction d'un outil d'évaluation et de qualification, et la réalisation de diagnostics auprès d'une quinzaine d'acteurs impliqués dans le projet EMbleMatîC puis la proposition de plans d'action.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Citoyens de la Terre.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, nature 65748 fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets**

### **2019 CT2 053**

#### **Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues - Abrogation de la délibération n°DEA 15-1991/17 BM du 18 mai 2017**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Une précédente délibération a été votée en mai 2017 (n°DEA 015-1991/17/BM) concernant la demande de subvention pour la requalification de la déchèterie de Vauvenargues. Le plan prévisionnel de financement défini dans cette délibération étant erroné, il est proposé au vote du Bureau de la Métropole une nouvelle délibération, modifiée des éléments de ce plan de financement. Les détails concernant le programme de travaux et le chiffrage ont été ajustés afin d'avoir une seule délibération exhaustive sur le projet pour le dépôt du dossier de demande de subventions.

Le réseau actuel de déchèteries du Territoire du Pays d'Aix ne permet pas d'offrir, aux habitants de la vallée de Vauvenargues, un service public de collecte des déchets équivalent à celui offert aux autres habitants du territoire du Pays d'Aix. En effet, les autres équipements existants sur le territoire sont trop éloignés pour répondre aux besoins des usagers du service.

Le partenariat actuel avec la commune permettant un point de dépôt des encombrants et des végétaux n'est plus adapté et nécessite une évolution du service par l'intermédiaire de la construction d'un équipement dédié.

Les discussions engagées avec la commune de Vauvenargues ont permis d'identifier et d'aboutir à la mise à disposition gratuite d'une parcelle propriété de la ville de 1.616m<sup>2</sup> d'emprise située à proximité de la station d'épuration.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir le programme de travaux correspondant à la réhabilitation de ce site en construisant un équipement moderne et sécurisé, dimensionné au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

De plus, ces travaux de remise à niveau de la déchèterie ont été l'occasion de faire un bilan des

équipements de défense incendie pour l'ensemble du secteur. Ce bilan a mis en évidence une insuffisance des installations publiques existantes, ne permettant pas d'assurer les prescriptions réglementaires tant pour les habitations à proximité que pour la desserte privée de la déchèterie.

En préalable à la requalification de la déchèterie de Vauvenargues, la Métropole va procéder à un renforcement du réseau de défense incendie.

Les investissements, nécessaires à la réhabilitation du site de Vauvenargues ont été estimés à 700.000€HT. Dans le détail, les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Réalisation des travaux de terrassements et de Génie Civil afin de créer des quais de déchargement des déchets ;
- Création des réseaux secs et humides ;
- Construction d'une chaussée adaptée à la circulation des Poids Lourds en partie basse et des Véhicules Légers en partie haute ;
- Mise en place des dispositifs anti-chute réglementaires ;
- Sécurisation de l'accès ;
- Édification du local gardien ;
- Mise en sécurité de l'accès au site (aménagement de zones de croisement, renforcement de la passerelle...) ;
- Réalisation des aménagements nécessaires à l'insertion du site dans son environnement.
- Renforcement du réseau d'eau potable public existant afin de garantir la desserte de la déchèterie et les prescriptions techniques requises pour la défense incendie.

Ces estimations reposent sur l'étude de définition de Maîtrise d'Oeuvre menée en 2018. En février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné un maître d'œuvre dont les missions sont :

- détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- proposer des aménagements conformes aux spécifications édictées par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- déposer le dossier de permis de construire et les dossiers réglementaires (déclaration ICPE, dossier d'incidence NATURA 2000...) nécessaires à la réalisation du projet ;
- préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, la Métropole devra également s'attacher la compétence d'un Contrôleur Technique et d'un coordonnateur SPS.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée des missions de Contrôle Technique et SPS a été estimée à 70.000€HT.



Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues (missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique/SPS et travaux) et aux travaux de renforcement de la défense incendie s'élèvent à :

- 70.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre, de Contrôle Technique et SPS ;
- 85.000 €HT pour la maîtrise d'œuvre et les travaux de renforcement de la défense incendie

soit 855.000 €HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'Oeuvre : Printemps 2018
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire et du dossier ICPE : Janvier 2019
- Obtention du permis de construire et de l'autorisation préfectorale d'exploiter au titre des ICPE : Janvier 2019 ;
- Démarrage des travaux : Octobre 2019 ;
- Fin des travaux : Mai 2020.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

**Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :**

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT) REQUALIFICATION DECHETERIE	MONTANTS SOLLICITES (€HT) DECI
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	616 000 €	68 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix	20%	154 000 €	17 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>770 000 €</b>	<b>85 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2014\_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 créant l'Autorisation de Programme

n° DI173AP relative à l'opération Extension Rénovation Déchèteries ;

- La délibération n°2017\_CT2\_235 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 portant sur la validation du programme de travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues ;
- La délibération n°DEA 015-1991/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant sur la demande de subventions pour des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues ;
- La convention de mise à disposition d'un terrain par la Commune de Vauvenargues à l'ancienne Communauté du Pays d'Aix à titre gracieux approuvée lors du Conseil Municipal du 26 janvier 2016 par la délibération n°2016\_008.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la déchèterie de Vauvenargues.

**Délibère**

**Article 1 :**

La délibération DEA 015-1991/17/BM du 18 mai 2017 est abrogée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

**Article 3 :**

Concernant la requalification de la déchèterie, les recettes correspondantes, qui viendront participer au financement de l'opération DI110AP, seront inscrites au Budget Annexe du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, section d'investissement – Nature 132 – Fonction 7213.

Concernant le renforcement de la défense incendie, les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13 - Nature 1313 – fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 054**

**Attribution d'une subvention à l'association La Nouvelle Mine pour l'année 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein des territoires et atteindre les objectifs réglementaires, la Métropole a mis en place, par délibération du 19 octobre 2017, son schéma Métropolitain de Gestion des déchets. La prévention des déchets est un des axes principaux de ce schéma.

L'association « la Nouvelle Mine » basée sur la commune de Gréasque développe des actions en matière de réduction, de réemploi et de valorisation des déchets.

Par ces opérations, « La nouvelle mine » souhaite faire évoluer les comportements des citoyens en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et de réemploi.

Dans cette optique, l'association sollicite, la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement les Territoires de Marseille Provence (CT1) et du Pays d'Aix (CT2) pour

l'obtention d'une subvention d'un montant total de 39 000€ concernant deux actions :

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix- Marseille-Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 €	15 000 €	30 000 €
Action n°2	Rayon « anti gaspi »	4 500 €	4 500 €	9 000 €
Total cumulé pour 2019		19 500 €	19 500 €	39 000 €

#### **Présentation de l'action n°1 : Défi famille zéro déchets**

Une première expérience « Défi Famille (presque) zéro déchet » du Pays d'Aix, lancée en 2017 avec le soutien de la fondation de France, relayée par les médias locaux, a confirmé que de nombreuses familles sont prêtes à changer les choses en matière de production de déchets, mais qu'elles manquent de méthode. Certaines se découragent face aux contraintes du quotidien (manque de temps, d'organisation, d'information) quand d'autres ayant expérimenté seules de nouvelles pratiques, se sentent stagner, ne savent pas comment faire pour aller plus loin.

L'association propose de lancer cette action auprès de 25 foyers sur le territoire du Pays d'Aix et 25 foyers sur celui du territoire de Marseille-Provence. Soit au total une moyenne de 150 participants.

Un équilibre de la représentation des différents types de foyers sera réalisé : familles nombreuses, monoparentales, couples sans enfant, colocations d'étudiants, retraités etc. provenant de milieux sociaux différents. Un questionnaire de pré-inscription permettra de sélectionner une variété de profils. Si besoin, un relais communication sera mis en place avec des bailleurs sociaux pour atteindre des personnes bénéficiaires de minima sociaux.

Ainsi, pendant 6 mois, à partir du lancement de l'opération, un coaching participatif, permettra d'accompagner ces foyers dans la mise en place d'un plan d'actions personnalisé (3 défis par mois choisis par les familles au sein d'un thème), des échanges d'astuces et retour d'expériences entre foyers et ambassadeurs du zéro déchet, des ateliers de fabrication de produits du quotidien zéro déchet, des ateliers de compostage, et des sorties inspirantes.

Il est également proposé un partage d'expérience via une websérie.

Il sera proposé un programme de sorties/visites : Centre d'enfouissement de l'Arbois et/ou du site multi-filières EveRé en début de défi, conférence de Jérémie Pichon auteur de « famille zéro déchets - le guide » atelier de compostage, autre sortie en fonction de l'actualité (à titre d'exemple en 2017 visite de l'expo "vies d'ordures" au Mucem). Des rendez-vous collectifs seront organisés par territoire tous les mois.

Concernant les bénéficiaires indirects, d'après l'association, il est possible de compter en moyenne 10 personnes proches du réseau de chaque foyer, étant sensibilisées, par ricochet, à la démarche zero déchet (collègues, amis, famille), soit 500

bénéficiaires indirects, sans compter les internautes suivant la websérie.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	26 260 €	Ventes (participations famille achats des balances)	440 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 697 €	Subvention projet innovants (DRJSCS)	8 000 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	8 062 €	Formation des bénévoles (DRJSCS)	750 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	25 972 €	Département des BDR	10 000 €
		Territoire du Pays d'Aix	15 000 €
		Territoire de Marseille	15 000 €
		Commune de Gréasque	2 000 €
		Cotisations	1 500 €
		Fondations	11 301 €
<b>Total charges</b>	<b>63 991 €</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>63 991 €</b>

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 30 000 €.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix- Marseille-Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	15 000 €	15 000 €	30 000 €

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

**Pour le Territoire de Marseille Provence :**

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée la commission thématique	Convention part/objets par/son
20019_00 565	défi zéro déchets	famille mine	La nouvelle Réduction des déchets	-	63 991	15 000 €	15 000 €	OUI

**Pour le Territoire du Pays d'Aix :**

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée la commission thématique	Convention part/objets par/son
2019_00 567	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	-	63 991	15 000 €	15 000 €	OUI

**Présentation de l'action n°2 : Etude de faisabilité de rayons anti-gaspi en magasin de bricolage.**

Il existe encore très peu de matériaux de récupération en France, ou tout un chacun pourrait aller se fournir en matériaux de récupération, (particuliers comme

professionnels), pour des projets de création, de bricolage, d'aménagements d'espaces, et de rénovation de l'habitat. Quelques initiatives ont vu le jour mais elles restent très locales et n'existent pas sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette action vise à étudier les conditions de faisabilité pour le développement de nouveaux débouchés pour la revente au sein de la grande distribution du bricolage de matériaux ou de matériels de récupération collectés par des acteurs du réemploi du Territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Cette action se réalisera en partenariat avec le magasin Leroy Merlin de Cabriès.

Plus spécifiquement, l'étude, objet de la présente convention, portera sur la dernière phase permettant d'étudier son impact et réaliser une phase test de premières mises en rayons anti gaspi suivi d'actions de promotion du surcyclage au sein du magasin Leroy Merlin de Cabriès. Enfin, il sera préconisé un plan d'actions pour envisager un futur développement.

Objectifs spécifiques de l'étude :

> Faire l'état des lieux du gisement de matériaux de récupération revalorisables via la mise en place de rayons anti-gaspi et promotion du surcyclage au sein du magasin Leroy Merlin Cabries (magasin de bricolage pilote).

> Analyser les opportunités et les freins actuels liés aux contraintes de la grande distribution, pour la mise en place de rayons anti-gaspi et la promotion du surcyclage, et y apporter des solutions alternatives.

> Analyser les opportunités et les freins actuels concernant la collecte des gisements identifiés, de leur préparation et de leur acheminement vers le magasin de bricolage.

> Analyser l'impact économique, environnemental et l'impact social.

> Préciser et qualifier l'articulation, la complémentarité et les moyens d'actions entre le lancement des rayons anti-gaspi et la création de corners de vente spécial surcyclage ainsi que la mise en place d'actions de sensibilisation auprès du

grand public pour accompagner le lancement d'une phase test ultérieure.

> Proposer en conclusion un plan d'action de la phase test ultérieure regroupant les moyens nécessaires à la faisabilité de son lancement (moyens techniques, humains, financiers) ainsi que les critères et processus d'évaluation à mettre en oeuvre pour en mesurer l'impact environnemental, économique et social avant déploiement.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 400 €	Ventes (participations famille achats des balances)	4 129 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	16 924 €	Subventions : ADEME filidéchet	45 000 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	10 921 €	Subvention Territoire du Pays d'Aix	4 500 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	35 069 €	Subvention : Territoire de Marseille	4 500 €
		Commune de Gréasque	2 000 €
		Autres produits de gestions courantes : dons, cotisations (1 500€, Leroy Merlin (3000€), fondations (9 685€)	14 185 €
<b>Total charges</b>	<b>74 314 €</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>74 314 €</b>

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite la métropole à hauteur de 9 000 €.

Numéro	Nature de l'action	Montant CT1 Territoire-Marseille Provence	Montant CT2 Territoire du Pays d'Aix	Montant total sollicité Métropole Aix- Marseille-Provence
Action n°1	Foyers « zéro déchets »	4 500 €	4 500 €	9 000 €

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. La priorité étant donnée aux actions de prévention touchant directement les ménages.

**Pour le Territoire de Marseille Provence :**

L'opération ne se passant pas sur la zone géographique du territoire de Marseille, le CT1 ne participera pas financièrement.

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée à la commission thématique	Convention part/objets ou non
20019_00 défi 565	familleLa nouvelle mine zéro déchets		Réduction des déchets	-		4 500 €	0 €	.

**Pour le Territoire du Pays d'Aix :**

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée à la commission thématique	Convention part/objets ou non
2019_00 566	Sensibilisation à la réduction des déchets	La nouvelle mine	Réduction des déchets	-		4 500 €	0 €	.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-07/04/16CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre



2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 30.000 euros à l'association « La nouvelle mine » pour l'action « foyers zéro déchets ».

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci annexée, à conclure avec l'association « La nouvelle mine ».

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Pour le Territoire du Pays d'Aix, au budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix-fonction 7211 nature 65748 pour un montant de 15 000 €

- Pour le Territoire de Marseille Provence -Chapitre 65-Nature 65748-sous politique G130-Fonction 7212 pour un montant de 15 000 €

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 055**

**Approbation de l'avenant n°3 à la convention de concession pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par une convention de concession de travaux en date du 27 décembre 2007, la Communauté du Pays d'Aix a confié au groupement d'entreprises ELYO/FAIRTEC, la conception, construction, exploitation et maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge.

Les articles 3 et 5 de la dite concession de travaux prévoyaient notamment la possibilité pour le concessionnaire de déployer une solution de co-génération, permettant de bénéficier d'un tarif de rachat bonifié moyennant une amélioration du rendement énergétique de l'unité (via la récupération et la valorisation de la chaleur « fatale » des moteurs).

Le concessionnaire a ainsi proposé au Pays d'Aix la mise en place d'équipements complémentaires présentant le double avantage :

- de valoriser l'énergie thermique dégagée par des moteurs, et donc de bénéficier de la prime à l'efficacité énergétique ;
- de traiter une partie des lixiviats produits sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois et d'éviter des dépenses d'élimination associées.

L'avenant n°1 à la concession a été notifié le 29 juillet 2011 et acté de l'ajustement des clauses techniques administratives et financières nécessaires à la mise en place d'une solution de cogénération basée sur le traitement thermique par séchage des lixiviats.

L'avenant n°2 a pour objet l'ajustement des clauses financières de la concession à la production électrique constatée par le concessionnaire. En effet, les 5 premières années d'exploitation de l'unité de valorisation, ont été marquées par la diminution régulière de la quantité de biogaz et par voie de conséquence des recettes de vente d'électricité.

En raison, notamment des tonnages de déchets enfouis significativement inférieurs aux prévisions, la quantité prévisionnelle de biogaz restera largement inférieure aux prévisions, ce qui ne permettra pas au concessionnaire de rééquilibrer son compte d'exploitation au cours des prochaines années.

Afin de rééquilibrer la concession, il a été convenu que l'effort financier soit partagé équitablement entre le Pays d'Aix et son délégataire. Sur la base d'un bilan prévisionnel de biogaz réaliste (quantités de déchets enfouis et des conditions de captage) il

a été convenu de fixer une redevance à 33,3 cts €/kWh pour le restant de la durée de la convention.

Dans l'hypothèse où le débit de biogaz effectivement capté et amené sur l'installation du Concessionnaire s'approche durablement à moins de 5% du niveau prévu au Compte d'Exploitation Prévisionnel initial de l'offre du Concessionnaire, à savoir  $2.033 \times 0,95 = 1931 \text{ Nm}^3/\text{h}$  de biogaz sur une durée continue d'au moins 8 semaines, quelle qu'en soit la cause, le niveau de la redevance serait celui de la concession initiale.

L'objet de l'avenant n°3 est d'acter l'ajustement des clauses techniques, administratives et financières de l'installation en terme de besoins de traitement des effluents.

En effet, la capacité de l'unité de co-génération étant limitée, elle n'est pas en capacité à éliminer la totalité des lixiviats générés sur l'Installation de Stockage, le solde est actuellement épuré dans une unité de dépollution interne au site de l'Arbois.

Le process d'épuration des lixiviats mis en œuvre et autorisé par l'Arrêté Préfectoral du 27 juillet 2018 est basé sur la concentration de la pollution et la séparation de la phase liquide (double étage de concentration : Osmose Inverse & d'évapo-concentration), et génère :

- d'une part, des sous-produits concentrés en pollution et devant être éliminés vers des centres de traitement agréés, appelés liqueurs denses
- et d'autre part une phase liquide épurée appelée perméats, pouvant être rejetés directement ou indirectement au milieu naturel.

Suivant le même principe que les lixiviats, ces perméats peuvent être évaporés dans l'unité de co-génération. En conséquence, afin de prendre en compte cette évolution réglementaire et technologique, et conserver les tarifs bonifiés de vente d'énergie, il convient dès-lors de substituer les perméats aux lixiviats dans le process de co-génération.

La Collectivité et le Concessionnaire ont décidé d'acter au travers du présent avenant n°3, les conditions techniques, administratives et financières de traitement du perméat, en lieu et place du lixiviat.

Cet avenant ne modifie pas les principes de rémunération et de partage des bénéfices introduit dans la concession de travaux via l'avenant n°1, le concessionnaire est autorisé à percevoir les recettes de vente d'énergie thermique co-générée et s'engage à reverser à la collectivité 50 % du montant de ces recettes, déduction faite de l'ensemble des charges liées au fonctionnement des installations de cogénération. Cet avenant ne prévoit pas de recettes supplémentaires et n'a donc pas d'impact financier.

Le présent avenant est conclu par la Métropole Aix-Marseille-Provence, substituée dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du

Pays d'Aix, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en application de l'article 43 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, et dans les conditions prévues à l'article L.5217-5 du CGCT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 Décembre 2007 qui approuve la convention de concession pour la conception, construction, exploitation et maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge ;
- La délibération n°2011\_B095 du Bureau communautaire de la CPA du 1<sup>er</sup> avril 2011 qui autorise la signature de l'avenant n°1 à la convention de concession précitée ;
- La délibération n°2011\_B327 du Bureau communautaire de la CPA du 21 juillet 2011 qui modifie les annexes de l'avenant n°1 à la convention de concession précitée ;
- La délibération n°2015\_B541 du Bureau communautaire de la CPA du 29 Octobre 2015 qui autorise la signature de l'avenant n°3 à la convention de concession précitée.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire**  
**Rapporteur,**

**Considérant**

- Les évolutions technologiques et réglementaires en matière d'épuration des effluents du site sur l'ISDnD de l'Arbois qui nécessitent un ajustement contractuel.
- L'absence d'impact financier pour la Métropole de cet avenant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'Avenant n°3, ci-annexé, à la Convention de Concession de Travaux pour la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'Avenant n°3 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 056**

#### **Validation du programme de travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau actuel de déchèteries du Territoire du Pays d'Aix ne permet pas d'offrir, aux habitants de la vallée de Vauvenargues, un Service Public de collecte des déchets équivalent à celui offert aux autres habitants du Territoire du Pays d'Aix. En effet, les équipements existants sur le territoire sont trop éloignés pour répondre aux besoins des usagers du service.

Le partenariat actuel avec la commune permettant un point de dépôt des encombrants et des végétaux n'est pas adapté et nécessite une évolution du service par l'intermédiaire de la construction d'un équipement dédié.

Les discussions engagées avec la ville de Vauvenargues ont permis d'identifier et d'aboutir à la mise à disposition gratuite d'une parcelle propriété de la ville de 1.616m<sup>2</sup> d'emprise située à proximité de la station d'épuration.

Dans ce contexte, il est proposé de valider le programme de travaux correspondant à la réhabilitation de ce site en construisant un équipement moderne et sécurisé, dimensionné au

regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Ces investissements, nécessaires à la réhabilitation du site de Vauvenargues ont été estimés à 480.000€HT ; dans le détail, les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

1. Réalisation des travaux de terrassements et de Génie Civil afin de réaliser une plate-forme de déchargement des déchets ;
2. Création des réseaux secs et humides ;
3. Construction d'une chaussée adaptée à la circulation des Poids Lourds en partie basse et des Véhicules Légers en partie haute ;
4. Mise en place des dispositifs anti-chute réglementaires ;
5. Sécurisation de l'accès ;
6. Édification du local gardien ;
7. Mise en sécurité de l'accès au site (Aménagement de zones de croisement, renforcement de la passerelle...)
8. Réalisation des aménagements nécessaires à l'insertion du site dans son environnement.

Ces estimations reposent sur l'étude de définition et l'Avant Projet réalisé Décembre en 2018.

En amont des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence lancera une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- de proposer des aménagements conformes aux spécifications édictées par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- de déposer le dossier de permis de construire et les dossiers réglementaires (déclaration ICPE, dossier d'incidence NATURA 2000...) nécessaires à la réalisation du projet ;
- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, la Métropole devra également s'attacher la compétence d'un Contrôleur Technique.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée de la mission SPS et Contrôle Technique a été estimée à 70.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues (missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique et travaux ) s'élèvent à :

- 70.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre, SPS et de Contrôle Technique ;
- 700.000€HT pour les travaux de requalification ;

soit 770.000€HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : Printemps 2018
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire et du dossier ICPE : septembre 2019
- Obtention du permis de construire et de l'autorisation préfectorale d'exploiter au titre des ICPE : Janvier 2019 ;
- Démarrage des travaux : Octobre 2019 ;
- Fin des travaux : Mai 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B759 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant sur l'adaptation du service en déchèterie sur la commune de Vauvenargues par la construction d'un équipement dédié – Programme d'actions ;
- La convention de mise à disposition d'un terrain par la Commune de Vauvenargues à la Communauté du Pays d'Aix à titre gracieux approuvée lors du Conseil Municipal du 26 janvier 2016 par la délibération n°2016\_008 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de modernisation de la déchèterie de Vauvenargues pour un montant estimé à 770.000€HT.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget SPED du Territoire du Pays d'Aix fonction 7213 opération 110.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 057**

**Attribution d'une subvention à l'association Valtri pour l'année 2019 et ajustement 2018**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre sur la base de laquelle sont versées ces subventions. Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires de la CPA des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association VALTRI en 2015, pour une durée de cinq ans.



En 2018 VALTRI a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 32.000€ pour un montant réalisé de 32.090€.

Pour l'année 2019 (novembre 2018 à octobre 2019), l'association VALTRI sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 32.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2019, réemployés et valorisés.

### Ajustement 2018

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Gisement Réemployé (GR en t)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	5 000 € + 100 € x GR	10 000 € + 75 € x (GR-50 t)	25 000 € + 50 € x (GR-250 t)	50 000 €
Valorisation déchets > 50%	3 500 € + 70 € x GR	7 000 € + 52,5 € x (GR-50 t)	17 500 € + 35 € x (GR-250 t)	35 000 €
Valorisation déchets < 50%	0 €	0 €	0 €	0 €
Maxi Subvention	10 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €

En fin d'année l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel au titre de l'année 2018, 32.000€ ont été attribués à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération n°2018\_CT2\_060 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Pour l'année 2018 le bilan d'activité de l'association présente, un tonnage réemployé de 391,8 tonnes (soit 66 % des tonnages réceptionnés) et un taux de valorisation supérieur à 75% sur les produits non réemployés. Dès lors, au regard des modalités de financement exposées ci dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2018 selon le mode de calcul ci après.

Calcul du montant de la subvention ajustée :  $25.000€ + 50€ \times (391,80t - 250t) = 32.090€$ .

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2018, des éléments transmis par l'association, le montant du et versé à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2018 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de 90€.

### Pour l'année 2019 (novembre 2018 à octobre 2019)

L'association VALTRI sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 32.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2019, réemployés et valorisés.

Pour rappel, outre l'activité développée sur son site « Histoire sans fin » situé sur la commune de Venelles, l'association collecte des déchets potentiellement valorisables (meubles usagés, livres, objets...) sur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix : Venelles, Eguilles, les Pennes-Mirabeau et Aix-en-Provence.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2019-00106	Ressourceries	VALTRI	Insertion	32.000 €	€	32.000 €	32.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B543 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant un avenant à la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries ;
- La délibération n°2018\_CT\_060 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 attribuant une subvention à l'association Valtri pour l'année 2018 et ajustement 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association VALTRI une subvention d'un montant de 32.000€ pour l'année 2019 ainsi qu'un ajustement de 90€ pour l'année 2018.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est versé à l'association VALTRI un ajustement de subvention pour l'activité 2018, d'un montant de 90€.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention à l'association VALTRI de 32.000€ pour l'année 2019 (période de novembre 2018 à octobre 2019).

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 058**

**Attribution d'une subvention à l'association Evolio pour l'année 2019 et ajustement 2018**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires de la CPA des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association EVOLIO en 2015 pour une durée de cinq ans.

En 2018 EVOLIO a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 7.000€ pour un montant réalisé de 9.170€.

Pour l'année 2019 (novembre 2018 à octobre 2019), l'association EVOLIO sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 7.000 € estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2019, réemployés et valorisés.

#### **Ajustement 2018**

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Gisement Réemployé (GR en t)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	5 000 € + 100 € x GR	10 000 € + 75 € x (GR-50 t)	25 000 € + 50 € x (GR-250 t)	50 000 €
Valorisation déchets > 50%	3 500 € + 70 € x GR	7 000 € + 52,5 € x (GR-50 t)	17 500 € + 35 € x (GR-250 t)	35 000 €
Valorisation déchets < 50%	0 €	0 €	0 €	0 €
Maxi Subvention	10 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €

En fin d'année l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel au titre de l'année 2018, 7.000 € ont été attribués à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération n°2018\_CT2\_192 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

Pour l'année 2018 le bilan d'activité de l'association présente, un tonnage réemployé de 41,70 tonnes (soit 18 % des tonnages récupérés) et un taux de valorisation supérieur à 75 % sur les produits non réemployés. Dès lors, au regard des modalités de financement exposées ci dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2018 selon le mode de calcul ci après.

Calcul du montant de la subvention ajustée : 5.000€ + 100€ x 41,70t = 9.170€.

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2018, des éléments transmis par l'association, le montant du et versé à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2018 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de 2.170,00 €.

**Pour l'année 2019** (novembre 2018 à octobre 2019)

L'association EVOLIO sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 7.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2019, réemployés et valorisés.

Il est proposé au titre du Territoire du Pays d'Aix de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Ouï/non
2019/00528	Ressourceries	EVOLIO	Insertion	7.000€	€	7.000 €	7000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B544 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux

ressourceries positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2018\_CT2\_192 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 attribuant une subvention à l'association Evolio pour l'année 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association EVOLIO une subvention de 7.000€ pour l'activité 2019 ainsi qu'un ajustement de la subvention 2018 d'un montant de 2.170€.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est versé à l'association EVOLIO un ajustement de subvention pour l'activité 2018, d'un montant de 2.170€ pour un montant réalisé de 9.170€.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention à l'association EVOLIO de 7.000€ pour l'année 2019 (période de novembre 2018 à octobre 2019).

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 059**

### **Attribution d'une subvention à l'association Elan Jouques pour l'année 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été approuvée au Bureau Communautaire de la CPA le 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association ELAN JOUQUES en 2017 pour une durée de cinq ans.

En 2018 Elan Jouques a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 6.888€ pour un montant réalisé de 5.510€.

Pour l'année 2019 (novembre 2018 à octobre 2019), l'association ELAN JOUQUES sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 5.800€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2019, réemployés et valorisés.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Châlon
2019 00529	Ressourceries	ELAN JOUQUES	Insertion	6.888 €	€	5.800 €	5.800 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2015\_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_239 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 attribuant une subvention à l'association ELAN-JOUQUES pour l'année 2017 et convention d'objectifs ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association Elan Jouques une subvention de 5.800€ pour l'année 2019.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Elan Jouques de 5.800€ pour l'année 2019 (période de novembre 2018 à octobre 2019).

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Politique culturelle et sportive - Sports

### **2019 CT2 060**

**Événements sportifs sur le Territoire du Pays d'Aix en 2019 – Open Pays d'Aix Cepac et Ironman 70.3 du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien de la Communauté du Pays d'Aix à des épreuves sportives internationales a permis d'attester de l'ambition d'une politique sportive au service du plus grand nombre.

Celle-ci s'appuie sur des manifestations sportives d'exception qui suscitent tout autant l'engouement des spectateurs que l'envie des jeunes de découvrir ces disciplines sportives.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite participer en 2019 au soutien de deux événements sportifs majeurs : l'Open Pays d'Aix Cepac et l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix.

**L'Open Pays d'Aix Cepac :**

La 6<sup>ème</sup> édition de l'Open du Pays d'Aix Cepac est un tournoi de tennis de niveau international classé ATP 125 qui se déroulera du 6 au 12 mai 2019. Il constitue une excellente préparation des joueurs, 15 jours avant Roland Garros.

En 2019, il sera doté d'un prix de 137.500 € (cent trente cinq mille cinq cents euros) + hébergements, et sera en mesure d'attirer des joueurs classés à

partir de la 50<sup>ème</sup> et la 200<sup>ème</sup> place au classement ATP.

Il sera organisé, par la société sportive AB2M, au Country Club Aixois, qui possède les installations suffisantes pour accueillir cette compétition de haut niveau dans le respect des contraintes de la FFT et mener une opération très aboutie de relations publiques.

Quelques chiffres :

- 40 juges de lignes, 50 ramasseurs de balles, 5 arbitres de chaises, 48 joueurs de simple (au lieu de 32 en 2018), 16 équipes de double, 10 personnes dédiées à l'entretien des courts en terre battue ;
- 2700 places assises sur le court central (tribunes gratuites et places de loges VIP);
- 350 nuitées réservées pour l'accueil des joueurs et des officiels, 3 sites de restauration ;
- un village VIP de 500 m², une zone commerciale de 150 m².

Par son nom « Open Pays d'Aix Cepac » et son logo, ce tournoi est très étroitement associé à l'image du Territoire du Pays d'Aix et le succès des cinq premières éditions l'encourage à poursuivre des actions de communication liée à cet événement.

Le succès de cette rencontre sportive dépend très largement de son audience dans les médias classiques, presses écrite et audiovisuelle. AB2M mettra en place un plan média important :

- programme officiel, gazettes, flyers, affichage sur les réseaux Muppy et Decaux de la ville d'Aix-en-Provence, sur les bus de la ville, chez les commerçants et dans les clubs de tennis de la Ligue,
- pour ce qui concerne la presse écrite locale, un partenariat sera conclu avec la Provence, partenaire officiel et pour la presse spécialisée avec Grand Chelem, Tennis Info (FFT), Tennis Magazine, TOUTMA,
- pour les radios, ce sont Nostalgie (partenaire officiel) , Radio Star, NRJ, Chéri FM et France Bleu, pour assurer la promotion en amont et couvrir la compétition,
- en ce qui concerne la TV, diffusion dans le monde entier des matchs en direct avec la chaîne de live streaming, en partenariat avec l'ATP Tour. Un partenariat privilégié avec la chaîne Eurosport est en cours de validation. Au niveau local, les chaînes France 3 et Azur TV couvriront l'événement,
- pour l'internet avec le développement du site : [www.opendupaysd Aix.com](http://www.opendupaysd Aix.com),
- Réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram.

**L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix :**

La Communauté du Pays d'Aix, puis le Territoire du Pays d'Aix, ont déjà soutenu les huit premières éditions de l'«Ironman 70.3 du Pays d'Aix» et de «l'Ironkids du Pays d'Aix» entre 2011 et 2018.

La société Ironman France organisera le 12 mai 2019 la neuvième édition de «l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix», qui est une épreuve de niveau

international, au même titre que d'autres triathlons Ironman organisés en France.

Quelques chiffres de l'édition 2018 permettent de constater l'impact de cette manifestation sur le territoire :

- 2389 athlètes inscrits (88% d'athlètes hommes et 12% d'athlètes femmes), 50 équipes relais,
- 50 nationalités représentées (France, Royaume-Uni, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique...),
- 138 femmes au départ de l'Ironkids de 8 nationalités différentes,
- 177 enfants au départ des différentes épreuves de l'Ironkids,
- 350 m<sup>2</sup> d'espace sportif dans le Village Expo Ironman (12 exposants) sur le Cours Mirabeau pendant 3 jours et 7.500 visiteurs,
- plus de 1000 volontaires assurant le succès de l'événement,

Les retombées médiatiques :

- 34 journalistes ou photographes accrédités pour 13 médias différents ;
- Presse écrite : parutions dans La Provence, parutions dans le Journal Le Pape Info, My Provence, la presse spécialisée Trimag, Trimax, Triathlete Magazine et Santé Sport Mag ;
- Presse web : Facebook ( 503.413 personnes atteintes entre le 6 et le 20 mai 2018), parution dans aixeninfo.fr, Go-met.com, Racing-i.com, dans la presse spécialisée Trimax Hebdo, Trimag, Triathlete Magazine, Trimes, Blog d'athlètes sous forme de communiqué de presse ou de récit de course ;
- Radio : annonces publicitaires sur RTL2 ;
- TV : chaîne L'Equipe, France 3 Provence Alpes Côte d'Azur, Tout le Sport...

Les retombées touristiques :

- 39% des athlètes ont été à l'hôtel, soit 900 athlètes dont 65% étaient à moins de 5 km de la zone d'organisation ;
- 27% des athlètes sont restés 3 nuits, 22% 2 nuits, 23% une nuit et 24% 4 nuits ou plus ;
- 22% des athlètes sont venus seuls, 25% avec une personne, 16% avec deux accompagnants, 15% avec trois accompagnants, 23% sont venus à quatre ou plus ;
- 91% des athlètes sont satisfaits de la ville d'Aix-en-Provence.

L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix en 2019 se déroulera de la façon suivante :

- une épreuve de natation (1,9 km) sur le lac de Peyrolles-en-Provence,
- une épreuve de cyclisme (90 km) permettant aux athlètes de traverser plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix avec une arrivée à Aix-en-Provence,
- une épreuve de course à pied (21,1 km) qui s'achèvera à la Rotonde à Aix-en-Provence.

Dans le cadre de cette manifestation, la société Ironman France souhaite organiser et promouvoir le 7<sup>ème</sup> «Ironkids du Pays d'Aix» qui se déroulera le samedi 11 mai 2019 à Aix-en-Provence. L'Ironkids a pour objectif de fédérer les enfants de 5 à 13 ans autour d'une épreuve sportive de type courses à

pied de différentes distances selon l'âge des participants.

A l'issue des deux événements, les organisateurs s'engagent à fournir au Territoire du Pays d'Aix un bilan de l'organisation et des retombées médiatiques, touristiques et économiques sur le territoire.

Au regard de la promotion du territoire, des retombées économiques, et de la valorisation du sport de haut niveau qu'apportent ces deux grandes manifestations, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre son soutien à leurs organisations en passant des marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2019 pour des montants prévisionnels de : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'organisation des manifestations Ironman 70.3 du Pays d'Aix et Open Pays d'Aix Cepac en 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le lancement de marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2019 pour des montants prévisionnels de : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac.



### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019\_CT2\_061**

**Soutien au sport de haut niveau 2019 – Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix » - Approbation de conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment des axes suivants :

1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 400 jeunes sportifs âgés de 15 à 20 ans intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix :

le dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci après :

### **1/ Soutien aux clubs de sports collectifs de haut niveau :**

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2018/2019 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2019 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.085.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Clubs en 2019	Catégorie Division	BP 2019	Total (n-1) Saison 2017/2018	Subv sollicitée	Subv Proposée Saison 2018/2019	Prestation de service	Total subventions proposées 2019	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°00287)	1ère division (LNP)	5.958.452 €	958.800 €	/	/	Mini 740.000 € Maxi : 1.000.000 €*	/	Marché
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	2e division PRO D2	4.053.000 €	450.000 €	/	/	Mini 450.000 € Maxi : 650.000 €*	/	Marché
Association PROVENCE RUGBY (GU n°00292)	Centre de formation	992.000 €	150.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00236)	1ère division (PRO A)	1.911.436 €	255.000 €	180.000 €	175.000 €	/	175.000 €	Oui
Asso PR/VB (GU n°00071)	1ère division (Ligue AF)	1.147.468 €	500.000 €	445.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00240)	Nationale 2	263.000 €	55.000 €	50.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.085.000 €	

\* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service le sont à titre indicatif et représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de rappeler que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

### **2/ Soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau :**

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs afin de permettre d'augmenter le nombre de licenciés.

Au regard du niveau où ces clubs de sports individuels évoluent pour la saison 2018/2019 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2019 aux aides suivantes **pour un montant total de 493.000 €** :

Clubs (Guichet Unique 2019)	BP 2019	Subvention solicitée 2019	Subv n-1	Barème d'attribution	Subvention proposée 2019	Conven- tions
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00344)	326.406 €	35.000 €	27.000 €	30.000 €	27.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00237)	1.911.436 €	78.000 €	74.000 €	83.000 €	74.000 €	Oui
Aix Athlisme Provence (GU n°00369)	510.000 €	67.000 €	60.000 €	67.000 €	60.000 €	Oui
Eschime du Pays d'Aix (GU n°00255)	290.450 €	72.000 €	82.000 €	80.000 €	72.000 €	Oui
Amical Vain Club Aixois (GU n°00163)	581.000 €	153.000 €	153.000 €	170.000 €	153.000 €	Oui
AJC Badminton (GU n°00244)	329.810 €	60.000 €	54.000 €	60.000 €	54.000 €	Oui
AJC Taekwondo (GU n°00119)	82.200 €	13.500 €	13.500 €	15.000 €	13.500 €	Non
Aix Handisport (GU n°00264)	24.250 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°00247)	80.200 €	20.000 €	25.000 €	30.000 €	20.000 €	Non
Club Handisport Aixois (GU n°00365)	120.000 €	15.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	Non
BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00245)	90.000 €	4.500 €	4.500 €	5.000 €	4.500 €	Non
<b>TOTAL</b>					<b>493.000 €</b>	

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation bénéficie également d'une subvention pour le fonctionnement de sa section de water-polo en 2019 correspondant à un montant de 175.000 €, ce qui porte la totalité des subventions à allouer au Pays d'Aix Natation pour ses deux sections water-polo et natation synchronisée à 249.000 €.

Par ailleurs, le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix.

### 3/ Soutien au dispositif « Ecole Sports Entreprendre du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005\_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 400 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs cadets et juniors des clubs de sports collectifs et individuels de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, triathlon, BMX, taekwondo, cyclisme, judo, pentathlon, escrime, tennis.

Le Territoire du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "Ecole Sport Entreprendre (ESE) du Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 5 salariés ETP et de plus de 20 contrats de vacataires, et de valider l'attribution d'une subvention de 80.000 € à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2019, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2019	Budget prévisionnel 2019	Subvention N-1	Subvention solicitée	Total subventions proposée 2019	Conven- tion
ESE Pays d'Aix	00100	155.000 €	80.000 €	80.000 €	80.000 €	Oui

### 4/ Rappel des dispositions du code du sport :

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2019:

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le



montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du Sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015\_A263 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Université Club Handball et Provence Rugby ;
- La délibération n°2015\_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.658.000 €.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de haut niveau collectif, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les trois clubs de haut niveau collectif, l'association Pays d'Aix Venelles Volley Ball, l'association Pays d'Aix Natation et l'association Basket Métropole Aix Venelles.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau individuel.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association École Sport Entreprendre du Pays d'Aix.

#### **Article 6 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 7 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2019 du Pays d'Aix sur la ligne 1001/ Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 062**

**PRODAS 2019 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande

de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les quatre subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 18.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées quatre subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 18.000 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Culture**

### **2019 CT2 063**

#### **Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des

subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif.
  - Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.
- La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :
- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
  - L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.  
Il est aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 5

subventions pour un montant total de 40 700 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° SI	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N°1	Subvention N°2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée elle	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2019_0108	Groupe Grenade	Aix-en-Provence	Cordillon	Nationale et Internationale	Fevrier 2019 (3 ans)	21 000,00 €	22 000,00 €	212 100,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence 14 000,00 €		21 000,00 €	NON	06/02/19	27/02/19
2019_0104	Le syndicat des mouettes	Sinière-Colongue	Festival Oh la la 2019	Gardanne	Du 16 au 20 novembre 2019	12 000,00 €	12 000,00 €	21 200,00 €	10 000,00 €	0,00 €		10 000,00 €	NON	06/02/19	27/02/19
2019_0106	Création Danse Sinière	Sinière-Colongue	Semaine de la danse 2019	Sinière-Colongue Bouches-du-Rhône	16 au 24 novembre 2019	6 000,00 €	6 000,00 €	26 000,00 €	8 000,00 €	Sinière-colongue : 3 000,00 €		4 000,00 €	NON	06/02/19	27/02/19
2019_0107	Culture et traditions les moulins	La Roque d'Arthon	Fête du marché aux cerises	La Roque d'Arthon	09/09/19	3 000,00 €	3 200,00 €	22 440,00 €	3 000,00 €	La Roque d'Arthon : 7 700,00 €		2 700,00 €	NON	06/02/19	27/02/19
2019_0101	Théâtre et chantiers	Aix-en-Provence	La printemps au petit duc - Festival 2019	Aix-en-Provence	11/2 au 30/04/19	3 000,00 €	3 000,00 €	24 700,00 €	6 000,00 €	Aix-en-Provence : 3 200,00 €		2 800,00 €	NON	06/02/19	27/02/19

**Total : 40 700 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 40 700 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748, LC 1008.

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 064**

**Attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation de conventions type d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion

artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Pour les grands opérateurs FIAL, Ballet Preljocaj et Théâtre du Jeu de Paume, dont les conventions multipartenariales sont en cours de renouvellement, des conventions bilatérales sont élaborées pour le versement des subventions pour l'exercice 2019.

L'association « CIAM » bénéficie de la convention triennale laquelle prévoit notamment que le Territoire du Pays d'Aix s'engage à verser une subvention annuelle de 100 000 € pour le fonctionnement général de l'association. Cette convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019-2020 signée le 15 mars 2018 permet l'attribution de cette subvention pour l'année 2019 et est annexée à la présente délibération.

L'attribution des subventions en fonctionnement pour les autres associations culturelles nécessite l'approbation de conventions type d'objectifs et de moyens pour le fonctionnement général et les actions spécifiques annexées à la présente délibération.

**Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 11 subventions pour un montant total de 2 438 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.**

N° GI	Nom Association	Comptes (siège social)	Dénomination	Dates Projet	Subvention N.1	Subvention N.2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investisseur rural	Montant proposé	Convention d'objectif	Date convention	Date CT
2019-00107	Ballet Provençal	Aix-en-Provence cedex 1	Fonctionnement Général	Année 2019	600 000,00 €	600 000,00 €	6 294 361,00 €	600 000,00 €	Aix-en-Provence : 405 000,00 €	Grand opérateur	600 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00104	Théâtre du jeu de paume	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Année 2019	270 000,00 €	270 000,00 €	2 172 800,00 €	270 000,00 €	Aix-en-Provence : 955 000,00 €	Grand opérateur	270 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00081	Les journées de l'éloquence	Aix-en-Provence	Série Festival les journées de l'éloquence	Fin mai 2019	70 000,00 €	70 000,00 €	250 000,00 €	90 000,00 €	Aix-en-Provence : 50 000,00 €		70 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00379	FIAL	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Année 2019	930 000,00 €	930 000,00 €	24 142 000,00 €	1 080 000,00 €	Aix-en-Provence : 1 500 000,00 €	Grand opérateur	930 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00452	CSAM	Aix-en-Provence	Fonctionnement général	Année 2019	100 000,00 €	100 000,00 €	1 177 220,00 €	100 000 €	Aix-en-Provence : 200 000,00 €	Grand opérateur	100 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00094	La relais des possibles	Aix-en-Provence	2e Box	Mars à décembre 2019	38 000,00 €	40 000,00 €	115 000,00 €	42 000,00 €	Pollignan de la ville : 21 000,00 €		34 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00481	Les Initiatives / Café Zinnermann	Aix-en-Provence	Concerts et actions culturelles pour 2019 sur le territoire métropole	Année 2019	40 000,00 €	60 000,00 €	155 350,00 €	40 000,00 €	Aix-en-Provence : 5 000,00 €		35 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00480	Les écrivains en Provence	Favau	30 ème édition « Les écrivains en Provence »	5 au 8 septembre 2019	35 000,00 €	38 000,00 €	104 500,00 €	40 000,00 €	Favau : 12 000,00 €		38 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00437	Opening Nights	Aix-en-Provence	12ème édition Par les villages – Tasse d'or et lectures	Octobre 2019 (2 mois)	130 000,00 €	130 000,00 €	161 800,00 €	130 000,00 €	Aix-en-Provence : 15 000,00 €		100 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00412	Image de ville Image de vie	Aix-en-Provence	17ème édition Festival Image de ville	Année 2019 : Rendez-vous publics	70 000,00 €	70 000,00 €	182 000,00 €	60 000,00 €	Aix-en-Provence : 42 000,00 €		60 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19
2019-00462	Festival International de Piano	La Roque d'Arthon	Fonctionnement Général : 39ème Festival International du piano	Année 2019	200 000,00 €	200 000,00 €	3 308 020,00 €	220 000,00 €	La Roque d'Arthon : 80 000,00 € Lambesc : 10 000,00 € Gordes : 4 500,00 € Rognes : 2 000,00 €		200 000,00 €	OUI	06/02/19	27/02/19

**Total : 2 438 000 €**

Il est à noter que le Centre International des Arts en Mouvements (CIAM) bénéficiera d'une subvention de 4 000 € dans le cadre du PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération 2018\_CT2\_072 du Conseil de Territoire du 08 février 2018 attribuant des subventions de fonctionnement aux « grand opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions en fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 2 438 000 €.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 100 000€ à l'association « Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) », telle que présentée dans le tableau ci-dessus, dans le cadre de la convention triennale annexée à la présente délibération.

**Article 3 :**

Sont approuvées les conventions type d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et les associations.

**Article 4**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Risques majeurs**

**2019 CT2 065**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2019 à la Commission Locale d'Information Cadarache - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils Départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009 auprès des Établissements Publics qui accueillent sur leur territoire les installations dont elle a le suivi, sollicite au titre de l'année 2019 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'information ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 10.000,00 € (dix mille euros), répartie comme suit :  
- 8.000 euros pour le compte du Territoire du Pays d'Aix,  
- 2.000 euros pour le compte du Territoire de Marseille Provence.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci annexée relative à l'attribution de la subvention à la CLI Cadarache.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention ci-jointe et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65748 - fonction 20, selon la ventilation suivante :

- 8.000 € seront imputés sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 2.000 € seront imputés sur l'État Spécial de Territoire de Marseille Provence.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**Environnement, cadre de vie,  
développement durable et  
déchets – Eau et  
assainissement**

**2019 CT2 066**

**Approbation d'une convention tripartite relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La convention objet du présent rapport est établie dans le cadre des contrats de concession des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif de la commune d'Eguilles. La société SAUR est titulaire du contrat de concession du service public d'eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour une durée de 15 ans. La Compagnie des Eaux et de l'Ozone (groupe VEOLIA) est titulaire du contrat de concession du service public d'assainissement



collectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Afin d'adresser une facture unique aux abonnées, en application de l'Article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié le reversement des redevances pour consommation d'eau et assainissement au titulaire du contrat de concession eau potable.

Les contrats de concession stipulent :

- Contrat eau potable, titulaire SAUR, Article 14.6 : L'ensemble des prestations effectuées au titre de la facturation ouvrent droit à une rémunération auprès du gestionnaire du service assainissement... Une convention tripartite entre le Déléataire, l'exploitant du service assainissement et l'autorité concédante devra être établie pour fixer les modalités de facturation et de reversement de la rémunération liée au service de l'assainissement.
- Contrat assainissement collectif, titulaire CEO : Article 13.1 : Le gestionnaire du service eau potable assure pour le compte du Déléataire la facturation et l'encaissement de la redevance assainissement auprès des usagers...

Le détail des modalités de reversement de la rémunération du Déléataire par le gestionnaire du service de l'eau sera défini par convention entre l'autorité concédante, le Déléataire et ce gestionnaire.

Cette convention précisera notamment :

- Les échéances de facturation, les délais de reversement, les pénalités applicables en cas de retard ;
- Les informations sur les mouvements d'usagers (départs, arrivées, etc.) ;
- Les conditions de facturation et de reversement de la part de l'autorité concédante ;
- La rémunération que le délégataire versera au gestionnaire du service de l'eau en contrepartie du service rendu.\*

\* La rémunération des dépenses liées à la facturation et au recouvrement est définie dans l'Article 14.6 du contrat de concession eau potable, le montant est de 1,50 Euros hors taxe par facture en valeur de base. Ce prix est révisable suivant les conditions définies aux contrats.

La convention annexée au présent rapport, établie est signée par les titulaires des deux contrats, les sociétés SAUR et CEO, et est conforme aux dispositions et attendus des contrats.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les contrats de concession des services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif notifiés le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite avec les sociétés SAUR et CEO, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention tripartite à conclure entre la Métropole et les sociétés SAUR et CEO, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune d'Eguilles.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 067**

### **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°17/1411 relative à l'opération d'installation d'une canalisation de secours et de renouvellement des équipements de la station de traitement des effluents industriels sur la commune de Rousset**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Rousset, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée conclue avec la commune de Rousset afin d'ajuster les plans des financement des trois opérations concernées par la convention en cause.

S'agissant de l'opération de travaux relative à la création d'un bassin d'orage pour la station d'épuration de Rousset :

Les travaux sont aujourd'hui terminés. Dans le cadre de la procédure d'établissement du décompte général et définitif, le Groupement titulaire du marché de travaux a sollicité le paiement, selon les formes prescrites, d'une rémunération portant sur des travaux supplémentaires. Après instruction par la Commune, en sa qualité de Maître d'Ouvrage délégué, et par son Maître d'œuvre, les demandes formées ont été négociées à la baisse et un accord a été trouvé permettant la résolution définitive de ce différend. Cet accord, formalisé dans le projet de protocole transactionnel ci-annexé, prévoit le paiement au Groupement titulaire d'une rémunération complémentaire de 12 179,76 euros HT.

Dans la mesure où la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la Commune de Rousset n'habilite pas cette dernière à approuver un protocole transactionnel, l'approbation de celui-ci vous est soumise au titre du présent rapport.

Il est précisé que la rémunération complémentaire prévue par ce protocole sera directement réglée par la Commune, en qualité de maître d'ouvrage délégué, au nom et pour le compte de la Métropole et donnera lieu par la suite à remboursement dans les conditions prévues par cette convention.

S'agissant des autres opérations concernées :

Les opérations, objets de la convention ayant été engagées par la Commune avant le transfert de la compétence assainissement à la Métropole, certaines dépenses ont été liquidées avant la date du transfert. Il convient en conséquence d'ajuster l'enveloppe de ces opérations.

Cet avenant a pour effet de réduire de 64 % l'enveloppe de financement, toutes opérations confondues, de 2 185 814,51 euros TTC (montant initial) à 778 754,60 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage n° 17/1411 conclue avec la Commune de Rousset pour l'opération d'installation d'une canalisation de secours et de renouvellement des équipements de la station de traitement des effluents industriels pour en modifier l'annexe financière.
- Qu'il convient d'habiliter la Commune de Rousset à signer le protocole transactionnel.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention n° 17/1411 de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée à la commune de Rousset, portant sur l'ajustement des montants affectés aux opérations de travaux et réduisant l'enveloppe globale de la convention de 64 %, de 2 185 814,51 euros TTC (montant initial) à 778 754,60 euros TTC.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 12 179,76 euros H.T. au profit du groupement momentané des entreprises NGE Génie civil et EHTP dans le cadre du marché à procédure adaptée n° 12/2016 conclu par la Commune de Rousset concernant les travaux de construction d'un bassin d'orage de 1200 m<sup>3</sup> pour la station d'épuration de Rousset.

**Article 4 :**

Monsieur le Maire de la Commune de Rousset, agissant en qualité de maître d'ouvrage délégué au titre de la convention en date du 29 décembre 2017, est autorisé à signer le protocole transactionnel ci-annexé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 5 :**

Le règlement des sommes stipulées par le protocole transactionnel sera effectué au groupement momentané des entreprises NGE Génie civil et EHTP par la Commune de Rousset, en qualité de maître d'ouvrage délégué, au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il donnera lieu à compensation intégrale au profit de la Commune dans les conditions prévues par l'article 5.2. de la Convention de Maîtrise d'ouvrage Déléguée conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 068**

### **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1415 relative à l'opération de restructuration des réseaux humides - Chemin du Moulin sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de

satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune du Puy Sainte Réparate, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1415 avec la commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération de restructuration des réseaux humides chemin du Moulin.

En effet, il convient de rectifier la répartition des montants entre les compétences eau, assainissement et pluvial.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole, qui demeure à 305 000 € HT. Les modifications sont présentées à l'annexe 1 de l'avenant 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et

aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1415 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération de restructuration des réseaux humides du chemin du Moulin.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1415 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération de restructuration des réseaux humides de chemin du Moulin tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix, Opération d'Investissement DI10, Article 21532 ;
- pour le pluvial, au budget Principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – DI909 - imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 069**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 18/0173 relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable sur la commune de Saint-Cannat**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe

assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, ainsi qu'un premier avenant à cette convention par délibération n° FAG015-4270/18/BM du 18 octobre 2018.

L'avenant 1 a porté sur une augmentation du montant de l'opération 3 : Amélioration de la suppression portant l'enveloppe globale de la convention de 423 ;000€TTC à 512.000€HT, soit une augmentation de 20,8 %.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier une annexe financière à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

En effet, la Commune s'est engagée dans l'opération de forage pour recherche d'eau souterraine. Le forage profond a nécessité, en raison de la qualité des sols, trop instables, le recours à un tubage acier à l'avancement du forage, pour tenter d'atteindre la nappe profonde. Ce tubage a engendré des coûts non prévus au devis initial, pour un montant total de prestations complémentaires de 9 690,00 € HT, soit 11 628,00 € TTC.

De plus, l'opération touchant à sa fin, un ajustement des sommes prévues dans l'enveloppe est effectué afin de correspondre aux montants réellement engagés par la Commune.

Cet avenant a pour effet d'augmenter le coût de l'opération présenté à l'annexe 1 de 8 423,20 € TTC par rapport au montant initial de 92 600 € TTC, soit une augmentation de 9,1 % de cette opération. Le montant total définitif de l'opération présentée en annexe 1 se porte donc à 101 023,20 € TTC.

Cette augmentation porte le montant global de la convention de 423 800 € TTC (montant initial) à 520 423 €TTC (incluant les deux avenants), soit une augmentation globale de 22,8 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n° FAG015-4270/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable avec la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de

réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°2 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 070**

**AVIS - Approbation d'une convention de gestion relative aux compétences "Eau" et "Assainissement des Eaux Usées" avec la commune de Gardanne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole a décidé, notamment, de conclure avec la commune de Gardanne une convention de gestion portant sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement.

Cette convention a été conclue pour une durée d'un an.

Ainsi, dans un souci de continuité du service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé des conventions de gestion d'une durée d'un an avec les communes qui exerçaient jusqu'au 31 décembre 2017 les compétences « eau potable » et « assainissement » en régie directe (les contrats de DSP ont bien été repris par la Métropole).

Afin de suivre les seules opérations réalisées en vertu de ces conventions, un budget annexe (M49) pour chacune de ces compétences, non doté de l'autonomie financière, a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2018 au sein des communes concernées, à l'exception des deux plus petites d'entre-elles (- de 500 hab).

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence récupère via des établissements publics de gouvernance métropolitaine, l'exécution de ces compétences.

Afin de poursuivre au-delà du 31 décembre 2018, dans les meilleures conditions possibles, le recouvrement des créances nées de l'exécution de ces conventions de gestion portant sur les

compétences eau et assainissement (préservation des chaînes de traitement informatique et monétique, identité des interlocuteurs pour les usagers, unicité du compte de gestion sur pièces,...), il est proposé de maintenir l'apurement de ces restes à recouvrer au sein des postes comptables les ayant pris en charge.

Dès lors, afin de donner aux comptables locaux un cadre juridique leur permettant de mettre en œuvre les procédures adéquates, il est indispensable prévoir des conventions de gestion signées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes concernées, en limitant toutefois strictement l'objet au seul apurement des restes à recouvrer persistant à la clôture de l'exercice 2018 au sein des budgets annexes ad-hoc.

Un dispositif de reversement périodique à la Métropole Aix-Marseille-Provence des encaissements effectués par les comptables locaux, sera mis en place sur la base d'un état récapitulatif attesté par le comptable. La TVA comprise dans les encaissements effectués sera bien évidemment conservée par la commune.

Les budgets annexes ainsi maintenus au sein des communes n'enregistreront donc que des opérations de trésorerie, à l'exclusion de toute opération budgétaire (aucun titre, aucun mandat). Aucun vote de crédit n'est donc à prévoir pour l'exécution de ces budgets techniques.

De la sorte, le recouvrement des créances nées au sein des communes de l'exécution des conventions de gestion pour l'eau et l'assainissement en 2018 aura donc toutes les chances d'être mené à son terme au 31 décembre 2019.

Aussi il est aujourd'hui proposé d'approuver pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 une convention de gestion avec la commune de Gardanne portant sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement et limitée à l'objet exposé ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 131-3150/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion relative à la compétence « Eau » et à la compétence « Assainissement des Eaux Usées » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 071**

**Demande de solde sur la subvention auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le 4ème programme de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du Pays d'Aix, outre sa compétence première de contrôle des installations d'assainissement non collectif, souhaite aider les particuliers ayant des installations polluantes à faire les travaux nécessaires à leur mise en conformité en leur permettant de bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau.



Depuis janvier 2013 dans le cadre de son 10<sup>ème</sup> programme d'action 2013-2018, l'Agence de l'Eau finance en effet les propriétaires pour leurs opérations de réhabilitation sur la base d'un forfait de 3.000€ portant sur les études et travaux.

Les installations éligibles sont celles des habitations construites avant 1996, qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement (au sens de l'arrêté du 27 avril visé ci-dessous), pour lesquelles le SPANC a notifié la nécessité de réaliser des travaux dans un délai de 4 ans, ou encore les habitations ne disposant d'aucune installation d'assainissement pour lesquelles les travaux doivent être faits dans les meilleurs délais.

Elles sont recensées au fur et à mesure de l'avancement de la campagne de contrôle de bon fonctionnement et entretien en cours et qui se déroule par commune sur le territoire.

En 2016, le SPANC du Pays d'Aix souhaitant poursuivre son action en engageant un quatrième programme de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif financé par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse a en date du 23 juin 2016 fait voter une délibération en Conseil de Territoire.

Cette délibération a permis à l'agence de l'eau d'établir la convention du 4<sup>o</sup> programme en date du 29 novembre 2016 qui accorde une aide totale de 650 000 € :

600 000 € à reverser aux particuliers sur les études et travaux à raison de 3 000 € maximum,

50 000 € pour le SPANC à titre de la mission d'animation soit 250 € par installation. .

Depuis cette date l'Agence de l' Eau a donc permis la réhabilitation de 146 installations polluantes.

Il reste donc à réhabiliter sur cette convention 54 installations et il est nécessaire pour cela de délibérer pour permettre le reversement à chaque usager de la somme de 3 000 € soit 162 000 €. Il est par ailleurs nécessaire de délibérer pour que la Métropole puisse bénéficier de la prime d'animation de 54 \* 250 € soit 13 500€.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'eau	Somme allouée aux usagers 100 % Prime d'animation 100 %	162 000 € 13 500 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	0 %	0€

Parallèlement aux dépenses faites sur le budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif, (SPANC), l' Agence de l'eau compense en totalité et donc la somme est inscrite en recettes.

En contrepartie de la gestion des dossiers, l'Agence de l'eau verse au SPANC une somme de 250€ par installation réhabilitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de mandat relative « à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif attribuées aux particuliers maîtres d'ouvrage » signée entre la Communauté du Pays d'Aix et l'Agence de l'eau le 16 septembre 2013.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder aux opérations de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau pour les travaux de réhabilitation de 54 installations d'assainissement non collectif pour le compte des propriétaires du Territoire du Pays d'Aix, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

**Article 2 :**

La recette correspondante est inscrite au budget annexe du Territoire du Pays d'Aix, Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement nature 778.

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 072**

**Approbation des conventions de mise à disposition et de servitude de passage pour la station d'épuration ENEDIS sur la commune de Rognes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une nouvelle station d'épuration est en cours de construction sur la commune de Rognes. L'importance des installations nécessite un raccordement au réseau électrique haute tension via un poste de transformation de courant électrique.

Pour réaliser ce raccordement, ENEDIS, en charge des réseaux électriques, sollicite l'établissement de deux conventions avec la Métropole, propriétaire du foncier :

- une convention de mise à disposition d'une partie (15m<sup>2</sup>) de l'unité foncière où est construite la station d'épuration pour installer un poste transformateur.
- Une convention de servitudes de tréfonds (sur 26 ml) pour le passage des câbles d'alimentation électrique haute tension du transformateur, sur la parcelle de la station d'épuration

### **Contenu de la convention de mise à disposition**

- Occupation d'un terrain d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>, faisant partie de l'unité foncière cadastrée AH0053 d'une superficie totale de 8890 m<sup>2</sup>.

- Ledit terrain est destiné à l'installation d'un poste transformateur et ses équipements. Le poste et ses appareils sont entretenus et renouvelés par ENEDIS.
- Un droit de passage est acquis au profit d'ENEDIS pour toutes les opérations nécessaires aux besoins du service public de la distribution d'électricité.
- La Métropole s'engage à laisser un droit d'accès permanent.
- ENEDIS prend en charge tous les dommages qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions.
- La durée de la convention = durée du besoin en énergie électrique de la station d'épuration
- Une indemnité unique et forfaitaire de 150 € sera versée à la Métropole au jour de la signature de l'acte authentique.
- La prise en charge des frais d'authentification se fera devant le notaire par ENEDIS.

### **Contenu de la convention de servitudes**

Établir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 26 mètres sur la parcelle cadastrée AH0053.

Avoir accès à la zone concernée pour la surveillance, l'entretien, la réparation et la rénovation des ouvrages établis.

La Métropole s'interdit, dans l'emprise des ouvrages, de faire toute modification du profil des terrains, plantation, construction qui soit préjudiciable à la solidité des ouvrages.

Durée de la convention = durée du besoin en énergie électrique de la station d'épuration

Une indemnité unique et forfaitaire de 78 € sera versée à la Métropole au jour de la signature de l'acte authentique.

Prise en charge des frais d'authentification devant notaire par ENEDIS.

Les éléments réunis dans ces deux conventions indissociables sont indispensables pour que la station d'épuration soit physiquement raccordée au réseau électrique et qu' ENEDIS assure l'exploitation et l'entretien du branchement.

A cet effet, il convient de proposer au Bureau de Métropole l'approbation des deux conventions susmentionnées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les conventions de mise à disposition et de servitudes qui sont indissociables et indispensables à la fourniture d'énergie électrique de la nouvelle station d'épuration de la commune de Rognes.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées :

- la convention de mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 15m2 pour installer le poste transformateur nécessaire à l'alimentation électrique de la station d'épuration sur l'unité foncière cadastrée AH0053 ;
- la convention de servitudes de tréfonds sur une longueur d'environ 23 m pour enterrer les câbles d'alimentation électrique de la station d'épuration sur l'unité foncière cadastrée AH0053.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

##### **Article 3 :**

Les présentes conventions sont consenties moyennant une indemnité unique et forfaitaire de deux cent vingt huit euros.

##### **Article 4 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7588.

##### **Article 5 :**

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement des présentes conventions susvisées sont à la charge exclusive d'Enedis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 073**

**AVIS - Approbation d'une convention de gestion relative à la compétence GEMAPI de la commune de Pertuis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et

participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences susvisées n'ont pas intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- Compétence Abris de voyageurs
- Compétence Parcs et Aires de stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- Compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- Compétence Politique de la ville
- Compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ».

Dès lors, au regard du contexte institutionnel amené à évoluer, notamment dans l'attente des modifications législatives relatives à la définition du périmètre des compétences de la Métropole, il est apparu souhaitable que soient prolongées d'un an les conventions de gestion des compétences « Services extérieurs défense contre incendies », « Eau Pluviale », « Abris de voyageurs », « Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme », « Parcs et Aires de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

S'agissant de l'exercice de la compétence « GEMAPI », le dossier d'autorisation du système

d'endiguement initié par la commune de Pertuis depuis maintenant 10 ans a été déposé par la commune en décembre 2017 en accord avec la Métropole.

Les services de l'Etat en charge de l'instruction de ce dossier ont interrogé la Métropole et la Commune qui ont répondu conjointement sur les volets techniques et organisationnels. Toutefois les différents échanges n'ont pas permis de faire aboutir le dossier avant la fin de 2018.

Dès lors, afin d'assurer la poursuite de l'instruction de ce dossier dans les meilleures conditions et de pouvoir répondre aux exigences des calendriers des différentes procédures liées à ce dossier :

- Calendrier de la révision du PLU,
- Calendrier de la révision du PLUi du CT d'Aix
- Calendrier de la révision du PPRI que la Préfecture a accepté de lancer pour une modification des cartographies des zones inondables et donc de la possibilité de développement d'urbanisation (passage de zone AUE en zone UE) et a donc émis un Arrêté de Prescription le 7/12/2018.
- Obtention de l'Autorisation du système d'endiguement

Il paraît primordial de conclure une nouvelle convention de gestion pour l'exercice 2019 permettant de confier à la commune la poursuite de l'instruction de ce dossier et, notamment :

- le pilotage et le suivi du dossier d'autorisation du système d'endiguement au titre de l'article R.562-14 du Code de l'environnement et des stipulations de l'arrêté ministériel du 7 avril 2017,
- des conventions d'intervention foncière sollicitées auprès des exploitants de réseaux,
- des conventions d'entretien et de travaux sur ces digues coordonnées avec la Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance,
- le pilotage et la gestion du règlement d'exploitation des ouvrages, des consignes d'exploitation des ouvrages et du plan de gestion des ouvrages en périodes de crues,
- la rédaction et le suivi de la demande d'engagement de la procédure de révision du PPRI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

- La délibération FAG 139-3158/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis ci-annexé.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et la convention y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 074**

**Validation du programme de travaux de redimensionnement du réseau pluvial sur l'avenue Ferdinand Arnaud à Gréasque**

Madame le Président soumet pour au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'Assainissement Pluvial, le Territoire du Pays d'Aix

s'engage auprès des communes à mettre en œuvre les aménagements nécessaires visant à assurer la bonne gestion des eaux pluviales urbaines.

Le schéma directeur d'assainissement pluvial de la commune de Gréasque réalisé par SAFEGE en 2012-2013 a mis en évidence des désordres hydrauliques sur le réseau pluvial de la commune et fournit des propositions d'aménagements compensatoires.

Parmi ces désordres, le réseau pluvial de la RD46a (avenue Arnaud Ferdinand) est sujet à des débordements en raison d'une augmentation de l'imperméabilisation liée à l'urbanisation dans les quartiers limitrophes de la route départementale et d'une insuffisance du réseau existant.

Un redimensionnement sur un tronçon du réseau pluvial existant en bordure de l'avenue Ferdinand Arnaud est donc nécessaire. Il devra tenir compte de l'évolution future du bassin versant de la départementale, tout en concordant avec les objectifs et les résultats du schéma directeur d'assainissement pluvial.

Pour ce faire, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, et par une délibération n° FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018, deux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage (MOD) avec la commune de Gréasque, fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée portant sur le réaménagement des ouvrages pluviaux dans le secteur des Pradeaux à Gréasque.

A ce titre, la commune de Gréasque a missionné un maître d'œuvre au cours de l'année 2018 afin de définir précisément les prescriptions de dimensionnement à réaliser sur ce tronçon de l'avenue Ferdinand Arnaud.

Parallèlement, la direction de la Voirie prévoit sur l'année 2019 la réalisation des travaux d'aménagement d'entrée de ville sur l'avenue Ferdinand Arnaud dont le programme a été voté par délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2014\_B465. Ils incluent notamment des réfections ponctuelles sur le réseau pluvial pour la collecte des eaux de ruissellement de la voirie. L'emprise de ces travaux d'aménagement englobe dans sa totalité le tronçon de réseau pluvial nécessitant une dilatation.

Pour des raisons économiques et de praticité sur chantier, il apparaît aujourd'hui plus judicieux que les travaux de dilatation du réseau d'assainissement pluvial soient intégrés au marché de travaux de voirie afin de limiter le nombre d'interventions. La dilatation du réseau pluvial pour des raisons de mise en application des préconisations du Schéma Directeur d'assainissement pluvial de la commune ne relève pas de la compétence de la Direction de la voirie. Le surcoût induit par ce redimensionnement des réseaux sur le montant des



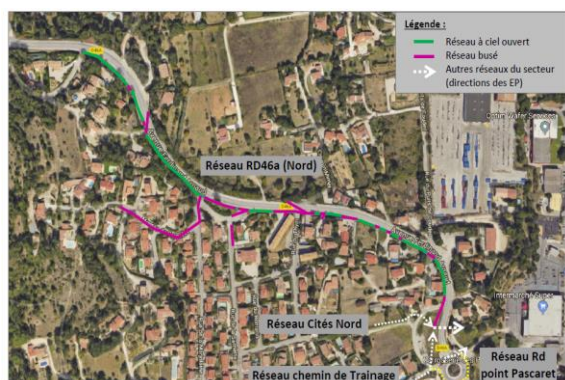
travaux d'aménagement de voirie sera donc à la charge de la direction de l'assainissement pluvial.

### **Programme des travaux de redimensionnement du réseau pluvial :**

L'emprise de ces travaux se situe sur un linéaire de 700 mètres de l'Avenue Ferdinand Arnaud, RD46a, en amont du carrefour giratoire du Puits Hely d'Oissel à Gréasque.

#### **Etat Actuel :**

L'implantation du tronçon de réseau actuel de la RD46a concerné par le programme de travaux est présentée ci-dessous :



Le réseau pluvial de la départementale permet ainsi de récupérer les eaux de ruissellement de la route ainsi que les eaux pluviales des quartiers et des maisons limitrophes situés majoritairement en bordure Sud de la voie.

Dans le cadre du schéma directeur, une modélisation du réseau pluvial a été réalisée sur l'ensemble de la commune pour des événements pluvieux de périodes de retour différentes. Cette étude a permis d'identifier les points noirs sur le réseau pluvial de la RD46a.

Les résultats de cette modélisation représentent, entre autres, le taux de remplissage des conduites EP pour différentes périodes de retour. Sur la majeure partie de son linéaire, le réseau de la RD46a présente des taux de remplissage supérieurs à 100 % dès une pluie de période de retour de 2 ans. Ce taux dépasse majoritairement 150% dès une occurrence de 30 ans.

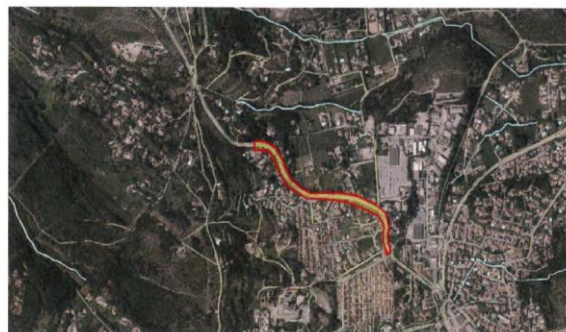
Le schéma directeur préconisant un dimensionnement des réseaux pour une occurrence centennale, il est envisagé de dimensionner un réseau enterré en lieu et place du fossé pluvial existant en bordure Sud de l'avenue Ferdinand Arnaud (RD46a). Le dimensionnement de ce réseau permettra d'assurer une évacuation et un acheminement des eaux pluviales vers l'aval sans débordement, jusqu'à une occurrence centennale.

#### **État Projeté :**

Le redimensionnement du réseau pluvial sur l'avenue Ferdinand Arnaud vient en complément de travaux d'aménagement prévus dans le secteur du Pascaret intégrant notamment un dévoiement de réseau EP provenant des cités Nord et la création d'un dispositif de rétention d'un volume utile de 1630 m<sup>3</sup> en aval du projet, conformément aux préconisations du schéma directeur.



Les travaux d'aménagement d'entrée de ville, sous la Maîtrise d'ouvrage de la Direction de la Voirie du Territoire du Pays d'Aix, sont programmés sur l'année 2019 sur l'emprise suivante :



Pour des raisons de contraintes de planification des travaux et de praticité sur chantier, il apparaît aujourd'hui plus judicieux et plus économique que les travaux de dilatation du réseau d'assainissement pluvial soient intégrés au marché de travaux de voirie.

Les travaux de dilatation du réseau pluvial induisent les modifications suivantes sur le projet d'aménagement d'entrée de ville :

- 71 ml de caniveau 80x70 ht en lieu et place de 71 ml de canalisation béton 135A en diamètre 600 initialement prévus
- 167 ml de caniveau 80x70 ht en lieu et place de 167 ml de canalisation béton 135A en diamètre 500 initialement prévus
- 330 ml de canalisation béton 135 A en diamètre 700 en lieu et place de canalisation béton 135 A en diamètre 600 initialement prévus

- 20 m de buse béton 235 A en diamètre 700 en lieu et place de canalisation béton 135A en diamètre 600 initialement prévus

Le surcoût de ces travaux de dilatation du réseau pluvial est estimé provisoirement à 96.000€TTC, dans l'attente de l'attribution du marché des travaux d'aménagement de l'entrée de ville et de l'achèvement de ces travaux.

Ces travaux de dilatation relevant de la compétence Assainissement Pluvial, ce surcoût sera pris en charge par le Budget inhérent géré par Direction de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité d'adapter le programme des travaux d'aménagement d'entrée de ville

sur l'avenue Ferdinand Arnaud dont le programme a été voté par délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2014\_B465 pour y inclure les travaux de dilatation du réseau pluvial.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme des travaux de dilatation du réseau pluvial sur l'avenue Ferdinand Arnaud à Gréasque pour un montant de travaux de 80.000€HT, soit 96.000€TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain – Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale – DI909 - imputation comptable 2151 – fonction 734 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



Les Délibérations  
Conseil du 21 mars 2019

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019

## Ressources – Finances

### 2019 CT2 075

#### **AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les décisions modificatives des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Traitement des déchets » et « Opérations d'aménagements » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Service public d'assainissement non collectif »

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres de la Décision Modificative de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

#### **Equilibre de la décision modificative n°1 de 2019 du budget annexe « Traitement des déchets » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) non mouvementée

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 280 000 euros

#### **Equilibre de la décision modificative n°1 de 2019 du budget annexe « Eau D.S.P » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 77 460.34 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0 euros

#### **Equilibre de la décision modificative n°1 de 2019 du budget annexe « Assainissement D.S.P » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 77 460.35 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### Article unique :

Est approuvée la Décision modificative n°1 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 076**

### **Décision Modificative n°1/2019 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 29 novembre 2018 le Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

#### **1 – Section de Fonctionnement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Il s'agit principalement de prendre en compte les évaluations définitives de la C.L.E.T.C. relatives aux compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ; soit des crédits supplémentaires à hauteur de 248.750 €.

Il convient également d'inscrire les recettes relatives à la DSP de l'Arena ainsi que la redevance du stade Maurice David. En effet, ces dernières ont été inscrites par erreur au Budget Principal métropolitain lors du Budget Primitif 2019 ; il convient de les porter sur l'Etat Spécial de Territoire.

#### **La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :**

**298 750 €**

#### **2 – Section d'Investissement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Les mouvements notables sont les suivants :

L'opération « The Camp » doit être gérée sur le Budget Métropolitain du CT2 conformément à la demande du Receveur Municipal mais doit être financée par la dotation de gestion locale d'investissement du Territoire du Pays d'Aix.

Aussi il convient ici de diminuer la dotation de gestion du Territoire du Pays d'Aix de – 1 000 000 €.

Les crédits nécessaires à cette opération doivent faire l'objet d'une inscription budgétaire en parallèle sur le BPMF.

Par ailleurs, l'opération relative à la DSP de la Salle de Musiques Actuelles (SMAC) devait faire l'objet d'un règlement en 2018 ; or suite au recours lié à la procédure de DSP, ce paiement doit être reporté en 2019.

Il convient donc d'inscrire les crédits nécessaires à hauteur de + 2 200 000 €.

Compte tenu du décalage dans l'attribution de marchés de travaux, des aléas de chantier et de financements de partenaires extérieurs décalés, les restitutions sur les services suivants sont proposées :

- Voiries (3C)	- 1 000 000 €
(Pertuis rond-point SNCF, Plan de campagne collecteurs)	
- Coordination de projets (6D)	- 1 150 000 €
(CD13 déviation aménagement RD)	
- Valorisation territoire lter (3I)	- 950 000 €
(Citée des énergies)	
- Finances (2E)	- 100 000 €
(Acquisitions foncières)	

Cette Décision Modificative entraîne une modification de la Dotation de Gestion Locale d'investissement du Territoire du Pays d'Aix de - 1 M€, soit 165 463 164 € au lieu de 166 463 164 €.

#### **La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à**

**- 1 000 000 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018\_CT2\_496 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

La Décision Modificative n°1 pour 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	60
Majorité absolue	31
Pour	60
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 077**

**AVIS - Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'investissement n°DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » est inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, par une autorisation de programme d'un montant de 34 millions d'euros. Celle-ci doit être révisée afin d'être portée à un montant de 40 millions d'euros afin d'intégrer le projet décrit ci-dessous.

La commune de Trets souhaite se mettre en conformité avec la Loi 2000-614 du 05 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, par l'aménagement d'une aire d'accueil, conformément aux stipulations du Schéma Départemental des Bouches du Rhône.

En effet, ce dernier précise que la commune de Trets doit se doter d'une aire d'accueil de 25 places familles. La commune a mis à disposition un terrain sis dans le quartier Moulin de Gratian, en bordure de l'autoroute A8, la parcelle étant affectée à un emplacement réservé (n°20) dans le PLU. Cet équipement public doit prendre en compte les prescriptions techniques contenues dans la Charte de Qualité.

La révision du montant de l'opération s'explique donc par l'élargissement du projet initial de construction des aires d'accueil à la commune de Trets et s'évalue à + 6 000 000 € pour conduire à un montant d'AP global de 40 000 0000 €.

**Coût de l'AP : 40 000 000 €**

Montant initial : 34 000 000 €

Révision : + 6 000 000 €

**Financement :**

Déjà financé : 19 477 000 €

CP 2019 : 2 645 000 €

CP 2020 : 4 000 000 €

CP 2021 : 4 500 000 €

Reste à financer : 9 378 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant révision de l'opération DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de + 6 000 000 € T.T.C. portant le montant total de l'opération d'investissement à 40 000 000 € afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 6 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI722AP « Aires d'Accueil des Gens du Voyage Globalisées » pour un montant de + 6 000 000 € portant le montant total de l'opération à 40 000 000 €.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Déjà financé : 19 477 000 €

CP 2019 : 2 645 000 €

CP 2020 : 4 000 000 €

CP 2021 : 4 500 000 €

Reste à financer : 9 378 000 €

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

### **2019 CT2 078**

**AVIS - Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge »**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « larecharge », qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché

d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé. L'opérateur gère en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permet aussi aux abonnés du service « **larecharge** » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par Bouygues.

Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « **larecharge** », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe.

L'Itinérance Sortante est la faculté pour l'Utilisateur Abonné d'utiliser le Point de Charge d'un autre opérateur sans relation d'aucune sorte avec cet opérateur.-

L'avantage est que Bouygues Energies Services assure l'interface avec tous les opérateurs et réseaux de mobilité, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir qu'il prend à sa charge l'ensemble des démarches techniques, contractuelles et financières liées à la mise en œuvre des services : signatures d'accords d'itinérance avec plus de 70 acteurs avec des prix hétérogènes, mise à disposition de l'information des points de charge sur le site internet, fixation des prix du service dans la limite maximale d'un surcoût de 25% du prix pratiqué par l'opérateur incluant les frais de GIREVE, facturation et recouvrement des transactions directement auprès de l'utilisateur abonné, règlement de l'ensemble des coûts de mise en œuvre de l'itinérance.

Pour information, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante avec un coût pour chaque réseau rendu accessible quel que soit le nombre d'utilisateurs utilisant le service. La mutualisation pour tous les réseaux opérés par Bouygues permet une rentabilité financière reposant sur le seul surcoût demandé aux usagers.

Cette convention d'itinérance sortante permet ainsi d'offrir aux abonnés du réseau « **larecharge** » un accès à tous les réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

Pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera dans le mois suivant la fin du Marché IRVE13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « **larecharge** ».
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « **larecharge** » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement

conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;

- Que les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé ;
- Que Bouygues Energies Services gère les abonnements et les recharges des utilisateurs ;
- Que le réseau « larecharge » va être connecté à une plateforme d'interopérabilité ;
- Que Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « larecharge », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe ;
- Que pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'itinérance sortante pour les abonnés du réseau « larecharge » avec Bouygues Energie et Services.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 079**

##### **AVIS - Approbation d'une convention avec Gireve pour l'interopérabilité entrante du réseau « larecharge »**

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » (IRVE) est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques » (IRVE), de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. L'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE fait l'objet d'un groupement de commandes, notamment composé du SMED 13 et de la Métropole, pour désigner un prestataire chargé de ce déploiement. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché, soit jusqu'en 2021.

Le SMED13 a lancé fin 2016 un marché dans le cas d'un groupement de commande pour « Fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue membre de fait de ce groupement de commande au 1<sup>er</sup> janvier 2018 suite au transfert de la compétence IRVE des communes. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « larecharge », qui permet aux automobilistes abonnés au réseau de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Il est aussi possible pour les visiteurs de se recharger par carte bancaire en utilisant l'application

smartphone fourni par le « mandataire de gestion » Bouygues Energies Services, dans le cadre du groupement de commande du SMED13 « IRVE13 ».

Outre ce déploiement, l'article 12 du Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, impose à tout aménageur d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de « *garantir, dans des conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et, le cas échéant, le paiement afférent, par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande. Cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plate-forme d'interopérabilité* ».

Il est donc nécessaire que le réseau « **larecharge** » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité.

Il existe actuellement seulement deux plateformes en France qui répondent aux critères du décret susmentionné : Gireve et Hubject.

Or, l'outil de gestion et de supervision du mandataire de gestion du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE. L'utilisation d'une autre plateforme d'interopérabilité nécessiterait des développements informatiques qui ne sont pas prévus au marché IRVE13.

La société GIREVE est la plateforme d'interopérabilité la plus utilisée en France. Elle a été créée dans le but de rendre l'infrastructure de recharge visible et accessible, et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides rechargeables. Dans ce cadre, GIREVE développe une plateforme de services permettant le référencement précis des points de charge et l'échange de données entre Opérateurs. Cette plateforme a pour but d'alimenter différents services développés par GIREVE dans l'intérêt commun de ses partenaires et clients, publics et privés.

Pour recourir à la plateforme développée par GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante.

Cette convention d'itinérance entrante permet ainsi d'offrir aux abonnés des réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe un accès au réseau de la Métropole « **larecharge** » sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole. En effet pour l'itinérance entrante, le GIREVE se rémunère sur la commission ajoutée au prix de la charge facturée à l'automobiliste. De plus, la Métropole percevra via le mandataire de gestion du réseau, le montant prévu dans les tarifs pour les utilisateurs occasionnels pour chaque recharge. La convention permettra ainsi d'augmenter les recettes.

Par contre, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante (le fait que nos abonnés puissent accéder aux autres réseaux de la plateforme). La Métropole n'utilisera donc pas ce service qui sera assurée par Bouygues Energie Services dans le cadre de la délibération **Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge »** présentée au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera à la fin du Marché IRVE13.

Cette convention est non exclusive. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à signer une convention d'interopérabilité entrante sans incidence financière avec toutes les plateformes d'interopérabilité conformes au décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 qui en feraient la demande et qui seraient interfacées avec le mandataire de gestion du réseau « **larecharge** ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service



- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « larecharge ».
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre d'un groupement de commandes la Métropole Aix-Marseille-Provence, associée au SMED 13, déploie des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), soit 275 bornes ;
- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « larecharge » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;
- Que la société Bouygues Energies Services dispose d'un mandat pour encaisser pour le compte de la Métropole les recettes liées à l'exploitation du service réseau « larecharge »
- L'obligation pour que le réseau « larecharge » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité ;
- Que l'outil de gestion et de supervision du mandataire du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE ;
- Que la plateforme d'interopérabilité développée par GIREVE répond à l'obligation susmentionnée ;
- Que dans ce cadre, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante avec la société GIREVE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'itinérance entrante pour les abonnés du réseau « larecharge » avec GIREVE ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 080**

**AVIS - Information sur le recours à la création et à la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'agenda de la Mobilité métropolitaine voté le 15 décembre 2016, la Métropole affirme vouloir accompagner le développement de l'autopartage sur son territoire.

En effet la promotion des usages partagés de la voiture est désormais une priorité au regard des impacts environnementaux, sanitaires et fonctionnels de l'autosolisme. Il s'agit de réduire le nombre de véhicules sur les routes et sur les espaces publics de stationnement, mais également de mailler progressivement les principaux centres villes et pôles d'échanges multimodaux du territoire.

A cet effet, la Métropole a mené depuis plusieurs mois une étude préalable visant à déterminer les modalités dans lesquelles elle pourrait contribuer activement au développement de l'autopartage sur son territoire (I.).

Elle envisage aujourd'hui de constituer une société coopérative d'intérêt collectif, lui permettant de s'associer avec un opérateur présent sur le marché pour développer l'offre existante, dans l'objectif de resserrer le maillage du territoire, au bénéfice, notamment, des premiers et derniers kilomètres. Il s'agit d'offrir aux habitants de la Métropole un

meilleur accès aux transports, dans une logique de lutte contre l'exclusion sociale d'une part et de préservation de l'environnement d'autre part (II.).

La Métropole a d'ores et déjà identifié un partenaire potentiel, opérateur existant dans le secteur de l'autopartage et dont les connaissances sectorielles ainsi que les capacités et moyens à disposition conduisent la Métropole à envisager une association dans le cadre de ce projet ambitieux (III.).

Enfin la Métropole a mené une étude financière de ce projet de création d'une SCIC avec ce partenaire. (IV)

### **I - Le résultat de l'analyse juridique menée par la Métropole**

Menée par le cabinet PARME Avocats, l'analyse juridique a confirmé que le cadre législatif et réglementaire permet à la Métropole d'entrer au capital d'une SCIC qui exploiterait un service de location de véhicules électriques en autopartage avec une tarification sociale. De même, il ressort de l'analyse du cadre législatif et réglementaire qu'aucun texte ni principe n'impose à la Métropole de sélectionner la société TOTEM Mobi à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

**II – Caractéristiques de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)** « *Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale.* »

*Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947*

Forme de société récente, la SCIC se caractérise par :

> L'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et des objectifs d'intérêt collectif,

> Le multi-sociétariat : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples dont des collectivités publiques,

> Son mode d'organisation de coopérative qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe 1 associé = 1 voix, avec la possibilité de pondération des voix selon les collègues.

Pour se constituer une SCIC doit obligatoirement associer :

- des salariés, ou à défaut les opérateurs de service de la coopérative,
- des bénéficiaires de bien ou des services,
- une troisième catégorie d'actionnaires pouvant comprendre toute autre personne physique ou morale (*collectivité, entreprise privée, financeurs, association,...*).

Selon la loi sur l'Economie Sociale et Solidaire, votée le 31 juillet 2014, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent devenir associés d'un SCIC et détenir jusqu'à 50 % du capital (contre 20% précédemment).

### **III – Présentation d'un partenaire potentiel : la start-up Totem Mobi**

TOTEM Mobi, start up marseillaise, propose un concept de location courte durée et à faible coût de petits véhicules électriques (Renault Twizy). Le démarrage prometteur de ce service et sa complémentarité avec l'offre publique de transport donnent un réel intérêt, qui permettrait d'en faire un élément important d'un système de mobilité métropolitain et une alternative intéressante à la voiture individuelle dans de nombreux cas.

TOTEM a fait « la preuve du concept » d'un autopartage électrique économique et performant. La croissance du nombre de Marseillais inscrits comme conducteurs atteste du service rendu puisque TOTEM avait 800 inscrits en février 2018 et a atteint plus 7500 conducteurs à fin décembre 2018.

La société TOTEM Mobi propose un service de location en libre-service de Renault Twizy disponible, soit en cœur de centre-ville avec un stationnement libre, soit sur des places fixes se situant à proximité des terminus de transports en commun, sur les campus, hôpitaux, entreprises ou zones d'activités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les véhicules Twizy sont des véhicules électriques de deux places adaptés à la ville avec une taille proche des gros scooters qui facilite le stationnement. Le modèle économique de TOTEM repose sur des véhicules et des infrastructures de recharge peu chers, et sur une collaboration active avec les membres de la « tribu TOTEM » :

1. Les conducteurs participent au bon niveau de charge des véhicules et reçoivent des bonus (unités de mobilité)

2. Les commerçants et entreprises participent au maillage des infrastructures de recharge en

installant des bornes TOTEM sur leur parking privé ouvert au public (IPC, Kedje, Films du soleil, restaurants .....). En échange TOTEM habille des véhicules avec leur logo

3. Les annonceurs de Marseille affichent leur publicité sur les Twizy et sur l'application TOTEM.mobi (media cross-canal) ;

Ce modèle économique permet à TOTEM de proposer un service à un prix compétitif à partir de 1 € le ¼ d'heure. Les conducteurs peuvent payer à la location ou acheter des packs, les tarifs sont dégressifs pour les locations de plus d'une heure.

La société TOTEM Mobi est le concepteur et le propriétaire du système TOTEM CAR SHARING (TCS). TCS est un système d'information complet associant le smartphone des conducteurs avec les ordinateurs de bord appelés DATAMOBILE que TOTEM place dans chaque véhicule. Cette solution complète et sur mesure offre une grande souplesse, idéale pour l'autopartage de véhicules en stationnement libre (freefloating) et multizones. TCS équipe et équipera aussi bien des service d'autopartage situés dans des agglomérations (Montpellier Métropole, Grand Avignon ...) que des flottes privées de grands sites (CEA de Grenoble).

Fin 2018 et après 30 mois d'expérimentation à Marseille, TOTEM a déployé 160 véhicules électriques sur Marseille, abonné plus de 7500 utilisateurs et effectué +/- 10000 locations/mois. La moyenne des locations est de 26 minutes pour 5 km et 4,20 € TTC. 34% des conducteurs ont diminué leur fréquence d'utilisation de la voiture, 20% ont vu une amélioration de leur pouvoir d'achat ou ont pu conserver ou retrouver un emploi grâce à TOTEM. Près de 50% des conducteurs inscrits utilisent TOTEM au minimum 2 fois par semaine pour un budget mensuel de moins de 40 €.

A ce jour TOTEM a créé 12 emplois à Marseille et la progression de son activité opérationnelle sur le territoire et dans les autres villes.

Dans le cadre de sa politique de développement de son activité, la société TOTEM Mobi a approché la Métropole pour lui proposer la réalisation d'un projet commun d'autopartage.

La Métropole envisage donc d'engager des discussions avec cet opérateur potentiel, de manière à concrétiser ce projet ambitieux pour le territoire.

#### **IV- L'analyse financière du projet de création de la SCIC avec TOTEM Mobi**

Afin de mener à bien ce projet, la Métropole a lancé une étude pour accompagner les services de la Métropole et apporter une expertise financière.

Menée par le cabinet MAZARS, cette analyse a porté sur le business plan, le besoin de financement et l'intervention de la Métropole à l'appui de l'étude

de l'historique de la société TOTEM Mobi et de la proposition de valeur de la société.

Il ressort des conclusions de cette étude que le marché de l'autopartage présente une forte concurrence sur le secteur et de même avec les autres acteurs de la mobilité. En revanche, les infrastructures légères proposées par TOTEM Mobi permettent un déploiement flexible et des coûts faibles. Le système d'information performant représente la force de l'offre de cette start up. Par ailleurs, on peut noter de réelles opportunités due au secteur qui est en forte croissance. Le service proposé représente un intérêt certain des utilisateurs pour les véhicules électriques.

Au vu des résultats des études, la Métropole Aix-Marseille-Provence va donc engager des discussions avec la Société TOTEM Mobi pour préparer notamment,

1. les projets de statuts de la société
2. le pacte d'actionnaires
3. identifier le ou les représentants de la Métropole au sein des organes décisionnels de la SCIC.

En tout état de cause, pour la mise en place de ce projet, le Conseil de la Métropole devra être appelé à délibérer ultérieurement au titre de ses compétences en matière de développement économique et de mobilité pour approuver la création de la SCIC (statuts et pacte d'actionnaires, plan d'affaires souscription d'actions, désignation des représentants de la métropole au sein des organes de la SCIC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 36 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social, éducatif et culturel, insérant un TITRE II ter et un article 28 bis à la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;
- Le décret n°2002-241 du 20 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- Les articles 33 et 34 de la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

- Le décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015 relatif aux éléments d'informations sur l'évolution du projet coopératif d'une société coopérative d'intérêt collectif à inscrire dans le rapport de gestion ou le rapport du conseil d'administration ou du directoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compétence de la Métropole en matière de développement économique, d'aménagement urbain et de mobilité ;
- L'intérêt collectif et l'utilité sociale pour le territoire du déploiement d'un service d'autopartage, en complément de l'offre de transports publics ;
- Les études préalables menées par la Métropole et leurs conclusions tenant à l'opportunité de la constitution d'une société commerciale permettant le développement d'une offre compétitive ;
- Les échanges intervenus avec la société TOTEM Mobi ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe du développement d'une offre d'autopartage sur son territoire, en complément de l'offre de transports publics, dans le cadre d'une future société à constituer sous la forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) dont elle serait co-actionnaire.

**Article 2 :**

Le Conseil de la Métropole autorise la Présidente à engager et faire engager toutes les discussions utiles avec l'opérateur potentiel TOTEM Mobi, notamment en vue de la création de la SCIC et de la rédaction de ses statuts, et à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33
Pour	64
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 081**

**AVIS - Approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire. A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine. La tarification constitue, à cet égard, un enjeu majeur.

La Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun pour proposer une expérience client harmonisée. Or la tarification des différents réseaux est aujourd'hui complexe, hétérogène et souvent spécifique à l'échelle de périmètres inférieurs à celui de la Métropole. Les matériels et logiciels de délivrance et validation des titres de transport, issus des anciens réseaux territoriaux doivent également être harmonisés pour permettre l'interopérabilité des titres sur l'ensemble des lignes et dans tous les points de vente métropolitains.

A cet égard, le lancement du Pass Intégral en février 2018 a constitué la première pierre de la simplification attendue par les Métropolitains. La refonte de la tarification scolaire a poursuivi cet élan.

Afin de proposer aux métropolitains une offre lisible et juste à l'échelle du territoire, il est proposé d'aller plus loin et de mettre en œuvre une simplification progressive des politiques tarifaires, notamment sur les trois volets suivants :

- Une harmonisation des conditions d'éligibilité aux produits tarifaires, autour de cinq profils :
  - o Tout public : sans condition d'accès

- Scolaire : à destination des scolaires résidant sur le territoire de la Métropole, jusqu'au bac
  - Etudiant : à destination des étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprenti ou service civique de moins de 26 ans et résidant sur le territoire de la Métropole
  - Solidarité : à destination des bénéficiaires de la CMUC et/ou allocataires du RSA socle et résidant sur le territoire de la Métropole
  - Senior : à destination des 65 ans et plus et résidant sur le territoire de la Métropole
- Une harmonisation des gammes, notamment autour de la typologie de produits suivante :
    - Produits fréquents : abonnement annuel, abonnement mensuel
    - Produits occasionnels : 1 voyage, 2 voyages, carnet de 10 tickets, tarif réduit ouvert par le porte-monnaie transport, Pass 24h
  - Des supports, cartes et billets de transport, reconnaissables et pratiques à utiliser comme :
    - Déploiement de « la Carte » pour tous les abonnements nouveaux et notamment tous les élèves métropolitains pour la rentrée 2019
    - Billets sans contact rechargeables multivoyages
    - Porte-monnaie transport à recharger en Euro

Ainsi, la Métropole a la volonté de simplifier l'usage et l'accès à de nouveaux services sur son territoire et d'harmoniser les systèmes billettiques par une mise en compatibilité des matériels et des supports billettiques (Cartes et Billets sans Contact).

Parallèlement, pour permettre son adaptation aux besoins de déplacement, la Métropole souhaite garantir un niveau de financement suffisant de son réseau par les recettes commerciales issues des voyageurs en favorisant :

- Le développement d'une politique d'attractivité de ses tarifs de transport en direction des jeunes et des seniors
- L'évolution « maîtrisée » du prix des titres de transport réalisée avec discernement, justesse et progressivité
- L'amélioration de la performance et de la lisibilité de son offre de transport pour attirer de nouveaux clients.

Ainsi, il est proposé de faire évoluer la gamme tarifaire des transports de la façon suivante :

## **PASS METROPOLITAIN**

Il est proposé de créer un Pass Métropolitain pour les Etudiants (y compris apprentis) de – de 26 ans à 364.80 € / an payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € donnant accès à tous les réseaux Métropolitains hors TER et LER.

Ce nouveau produit permettra une économie certaine pour les étudiants.

A titre d'exemple un étudiant marseillais se rendant à Aix pour ses études paye par an 220€ pour le réseau RTM, 210€ pour la ligne interurbaine, et 100€ pour Aix en Bus.

S'il opte pour le Pass Métropolitain, il économisera 170 € par an.

De même, il est proposé la création d'un Pass Métropolitain senior pour les plus de 65 ans au tarif annuel de 364.80 € payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € et permettant d'utiliser tous les transports en commun hors TER et LER.

Par ailleurs, ces pass métropolitains Etudiants et Seniors pourront être étendus aux services de TER ou LER, lorsque la Région SUD donnera suite aux sollicitations de la Métropole, à l'instar de ce que permet déjà le Pass Intégral.

Ces mesures prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2019

## **RESEAUX DU TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

Il est proposé la création d'un abonnement annuel Pass M Senior à 50% pour les personnes de plus de 65 ans imposables résidant à Marseille soit 240 € par an payable à l'achat ou par mensualités de 20 € pour un pass permanent.

Cette réduction est cohérente avec celle de 50% déjà applicable aux tickets achetés à l'unité par le biais du Porte-Monnaie Transport. L'abonnement fidélisera les usagers en facilitant les déplacements et en rendant plus facile l'acte d'achat.

Pour la desserte du Frioul, il est créé un abonnement annuel avec l'accès au réseau RTM à 468€ (même tarif que le Pass Annuel XL) à destination des résidents principaux des Iles du Frioul soit une baisse de 114€.

Parallèlement, pour maintenir un niveau de recettes satisfaisant, tout en tenant compte de la hausse de l'inflation et des dépenses d'exploitation, il est proposé d'appliquer une augmentation de 1€ par mois pour le Pass 30 jours qui passe de 48,50€ à 49,50€ et pour le Pass Annuel grand public qui passe de 468€ à 480€.

Pour mémoire, la « participation employeur » prend en charge 50% du coût de ces abonnements.

Il est également proposé d'augmenter le Pass 7 jours de 14,50€ à 15,50€ et le carnet de 10 voyages qui passera de 14 à 15€ de manière à être cohérent avec l'augmentation du Pass 7j.

Afin de ne pas impacter les populations les plus fragiles, les titres vendus à l'unité ne sont pas concernés par ces mesures.

Ces mesures prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

A titre de comparaison, le tarif annuel du réseau de Lyon est à 665.5€, celui de Toulouse à 510€.

### **Ouverture des Parking Relais le week-end**

L'accès à ces parkings est actuellement possible en semaine du lundi au vendredi et réservé :

- aux titulaires d'un abonnement (pass XL permanent, pass annuel, 30 jours, 7 jours, pass intégral métropolitain, libre circulation) qui bénéficient de la gratuité s'ils réalisent un aller et un retour au moins avant de récupérer leur véhicule.
- aux porteurs d'une carte à recharge PMT (porte-monnaie transport). Ils bénéficient d'un tarif avantageux de 1,2 euros par heure jusqu'à 3h et 0,40 euros par heure au-delà, dans les mêmes conditions.

Les bornes d'entrées n'acceptent que les cartes citées ci-dessus, les cartes bleues ne sont pas compatibles.

Il est proposé dans un premier temps et à titre expérimental, une ouverture le week-end, réservée aux porteurs de ces cartes sans changement de tarifs (abonnement et PMT), pour les sept principaux parkings : Fourragère, Louis Armand, Saint Just, Sainte Marguerite, Teisseire, La Rose, Bougainville. Deux parkings conventionnés sont déjà accessibles le week-end (Vallier et Timone). Le cas du parking Blancarde pourra être traité si nécessaire par négociation avec son exploitant. Il n'y a pas d'impossibilité technique à étendre par la suite à d'autres parkings si cela est jugé utile. Cette ouverture sera mise en place 3 semaines après la validation de ce rapport, soit au plus tard le samedi 20 avril.

Dans la mesure où cette expérience s'avérerait concluante, ces parkings seront également accessibles aux paiements par cartes bleues au plus tard en septembre 2019.

Cette hypothèse sera analysée au regard de la fréquentation, de la sécurité, de la pose des équipements nécessaires et des coûts induits.

### **RESEAUX DU TERRITOIRE PAYS D'AIX**

#### **Aix en Bus**

Dans le cadre du renforcement de l'offre de transports du réseau Aix en Bus prévu en 2019 avec le BHNS l'Aixpress et pour respecter les termes de la Délégation de Service Public imposant une augmentation annuelle des tarifs ainsi que dans une logique de simplification de la gamme tarifaire à l'occasion du remplacement du système billettique du réseau (harmonisation métropolitaine), il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 1 voyage bus de nuit » et accepter sur le service « bus de nuit » l'ensemble des titres de la gamme tarifaire du réseau Aix en

Bus et pays d'Aix Mobilité (à l'exception des titres Diablines et réseaux de proximité de Gardanne et Pertuis).

- de supprimer le ticket « 40 voyages ».
- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport. Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité Diablines » de 0.80€ à 1€ et le carnet de tickets « 10 voyages Diablines » de 6.50€ à 8€.
- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€
- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€.

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Aix en Bus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel seront appliquées les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

#### **Pays d'Aix Mobilité**

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre les gammes d'Aix en Bus et du Pays d'Aix Mobilité et dans une logique de simplification lors du remplacement du système billettique du réseau pays d'Aix Mobilité, il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 40 voyages »
- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport. Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité réseaux de proximité (Gardanne et Pertuis) », et le ticket « 10 voyages réseau de proximité » respectivement de 0.80€ à 1€ et de 6.50€ à 8€
- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€.
- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€



A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Pays-d'Aix-Mobilité le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

## RESEAU LIBEBUS

L'offre du réseau Libébus va être restructurée pour une mise en service le 8 juillet 2019. Dans ce cadre, deux lignes interurbaines, L52 et L86 anciennement du réseau Cartreize, seront intégrées dans le réseau Libébus sous la dénomination « LeCar » L52 et L86.

Les grilles tarifaires de ces deux lignes sont refondues pour plus de cohérence et de lisibilité.

### Tarifs L52 : Lambesc – Pelissanne – La Barben - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de Lambesc.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Pelissanne, La Barben et Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,
- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 52 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L52 seule) à 29,20€ passe à 32€

### Tarifs L86 : La Roque d'Anthéron – Charleval – Mallemort – Lamanon - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de La Roque d'Anthéron.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Charleval, Mallemort, Lamanon, Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,
- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 86 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L86 seule) à 29,20€ passe à 32€

A compter du 8 juillet 2019 :

- il est créé sur le réseau Libebus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,70€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué

les réductions sociales pour les seniors et bénéficiaires de la CMUC prévues dans la gamme tarifaire en vigueur.

- il est distribué sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport. Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

## NAVETTE AEROPORT ET RESEAU INTERURBAIN

Il est proposé pour les liaisons depuis Marseille et Aix-en-Provence vers l'Aéroport Marseille-Provence, d'accompagner la montée en puissance de l'offre (+20% de service sur L91 - St Charles / Aéroport MP, courant 2019), en actualisant ces tarifs au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

- Pour Marseille / Aéroport (L91 et L37), ces tarifs passent de 8,30€ à 10,00€ l'aller et de 13,40€ à 16,00€ TTC l'aller/retour. Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.
- Pour la liaison Aix-en-Provence / Gare TGV / Aéroport, le billet unité passe de 8,60€ à 10,00€ TTC. Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.

Ainsi les mesures appliquées aux navettes aéroports et au réseau interurbain permettront une augmentation des recettes de l'ordre de 3M€ en année pleine pour la Métropole.

Par ailleurs, les lignes interurbaines Cartreize / Le Car desservant l'Aéroport Marseille-Provence opèrent en « cabotage » également sur des communes du réseau urbain des Bus de l'Etang (Gignac, Marignane, Rognac, St Victoret, Vitrolles) ; dans ce cas, la tarification applicable pour le billet unité pour les montées/descentes sur ces communes est de 1,20€.

Concernant l'ensemble du réseau interurbain « Le Car » (ancien réseau Cartreize), pour favoriser la fidélisation des voyageurs et par mesure de simplification des modalités de vente afin de ne pas freiner la vitesse commerciale des lignes, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, seuls le ticket plein tarif unitaire, le ticket aller/retour et le pass journée étudiants pour les lignes concernées seront vendus à bord des autocars.

L'ensemble des évolutions inscrites dans ce rapport anticipent une réforme plus ambitieuse de la tarification, conforme aux objectifs définis en introduction et dont les bases seront mises en perspectives dans le Plan de Déplacement Urbain qui sera soumis prochainement aux élus.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver les présentes gammes tarifaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la création d'un Pass intégral étudiant et plus de 65 ans ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la diffusion progressive des tickets sans contact ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de simplifier la gamme tarifaire d'Aix en Bus et de Pas d'Aix Mobilité ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'accélérer la convergence des tarifs scolaires sur le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mieux intégrer les tarifs de la navette du Frioul destinés aux résidents principaux dans la gamme RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'appliquer une hausse de 2% sur les tarifs des abonnements grand

public pour tous et leurs déclinaisons du réseau RTM ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'harmoniser les tarifs des navettes aéroports.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Sont approuvées les modifications de tarifs de la gamme métropolitaine des transports en commun annexés à la présente délibération.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	64
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	59
Majorité absolue	30
Pour	59
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre - CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - LENFANT Gaëlle

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

de BUSSCHERE Charlotte

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

#### **2019 CT2 082**

**AVIS - Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur l'îlot Murette**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la concession d'aménagement intitulée « rénovation du cœur de ville de Pertuis », confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la



S.P.L.A. Pays d'Aix Territoires, il est prévu d'ici 2023, la réhabilitation de certains îlots dégradés de la vieille ville pour lesquels la maîtrise foncière est quasiment acquise, mais aussi la requalification d'espaces urbains stratégiques.

L'ouverture de la Médiathèque des Carmes en janvier 2018, a été un véritable enjeu pour le centre-ville. Les aménagements urbains situés autour de cet équipement public et plus largement sur tout le centre-ville, vont participer à sa mise en valeur et à la redynamisation de l'activité commerciale, culturelle et touristique.

C'est dans ce cadre que le bureau d'étude CITTA a réalisé en 2017 une étude de faisabilité pour la requalification des espaces urbains situés sur les secteurs de l'îlot des Carmes et de l'îlot Murette, dont il est ici question.

Le projet d'aménagement s'appuie sur la démolition de l'îlot Murette pour créer un cours planté allant de la place Parmentier au bas de la place de la Diane, ouvrant ainsi une large perspective depuis le parvis de la médiathèque des Carmes, invitant à la promenade et à la détente. La démolition de l'îlot permettra d'un point de vue fonctionnel d'améliorer la sécurité de la circulation piétonne et celle des véhicules en élargissant la rue de la Tour.

Ce périmètre est présenté en annexe, il représente une emprise au sol de 659 m<sup>2</sup> et 1570 m<sup>2</sup> de surface de planchers (y compris garages, caves, remises, terrasses).

La SPLA est aujourd'hui propriétaire des immeubles sis 57 rue de la Tour (BV 389/390/391), acquis en 2002, 29 rue de la Tour (BV 393/394) acquis en 2004 et 36 rue Murette (BV 392) acquis en 2018.

La ville de Pertuis est propriétaire de l'immeuble place Murette (BV 395) qui fera l'objet d'une procédure de cession à l'amiable à la S.P.L.A. Pays d'Aix Territoires.

Pour que la SPLA ait la totale maîtrise foncière de l'îlot Murette, il lui faut acquérir un local commercial en activité situé au rez de chaussée du 57 rue de la Tour (Parcelles BV 389/390/391 volume 1).

Conformément à l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que les sociétés publiques locales d'aménagement peuvent agir par voie d'expropriation dans les conditions fixées par des conventions conclues avec l'un de leurs membres, le traité de concession prévoit dans son article 10 que la SPLA Pays d'Aix Territoires peut exercer le droit d'expropriation dans la limite de la déclaration d'utilité publique qui aura été prononcée.

Aussi, il s'agit d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en tant que concessionnaire, à engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, réaliser les dossiers d'utilité publique et d'enquête préalable, en assurer le suivi et

également engager toute démarche par voie amiable sur cet îlot. La SPLA sera titulaire de l'arrêté de DUP.

Cette décision a été validée lors du Comité de Pilotage de l'opération le 26 novembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 327-1;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil communautaire de la CPA approuvant la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2011\_B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 approuvant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n° 2013\_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et

d'enquête parcellaire sur l'îlot Murette conformément à la décision du Comité de Pilotage de l'opération du 26 novembre 2018.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est autorisé le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur le périmètre de l'îlot Murette au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

##### **Article 2 :**

La SPLA Pays d'Aix Territoires, en tant que concessionnaire, procédera à sa mise en œuvre, réalisera les dossiers d'enquête préalable et assurera son suivi.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019\_CT2\_083**

##### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31 décembre 2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 9 aides directes à la personne, soit un montant de 22 500 euros ;

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un

montant total de 22 500 euros aux 9 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (Fonction 553 – Nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 084**

**Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'ALPA liée à la convention d'objectifs « gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages »**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Territoire du Pays d'Aix soutient financièrement les actions en faveur de l'accès au logement dans le parc privé menées par l'Association Logement Pays d'Aix (ALPA).

L'ALPA est implantée depuis plus de 20 ans sur le territoire, elle a pour but de favoriser l'accès et le maintien au logement des personnes en difficulté d'insertion sociale et de gérer un fonds de garantie logement.

Une première expérience réussie en 2011 et 2012 a conduit le Territoire du Pays d'Aix à un partenariat avec l'ALPA par le biais d'une convention d'objectifs qui s'est achevée en mai 2018.

Le Territoire du Pays d'Aix a souhaité poursuivre ce dispositif de mobilisation de logements afin de permettre aux populations de condition modeste de résider de manière durable dans les villes et villages dont ils sont issus, le parc public ne répondant pas à tous les besoins en logement. Une nouvelle convention a été signée le 1<sup>er</sup> juin 2018 pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2020 et concerne l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.

L'objectif quantitatif de l'action porte sur un volume de 18 (minimum) à 20 logements par an, majoritairement des logements de type 1 – type 2 – type 3 (60%).

L'objectif qualitatif de conventionnement à atteindre est fixé entre 25 % (minimum) et 50 % de logements conventionnés. Le Territoire encourage vivement l'association à atteindre la fourchette haute de l'objectif et ainsi dépasser le taux de conventionnement réalisé sur la période de l'opération 2013 - 2017 (25%).

Le dispositif PAS est un dispositif de mobilisation du parc privé vacant visant à sécuriser et à inciter les propriétaires de logements vacants à réhabiliter leurs logements et à les louer dans des conditions de loyer maîtrisé et de permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable. Ainsi, l'ALPA devient locataire de logements dans le parc privé pendant une durée déterminée, en vue de les sous-louer à des ménages de condition modeste et ainsi faciliter leur accès à un logement par le glissement du bail à leurs noms. Cela permet d'une part d'offrir aux locataires un suivi personnalisé et adaptable à leurs besoins et d'autre part à garantir les bailleurs contre un défaut de paiement de loyers ou des dégradations, éléments qui peuvent encourager une vacance prolongée.

L'ALPA aura pour objectif de louer les logements conventionnés Anah sans travaux et/ou les logements non conventionnés. L'association peut également repérer des logements susceptibles d'être conventionnés avec travaux, qu'elle orientera vers le PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer ».

Le public ciblé : « Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la loi n°90.449 du 31 mai 1990, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Une priorité est accordée aux personnes et aux familles sans aucun logement, menacées d'expulsion sans relogement, hébergées ou logées

temporairement ou logées dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés ... ».

Les actions de l'ALPA dans le cadre de ce dispositif sont la prospection des logements, la prise à bail et la gestion courante des logements, l'accompagnement des ménages à l'entrée dans le logement pendant une année.

Ainsi, tout propriétaire désireux de mettre en location son ou ses logements passera une convention avec l'ALPA aux termes de laquelle cette dernière :

- Interviendra, selon l'état du logement, soit en location/sous location, soit en tant que preneur d'un bail à réhabilitation ;

- Examinera l'adéquation loyer/ressources du locataire ;

- Entretiendra le logement ;

- Paiera l'intégralité du loyer et des charges aux propriétaires ;

- Assurera l'accompagnement des ménages jusqu'au glissement du bail.

La période de location/sous-location s'étend sur 12 mois. La file active de logement doit pouvoir se renouveler chaque année. Ainsi, sur une période de 5 ans près de 100 logements pourront être captés et mis à disposition de ménages de condition modeste en vue de glisser le bail après 12 mois d'occupation. Un nouveau logement sera alors capté pour se substituer à ce dernier et ainsi de suite.

De plus, il pourra bénéficier d'avantages fiscaux liés au conventionnement avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah) (déduction fiscale sur revenus fonciers locatifs). En cas de travaux, il pourra être accompagné, s'il le souhaite, par le cabinet CITEMETRIE, opérateur du Programme d'Intérêt Général - PIG - « Mieux Habiter, Mieux Louer » 2016-2019.

Dans le cas de location de logements « sans travaux » ou « avec travaux d'entretien légers », non éligibles aux crédits Anah, engagés par l'ALPA pour lever des freins et inciter la mise en « Inter médiation Locative Sociale », l'ALPA pourra solliciter une aide financière du Pays d'Aix pour la prise en charge de fournitures et d'équipements à hauteur de 35 % du coût du matériel acquis en vue des travaux (le coût d'heures d'intervention d'agents techniques de l'ALPA ne pourra être pris en charge).

Le budget général de l'action se porte à 723 581€ pour la période couverte par la convention.

La participation Territoire du Pays d'Aix est fixée à 421 451 €, soit 58% du coût total prévisionnel, répartie annuellement selon le tableau suivant :

	2018	2019	2020	TOTAL
Coût annuel	101 451 €	180 000 €	180 000 €	421 451 €

Les modalités de versement se feront par acompte dans la limite de 80 % de la subvention votée sur demande du bénéficiaire puis par le versement du solde de 20% sur production des pièces justificatives suivantes : compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée et rapport d'activité annuel.

**Pour 2019 :**

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2019_00917	Association Logement Pays d'Aix (ALPA)	Mobiliser le parc privé vacant et permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable	101 451 €	280 730 €	180 000 €	180 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A026 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative à l'approbation d'une convention d'objectifs avec l'ALPA « gestion locative personnalisée et l'accompagnement des ménages » dans le cadre du dispositif de mobilisation du parc privé sur le territoire communautaire ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2018\_CT2\_146 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 relative à l'approbation d'une convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA pour le dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 4 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mobiliser le parc privé vacant et de favoriser l'accès au logement des ménages en difficulté

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 160 000 euros à l'ALPA pour l'année 2019 pour la mise en œuvre du dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire sur la ligne budgétaire 1016 : 50-65748 de la Direction Habitat du Territoire du Pays d'Aix.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 085**

**Programme d'Interêt Général "Mieux Habiter - Mieux Louer" du Pays d'Aix - Attribution de subventions aux propriétaires privés entrant dans le cadre de l'Auto-Réhabilitation Accompagnée**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des

dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, le Territoire du Pays d'Aix a mis en place un Programme d'Interêt Général (PIG) « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés pour la période 2016-2019. Ce PIG est destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés (délibération n°2015\_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015).

L'objectif global est de 446 logements réhabilités (220 logements relevant de propriétaires occupants et 226 logements relevant de propriétaires bailleurs).

Une des spécificités de ce PIG porte sur la mise en place d'une mission d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA). Prévue par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah), l'ARA vise à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique de travaux. Dans le cadre du PIG du Pays d'Aix, cette mission est confiée à l'association « Compagnons Bâisseurs de Provence ». Il leur est fixé comme objectif d'accompagner 30 ménages entre 2016 et 2019 soit

30 logements, ainsi répartis et inclus dans l'objectif global :

25 logements relevant de propriétaires occupants,

5 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Le Territoire du Pays d'Aix a formalisé dans le cadre d'une convention de programme triennale les modalités financières et juridiques relatives aux financements, alloués aux propriétaires privés, provenant du Territoire du Pays d'Aix et des partenaires financiers institutionnels suivants : l'Anah, le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Conseil Départemental de Vaucluse.

Les travaux réalisés en auto-réhabilitation subventionnables par l'Anah sont ceux que les propriétaires décident de réaliser eux-mêmes, en cohérence avec la finalité du projet global, dans des conditions techniques, sociales et financières sécurisées. Ces travaux supposent une implication significative sur un ou plusieurs postes de travaux de la part du propriétaire afin d'optimiser l'impact du projet au regard de la capacité financière du ménage.

Le dispositif ARA poursuit comme objectif d'optimiser le projet de travaux au regard de la capacité financière du ménage, de lui faire bénéficier du suivi-animation d'ingénierie programmée et de l'accompagnement et encadrement technique conformes aux prescriptions Anah. Une charte d'engagement définit les missions et le coût de la prestation délivrée par l'organisme agréé. Par ailleurs, une fiche synthétisant le contexte d'intervention global et les conditions de réalisation des travaux en auto-réhabilitation liant le ménage et l'organisme d'auto-réhabilitation est produite par l'opérateur.

Au regard des diagnostics déjà élaborés au titre de l'ARA et portés à la connaissance du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît que certains ménages propriétaires font face à des conditions d'habitat difficiles. Bien qu'en grande difficulté, ces propriétaires souhaitent engager des projets de travaux visant à valoriser leurs biens et leur permettant de s'impliquer dans une démarche d'insertion sociale. Néanmoins, certains travaux ne peuvent pas donner lieu à un financement Anah, soit en raison de la nature du projet, soit de la nature du bâti.

Il apparaît essentiel d'accorder une attention particulière à ce type de projet et d'accompagner au plus près ce public dans ses démarches de travaux pour, à la fois, pallier la première cause d'abandon que constitue le problème du financement et répondre à une réelle volonté d'insertion sociale.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite ainsi soutenir, de façon ponctuelle, certains projets non éligibles à

L'Anah (en raison de travaux d'économie d'énergie se situant juste en dessous du gain de performance énergétique exigé, de travaux préconisés dans des logements trop petits ou mal configurés, ou encore de travaux engagés sur un bâti de moins de 15 ans...) mais présentant une réelle démarche d'insertion sociale, une valorisation du bien et des travaux ou bouquet de travaux intéressant(s).

Le Pays d'Aix, procédera à l'examen des situations sur la base des mêmes pièces constitutives d'un dossier de demande de subvention auprès de l'Anah complétées de documents spécifiques définis par le Pays d'Aix, à savoir notamment :

- Fiche de renseignements réalisée par l'opérateur,
- Attestation de l'opérateur indiquant la nécessité d'intervention et la nature des travaux non subventionnables,
- Plan de financement prévisionnel,
- Diagnostic technique complet incluant selon le cas : degré d'insalubrité, évaluation énergétique, CREP, DPE, grille évaluation dégradation habitat de l'ANAH, autonomie de la personne,
- Diagnostic social et économique,

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour financer les travaux d'électricité et la majeure partie des matériaux pour 2 306,84 €, ainsi que l'encadrement ARA de 2 160 €, soit un montant total de 4 466,84 € (cf. annexe 1). L'objectif est ici de soutenir un couple de propriétaires occupants très modeste, dans leur projet de travaux d'optimisation de l'espace de leur logement pour limiter les déplacements sur trois niveaux, travaux qui n'entrent pas dans les critères d'éligibilité de l'Anah. A savoir que le couple est aussi concerné par des travaux de ravalement et de changement de volets, demandés par la mairie, et donc d'autres frais à payer (9 927,50 €).

Le paiement de la prestation versée à l'opérateur, pour ce dossier non éligible Anah est conditionné à l'obtention en fin de chantier des justificatifs suivants : la demande de paiement, le RIB de l'association, les factures originales, le plan de financement définitif, la procuration sous seing privé pour signer les engagements/perception des fonds. L'opérateur s'engage à annexer à la facture le bordereau de « demande de paiement », présenté en annexe n°2, en vue du paiement de ses honoraires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative aux dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015\_A708 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La convention de programme triennale du Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 du 27 septembre 2016;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires privés à engager des travaux en vue de lutter contre l'insalubrité, d'améliorer la performance énergétique et de contribuer au maintien à domicile.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une aide financière relative aux matériaux, aux travaux et à l'encadrement ARA du dossier propriétaire occupant détaillée en annexe pour un montant de 4 466,84 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire n°1684 - fonction 50 - nature 62268.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme**

### **2019\_CT2\_086**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate - Modification simplifiée n°1 - Bilan de la mise à disposition du public et Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération n°2017.02.09/Délib/001, du 9 février 2017, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a approuvé son PLU.

Par arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/12 du 27 novembre 2017, la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate a été engagée.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments permettant de faciliter l'instruction des autorisations du droit des sols en :

2. levant des ambiguïtés, des contradictions ou des erreurs matérielles constatées par les services, en apportant des modifications au règlement, concernant, notamment la simplification des identifiants des éléments de patrimoine identifiés au titre des articles L151-19 et L151-11 du Code de l'Urbanisme et la correction des erreurs de correspondance entre le règlement et les cartes ;
3. corrigeant des erreurs matérielles sur le document graphique ;
4. supprimant une partie de l'emplacement réservé n°5 destiné à l'implantation d'un équipement public (chambre funéraire) auquel la commune a renoncé suite à une mise en demeure d'acquisition par les propriétaires (délibération du Conseil Municipal n°2017.07.19/Délib/075).

Les pièces du PLU modifiées dans le cadre de cette procédure sont :

- le règlement écrit ;
- les documents graphiques du règlement ;
- la liste des emplacements réservés ;
- l'inventaire du patrimoine des annexes.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a sollicité de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et l'achèvement de cette procédure par délibération n°2017.12.11/Délib/115 .

Par délibération n°URB 031-3571/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole, a décidé de la poursuite et de l'achèvement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate.



Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ont été définies par délibération n°2018\_CT2\_365 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux Maires des communes concernées le 26 octobre 2018, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même Code.

Aucune observation n'a été formulée par ces personnes publiques associées et consultées.

### **Bilan de la mise à disposition du public :**

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate s'est déroulée du 12 novembre 2018, 8 heures 30, au 14 décembre 2018, 17 heures 30, soit 33 jours consécutifs.

Durant l'intégralité de cette période de mise à disposition du public :

1. Un dossier comprenant :
  1. le projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ;
  2. l'exposé de ses motifs ;
  3. la décision n°CU-2018-001986 rendue le 4 octobre 2018 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- a été mis à disposition du public :
  4. à l'Hôtel de Ville du Puy-Sainte-Réparate, sis 2 avenue des Anciens Combattants, 13610 Le Puy-Sainte-Réparate, aux horaires d'ouverture au public, où un registre a été ouvert pour que le public puisse y consigner ses observations ; et,
  5. au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc à Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public ;
2. Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en se rendant sur le site: <http://www.registre-numerique.fr/plu-ms1-lepuysaintereparate.fr>, accessible depuis le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) ;
3. de même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à

l'adresse :[plu-ms1-lepuysaintereparate@mail.registre-numerique.fr](mailto:plu-ms1-lepuysaintereparate@mail.registre-numerique.fr) ;

4. Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 30 octobre 2018, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ville du Puy-Sainte-Réparate et au siège du Territoire du Pays d'Aix plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

Dans le cadre de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate, une seule observation a été émise.

Cette observation, formulée par voie dématérialisée, porte sur le point II.5. de l'exposé des motifs de ce dossier, relatif à la modification du règlement des zones 1AUBj et 1AUDj, dédiées à l'aménagement de jardins collectifs ou d'un parc paysager collectif, afin d'y autoriser, sous conditions, l'aménagement de jardins privatifs et de piscines.

Le requérant, considérant que cette modification *« ouvre à des interprétations incorrectes et abusives qui vont à l'encontre du bien vivre des habitants actuels bordant cette zone »*, sollicite la suppression de *« la possibilité de construire des piscines et tout bâtiment non démontable dans la zone 1AUDj. Et de préciser la nature de « jardin non aedificandi » de cette zone »*.

Madame la Présidente indique qu'afin de prendre en compte cette observation, il est proposé de procéder à un complément d'écriture dans le règlement du PLU afin de lever toute ambiguïté.

Madame la Présidente précise qu'initialement, il s'agit d'autoriser, pour les habitations projetées en zones 1AUB et 1AUD, dont le terrain d'assiette empiéterait sur les zones 1AUBj et 1AUDj l'aménagement de jardins privatifs et de piscines, dans une bande de 10 mètres à compter de la limite de la zone constructible classée 1AUB ou 1AUD, *« sous réserve que l'emprise au sol de celle-ci (y compris la plage de piscine) ne dépasse pas 25 % de la surface affectée au jardin privatif, et de ne pas créer d'annexe »* en cohérence avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation OAPh2, OAPh3 et OAPh5.

Afin de répondre à la demande du requérant, il est donc proposé de rajouter la condition suivante : *« à condition d'être située à proximité d'un bâtiment d'habitation auquel elle se rattache »*.

Étant délimité en dehors de la bande de 10 mètres de profondeur à compter de la limite de la zone 1AUD, l'espace de jardins collectifs *non aedificandi* prévu en zone 1AUDj dans l'OAPh5 n'est nullement remis en cause par ces dispositions. Il a vocation à former un espace végétalisé d'une profondeur de 35 à 40 mètres entre les habitations existantes du lotissement « Les Hauts de Rousset » et celles projetées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

5. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
6. Le Code de l'Urbanisme ;
7. Le Code de l'Environnement ;
8. La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
9. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
10. La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
11. L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/12 en date du 27 novembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
12. La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
13. La délibération n°20171211/Délib/115 du Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate en date du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son PLU ;
14. La délibération n°URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 de son PLU engagée par la commune en date du 27 novembre 2017 ;
15. La délibération n°2018\_CT2\_365 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 11 octobre 2018 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ;
16. La délibération du Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate en date du 25 février 2019, donnant un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 de son PLU ;
17. La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et aux Maires des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme ;

18. Le PLU en vigueur de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- Les modifications apportées au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate pour prendre en compte les résultats de la mise à disposition du public.
- Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de du Puy-Sainte-Réparate, annexé à la présente délibération, prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la mise à disposition du public tel que présenté ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune du Puy-Sainte-Réparate, telle qu'annexée à la présente.

**Article 3 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicités définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, soit notamment :

d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie du Puy-Sainte-Réparate, et, de l'insertion en caractères apparents d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 087**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Meyrargues a été approuvé par délibération n°D2017-51U du Conseil Municipal du 5 juillet 2017.

La commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme afin de, notamment :

19. Supprimer un emplacement réservé.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La sollicitation de la commune pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU approuvé de la commune de Meyrargues en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Meyrargues a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme notamment pour supprimer un emplacement réservé.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification

simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues.

**Article 2 :**

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 088**

**Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau - Révision - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

**L'exercice de la compétence « urbanisme »**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de PLU et de RLP.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

L'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des PLU pour les procédures d'élaboration et de révision des RLP.

**Le Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune de FUVEAU**

Il est rappelé que la commune de Fuveau a prescrit l'élaboration d'un RLP par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2012. Le RLP constitue une annexe du Plan Local d'Urbanisme de la commune, qui régit l'implantation des enseignes, pré-enseignes, et publicité extérieures sur le territoire communal.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un PLU en cours au moment du transfert de la compétence, avec l'accord de la commune concernée. Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des RLP.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° URB 012-3570-18/CM du 15 février 2018, a décidé de poursuivre cette procédure.

La procédure d'élaboration et de révision du RLP, est, au même titre que l'élaboration et la révision d'un PLU, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête

publique, le plan local de l'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation du RLP, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de RLP qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°128 du Conseil Municipal de la commune de Fuveau du 23 octobre 2017 donnant accord à la poursuite de la procédure d'élaboration du RLP par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision des

règlements locaux de publicité entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, relative à la poursuite des procédures d'élaboration – révision des Règlements Locaux d'Urbanisme des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Règlement National de Publicité en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité .
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de Règlement Local de Publicité .
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires

du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée

examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de RLP qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

**Délibère**

#### **Article unique :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

AK119 doivent être prises en compte dans le secteur de mixité sociale.

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 089**

#### **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier de la commune de Ventabren du 3 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la Commune de Ventabren afin de, notamment :

- Modifier le règlement écrit et graphique du PLU de la zone AU1h spécifique à la ZAC l'Héritière.
- Rectifier d'une erreur matérielle-secteur de Vignes Longues où les parcelles AK35 et

Par délibération n° URB 008-5139/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a engagé une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- *Le règlement écrit*
- *Le règlement graphique*

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article

L.153-45 du Code de l'Urbanisme dans la mesure où les adaptations envisagées n'auront pas pour

conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de

l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Il est proposé conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition du public proposées, sont les suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13 122 VENTABREN, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant un période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Ventabren, situé 17 grand

Rue 13 122 VENTABREN, sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et sur le registre dématérialisé d'un dossier des études en cours, complété au fur et mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 3 octobre 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU ;
- La délibération n° URB 008-5139/18/CM du Conseil de la Métropole du 13

décembre 2018 relative à l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren ;

- Le PLU et ses évolutions successives approuvées en vigueur de la commune de Ventabren.
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Les présentes modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Sont approuvées les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Ventabren .

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Ventabren,
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 090**

**Plan local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Révision allégée n°1 - Conférences des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès a été approuvé par délibération n°17/17 du 23 mars 2017.

Par délibération n°105/17 du 8 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a défini les modalités de concertation et prescrit la révision allégée n°1 de son PLU.

Lors de la délibération précitée, le Conseil Municipal a défini les modalités de la concertation avec le public.

Par délibération n°106/17 du 8 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a donné son accord pour la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier de la commune de Cabriès du 10 janvier 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de poursuivre la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné.

Par délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a poursuivi la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès, engagée le 8 décembre 2017 par délibération n°106/17 du Conseil Municipal.

La procédure de révision allégée est, au même titre que l'élaboration d'un PLU, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit « *qu'à l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est approuvé par :*

*- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale des maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »*

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que le projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la



Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de Territoire du 15 février 2018 afférente à la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°105/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès qui définit les modalités de concertation et prescrit la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°106/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès qui donne son accord pour la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Le courrier de la commune de Cabriès du 10 janvier 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin de poursuivre la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné ;
- La délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, qui poursuit la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Cabriès, engagée le 8 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal ;
- Le Plan Local d'Urbanisme et ses évolutions successives approuvées de la commune de Cabriès en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme .
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit « qu'à l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est approuvé par :

*- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale des maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale».*

**Délibère**

**Article unique :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires nécessaire dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 091**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Révision allégée n°2 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Le contexte métropolitain**

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT).

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est

transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

### **L'exercice de la compétence « urbanisme »**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole-Aix-Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

### **La révision allégée n°2 du PLU de la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE**

La commune de Saint Marc Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 21 mars 2017, par délibération n° 2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de Métropole a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 010-4628/18/CM le 18 octobre 2018.

Suite à l'annulation partielle de ce document d'urbanisme, une procédure de révision allégée n°2 est sollicitée par la commune.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit également que « le Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L.153-8 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de Territoire « arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes... ».

Ainsi, il est nécessaire d'organiser, au cours de la procédure de révision allégée, deux conférences intercommunales des Maires du Territoire : la première permettant d'examiner les modalités à retenir pour la mise en œuvre de la collaboration avec la commune concernée, avant la prescription de la procédure. La deuxième étant la présentation au Maire de la commune des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser ces réunions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 4 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de Plan Local d'Urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes

concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes et présente au maire de la commune les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer les conférences intercommunales des Maires dans le cadre de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement**

### **2019 CT2 092**

**AVIS - Font de Garach 2 à Gardanne - Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) – Approbation du programme des équipements publics et de leur financement – Durée d'exonération de la taxe d'aménagement - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) quadripartite entre la Métropole, la Commune, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et Cogedim Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le PLU de la Commune de Gardanne, approuvé le 27 mai 2010, a notamment pour objectif d'assurer un développement urbain maîtrisé et durable répondant aux objectifs de mixité de l'habitat. A Gardanne 50% du parc de logements date d'avant 1975 et les besoins identifiés en logement nécessitent à la fois la réhabilitation de l'existant et une augmentation de l'offre de logements neufs. Il s'agit de satisfaire la demande locale déjà existante mais aussi d'accompagner un développement démographique maîtrisé de la commune.

Le secteur dit de Font de Garach, en limite immédiate de l'urbanisation existante, est aujourd'hui en pleine mutation, avec une première opération réalisée dans le cadre d'un PUP en 2017 pour la construction de 148 logements, dont 49 logements sociaux.

Le secteur dénommé Font de Garach 2 inscrit en zone AUH2 couvre une superficie totale d'environ 2,1 hectares et fait aujourd'hui l'objet d'un projet de construction de logements par un opérateur privé.

Le règlement du PLU définit la zone AUH2 comme une zone à Urbaniser à dominante d'habitat insuffisamment équipée, dont l'urbanisation est possible dès réalisation des équipements nécessaires, et notamment l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement.

Les aménagements de voirie réalisées dans le cadre d'une opération sur ce secteur, vont permettre également de prolonger la voie, amorcée dans le cadre de la première opération de construction, et qui deviendra à terme la liaison entre l'avenue de Mimet (Route Départementale 7) et le Chemin du Claou.

Il est souhaité de faire financer les équipements publics nécessaires à l'urbanisation du site par les différents propriétaires fonciers, lotisseurs, aménageurs ou constructeurs dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP), en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, en respectant les principes de nécessité et de proportionnalité. Le périmètre du PUP est délimité par le plan annexé à la présente délibération, ce périmètre correspond à celui de la zone AUH2 du PLU et comprend les parcelles suivantes : BK40, BK39, BK47, BK37, BK48, BK49, BK219, BK225, BK38 soit une superficie d'environ 2,1 hectares.

Le programme des équipements publics destinés à répondre aux besoins des futurs habitants a été estimé à 696 290 € HT, y compris les frais afférents aux études et aux chantiers. Le détail de ce programme, ainsi que leur maîtrise d'ouvrage et leur financement sont décrits dans le dossier annexé au présent rapport. En effet, plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent pour la réalisation des travaux d'équipements publics en fonction de la répartition des compétences :

- la Commune de Gardanne pour les travaux de voirie et réseaux secs ;
- la Métropole Aix Marseille Provence pour les équipements liés au pluvial ;
- la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour les travaux d'eau potable et d'assainissement.

La quote part de l'opérateur privé est fixée à 89 % de cette dépense.

La société Cogedim Provence entend développer sur la totalité du périmètre un programme d'environ 96 logements dont 29 logements sociaux, soit environ 7 348 m<sup>2</sup> de surface de plancher. La participation totale de l'opérateur est de 625 994€ et se répartie de la manière suivante :

20. participation en nature, avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation de la voirie et des réseaux. La valeur de cette emprise foncière d'une surface de 2 257 m<sup>2</sup> a été estimé par France Domaine à 86000€HT.
21. participation en numéraire, calculée selon les besoins générés par l'opération. Compte tenu du programme de constructions envisagé par l'opérateur Cogedim Provence sa participation s'élève à 539 994 € HT.

La participation totale de l'opérateur est de l'ordre de 85 € /m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Il est précisé que la participation aux équipements d'eau et d'assainissement et aux équipements hydrauliques, équipements exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par l'opérateur.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions, les maîtrises d'ouvrage et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont de maîtrises d'ouvrage différentes et relèvent pour la voirie et les réseaux secs de compétence communale, pour l'eau potable et l'assainissement de la Régie des Eaux du Pays d'Aix et enfin pour le pluvial de compétence métropolitaine. La convention de PUP prévoit que chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la commune de Gardanne, et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix en 2020. En effet, afin de s'assurer une coordination optimale des chantiers, les travaux publics seront engagées en

2020.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du PUP est de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention ci-jointe.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus permettant la viabilisation et l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux

futurs habitants et usagers des programmes immobiliers.

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le périmètre de PUP Font de Garach 2, tel qu'il est annexé à la présente délibération, est approuvé et couvre une superficie d'environ 2,1 hectares.

**Article 2 :**

Le programme des équipements publics à réaliser est approuvé selon le principe de nécessité et de proportionnalité entre les équipements publics et les besoins des futurs habitants et usagers des constructions à édifier, ainsi que le mode de répartition entre les différentes opérations de constructions successives ;

**Article 3 :**

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est fixée à 10 ans à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Gardanne, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la société Cogedim Provence pour la mise en œuvre du projet « Font de Garach 2 » sur la commune de Gardanne.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	65
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	65
Majorité absolue	33
Pour	65
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale**

### **2019 CT2 093**

#### **AVIS - Approbation du contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Un tel contrat ne peut mettre à la charge des autorités organisatrices de transport le financement d'actions ou de services qui relèvent de la compétence exclusive de l'Etat en vertu de la loi.

Conformément au cadre légal, le contrat d'objectif couvre le département, périmètre de compétence du Préfet de Police, et concerne à ce titre l'ensemble des autorités organisatrices de transport des Bouches-du-Rhône, comprenant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour les gares et liaisons ferroviaires TER et les transports non urbains hors Métropole) ainsi que la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, la communauté d'agglomération Terres de Provence. La SNCF est aussi signataire en tant que gestionnaire des gares ferroviaires (St Charles et Aix TGV notamment) et de sa police ferroviaire (SUGE).

Le contrat d'objectifs proposé par le préfet de police des Bouches-du-Rhône a été élaboré dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des transporteurs opérant pour la Métropole et les services de la Métropole. Ce contrat a vocation à pérenniser et développer les actions engagées depuis le printemps 2018 sur le réseau de transport métropolitain dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien.

A cet effet, le contrat d'objectif formalise le partenariat opérationnel déjà établi depuis près d'un an (a) et fixe les orientations et le cadre des actions de Sûreté à l'échelle du réseau de transports métropolitain (b) :

#### **a) Partenariat opérationnel :**

Le pilotage stratégique renforcé de la sécurité des transports est une méthode de travail basée sur le décloisonnement des services, l'échange et l'analyse de renseignement opérationnel, des objectifs définis de façon concertée et une approche thématique sur des bassins de vie et de mobilité.

Le dispositif est piloté, coordonné et évalué par la Préfecture de Police.

Sa mise en œuvre opérationnelle est déconcentrée au niveau des districts et des compagnies de gendarmerie dans le cadre des conseils locaux de sécurité « flux et mobilité ». Ces conseils, co-animés par la police nationale et la Métropole, sont actifs depuis mai 2018 sur les districts de Martigues et Aix-en-Provence. Ils réunissent mensuellement les forces de l'ordre (police nationale, gendarmerie, polices municipales) et les opérateurs de transport. Le conseil du district de Marseille sera installé prochainement (d'ici mars 2019). Le même dispositif sera développé avec les compagnies de gendarmerie courant 2019.

#### **b) Orientations et cadre d'actions**

Le contrat d'objectif départemental fixe les engagements de l'Etat, des autorités organisatrices et de leurs opérateurs de transport, ainsi que leurs modalités d'intervention respectives conformément à leurs compétences. Les orientations et modalités d'actions sont déclinées selon six thématiques principales concernant les transports en commun : la lutte contre la fraude, la lutte contre la délinquance et les incivilités dans les transports, notamment dans les transports scolaires, la lutte contre le harcèlement fait aux femmes, la prévention de la radicalisation, la lutte contre la menace terroriste dans les gares ferroviaires et routières (Marseille St Charles, Aix), l'accompagnement des personnels victimes d'agression.

Les engagements des services de l'Etat, fixés par le présent contrat, constituent un soutien essentiel à la Métropole pour la sécurisation de ces réseaux de transport (personnels et usagers), l'efficacité des contrôles fraude, la réduction des délits et incivilités, la facilitation des dépôts de plaintes, l'instruction judiciaire, le signalement des faits générateurs d'insécurité, l'accompagnement et la formation des transporteurs sur des problématiques quotidiennes ou récurrentes.

Il convient de souligner l'engagement des trois Parquets (Aix, Marseille et Tarascon) également signataires du contrat d'objectif, qui représente une avancée significative notamment pour le suivi des

plaintes (magistrat référent) et la lutte contre la fraude d'habitude.

Le contrat d'objectif n'a pas d'incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La loi n°2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre ;

- Que ce contrat n'a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver ce contrat d'objectif départemental.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports ci-annexé

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat d'objectif et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Gens du voyage**

**2019 CT2 094**

**AVIS - Aire d'Accueil des Gens du Voyage du secteur Les Pennes-Mirabeau - Septèmes-les-Vallons - Déclaration d'Utilité Publique**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié, par convention d'aménagement datée du 30 août 2010, le programme d'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux inhérents à la construction et à l'aménagement des aires d'accueil pour les gens

du voyage métropolitaines, à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Le projet d'aménagement, porté par la SPLA Pays d'Aix Territoires, a pour objectif la création d'une aire d'accueil pour les gens du voyage sur la commune des Pennes-Mirabeau. Le site est implanté au sud de la zone d'activités de Plan de Campagne à environ 250 m au nord de la commune de Septèmes-les-Vallons.

La loi impose, pour les communes de plus de 5 000 habitants, de participer à l'accueil des gens du voyage. Les communes peuvent toutefois transférer cette compétence aux EPCI dont elles sont membres.

Aussi, le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage des Bouches-du-Rhône définit comme objectif premier, l'augmentation de la capacité d'accueil des gens du voyage sur le territoire départemental afin de répondre aux obligations légales définies par la Loi du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Les principaux enjeux identifiés sont :

- de permettre aux populations nomades d'aller et venir librement sur l'ensemble du territoire ;
- d'offrir des conditions d'accueil décentes et adaptées à leur mode de vie (terrains familiaux, habitat adapté, sanitaires, intimité des familles, ....) ;
- de répondre aux besoins sociaux de la population, notamment en termes d'accès à l'éducation à la santé et au travail.

Le schéma départemental prévoyait initialement 25 places sur les Pennes-Mirabeau et 25 à 30 places sur Septèmes-les-Vallons. Néanmoins, par décisions des commissions départementales consultatives des gens du voyage du 9 janvier 2015 et du 10 février 2016, l'avenant n°1 au schéma départemental d'accueil des gens du voyage du 14 octobre 2016 mutualise les obligations de ces deux communes. Ainsi, les Pennes-Mirabeau et Septèmes-les-Vallons doivent disposer d'une Aire d'Accueil conjointe de 30 places de capacité.

Par ailleurs, l'ensemble des terrains nécessaires pour réaliser ce projet n'est pas maîtrisé aujourd'hui. Des négociations foncières amiables avec les propriétaires ont été engagées. Si celles-ci n'aboutissaient pas, la collectivité entend recourir à la procédure d'expropriation.

Cette procédure nécessite l'obtention d'un arrêté d'utilité publique qui repose sur l'établissement d'un dossier de déclaration d'utilité publique avec enquête publique. En complément, un dossier d'enquête parcellaire sera également nécessaire.

En outre, le PLU classe ces terrains en zone AU III et en zone N couverts par un emplacement réservé destiné à la création d'une telle aire, la voie de desserte est également couverte par un emplacement réservé pour l'élargissement de celle-ci sur 8m.

#### CARACTERISTIQUES DU ZONAGE ACTUEL ET PROJETÉ :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau a été approuvé par délibération du 28 juin 2012 et a connu plusieurs évolutions :

- Modification n°1 approuvée par délibération du 30 juin 2013,
- Modification n°2 approuvée par délibération du 25 septembre 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du 22 décembre 2016,
- Modification n°4 approuvée par délibération du 30 novembre 2017,
- Modification n°5 approuvée par délibération du 31 août 2017,
- Révision allégée n°1 approuvée par délibération du 30 novembre 2017,
- Mise en compatibilité le 21 décembre 2017.

Le projet d'aire d'accueil des gens du voyage s'inscrit dans les deux premières orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu le 30 septembre 2010 :

- Orientation 1 : Préserver les grands espaces naturels, agricoles et forestiers, les éléments marquants du paysage par le maintien et/ou la revalorisation de ces espaces et l'assignation de limites franches à l'urbanisation.

La mise en compatibilité n'induisant aucune réduction de zone agricole et générant une baisse minime de la zone naturelle (d'une centaine de m²), les objectifs de préservation des continuités écologiques et des éléments marquants du paysage, de maintien des coupures d'urbanisation et du patrimoine agricole ne sont pas remis en cause.

- Orientation 2 : Développer une offre nouvelle en logements susceptible de répondre aux besoins de la population et tenant compte de son évolution démographique.

La mise en compatibilité portant sur une zone à urbaniser AUIII et sur un emplacement réservé dédié à la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage, elle est compatible avec les objectifs de diversification de l'offre en logements et de mixité sociale, et avec le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage.



- Orientation 3 : Améliorer les déplacements au profit des transports en commun et des modes doux de déplacements.

- Orientation 4 : Renforcer le développement économique par la confortation des zones d'activités et commerciales existantes et la pérennisation du commerce de proximité.

La procédure de mise en compatibilité du PLU répond aux objectifs du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage et ne remet pas en cause les orientations du PADD.

#### Zonage du PLU

Le projet d'aménagement dispose au PLU d'un emplacement réservé (ER n°4/11) dédié à la création d'une aire d'accueil des gens du voyage, et est inscrit en zone à urbaniser « AUIII » et pour partie en zone naturelle « N ». Les règlements de ces zones n'autorisent pas expressément les aires d'accueil.

En effet :

- la zone AUIII est une zone à urbaniser non réglementée à vocation principale de commerces, de bureaux, d'artisanat et d'industrie.

- la zone N est une zone naturelle.

C'est pourquoi, dans le cadre du projet, il est envisagé la création d'un zonage spécifique relatif aux aires d'accueil des gens du voyage. Le périmètre de l'emplacement réservé ne sera quant à lui pas modifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_B364 du Bureau communautaire du 22 Juillet 2010 approuvant la Convention d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le programme d'action foncière, la

préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage;

- La délibération n°2015\_B190 du Bureau communautaire du 23 Avril 2015, portant sur l'avenant n°2 à la dite convention approuvant la mutualisation des obligations incombant aux communes Les Pennes-Mirabeau et Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

La nécessité de réaliser une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune des Pennes-Mirabeau.

**Délibère**

#### Article 1 :

Est déclaré l'intérêt Général du projet.

#### Article 2 :

Le représentant de la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » est autorisé à déposer le dossier de Déclaration d'Utilité Publique relatif à l'Aire d'accueil des gens du voyage du secteur Les Pennes-Mirabeau – Septèmes-les-Vallons.

#### Article 3 :

La Déclaration d'Utilité Publique entraînera la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 095**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°6 à la Convention d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix**

Par délibération n°2010\_B364 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010, il a été décidé de confier à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la réalisation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage incombant à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix dans le cadre du Schéma Départemental idoine.

Dans cette perspective, le 30 août 2010, une Convention d'Aménagement a été conclue entre les deux établissements portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation de travaux de construction prévus à cet effet. Cette convention, au 1<sup>er</sup> Janvier 2016, a été transférée de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, compte-tenu de l'avancée et des évolutions de certains dossiers, il est nécessaire aujourd'hui de modifier par avenant ce document contractuel afin d'y intégrer une nouvelle mission relative à la cession de terrains ainsi que la programmation d'une nouvelle Aire d'Accueil pour les Gens du Voyage sur la Commune de Trets.

En effet, d'une part, la convention d'aménagement du 30 août 2010, sus mentionnée, permet à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » d'entreprendre toutes les démarches nécessaires aux acquisitions des terrains pour l'aménagement des opérations et les financer. Cependant les derniers projets d'Aires d'Accueil mettent en évidence que les terrains d'assiette proposés par les communes s'avèrent parfois plus étendus par rapport à ce que nécessitent les Aires et peuvent donc générer d'importants délaisés fonciers. La Métropole souhaite donc aujourd'hui que la SPLA « Pays d'Aix Territoires » procède directement aux cessions de ces terrains, non nécessaires aux constructions des Aires d'Accueil, dont les recettes idoines seront réaffectées aux budgets de ces opérations.

D'autre part, la commune de Trets souhaite se mettre en conformité avec la loi 2000-614, du 5 juillet 2000, relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage, par l'aménagement d'une Aire d'Accueil, conformément aux stipulations du Schéma Départemental des Bouches-du-Rhône.

Cet Equipement Public doit disposer d'une capacité de 25 places, il sera situé quartier Moulin de Gratian, sur des terrains désignés par la Commune, dont leur superficie se fixe environ à 3,5 ha.

Ces parcelles se trouvent en secteur agricole classé en zone A1 au PLU. Dans le cadre de sa révision générale, elles seront affectées d'un Emplacement Réservé n°20.

Les Services de l'État ont adressé un avis technique sur la faisabilité de l'opération, à partir d'un dossier de pré habilitation, transmis par la Métropole le 17 juillet 2017.

Conformément à l'ensemble des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix, celle-ci sera également conçue et construite selon les recommandations techniques contenues dans la Charte Qualité de septembre 2007.

Il convient, donc d'engager les études préalables et de faisabilité en vue, notamment, d'aboutir à un Programme détaillé et chiffré de l'opération qui, avant sa mise en œuvre, devra recueillir l'avis favorable des instances décisionnaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage et ses décrets d'application ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- La délibération n°2010\_B364 du Bureau communautaire de la CPA du 22 Juillet 2010 approuvant la Convention d'Aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » pour l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2011\_B478 du Bureau communautaire de la CPA du 2 décembre 2011 portant sur l'avenant n°1 de la Convention citée en ci-avant ;
- La délibération n°2011\_B190 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 portant sur l'avenant n°2 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°2015\_B742 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant sur l'avenant n°3 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°DEVT 003-1328/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 portant sur l'avenant n°4 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°DEVT 006-2602/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur l'avenant n°5 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

La nécessité d'inclure à la Convention d'Aménagement, sus mentionnée, avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la possibilité de procéder à d'éventuelles cessions de terrains.

La nécessité de programmer les études et la construction de la future Aire d'Accueil pour les Gens du Voyage incombant à la Commune de Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°6, ci-annexé, à la Convention d'Aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant n°6 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Zones d'activité**

### **2019\_CT2\_096**

#### **AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil – Cession du lot D**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par la CPA, aujourd'hui viabilisée et dont la commercialisation est quasiment achevée. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située en face.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur mixte (bureaux, ateliers), un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités et un secteur industriel. La commercialisation de la zone est aujourd'hui presque totalement achevée.

La société ATA spécialisée dans la conception et la production de Taximètre qui a déjà réalisé son siège social sur la zone souhaite poursuivre son développement et augmenter ses capacités de production en s'implantant également sur le lot D voisin situé en entrée de zone.

Le Comité d'Agrément de la ZAC réuni le 14 décembre 2018, a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société ATA le lot D, composé de la parcelle cadastrée AY1143, d'une surface totale de 1382 m<sup>2</sup>, au prix de 80€HT/m<sup>2</sup>, conformément à l'avis de France Domaine du 3 novembre 2018.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5216-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2018-060V2033 du 3 novembre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société ATA entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 14 décembre 2018.

**Délibère**

**Article 1:**

Est autorisée la cession du lot D d'une superficie de 1382m<sup>2</sup> situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 110 560€HT, soit 132 672€TTC, à l'entreprise ATA ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 2:**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019\_CT2\_097**

**AVIS - Opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence – Approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence développement économique, la Métropole souhaite aménager une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site de La Calade à Aix-en-Provence. Ce secteur d'environ 38 hectares situé au Nord de la ville d'Aix-en-Provence sur la RD7n est aujourd'hui composé d'activités économiques éparses et traversé par la ligne SNCF reliant Marseille à Briançon.

Sur cette ligne des Alpes, il est prévu à moyen terme la création d'un pôle d'échanges avec l'ouverture de l'ancienne halte ferrée et la réalisation d'un parc relais. Il est rappelé que La Calade se situe dans les périmètres des zones d'activités transférées à la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Classé en zone 2AUE au PLU de la ville, ce secteur est identifié pour accueillir des activités économiques mixtes. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU détaille les principes d'aménagement autour du futur pôle d'échanges, le maillage viaire, la recomposition des activités existantes et le développement d'activités nouvelles sur le foncier disponible.

Le passage à niveau de La Calade situé à l'intersection de la RD7n et de la ligne SNCF est supprimé depuis 2017 par le Département avec la réalisation d'une déviation. Cet ouvrage a modifié de manière importante le fonctionnement routier de cet espace avec la mise en impasse des deux tronçons de la RD7n.

#### **2019 CT2 098**

#### **AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de la Gare à Aix-en-Provence – Approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Gare a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte de l'Arbois par arrêté préfectoral le 9 mai 2003 et son dossier de réalisation approuvé en mars 2006. Située sur la commune d'Aix-en-Provence, la ZAC couvre actuellement un périmètre de 40 hectares dont 23 ha sont aujourd'hui aménageables. Cette opération avait été concédée par le SMA à la SPL « TERRA 13 » le 24 juin 2013 afin de confier au concessionnaire la mise en œuvre de l'opération. Cette opération a été stoppée suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence. En 2018, la SPL « TERRA 13 » a été dissoute et le contrat de concession résilié.

La ZAC de la Gare est une opération d'aménagement emblématique pour la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix, tant sur le plan économique que dans sa dimension urbaine. Le Territoire du Pays d'Aix souhaite aujourd'hui relancer l'opération et initier les réflexions nécessaires pour sa redéfinition, en prenant en considération un périmètre élargi. Cette réflexion permettra aussi, dans le contexte d'un large champ des possibles pour le devenir de la ZAC de la Gare, d'identifier les bonnes opportunités et d'ajuster ou redéfinir le projet, avant son lancement opérationnel.

Cette opération s'inscrit en effet dans un territoire élargi, recoupant plusieurs enjeux et projets mitoyens. Il conjugue à la fois des enjeux paysagers

et environnementaux et des enjeux d'aménagement du territoire et économiques, liés notamment à sa traversée par la RD9 – axe économique majeur du pays d'Aix et de l'aire métropolitaine, à la présence de la gare TGV qui en fait une « porte d'entrée » du territoire, au grand massif de l'Arbois et au bassin du Réaltor sur lequel s'appliquent plusieurs mesures de protection, l'existence de réserves foncières économiques ou la proximité de certains équipements structurants (centre d'enfouissement, aire des gens du voyage,...). L'aménagement de cet ensemble réinterrogera sa vocation agricole et pastorale, pensée comme élément de gestion (paysages, lutte incendie, biodiversité) économiquement viable. Cela conduira donc à repréciser le projet à l'échelle du site et le cadre général de son aménagement.

Dès lors, un schéma directeur plus général pourrait être étudié sur l'ensemble des espaces situés hors du périmètre du site classé de l'Arbois, mais imbriqués ou limitrophes de celui-ci, situés le long de la RD9 depuis la gare TGV jusqu'au Stadium. Cette étude devra prendre en compte les enjeux économiques, environnementaux, agricoles et patrimoniaux des différents projets à proximité de ce site sensible et aboutir à un schéma directeur d'aménagement présentant leurs ambitions et leur cohérence.

Par ailleurs, cette opération d'aménagement doit être mise en œuvre en cohérence avec les orientations stratégiques de la Métropole en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace et de mobilité. Aussi un comité de pilotage stratégique sera mis en place, associant les Vice-Présidents concernés de la Métropole, comme cela sera le cas pour d'autres opérations économiques majeures du territoire du Pays d'Aix.

En parallèle, afin de compléter l'étude d'un schéma général et compte-tenu de la complexité et de l'importance stratégique des études à mener, il paraît nécessaire de mener des études techniques complémentaires et ciblées. Il est ainsi proposé aujourd'hui de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires une mission d'expertise par le biais d'une convention de mandat d'études.

Par le biais de ce mandat, la Métropole charge la SPLA de faire procéder, en son nom et pour son compte, selon les modalités fixées dans la convention, aux études relatives à l'aménagement du site de la ZAC de la Gare, permettant de faire évoluer le projet d'aménagement et d'étudier les répercussions techniques et réglementaires sur le dossier de ZAC tel qu'il avait été acté.

Le Mandataire aura notamment la charge de faire réaliser des expertises complémentaires sur le positionnement économique de la ZAC et son programme immobilier, ou en matière de circulation et d'accessibilité tous modes, notamment Transport

en Commun et modes actifs. La SPLA mobilisera des moyens d'animation et d'expertise interne d'une part, et fera appel à des cabinets spécialisés sur certaines thématiques d'autres part.

Le montant de cette mission de mandat se décompose ainsi : 150 000 € HT pour les prestations confiées par la SPLA à des cabinets spécialisés et 30 000 € HT pour la rémunération de la SPLA, soit un total de 180 000 € HT (216 000 € TTC).

La durée du mandat est fixée à 18 mois, c'est la durée estimée comme nécessaire à la réalisation de l'ensemble de ces démarches et missions objet du mandat. Toutefois, la prorogation du mandat par avenant si nécessaire sera possible.

La procédure d'attribution de ce contrat à la SPLA n'est pas soumise à l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics au sens de l'article 17 de ladite Ordonnance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

5. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
6. Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L327-1 relatif aux compétences des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA) ;
7. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
8. La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
9. L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 17 ;
10. La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
11. La délibération n°ECO 005-5081/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement "Aix-en-Provence ZAC de la gare de l'Arbois" ;
12. Le projet de convention de mandat pour la réalisation des études concernant la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il est opportun aujourd'hui de relancer l'opération de la ZAC de la Gare en prenant en compte un périmètre de réflexion élargi.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat d'études à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relative à la ZAC de la Gare.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention annexée et tout acte nécessaire à la réalisation des missions objet du mandat.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'opération DI316AP nature 4581 fonction 61 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 099**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Grand Pont 2 à La Roque d'Anthéron – Cession foncière à l'entreprise SPURGIN**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est rappelé que la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 a été créée le 30 mars 2017 afin d'étendre la zone d'activités existante et permettre d'offrir sur un périmètre de 13 hectares du foncier d'activités à destination d'entreprises industrielles et de PME/PMI. Cette opération d'aménagement est réalisée en régie par la Métropole.

Concomitamment à cette opération, la société SPURGIN, historiquement installée en Alsace, a souhaité construire une usine de fabrication de pré-murs en béton sur 5 ha lui appartenant, dont la moitié est située sur la ZAE de la Roque d'Anthéron 1 existante, et l'autre moitié sur une parcelle de 2,3 ha inscrite dans la ZAC de la Roque d'Anthéron 2. A termes, cette usine de fabrication devrait occuper environ 85 emplois.

Dans la mesure où le projet de cette entreprise est situé dans le périmètre de la ZAC et où celui-ci bénéficie de la réalisation du programme des équipements publics, la société SPURGIN s'est engagée à verser une participation de 682 530 € HT en application de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme.

Dès lors, le projet développé par SPURGIN sur sa parcelle doit être raccordé aux équipements et aux infrastructures de la ZAC.

Il s'avère que compte tenu de la configuration du terrain, il est nécessaire de céder une emprise foncière à la société SPURGIN afin d'y aménager une voie d'accès privée. Ce tènement foncier avait été réservé à cet effet dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC. La société prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux travaux d'aménagement de cet accès, et en assurera pleinement les charges d'entretien.

Une clause de destination d'usage « voie d'accès » sera mentionnée explicitement dans l'acte notarié à passer pour ce terrain.

La superficie concernée est fixée à 540 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle AA n°126 appartenant à la Métropole. Les limites d'emprise seront arrêtées par le document d'arpentage à intervenir.

Dès lors, il est proposé de céder cette bande de terrain, à usage exclusif de desserte, à l'euro symbolique. Les frais de bornage et les frais notariés seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Les services de France Domaine ont été consultés le 4 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC du Grand Pont 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°ECO 020-1917/17 du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC avec la société Spurgin ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La consultation de France Domaine en date du 4 décembre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- L'opération d'aménagement de la ZAC du Grand Pont 2 à La Roque d'Anthéron.
- La participation financière aux équipements publics de la ZAC que la société SPURGIN doit régler à la Métropole en tant qu'aménageur.
- La nécessité de céder à la société SPURGIN une emprise de terrain afin de pouvoir réaliser à ses frais un accès aux équipements de la ZAC depuis ses nouvelles installations.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession à l'entreprise SPURGIN d'une emprise de terrain non bâtie d'une superficie de 540 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AA n°126, à l'euro symbolique.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'acte notarié à intervenir, ainsi que tous les documents y afférents.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe « 3B Aménagement » du Territoire du Pays d'Aix, ligne 8054 nature 6045.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 100**

**AVIS - Réhabilitation de la Zone Industrielle des Estroublans – Commune de Vitrolles – Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée à réhabiliter la totalité de la zone industrielle des Estroublans sur la Commune de Vitrolles.

Les études préalables à la réhabilitation de la zone avaient mis en évidence l'ampleur des travaux à réaliser ainsi que la présence de nombreuses contraintes techniques. La Communauté de Communes du Pays d'Aix-en-Provence avait donc décidé, par délibération cadre n°1999-A111 du 4 octobre 1999 de réhabiliter la zone industrielle des Estroublans avec un programme de travaux découpé initialement en quatre tranches.

Les travaux des deux premières tranches sont aujourd'hui terminés.

Afin d'engager la troisième tranche de la requalification de la zone, une autorisation de programme a été créée par délibération n°2011\_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 et réévaluée par délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 à 14M€.

Les travaux correspondant à la troisième tranche ont démarré par la réhabilitation du boulevard de l'Europe. Le programme des travaux correspondant a été validé par délibération n°2013\_A104 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013.

Il s'est avéré que la Commune de Vitrolles devait, parallèlement, rénover ses réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eau potable sur le boulevard de l'Europe et sur l'avenue de Bruxelles.

C'est la raison pour laquelle, afin d'assurer la coordination de l'ensemble des études, de la préparation et de la réalisation des travaux, une convention d'aménagement tripartite avait été signée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Cette convention avait été approuvée par délibération n°2014\_B130 lors du Bureau communautaire du 20 février 2014 pour un montant de 6 300 000 € TTC pour les travaux et une rémunération de la SPLA à hauteur de 378 000 € TTC, soit une enveloppe globale de 6 678 000 € TTC.

Les travaux, objet de ladite convention, sont actuellement en cours de réalisation.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'enclencher la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles. En effet, la réalisation des travaux commandés par la commune de Vitrolles ont permis de réhabiliter leurs réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eau potable mais, à ce jour, la remise aux normes de la voirie n'a pas encore été effectuée. Dans cette partie du secteur Ouest de la zone des Estroublans, c'est donc le seul tronçon qui n'ait pas encore bénéficié d'une requalification.

En 2014, une étude de faisabilité avait été lancée afin de déterminer des solutions d'aménagement cohérentes avec les parties d'ores et déjà requalifiées.

Le programme des travaux de l'avenue de Bruxelles a été validé en Conseil de Territoire du 27 février 2019 pour un montant de 570 000 € TTC.

La présente délibération concerne la proposition de signature d'un avenant avec la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue d'intégrer dans la convention la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles dans sa totalité, et ce dans une continuité temporelle avec



l'achèvement de la réhabilitation du boulevard de l'Europe.

Le montant global de la convention modifié par le présent avenant correspondra à un montant de 6 870 000 € TTC pour les travaux et les études et 412 200 € TTC pour la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires, soit un montant global d'opération de 7 282 200 € TTC.

Cette opération sera réalisée sur l'AP n°2017-7 de Vitrolles qui s'élève aujourd'hui à 14 000 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°1999-A111 du 4 octobre 1999 du Conseil communautaire de la CPA autorisant la réhabilitation de la totalité de la Zone Industrielle des Estroublans ;
- La délibération n°2011\_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant la création d'une autorisation de programme pour l'aménagement de la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles – 3ème tranche - pour un montant global de 10M€ ;
- La délibération n°2013\_A104 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant le programme de travaux du boulevard de l'Europe ;
- La délibération n°2014\_B130 du Bureau communautaire de la CPA du 20 février 2014 approuvant la signature de la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 augmentant l'Autorisation de Programme à hauteur de 14M€ ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 validant le programme et l'enveloppe prévisionnelle du programme de travaux de l'avenue de Bruxelles pour un montant de 570 000 € TTC ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de finaliser la réhabilitation de l'avenue de Bruxelles dans le cadre de la requalification de la zone industrielle des Estroublans.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour un montant de 7 282 200 € TTC. Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 6 870 000 € TTC et d'une partie rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour un montant de 412 200 € TTC.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 3C, Autorisation de Programme n° 2017-7 - Vitrolles Estroublans 3ème tranche – opération DI306.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 101**

**AVIS - Lancement de la procédure de mise en servitudes d'utilité publique (SUP) portant sur le raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï de Peynier vers la station d'épuration de Rousset**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et de réhabilitation des zones d'activités, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé, dès 2004, le processus de requalification de la zone d'activités de Peynier-Rousset et notamment la zone d'activités du Verdalaï sur la commune de Peynier.

Le programme de travaux comprenait des travaux de réfection des voiries, la création de réseaux, la création d'aménagements paysagers, la mise en oeuvre d'une signalétique et la prise en compte d'aménagements particuliers liés aux transports en commun ainsi qu'une circulation optimale des piétons et cycles.

Les travaux correspondant à ce programme ont été, pour la majorité, achevés en juillet 2009. Seuls restent à réaliser les travaux permettant de raccorder le réseau public d'assainissement des eaux usées existant sur la zone de Peynier à la station d'épuration de Rousset.

De nombreux problèmes, essentiellement fonciers, ont empêché la réalisation, à ce jour, des ouvrages nécessaires.

Les travaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence portent donc à ce jour sur la création et le raccordement du réseau public de cette zone. L'ensemble des eaux usées est effectivement toujours rejeté dans un champ d'épandage après traitement individuel puisque les industriels fonctionnent en assainissement autonome. La totalité des industriels de la zone d'activités du Verdalaï attend depuis plusieurs années de pouvoir se raccorder aux réseaux collectifs.

Ces travaux de raccordement au réseau public d'assainissement nécessitant le passage des canalisations à travers des parcelles privées, l'accord des propriétaires fonciers était indispensable mais n'a pu être obtenu pour la totalité des parcelles de manière amiable.

En 2015, la ville de Peynier, alors compétente dans le domaine foncier, avait constitué un dossier de saisine du préfet des Bouches-du-Rhône en vue de prescrire l'ouverture de l'enquête préalable à l'établissement des servitudes. L'arrêté instituant la SUP avait été délivré le 6 juillet 2016.

Cependant, d'une part, ce dossier ne mentionnait pas la bonne identité du propriétaire de la parcelle AW 228 située sur la commune de Rousset et, d'autre part, méritait quelques compléments,

comme l'intégration des parcelles AW 524 et AW 91 sur la commune de Rousset, sur lesquelles la canalisation d'eaux usées avait d'ores et déjà été installée lors de la réhabilitation du secteur et sur lesquelles sera effectué le raccordement au réseau d'assainissement depuis la zone du Verdalaï. La nécessité de passage sur la parcelle AW 287 reste inchangée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais compétente dans le domaine foncier, souhaite donc lancer cette nouvelle procédure de SUP afin que la procédure d'enquête ne soit pas irrégulière et que l'arrêté préfectoral délivré ne soit pas entaché d'illégalité.

Le foncier nécessaire à ce projet concerne les parcelles AW 228 et AW 287 sur la commune de Peynier et les parcelles AW 91 et AW 524 sur la commune de Rousset.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit solliciter la reconnaissance de servitudes sur les propriétés privées concernées par le tracé, et solliciter, de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture d'une enquête publique préalable à la SUP.

Compte tenu de l'avancement des études, il est à présent nécessaire de valider le lancement de la procédure de mise en servitudes, conformément aux articles L 152-1 et suivants et R 152-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L152-1 et suivants et R 152-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet du département des Bouches-du Rhône du 6 juillet 2016 ;
- L'avis n° 2018-72V2822 rendu par France Domaine le 14 décembre 2018.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- La nécessité de finaliser le raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï vers la station d'épuration de Rousset.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le choix des terrains formellement désignés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, destinés à supporter les canalisations nécessaires au raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la zone du Verdalaï vers la station d'épuration de Rousset : parcelles AW 228 et AW 287 sur la commune de Peynier, AW 91 et AW 524 sur la commune de Rousset.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à poursuivre la constitution des servitudes à l'amiable et, en cas de refus, d'engager et de conduire la procédure de mise en servitudes d'utilité publique, conformément à l'article L 152-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents relatifs à l'institution des servitudes d'utilité publique.

### **Article 4 :**

Les frais afférents aux différents actes et à la procédure seront supportés par la Métropole sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 3C, opération d'investissement DI330B – Autorisation de Programme n°2017-14.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 102**

**AVIS - Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne - Acquisition de trois parcelles sur la commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle**

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous l'autoroute A51 et la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Il s'agit de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours et ce dans les deux sens. En effet, à ce jour, il n'existe pas de voie pour sortir de la zone sur ce secteur ; seul le sens entrant est possible.

L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Ainsi, le programme de l'opération, voté en 2015 et réévalué en 2018, comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51 (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,
- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

A l'issue des études qui ont été menées, la réalisation de la future voie nécessite l'acquisition de surlargeurs impactant plusieurs parcelles

privées. En 2016, la Commune des Pennes-Mirabeau étant alors compétente en matière de foncier, elle s'est rapprochée des différents propriétaires pour obtenir leur accord sur la cession des emprises nécessaires au projet. Plusieurs prises de possession anticipée ont déjà été signées.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la zone d'activités a été transférée à la Métropole. L'acquisition du foncier ne relève donc plus de la Commune, mais de la Métropole.

Aujourd'hui, plusieurs accords restent à finaliser, notamment sur trois parcelles cadastrées AM550, 552 et 553 :

25. une emprise de 340 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM550 propriété de la SCI du Petit Péage,
26. une emprise de 66 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM552 propriété de la SCI du Petit Péage,
27. une emprise de 341 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM553 propriété de la SCI du Petit Péage et d'un pool de sociétés de crédit-bail immobilier constitué des sociétés GENEFIM, NATIXIS BAIL, NATIOCREDBAIL, HSCB REAL ESTATE LEASING France, FINAMUR, CMCIC LEASE et CICOBAIL.

La Commune avait en 2016 sollicité le Service des Domaines qui avait évalué la valeur de ces trois parcelles à 17.175 € (soit 23 € / m<sup>2</sup>).

En décembre 2018, la Métropole a relancé ces propriétaires qui ont donné leur accord pour céder ces terrains au montant alors estimé par le Service des Domaines, à savoir :

- 7.817 € pour l'emprise de 340 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM550,
- 1.518 € pour l'emprise de 66 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM552,
- 7.840 € pour l'emprise de 341 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM553.

La Métropole Aix-Marseille-Provence acquerrait donc ces trois surfaces d'une totalité de 747 m<sup>2</sup> pour un montant total de 17.175 € HT. Ces acquisitions seront financées sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP des Rigons.

Par ailleurs, la construction du pont-rail nécessite l'occupation temporaire d'un terrain délaissé sur la parcelle AM553 pour laquelle le propriétaire a donné son accord. La Métropole propose de formaliser cette autorisation d'occupation temporaire lors de la signature de l'acte authentique. Cette opération se fera à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 340 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°550, propriété de la SCI du Petit Péage et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 7.817 € HT.

**Article 2 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 66 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°552, propriété de la SCI du Petit Péage et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 1.518 € HT.

**Article 3 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 341 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°553, propriété de la SCI du Petit Péage et des sociétés GENEFIM, NATIXIS BAIL, NATIOCREDBAIL, HSCB REAL ESTATE LEASING France, FINAMUR, CMCIC LEASE et CICOBAIL et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 7.840 € HT.

**Article 4 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre gratuit d'un terrain délaissé sur la parcelle AM553 pour laquelle le propriétaire a donné son accord et qui sera formalisée lors de la signature de l'acte authentique.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisée à signer tous les documents relatifs à ces acquisitions et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 6 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

**Article 7 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole fractionné, section

investissement, au service 3C sur l'opération du PUP – Les Rigons.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 103**

**Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence - Approbation du programme de l'aménagement de l'entrée Est du pôle sur la RD59**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La RD59 est l'une des entrées principales du pôle d'activités d'Aix-en-Provence. Son environnement proche, sur la portion de 900 mètres environs, comprise entre le carrefour des trois pigeons et le giratoire de Saboulin, a nettement évolué depuis un peu plus d'un an avec l'arrivée de l'ARENA et l'aménagement de la ZAC de Lenfant.

En plus des problèmes de circulation aux heures de pointe du matin et du soir, ces modifications ont fait naître de nouvelles difficultés en termes d'usages, puisque les soirs d'évènement à l'ARENA, le réseau routier est saturé, le stationnement se fait de façon sauvage et anarchique et de nombreux piétons cheminent le long de la RD59 entre le Giratoire de Saboulin et le giratoire de Vera alors qu'aucun aménagement n'est prévu à cet effet. Cette situation pose d'importants problèmes de sécurité.

Pour améliorer les conditions, en accord avec le département des Bouches-du-Rhône, la vitesse a été réduite à 70 km/h sur ce tronçon et le territoire du Pays d'Aix a mis en œuvre des dispositifs provisoires de type glissières en béton de part

et d'autre de la chaussée afin de délimiter un espace protégé pour les piétons et les deux roues.

Dans le cadre de ses compétences en matière de réhabilitation des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser un aménagement pérenne qui permettrait de traiter au mieux ces différentes problématiques.

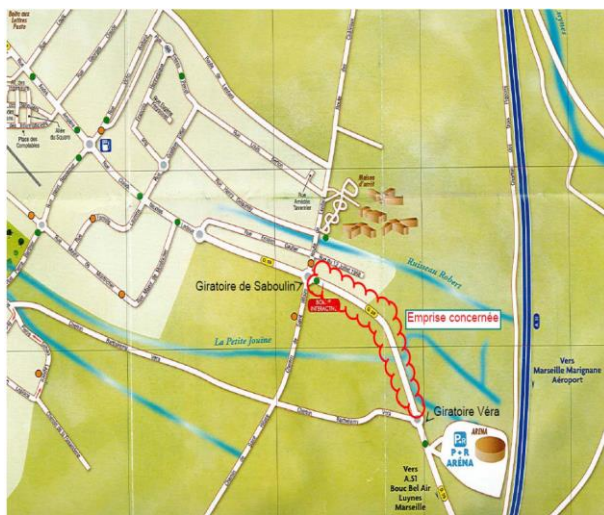
En 2018, une étude de faisabilité a été menée afin de déterminer des solutions d'aménagement pour garantir la sécurité de l'ensemble des usagers : Piétons, Cycles, voitures et transports en commun.

Cette étude a permis d'aboutir à la proposition d'un programme de travaux qui s'établit comme suit :

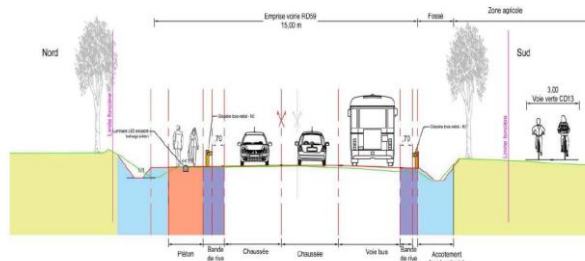
- Aménagement du profil en travers de la chaussée : la plateforme actuelle étant relativement large, elle permet de mettre en place 2 voies de circulation pour les véhicules auxquelles s'ajoute une voie réservée aux bus en sortie du pôle d'activités comme le préconise les études circulatoires réalisées sur le secteur.
- Traitement du cheminement piéton : le projet prévoit l'intégration d'un cheminement côté Nord de la RD59. Tenant compte du contexte hors agglomération, avec une vitesse à 70 ou 80 Km/h, le cheminement piéton présente une largeur de 3 mètres et est séparé de la chaussée par un dispositif de retenue de type glissière mixte bois/métal.
- Éclairage public : l'objectif est de réaliser un éclairage minimal de type balisage permettant aux piétons de repérer le cheminement à suivre. Des plots encastrés dans le sol seront mis en place tous les 5 mètres environs entre les deux giratoires.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 1 500 000 € HT soit à 1 800 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 1 350 000 € HT, soit 1 620 000 € TTC et d'une partie étude pour un montant de 150 000 € HT, soit 180 000 € TTC.



Plan de localisation



Profil en travers type.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le programme de cette opération d'aménagement, pour un montant de 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 1 500 000 € HT, soit 1 620 000 € TTC et d'une partie étude pour un montant de 150 000 € HT, soit 180 000 € TTC.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix au budget 3C et sera supporté par l'autorisation de programme (AP) N° 2017-5.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération

#### 2019 CT2 104

**Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Demande de renouvellement d'autorisation de défrichement sur la ZAC du Petit Arbois**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois a en charge la gestion et l'aménagement de la ZAC du Petit Arbois qui a été créée en 1994 sur un périmètre de 75 ha, au sein d'un environnement naturel de grande qualité, sur le site d'un ancien sanatorium. Le site du Petit Arbois constitue un campus technologique qui accueille des laboratoires de recherche, des centres

d'enseignement supérieur, des jeunes entreprises innovantes, des outils d'aide à la création d'entreprises (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

Le Technopôle de l'Arbois a été rattaché au Conseil de Territoire du Pays d'Aix au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et rentre donc dans le cadre de ses compétences.

La création, le développement et l'attraction de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois restent un des objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette fonction suppose une constante amélioration et adaptation de l'offre immobilière et foncière pour pérenniser les entreprises et les emplois sur le territoire.

Le développement de l'offre immobilière ainsi que les aménagements afférents nécessitent des interventions d'aménagement des espaces à bâtir. Ces interventions doivent notamment se faire dans le cadre d'une autorisation préfectorale de défrichement, qui est un préalable à toute autorisation administrative.

La précédente autorisation de défrichement a été obtenue par arrêté Préfectoral en date du 27 août 2014 pour une durée de 5 ans. Il s'agit aujourd'hui de renouveler l'autorisation de défrichement auprès des services de l'État, en vue de continuer les constructions et aménagements liés au développement de la ZAC du Petit Arbois, notamment pour la viabilisation du secteur sud.

Cette procédure nécessitera l'intervention d'un bureau d'études spécialisé pour la mise à jour des enjeux écologiques sur les secteurs de défrichement et le montage technique du dossier de demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Forestier, notamment les articles L.341-1, L.341-2 et R.341-1 ;

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_107 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23

juin 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois ;

- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de création de la ZAC du Petit Arbois ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre la viabilisation de la ZAC du Petit Arbois afin de développer le site du Technopôle.
- Qu'il est indispensable de renouveler l'autorisation de défrichement nécessaire au développement de la ZAC du Petit Arbois et en préalable de toute nouvelle construction ou aménagements.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est autorisé l'engagement des démarches réglementaires afin de renouveler l'autorisation de défrichement de la ZAC du Petit Arbois et le dépôt de la demande auprès des services de l'État.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les pièces nécessaires pour l'instruction de cette demande, ainsi que tous documents afférents à ce dossier.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Interventions économiques**

### **2019 CT2 105**

#### **AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle

mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement. Le pôle se fixe pour 2019 les priorités ci-dessous :

- Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et Intelligence Artificielle IA) ;
- Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
- Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Le programme 2019 du pôle SCS s'articule donc en support de ces éléments stratégiques sur les axes ci-dessous :

- Développement de la feuille de route stratégique 2019-2022 :

- Développement de la feuille de route 4.0 et communication ;
- Finalisation et mise œuvre des partenariats avec les pôles SAFE Cluster, Pôle Mer Méditerranée et Capenergies, et Optitec autour des grands enjeux des marchés de la défense / sécurité et de l'industrie du Futur et avec les pôles Minalogic, Systematic, Images & Réseaux contribution sur les feuilles de route des CSF Electroniques & Infrastructures Numériques ;
- Projets & programmes structurants : Constitution d'un Digital Innovation Hub (DIH) centré sur les 4 axes technologiques, autour de l'écosystème SCS, avec les acteurs régionaux complémentaires. Ce DIH répondra, en réseau avec les partenaires européens, à l'appel H2020 « Smart



Anything Everywhere » du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 ;

- Déploiement régional des feuilles de route des CSF Électronique et Infrastructure Numériques ;

- Évolution des éléments statutaires en ligne avec la stratégie 4.0.

- L'animation de l'innovation sur les Smart Specialization Aeras et de nouveaux axes

*- Les Partenariats technologiques en support de l'innovation :*

Le partenariat avec le pôle CapEnergies sur le projet Flexgrid, la mise en œuvre de la convention de partenariat avec le Pôle SAFE, la mise en place de convention de partenariat avec les Pôles MER, Optitec et CapEnergies autour de l'innovation et des projets collaboratifs, un partenariat avec les 3 pôles technologiques nationaux (Systematic, Minalogic, Images & Réseaux) dans le cadre des actions du CSF Électronique et du montage de projets structurants pour la filière électronique.

*- L'usine à projets & produits*

L'action du pôle SCS a pour ambition de permettre l'émergence, le développement et l'accompagnement des projets émanant de son écosystème à travers plusieurs activités qui s'inscrivent dans l'exécution de la feuille de route techno-marché. Les premières actions de 2019 seront de détailler et finaliser une feuille de route technos/marchés pour chacun des 4 nouveaux domaines stratégiques. Cette action sera réalisée avec les membres les plus représentatifs des domaines. L'exécution de cette feuille de route techno/marchés passera par la réalisation de groupes de travail, de conférences et d'action d'émergence projet. L'intégration des plateformes dans les projets se traduira notamment par l'appui aux plateformes CIMPACA dans le déploiement de leur phase 3.

L'action du pôle se concentrera aussi sur l'accompagnement post projets des PME. Ainsi, le pôle SCS continuera la mise à jour du catalogue des produits et technologies issues des projets afin d'en assurer leur promotion et visibilité par les acteurs des marchés visés. Le Pôle animera aussi les actions autour de l'Industrie du Futur dans le cadre des plans nationaux et régionaux et en particulier la promotion et le développement d'une offre technologique adaptée. Enfin, le Pôle participera activement au programme NANO 2022 sur le volet régional notamment par le montage du centre pour l'IoT (IoT Center).

- Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startup, les PME et ETI

Le pôle SCS a structuré en 4 grandes missions le développement du réseau et l'animation de la

communauté des membres du pôle, en support du parcours de croissance des TPE/PME/ETI :

- Accompagner l'innovation des PME
- Accompagner les PME dans leur business planning
- Préparation à adresser les marchés
- Accentuer la visibilité et notoriété des TPE/PME/ETI

Le plan d'actions 2019 s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013.

Des actions spécifiques sont prévues en 2019 :

- Relations DO (donneurs d'ordre-PME) :
- Amplification des collaborations avec des DO internationaux (Telecom Italia, Industrial Internet Consortium) pour une mise en relation directe avec des PME ;
- Partenariat avec l'Innovation Maker Alliance (IMA ) regroupant + de 800 responsables stratégiques et opérationnels d'innovation de 76 Grands comptes et administrations ;
- Partenariat avec le CRIp qui rassemble plus de 6800 responsables d'Infrastructure et de Production IT représentant près de 400 grands comptes, entreprises et administrations.
- Implication dans les démarches « Industrie du futur » et IA :
- Promotion des appels à projets d'expérimentation du projet IOT4Industry de projets ;
- La promotion au niveau de l'AIF du catalogue l'offre technologique SCS et Optitec ;
- Accompagnement des PME pour détecter les opportunités éventuelles offertes par des briques IA dans leur produit & service.
- Accompagnement des entreprises dans la mise en place du règlement RGPD au travers d'une action d'audit et de conseil

- L'international et l'Europe :

Le pôle entend accroître ses efforts dans ce domaine autour de trois axes principaux :

A. Développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial sur les « Smart Specialisation Areas » ;

B. Objectifs en termes de visibilité & notoriété du pôle et de son écosystème ;

C. Objectifs en termes de projets et financements européens pour le pôle et ses membres, en particulier les PME.

Les principales actions que mènera le pôle en 2019 sont les suivantes :

- Partenariats avec les clusters internationaux ciblés : un focus particulier sera mis sur les partenariats avec le réseaux européens "Silicon Europe" dans le domaine de la microélectronique et l'« IIC » dans les objets connectés ;
- tenue d'une ou plusieurs conférences annuelles d'envergure internationale, en particulier pour la filière microélectronique ;
- renforcement des moyens de communication pour une visibilité internationale ;
- participation à des salons internationaux avec un focus sur les axes technologiques et marchés de la phase 4.0 ;
- participation aux Actions du réseau Silicon Europe en faveur de la filière micro PACA ;
- développement et mise en œuvre d'un DIH avec au cœur le pôle ;
- partenariats avec les Grands Groupes pour accroître la performance en termes de contrats pour les PME et de recettes privées SCS en s'appuyant sur les écosystèmes des clusters partenaires européens du pôle ;
- mettre en œuvre une ressource mutualisée avec les pôles Optitec, Mer, SAFE, Capenergies dès 2019, afin d'être en capacité de développer et de proposer des projets de R&D Europe aux PME ;
- recenser et accompagner les projets Europe déposés par les membres industriels & académiques ;
- déposer des projets (porteur et partenaire) à 8-10 appels Europe avec un focus sur le DIH SAE ;
- exécuter les 6 projets en cours ;
- continuer à participer/contribuer à la commission Europe de l'AFPC.

#### - Emploi et formation

Le plan d'Action 2019 en matière Emploi – Formation, s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013 avec des actions additionnelles en 2019 :

- Enquête sur les besoins en formations de l'ensemble des membres industriels ;
- labellisations des nouvelles formations en lien direct des axes technologiques ;
- mise à jour du Guide de l'offre de formations du pôle SCS ;

- sessions d'introduction et sensibilisation d'une journée (Awareness Day ) par des experts de la Blockchain et du véhicule connecté ;

- actions de sensibilisation pour les PME sur des sujets business : gestion de la Propriété Intellectuelle, gestion financière, la gestion RH, marketing (ex : Action collective « go to market ») ;

- soutien au déploiement du campus des métiers AMU ;

- mise en œuvre d'une étude de préfiguration d'un projet de Filière de formation en Microélectronique & Sécurité IoT Région Sud (formation initiale et continue, alternance) ;

- contribution du pôle SCS au projet européen DIGI@TER porté par la structure "Formation et métiers" de Marseille ;

- collaboration avec « Les Entrepreneurs » sur la mise en œuvre d'un coaching d'experts industriels pour les étudiants des cursus liés à la micro et IoT ;

- participation du pôle SCS à la mise en œuvre d'une expérimentation d'un dispositif mutualisé d'appui au développement des compétences en collaboration avec la CCIMP. L'objectif consiste à accompagner les entreprises dans leur démarche de recrutement, formation du personnel et gestion des compétences.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 80.000 euros, représentant environ 5% du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1.598.033€ et se décompose comme suit :

- 30.000 € pris en charge sur le budget Principal Métropolitain

- 50.000 € pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée au Pôle SCS une subvention de 80.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 euros sur le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence,
- 50.000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SCS ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropole sous politique B370 - Chapitre 65 - Nature 65748- Fonction 61, et sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 106**

**AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Les activités développées sur le territoire métropolitain concernent notamment :

- le développement et l'implantation de la filière dirigeables sur Istres,
- le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence,
- l'étude, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Environnement
- Aéronautique et Spatial.

Sur cette base, le Pôle a mis en place des programmes dédiés à des problématiques spécifiques ou à certains types d'activité industrielle :

Programmes intéressant le DAS « Sécurité et Environnement »

- Forces de Sécurité : accompagnement du Pôle Européen pour la Sécurité globale (PESG), études technico-opérationnelles des besoins en lien avec les partenaires publics et privés en charge de la sécurité, identification et développement des entreprises fournisseurs des forces de sécurité, étude de solutions et d'équipements nouveaux dont les forces de sécurité devraient se doter.
- Villes et Territoires résilients et sûrs : services et systèmes de surveillance et de diagnostic du risque environnemental, identification de technologies de base manquantes...
- Protection des infrastructures et sites sensibles : identification et qualification des compétences nécessaires, instauration d'une relation pérenne avec les gestionnaires de sites sensibles, création de sites pilotes d'expérimentation, lutte anti drones...
- Sécurité des grands événements : identification des technologies innovantes pour les Jeux Olympiques 2024, inventaire des besoins en collaboration avec les organisateurs d'événements...

Programmes intéressant les DAS « Aéronautique et Spatial »

- Hélicoptères : travail sur la réduction de l'empreinte environnementale, développement d'actions au profit de la performance industrielle, étude d'un projet de système autonome pour la logistique urbaine...

- Dirigeables et aérostats : une nouvelle filière aéronautique dont la réémergence est motivée par les contraintes environnementales et les besoins en sécurité, accompagnement sur tous les aspects (marchés, cadre réglementaire, financements publics et privés, feuille de route technologiques, infrastructures, formation et compétences...)

- Satellites : amélioration de la compétitivité avec le renforcement des produits et process industriels, renforcement de l'innovation et de la R&D sur les technologies bord et sol, plateformes numériques de nouveaux services...

- Aviation légère : promotion de la motorisation hybride et électrique, identification de compétences de niche des PME, travail sur les fonctions clé (trains, freins, échappements, hélices), sécurité des vols, formation...

Équipements embarqués : projets d'innovation technologique, ouverture vers des équipementiers n'ayant pas une tradition aéronautique...

Programmes intéressant les deux DAS

- Moyens télé-opérés (aériens ou terrestres) : systèmes de mesure, de détection des menaces et d'intervention...

- Homme augmenté : équipements d'augmentation de la performance physique et cognitive des acteurs, équipements individuels (opérateur, pompiers, pilotes)

- Données de mission : traitement et exploitation des données massives géo-référencées, données pour la prévention des risques, préparation des vols...

- Technologies de base : matériaux et procédés, composants, capteurs...

Dans la continuité de l'année 2018, le programme 2019 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des Salons
- Missions à l'étranger associant des entreprises membres
- Mission BOURGET 2019

- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :

28. Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant les grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.

29. Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.

- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID (dispositif armement), Europe, PSPC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir...

- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).

- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...

- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.

- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse. Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Par ailleurs, SAFE créera une cellule Europe afin de renforcer ses capacités d'accompagnement des entreprises à l'Europe, en particulier sur des appels spécifiques aéronautiques et spatiaux, sécurité et environnement et défense.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 80.000 euros, représentant 4,47 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1.788.650 €  
Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain

- 30.000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix

- 5.000 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association POLE SAFE une subvention de 80.000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 euros par le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence
- 30.000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 5.000 euros par le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- Le Budget Principal de la Métropole sous politique B370 - Chapitre 65- Nature 65748- Fonction 61,
- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61
- L'État Spécial du Territoire Istres Ouest Provence chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 107**

**AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES au titre de 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de

recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

## **Présentation du Pôle CAPENERGIES**

### **I. Le programme d'action du Pôle**

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

1. Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
2. Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services
3. Produire de l'énergie décarbonée

Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes récurrents :

1. Émergence de projets
2. Actions d'animation
3. Développement à l'Europe et à l'international
4. Emploi, formation RSE

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2019 la deuxième édition du Colloque européen « Energy for Smart Mobility ».

### **2.1. Émergence de Projets (projets de R&D, structurant, projets d'entreprise et de formation)**

Le développement de l'Innovation et la mise sur le marché de produits et services innovants constitue l'un des leviers de la croissance des entreprises. Dans le domaine de l'énergie, il s'agit notamment d'améliorer les performances, de réduire les coûts des différentes solutions et de permettre leur

intégration. Dans cette perspective, Capenergies a identifié un certain nombre d'axes d'innovation :

- mobilité durable : composants et systèmes énergétiques embarqués, infrastructures de recharge et de pilotage ;
- optimisation énergétique des sites industriels et infrastructures ;
- smart building - smart home : matériaux et technologies de réduction des pertes énergétiques, pilotage stockage et consommation ;
- matériaux et technologies pour bâtiments en climat méditerranée et tropical ;
- systèmes énergétiques intelligents et résilients ;
- stockage de l'énergie ;
- off-grid : systèmes énergétiques autonomes à base d'EnR ;
- économie de partage et de fonctionnalité ;
- hydrogène au service des systèmes énergétiques optimisés ;
- systèmes de production d'énergie renouvelable et de récupération y compris solutions de rupture ;
- Nucléaire du futur.

Afin de faciliter et d'accélérer la mise sur le marché des produits et services, Capenergies proposera systématiquement un accompagnement aux porteurs de projets labellisés. Un suivi des mises sur le marché est également réalisé :

- Accompagnement des porteurs de projets, de l'émergence jusqu'au financement. Le système de success fees (0,5 % du projet en cas de financement) mis en place en 2018 sera reconduit.
- Poursuite du processus de labellisation par le comité de labellisation du Pôle, composé de 12 membres permanents.
- Suivi et promotion des projets financés, étude de l'impact sur le territoire.
- Accompagnement à la mise sur le marché de produits et de services.
- Organisation d'événements dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et de services innovants.
- Veille et communication sur les guichets de financement et les appels à projets.
- Participation à des jurys.

- Organisation des « Rencontres Recherche – Entreprises Energies », action montée en liaison avec la SATT.

- Lancement d'un Club bioénergies : suite au succès de l'atelier organisé en juillet 2018

## **2.2. Les actions d'animation**

- Outil sécurisé d'animation et de partage d'information, réservé aux membres et aux partenaires, cette plateforme permet la diffusion d'informations, l'échange d'informations et la mise à disposition d'un annuaire.
- Promotion des actions du Pôle et mise en visibilité des membres de Capenergies : supports web et supports print, relations presse...
- Accueil des nouveaux membres : chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par les permanents du Pôle.
- Veille stratégique, diffusée via la plateforme Agora.
- Animation du réseau par l'événementiel : Rencontres d'Affaires avec des RV BtoB.
- Collaborations inter pôles et inter clusters : pôles numériques, compte-tenu de la digitalisation de l'énergie, les 2 pôles énergie voisins, Derbi et Tenerrdis, les pôles applicatifs de la région (Safe et Mer) et l'interpôle Smart Energy French Clusters.

## **2.3. Le développement à l'Europe et à l'international**

Suite à l'audit mené en 2016, Capenergies a renforcé ce domaine d'activités. Le plan d'action du Pôle s'articule autour des axes suivants :

- Se doter d'une visibilité européenne et internationale : signature de partenariats avec le cluster solaire du Maroc, le cluster Energia du pays basque espagnol et le cluster québécois Nergica. Outre les partenariats stratégiques et l'accueil de délégations internationales, le Pôle accueillera des événements d'ampleur internationale, comme le colloque européen sur la mobilité et des workshops.
- Accompagner le développement à l'international des membres : Salons et missions orientés Energie ou end-users.
- Rebondir sur les opportunités créées par les COP pour positionner l'écosystème sur des actions porteuses : choix d'un nombre restreint d'actions où Capenergies peut apporter une plus-value, exploration des possibilités de financement....

- Conduire des actions spécifiques Méditerranée et ZNI (zones non interconnectées).
- Participer aux projets européens : identification des appels et des opportunités, accompagnement des projets et des financements, présence active dans l'écosystème européen de l'énergie.

#### **2.4. Emploi – formation – RSE**

- Collaboration avec la banque Régionale de l'Emploi et de l'Apprentissage : signature d'une convention, participation de représentants de la BREA aux événements que Capenergies organise ou co-organise (Forum emploi, rencontres d'affaires...).
- Organisation d'ateliers pour une montée en compétence des entreprises, dans le cadre d'un partenariat avec l'APEC : construction de la marque employeur et sa valorisation sur le web, conduite efficace d'entretiens d'embauche, l'intégration des nouvelles recrues.
- Participation à l'organisation de la 6ème édition du Forum à Saint-Paul-lès-Durance.
- Assistance aux entreprises membres dans leur phase de recrutement.
- Réalisation d'un état des lieux et d'une cartographie dans le domaine des EnR.
- Appui au projet Smart Campus : accord de coopération entre 5 partenaires académiques et industriels sur le développement d'activités scientifiques de recherche et formation aux réseaux électriques intelligents.
- Formation initiale : participation aux enseignements du Master Gestion de l'Environnement et Développement Durable de l'IMREDD.
- formation HUGo en direction de personnes en situation de handicap : mise en œuvre d'un cursus de formation professionnelle en alternance, permettant l'obtention d'un diplôme d'ingénieur délivré par Polytech Marseille.
- Contribution à l'emploi des personnes en situation de handicap : actions de sensibilisation et d'information, rapprochement entreprise et demandeurs d'emploi, assistance à l'entreprise qui fait face à une situation

concernant un de ses salariés touché par le handicap...

#### **L'OIR Energies de demain**

Capenergies représente un tissu important d'entreprises référentes et compétentes en lien avec les priorités de l'OIR. Outre les thématiques Eau/énergie, Energies marines renouvelables (éolien flottant), Energies renouvelables, Nucléaire (fusion et fission), Rénovation énergétique des bâtiments, Stockage de l'énergie, Capenergies soutient de façon dynamique la thématique « Gaz renouvelable et Hydrogène ».

Le Pôle travaille à cet effet sur le montage d'une offre de formation régionale et sur l'émergence de projets structurants. Une cartographie de la filière en région sera également réalisée.

#### **2.5. Le colloque européen**

La première édition du forum européen « Energy for Smart Mobility », en 2018, a vu la participation de 304 acteurs et de 70 conférenciers issus de 10 pays différents. 97 rencontres d'affaires ont été organisées, et 16 start-ups ont été candidates au concours de pitch.

La deuxième édition aura lieu les 14 et 15 mars à Marseille au Pharo. Le comité de pilotage a retenu l'orientation thématique « Gagner le défi de la mobilité durable de demain : déploiement des infrastructures, complémentarité électricité-hydrogène, nouveaux services et modèles économiques ».

Il s'agira de :

- Valoriser au niveau européen le savoir-faire des sociétés régionales et françaises dans les smartgrids au service de la mobilité électrique ;
- Promouvoir les projets de ce secteur dans le cadre du programme Flexgrid ;
- Attirer les grands donneurs d'ordres étrangers ;
- Asseoir cet événement afin de positionner La Région Sud comme première « smart région d'Europe » dans le domaine de la mobilité propre et être force de proposition dans le cadre de schémas d'aménagement du territoire.

Des ateliers seront également organisés autour de l'expérimentation du Véhicule to grid :

- Retour d'expérience de la collectivité de Copenhague pour le déploiement d'une infrastructure VE/réseau de charge : quelle gouvernance entre les opérateurs ? avec quelle base juridique et sur quel modèle économique ? Quelle part de financements publics et privés ?
- Adaptation du réseau électrique pour la mise en place de la recharge intelligente.

#### **II. Le programme FLEXGRID**



Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

#### Rappel du contexte :

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000 emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

1. aménagement et transition énergétiques vertueux du territoire ;
2. amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Il met actuellement en œuvre 43 projets déployant des systèmes électriques faisant appel à la production verte, la sobriété énergétique ou la mobilité électrique.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnement des entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

Pour accroître la visibilité du programme, Capenergies prévoit de renforcer les relations presse, de diffuser des newsletters et d'assurer sa présence sur les réseaux sociaux.

**Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation** du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55.000 €, représentant 6,06 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 907 063 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 35.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/65748.

**Pour les actions menées au titre de Flexgrid**, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 23.000 €, représentant 7.06 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 325.769 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 8.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3I/61/65748.

**Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène** dans le cadre de l'Opération d'Intérêt Régional « Energies de demain », le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 10.000 €, représentant 16.42 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 60.885 € pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 61.

**Pour les actions menées au titre du colloque européen**, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 15.000 €, représentant 9.70 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 154.655 €, pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 61.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association CAPENERGIES, pour les actions spécifiques et celles menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, une subvention totale de 103.000 € qui se répartit de la façon suivante :

- 60.000 € pris en charge sur le budget principal métropolitain ;
- 43.000 € pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget métropolitain principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61.
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) sur la ligne 3A/61/65748 et sur la ligne 3I/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 108**

**AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

**Présentation du pôle Eurobiomed**

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs

missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

### **1 - L'animation du réseau Eurobiomed**

Le Pôle regroupe à ce jour 271 adhérents dont 226 entreprises, principalement des PME/TPE. Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, on compte 90 adhérents. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2018, Eurobiomed a organisé 15 événements (dont 6 sur le territoire AMP) ayant réuni plus de 1.700 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2019, le Pôle prévoit de continuer à aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une activité de R&D et à renforcer la relation adhérent. Le Pôle est soucieux d'être attractif pour les nouveaux adhérents et d'assurer la visibilité nationale et internationale des points forts du territoire.

Pour être en phase avec les besoins des adhérents et favoriser les échanges, le Pôle organise des événements récurrents : Biorezo, rencontres thématiques, petits déjeuners de l'Innovation... Par ailleurs, Eurobiomed participe à des événements nationaux et internationaux. Ces manifestations permettent de favoriser les rencontres d'affaires bilatérales.

### **2 - L'action en faveur de la R&D**

Sur les 54 projets reçus par le Pôle Eurobiomed en 2018, 10 ont été accompagnés, 19 labellisés et 5 financés. Depuis 2006, l'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. Au total, 182 projets ont été financés, représentant un montant d'investissement de 805 M€ et 720 emplois directs. 108 produits et services innovants ont été mis sur le marché. Sur les 39 projets déposés à l'Europe, 5 ont été financés.

Pour 2019, le Pôle s'est fixé 3 priorités :

- Montage/accompagnement : renforcement de l'accompagnement global, l'émergence avec les Donneurs d'Ordre.
- Etre Guichet relais pour tous les projets européens sur le territoire : validations projets, accompagnement renforcé au montage.
- Garantir le même processus/traitement des dossiers dans un contexte d'extension du territoire (régions Sud et Occitanie).

### **3 - Le soutien à la compétitivité des entreprises et à la levée de fonds**

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif

d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux réglementaires, le développement industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs, réservé aux premières levées de fonds (1 – 5 M€). Le Pass French Tech, associé au réseau thématique Health Tech, concerne les entreprises en hyper-croissance, avec un accompagnement tout au long de l'année. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé 10 emplois et levé 7,5 M€. Un nouvel appel à candidatures a été lancé en 2018. Sur les 14 candidatures, 5 ont été retenues. Les lauréats bénéficieront de 12 mois d'accélération avec une vingtaine de prestations.

En 2018, 14 entreprises ont été accompagnées sur le territoire métropolitain.

Il convient de noter par ailleurs que Eurobiomed s'implique considérablement dans les projets du territoire :

- Marseille Immunopôle : détection de projets, organisation de la rencontre thématique Immuno-Oncologie, développement des collaborations entre scientifiques, cliniciens et acteurs industriels...
- Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection : émergence de projets collaboratifs, échanges avec les start-Ups incubées...
- Soutien au programme DHUNE (centre d'excellence visant à fédérer favoriser la recherche sur les maladies neurogénératives et le vieillissement et à fédérer les acteurs) : émergence de projets de R&D, interface entre cliniciens, chercheurs et industriels...
- Institut GIPTIS (lutte contre les maladies rares génétiques).
- Organisation à Marseille de la Convention d'affaires européenne BioFit 2019
- Co-construction de la feuille de route stratégique métropolitaine
- Projet de Technopôle d'Aubagne.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55 000 euros, représentant 5,22 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 052 730 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 48 000 € pris en charge sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 7 000 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 55 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 48 000 € sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 7 000 € par le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Eurobiomed.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et

tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence sur la ligne B370/65/65748/61
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 109**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le

développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

### **Présentation du Pôle Optitec :**

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres dont 125 entreprises. Parmi les 125 entreprises, on compte 5 grands groupes, 6 ETI et 45 PME, 69 TPE et start-ups. Le Pôle est implanté à l'échelle des Régions Sud et Occitanie.

Dans le souci de répondre au mieux aux besoins des entreprises, le Pôle a identifié six défis majeurs auxquels elles font face et qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'actions 2019 du Pôle Optitec couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

### **1 - Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du Pôle**

Optitec a l'ambition de développer son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension

du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle. En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Parallèlement, Optitec s'attachera en 2019 à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share* a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques permettant la caractérisation ou le test de produits en cours de développement. Elle vise donc à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

### **2 - Innovation et R&D**

L'offre de services du Pôle se structure autour de 4 grands volets d'accompagnements personnalisés :

- Développement de projets innovants : aide à la définition, recherche de partenaires, analyse complète (études de marché, modèles économiques, volets juridiques), soutien au montage du dossier, défense du projet auprès des instances régionales, nationales et européennes, communication adaptée, labellisation du projet.

- Accélération de la croissance de l'entreprise moyennant des accompagnements individuels sur mesure : recherche de financements publics/privés, lancement de produits sur le marché, accès aux

nouveaux marchés, développement marketing, RH et management (recrutement, formation).

- Accès aux programmes européens : veille sur les appels à projets, décryptage des cahiers des charges, mise en relation avec des partenaires qualifiés, accès privilégié aux consortia européens.

- Pénétration de nouveaux marchés à l'international : proposition de Salons et de missions à l'étranger où les adhérents bénéficient de tarifs préférentiels, réservation de stands et prise en charge de la logistique, organisation de rendez-vous, préparation de l'argumentaire de prospection.

### **3 - Europe et International**

Le Pôle Optitec propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

Optitec accompagne les adhérents aux Salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux Salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export. Le Pôle assure la prospection et la promotion des membres et de leurs projets auprès d'écosystèmes d'innovation étrangers, en vue de faciliter des partenariats technologiques.

Pour 2019, Optitec a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 Salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Laser World of Photonics (Munich) et Milipol (Paris). Par ailleurs, suite à la mission Singapour qui s'est déroulée en octobre 2018, le Pôle proposera à ses membres une nouvelle mission partenariale dont la destination sera définie au premier semestre 2019. 5 PME y seront associées.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivies. Il convient de noter à cet égard que le Pôle Optitec dispose d'un bureau permanent à Bruxelles.

Enfin, le Pôle Optitec pilote plusieurs projets européens, constitués de consortia de 3 à 8 partenaires européens. Les travaux menés et les événements organisés dans ce cadre se poursuivent en 2019.

En matière de communication, des supports spécifiques sont édités pour assurer la promotion du Pôle, de ses membres et du territoire.

### **4 - Emploi et Formation**

Les travaux menés dans le cadre du comité stratégique du Pôle visent à mettre en place à court/moyen terme un plan d'action pour faciliter le recrutement et la formation des personnels sur les métiers en tension, en particulier sur des profils techniciens/ingénieurs.

Une enquête a été menée auprès de 130 entreprises adhérentes du Pôle en septembre 2018,

pour disposer d'une connaissance fine, quantitative et qualitative des besoins et pratiques de ses adhérents en matière de recrutement de personnels qualifiés.

Le second volet de cette enquête portait sur la formation continue. Il en ressort un réel dynamisme des entreprises du réseau, puisque dans 67% de cas, le personnel bénéficie de formation continue sur des thématiques techniques. Il s'avère qu'un nombre significatif d'entreprises est disposé à mettre des experts à disposition du Pôle, afin de former des salariés d'autres entreprises sur des thématiques telles que le traitement d'images, l'optronique, l'usinage diamant, la vision industrielle ou encore le design optique.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 60.000 €, représentant 6,08 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 986.004 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € seront pris en charge sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 15.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée au Pôle Optitec une subvention de 60.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 € sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 15.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Optitec.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Métropolitain Centralisé du Territoire Marseille Provence sur la ligne B370/65/65748/61 qui présente les disponibilités nécessaires.
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 110

### **AVIS - Attribution d'une subvention à l'Association COSENS - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :  
COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.  
COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.  
Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2019 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 50 000 euros.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 36 000 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 6 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 10 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues
- 2 000 euros pour Territoire du Pays Salonais

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les

principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association COSENS une subvention de 36 000 euros au titre de l'exercice 2019, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 6 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 10 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros

**Article 2:**

Est approuvée la convention d'objectifs avec COSENS ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix "chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61"
- L'État Spécial du Territoire du Pays Salonais "chapitre 65 - nature 65748 - fonction 62"
- L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne "sous-politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 62"
- L'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues "sous-politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 62"

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant



**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 111**

#### **AVIS - Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, son ambition est de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des Tech Champions, de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

Depuis l'attribution du label French Tech au territoire d'Aix-Marseille le 12 Novembre 2014 ce sont plus de 18 entreprises qui ont obtenu le label Pass French Tech (Selerys, Lumi'in, Traxens, GoJob, Linxo, Biotechdental, Provepharm, Eeworx, Data Solutions, Halio DX, Optimum Automotive, Net Reviews, AlertGasoil, Copernic, Enogia, IProtego, Jaguar Networks, Optimum Tracker), plus de 200 entreprises labellisées bourse french tech, un secteur numérique qui a connu une croissance annuelle de 13% durant la période, plus de 100 entreprises étrangères accueillies sur le territoire et la création de deux bâtiments Totem emblématiques : The Camp et la Cité de l'Innovation et des Savoirs.

Le changement de gouvernance de l'association Aix Marseille Métropole French Tech en 2018 a donné un nouvel élan à la structuration de l'écosystème numérique sur le territoire avec un collectif d'entrepreneurs expérimentés qui cumulent à eux seuls la création de 40 entreprises, la levée de 467 M€ et la création de 2 370 emplois sur les 10 dernières années.

Les ambitions de l'association pour 2019, en lien direct avec le territoire, sont grandes avec en ligne de mire la labélisation « Capitale French Tech » issue de la feuille de route de la Mission French Tech au niveau national :

- Transformer des start-up en entreprises créatrices de valeurs et d'emploi,
- Faire du territoire un des plus attractifs et compétitifs d'Europe dans les domaines des nouvelles technologies.

Grâce à l'appui d'une équipe opérationnelle à temps plein, la feuille de route 2019 se décompose comme suit :

- Mobiliser l'écosystème vers l'hyper croissance

- Détecter et valoriser des Tech Champions

Création d'un comité des structures d'accompagnement du territoire (pépinières, incubateurs, accélérateurs et clusters) afin de détecter les entreprises à très fort potentiel et répondre collectivement aux besoins spécifiques de l'entreprise (ressources humaines, financement...). Rassembler les entreprises à fort potentiel (existantes et en devenir) à travers un club pour créer les conditions d'un entraînement vers le haut pour toutes les start-up du territoire.

- Soutenir les filières émergentes

Accompagner les industries créatives et culturelles avec la création des cercles de conférences « Content for Future » réunissant événement culturel et colloques numériques, et le développement de partenariats innovants (Signature d'une convention cadre avec le Mucem). Création d'un think tank For Future pour faire éclore les applications de demain.

- Multiplier les opportunités de business pour les start-up

- Trouver le premier client

Adossement au Pacte PME de la CCIMP (Metropolitan Business Act) afin de favoriser la démarche d'achats sur le territoire et de permettre aux start-up de trouver leur premier client.

- Développer les rencontres start-up et grands groupes

Développement des « Connecting Days » dont le premier opus a réuni le groupe Cdiscount et 15 start-up du territoire.

Développement des « Rencontres Vip » dont le premier opus a fait intervenir Patrick Drahi autour des opportunités d'affaires entre un grand groupe et une jeune pousse.

- Soutenir le financement

- Améliorer l'accès aux investisseurs

Mobiliser les structures d'accompagnement du territoire dans la sélection des dossiers les plus prometteurs.

Grâce au Comité des structures d'accompagnement il sera désormais plus aisé de présenter des dossiers validés à des structures de financement.

- Créer un réseau de partenaires d'investissement

Continuation du partenariat initié avec France Digitale pour la mise en place de rencontres « one to one » entre investisseurs et start-up.

Identification des critères d'investissement des investisseurs étrangers et création d'un pool visant à accélérer les démarches des start-up auprès d'eux.

Créer des événements de rencontres dédiés au financement : les afterworks « Startup Invest »

- Faciliter le financement bancaire

Création d'un comité bancaire : Bankinnov autour de cinq établissements du territoire ( CEPAC, CIC, BNP Paribas, Banque Populaire Méditerranée et Crédit Agricole Alpes Provence) pour fluidifier le financement.

- Viser l'international

- Construire des passerelles avec des écosystèmes internationaux

En partenariat avec Provence Promotion et en lien avec les organismes locaux (French Founders, French Tech internationale, Consulats...), Amft a pour ambition de créer des passerelles réciproques avec les villes suivantes : Montréal, New York, Hambourg, Dakar et Tel Aviv.

Installation croisée de start-up, mise en place de programmes d'accueil et d'accélération pour les entreprises souhaitant se développer à l'international.

Accompagnement des délégations publiques (Ville de Marseille, CCIMP, Métropole Aix-Marseille...) pour initier et consolider ces passerelles

- Développer le lien « naturel » avec le continent Africain

Soutien à l'événement majeur du territoire « Emerging Valley » qui réunit la tech africaine sur le territoire

- Multiplier les talents
- Répondre à des déficits en ressources humaines (commercial, technologies...)

Conclusion d'un partenariat avec l'IAE d'Aix Marseille (Institut d'Administration des Entreprises) dans le but de rapprocher les étudiants des besoins des jeunes entreprises innovantes.

Partenariat avec Pole Emploi pour rapprocher les demandeurs d'emploi et les secteurs de tension liés  
Co-organisation avec la SATT Sud Est des Trophées de l'innovation

- Soutenir les nouvelles écoles du numérique

Création de passerelles entre les écoles de code du territoire (Wilde Code School, Epitech, Simplon Paca, le Wagon, WebForce3...) et les start-up afin de répondre aux besoins de développements techniques de ces dernières.

Accompagnement de l'installation d'Alyra (école blockchain) sur le territoire.

Projet de création d'une grande école du numérique pour les étudiants et les professionnels en reconversion.

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 190 000 euros, représentant 51,13 % du budget prévisionnel 2019 (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 70 000 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 120 000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Aix Marseille Métropole French Tech pour le développement économique innovant du territoire.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association Aix Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 190 000 euros au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019.

- 70 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 120.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Aix Marseille Métropole French Tech.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 70 000 euros sur le budget principal métropolitain 2019 sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

- 120 000 euros sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Emploi et formation**

### **2019 CT2 112**

**AVIS - Attribution d'une subvention de l'Association Nationale pour la Formation Automobile relative au financement d'un investissement pédagogique au profit du CFA du Pays d'Aix dans le cadre du Plan Transition Énergétique et Mobilité - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans,

dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

Dans le cadre du plan 2018 d'accompagnement aux Centres de Formation d'Apprentis vers la transition énergétique et la mobilité, l'ANFA a prévu d'octroyer au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix une subvention d'investissement destinée à équiper l'établissement d'un « kit pédagogique ». Celui-ci comprendra un ou plusieurs véhicules électriques et/ou hybrides qu'il s'agira d'acquérir et de maintenir en état, ainsi que du matériel correspondant à son entretien (bornes, matériel de sécurité, outillages spécifiques...).

L'ANFA subventionnera cette action à concurrence de 36 000 euros, qui seront crédités en investissement sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318. Ce montant sera ajusté et débloqué sur présentation des devis et devra être justifié par des factures.

Pour que le CFA puisse bénéficier de cette subvention exceptionnelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Énergétique et Mobilité ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient d'approuver la convention de l'Association Nationale pour la Formation Automobile, relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Energétique et Mobilité » au profit du CFA du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de l'Association Nationale pour la Formation Automobile relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Energétique et Mobilité » au profit du CFA du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention d'investissement « Plan Transition Energétique et Mobilité » au profit du CFA du Pays d'Aix.

**Article 3 :**

La recette maximale de 36 000 euros prévue par cette convention sera en investissement sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318.  
Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 113**

**AVIS - Approbation de la convention annuelle 2019 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la section automobile**

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

A ce titre, l'ANFA apporte chaque année une contribution au fonctionnement et à l'investissement de la section automobile du CFA du Pays d'Aix, dont le montant est établi en cours d'année en fonction des ressources effectivement collectées par l'ANFA au titre de la taxe d'apprentissage et des projets soumis par le CFA.

Pour l'exercice 2019, l'ANFA contribuera aux projets du CFA du Pays d'Aix pour un montant de :

- 85 813 Euros : cette recette en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 - fonction 26 - nature 1318.

et :

- 11 000 Euros : cette recette en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) sera

constatée sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix au Chapitre 74 – fonction 26 - nature 74718.

Les projets d'équipements relatifs aux secteurs de la mécanique et de la carrosserie, concernent des équipements variés : moteur pédagogique essence, moteur pédagogique diesel, boîtes à simulation de pannes, station de climatisation, bouteilles de gaz et consignes, plusieurs servantes d'atelier 7 tiroirs équipées de 352 outils, crics, masques, grue d'atelier, traverse support moteur, chargeurs démarreurs, chandelles, récupérateurs d'huile, multimètres, postes de redressage acier, chariots, pistolets motorisés, multiples postes de soudure inox acier ou aluminium, rails, barres de débosselage, coffrets de ponceuses...

Le projet de formation délocalisée concerne les visites du salon de l'automobile et de l'outillage de Genève, la visite de la collection Schlumpf à la Cité de l'automobile de Mulhouse, ainsi que la visite de l'usine de montage Porsche.

La présentation, sous forme de factures acquittées, des dépenses correspondant à la demande du CFA conditionne le versement effectif de la subvention. La subvention accordée est financée par la collecte de la taxe d'apprentissage, la collecte des fonds de la formation professionnelle et des fonds de taxe fiscale des entreprises.

Le présent rapport a pour objet de présenter au vote des élus Métropolitains la convention de subvention 2019.

Pour que le CFA puisse bénéficier de la subvention annuelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

Qu'il convient d'approuver la convention annuelle 2019 relative à l'attribution d'une subvention de l'ANFA au profit du CFA du Pays d'Aix.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention annuelle de financement 2019 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et la Métropole Aix Marseille Provence au profit de la section automobile du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

#### **Article 3 :**

Les recettes prévues par la convention annuelle 2019 seront constatées ainsi :

- 85 813 Euros qui seront crédités en investissement sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné au Chapitre 13 – fonction 26 - nature 1318.

et :

- 11 000 Euros qui seront crédités sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile au Chapitre 74 – fonction 26 - nature 74718.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 114**

**AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement pour la construction de locaux d'activités d'Elan Jouques - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association ELAN JOUQUES est une association à but non lucratif qui a pour objectif premier la création d'emplois et l'installation d'une dynamique de promotion et d'animation de la vie locale. Elle est issue du projet national expérimental « territoires zéro chômeur de longue durée », la commune de Jouques ayant en effet été retenue parmi les 10 territoires pour participer à ce projet.

Cette expérimentation a pour objectif de créer des activités non concurrentielles correspondant à des besoins utiles du territoire et de créer ainsi des emplois en contrat à durée indéterminée à destination des demandeurs d'emploi de longue durée de la commune.

Dans ce cadre, l'association Elan Jouques a été conventionnée par le Fonds d'Expérimentation Territoriale Contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local de l'expérimentation afin de devenir Entreprise à But d'Emploi (EBE). Une EBE est une entreprise à but d'emploi, elle appartient à l'économie sociale et solidaire, son objectif est la création d'activités pouvant générer des emplois à

hauteur des besoins de la population sur un territoire défini.

Elan Jouques a ainsi développé 4 pôles d'activités (agro-forestier, tourisme, ressourcerie, multi-services) et créé 50 équivalents temps plein.

Elan Jouques loue actuellement, 7 locaux différents pour accueillir ses salariés, ce qui occasionne des frais importants, ainsi que d'importantes perturbations dans le travail des équipes. Aussi, l'association souhaite regrouper ses activités au sein d'un même lieu.

Pour ce faire, l'association bénéficie de la mise à disposition par la municipalité d'un terrain à Jouques de 4700 m<sup>2</sup> (chemin de la Colle), avec un accord pour un bail à construction. Le projet de construction (591 m<sup>2</sup>) apporte des solutions aptes à favoriser le développement et la pérennité de l'activité de l'association.

Pour la construction l'équipement regroupant les activités, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention d'investissement au titre de l'exercice 2019.

Après instruction de la demande, il est donc proposé d'attribuer à l'association ELAN JOUQUES une subvention d'investissement pour l'exercice 2019 d'un montant total de 200 000 euros.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans une convention le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association ELAN JOUQUES souhaite regrouper en un seul lieu l'ensemble de ses activités sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement à Jouques ;
- Que pour ce faire, l'association envisage la construction d'un équipement sur un terrain mis à disposition par la commune de Jouques ;
- Que l'association ELAN JOUQUES sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019 afin de mener à bien ses objectifs ;
- Que la Métropole entend soutenir la réalisation de cet équipement présentant un intérêt métropolitain et répondre favorablement à la demande.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement à l'association ELAN JOUQUES d'un montant de 200 000 € au titre de l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'investissement à l'association ELAN JOUQUES au titre de l'exercice 2019, figurant en annexe.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 200.000 euros sur le service 8 « Insertion et Emploi » - Ligne de crédit 4520, Nature 4581, Fonction 61, Chapitre 4581162, du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 115**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, neuf opérateurs sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Sur une enveloppe inscrite au budget prévisionnel 2019 de 1.100.000 €, il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 573.000 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Il est à noter que l'effort financier de la Métropole reste identique par rapport à 2018 pour ne pas remettre en cause l'existence de ces chantiers d'insertion au bénéfice des participants en situation précaire.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque

convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de

la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
	MÉTIERES ET PAYSAGES	Aide à l'encadrement et au fonctionnement d'une entreprise d'insertion sur les « métiers verts »	30.000 €	392.325 €	45.000 €	30.000 €	OUI
0018	LA FIBRE SOLIDAIRE	Chantier d'insertion « la fibre solidaire »	45.000 €	889.500 €	45.000 €	45.000 €	OUI
0793	REMISE EN JEUX	Chantier d'insertion « Remise en jeux »	50.000 €	725.000 €	60.000 €	50.000 €	OUI
0321	LES ATELIERS DE GAIA	Chantier d'insertion « Le potager de Gaïa »	25.000 €	512.765 €	25.000 €	25.000 €	OUI
0333	IE 13	Chantier d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité »	40.000 €	897.001 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0334	IE 13	Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »	40.000 €	418.750 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0534	ELAN JOUQUES	Fonctionnement général – Territoire zéro chômeur	30.000 €	1.318.149 €	30.000 €	30.000 €	OUI
0648	AIX MULTI SERVICES	Chantier d'insertion « espaces verts et naturels du Pays d'Aix »	175.000 €	1.283.925 €	175.000 €	175.000 €	OUI
0752	ATELIER JASMIN	Chantier d'insertion	63.000 €	533.914 €	63.000 €	63.000 €	OUI
0753	ATELIER JASMIN	Costumes carnaval 2019	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0754	MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE	Dispositif d'insertion	60.000 €	513.473 €	75.000 €	60.000 €	OUI
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							
<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
<b>TOTAL</b>					<b>613.000 €</b>	<b>573.000 €</b>	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**



**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 573.000 € aux opérateurs suivants :

- METIERS ET PAYSAGES
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- REMISE EN JEUX
- LES ATELIERS DE GAIA
- IE 13
- ELAN JOUQUES
- AIX MULTI SERVICES
- ATELIER JASMIN
- MAISON DES METIERS DU PATRIMOINE

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2019 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les opérateurs suivants :

- MÉTIERS ET PAYSAGES
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- REMISE EN JEUX
- LES ATELIERS DE GAIA
- IE 13
- ELAN JOUQUES
- AIX MULTI SERVICES
- ATELIER JASMIN
- MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur le service 8 « Insertion et Emploi » - Ligne de crédit 1030, Nature 65748, Fonction 61, Chapitre 65, du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 116**

**Développement économique et emploi - Emploi et formation - Attribution de subventions à des opérateurs dans le cadre de la Programmation 2019 du PLIE du Pays d'Aix - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région PACA et du Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE,
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

Au titre de l'année 2019, la programmation retenue reste similaire en termes d'actions ; le bilan qualitatif des actions menées confirmant la bonne adéquation de la pédagogie des actions au profil des personnes suivies dans le cadre du PLIE.

Par ailleurs, la coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) nous assure de la complémentarité des actions et non une « superposition ». La mise en œuvre du Plan Départemental d'Insertion, et plus particulièrement sa déclinaison territoriale, le Plan Territorial d'Insertion – PTI – a permis l'enrichissement de la programmation notamment sur des problématiques d'addiction et des sujets de société sensibles. Une approche auprès de nos publics par des professionnels restent la plus efficace dans l'acceptation puis la résolution des difficultés.

La programmation du PLIE en 2019 se voit enrichie d'actions d'aide à l'insertion dans un champ « décalé ». En effet, fin 2018 une action a été conduite dans le domaine du sport collectif – rencontre demandeurs d'emploi et employeurs – Cette action a démontré tout son intérêt et plus particulièrement a prouvé la plus-value de mettre en lien des demandeurs d'emploi et des employeurs dans un contexte décalé qui permet de remettre l'humain au cœur du dispositif.

A ce titre, sept structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la réalisation d'actions en direction des participants du PLIE du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs la planification des opérations a été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Cette programmation s'inscrit dans le droit fil des politiques soutenues auparavant par le Pays d'Aix dans le domaine de l'emploi selon les 4 axes d'interventions suivants et constitue une offre d'insertion et d'étapes de parcours complémentaires à celles mises en œuvre notamment par le service de l'Insertion par l'Activité Économique de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi,
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique,
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi,
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque

convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

#### **Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2019**

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV* N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV* SOLLICITÉE	SUBV* PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2019_743	JOB EXPERT	Coaching Emploi	37.800 €	44.870 €	25.200 €	25.200 €	OUI
2019_738	COLLECTIF DES SENS	Jeu de rôles	19.080 €	23.890 €	14.400 €	14.400 €	NON
2019_739	DPSY CONSULT	Diagnostic et soutien psychologique – Échanges de pratiques professionnelles	NC	56.329 €	44.500 €	44.500 €	OUI
2019_785	A&C CONSEILS	Accompagnement renforcé des seniors	28.000 €	52.000 €	28.000 €	28.000 €	OUI
2019_783	PAYS D'AIX UNIVERSITÉ CLUB HANDBALL	Action d'insertion par le sport	NC	66.598 €	40.000 €	40.000 €	OUI
2019_633	CSP La Provence	Garde d'enfants dans le cadre d'entretiens professionnels	5.100 €	102.200 €	5.100 €	5.100 €	NON
	AMEGORE	Action « Dynamic Emploi »	4.800 €	10.800 €	4.800 €	4.800 €	NON
TOTAL					160.000 €	160.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions à des opérateurs au titre de la programmation 2019 du PLIE du Pays d'Aix pour un montant de 160.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les opérateurs suivants : Job Expert, DPSY Consult, A&C Conseils, Pays d'Aix Université Club Handball.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur le service 9 « Fonds Social Européen » - Ligne de crédit 1017, Nature 65748, Fonction 61, Chapitre 65, du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

**2019 CT2 117**

**Développement économique et emploi - Agriculture - AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association CREA - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Il s'agit d'exploiter un espace test agricole permettant à des porteurs de projet de tester leur activité agricole en situation réelle avant de s'installer. Le soutien va permettre de poursuivre l'équipement de l'espace test mis en place en 2015 à Pertuis. Les investissements recouvrent notamment les travaux de réfection de canalisation pour la serre, l'entretien de la structure (serre, bâtiment agricole, chambre froide), l'achat d'une table chauffante pour plants.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de

10 168 € à l'association CREA, représentant 80 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 12 710 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4A de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

N° GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convent d'object oui/ni
2019_0798	CREA (Investissement)	Exploitation d'un espace test agricole sur Pertuis	19.825,60 €	12 710 €	10 168 €	10 168 €	OUI
					TOTAL	10 168 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 10 168 € à l'association CREA.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4A de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019\_CT2\_118**

**Développement économique et emploi - Agriculture - AVIS - Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur la commune de Rousset**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 2 ventes de parcelles avec révision de prix sur la commune de *Rousset*.

### 30. Rousset

□Parcelle(s) : AY 379 (ex125) ; Surface : 10 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un prix principal d'acquisition de 4 000,00 € majoré des frais d'intervention de la SAFER pour un montant de 1 330,00 €, plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

□Parcelle(s) : AY 389 (ex125) ; Surface : 10 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un prix principal d'acquisition de 4 000,00 € majoré des frais d'intervention de la SAFER pour un montant de 1 330,00 €, plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente des parcelles sur la commune de Rousset.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur la commune de Rousset, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

##### **Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention

dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 119**

**Développement économique et emploi - Agriculture - Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces axes stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinée en 7 objectifs :

### **Volet économique :**

**1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture**

**2. Promouvoir l'agriculture**

**3. Améliorer la commercialisation des produits**

### **Volet territorial et environnemental :**

**4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs**

**5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel**

**6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement**

### **Volet alimentation**

**7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition**

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix propose cette convention d'objectifs annuelle avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône qui vise à mettre en commun les compétences de chacun au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

Cette année 2019, le montant de la participation du Pays d'Aix à la convention d'objectifs s'élève à 141 000 € pour 7 actions agricoles.

La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille chaque projet et budget correspondant.

### **Synthèse des actions et du soutien financier correspondant**

**1/ 10<sup>e</sup> édition de la Halle de producteurs « Terres de Provence » à Plan de Campagne (commune des Pennes-Mirabeau) :**

-Aide logistique et expertise agricole pour l'accompagnement de ce marché de vente de produits agricoles locaux en circuit court et en demi-gros.

-30 à 40 producteurs locaux présents (provenance : Bouches-du-Rhône).

-Fréquentation : 100 000 visiteurs en moyenne /an.

-Dates prévisionnelles d'ouverture : 13 mai/ 25 octobre 2019 (lundi, mercredi, vendredi de 17 h à 19 h).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **35 000 €** (budget global de l'opération : 55 380 €).

## **2/ 21<sup>e</sup> édition du « marché des 13 desserts » - Aix-en-Provence :**

-Organisation du marché de vente de spécialités culinaires de fin d'année.

-40 exposants, agriculteurs et artisans locaux.

-Fréquentation attendue : 25 000 visiteurs.

-Dates prévisionnelles d'ouverture : 14/ 24 décembre 2019.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **45 000 €** (budget global de l'opération : 85 000 €).

## **3/ Organisation d'un Drive fermier :**

-Suivi de la nouvelle plate-forme de commercialisation « Drive fermier en Provence » avec deux points de retrait actuels : la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône (depuis septembre 2017) et Lambesc (locaux des vignerons du Roy René depuis 2018).

- Appui aux exploitations membres, présence sur site, relation clientèle, suivi administratif.

-15 producteurs locaux environ (provenance : Bouches-du-Rhône).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **12 000 €** (budget global de l'opération : 20 280 €).

## **4/ Restauration collective et approvisionnement local :**

-Afin de développer l'approvisionnement local sur le territoire du Pays d'Aix, de poursuivre le diagnostic sur la restauration collective (réalisé en 2017 par le Pays d'Aix et poursuivi par la Chambre d'agriculture en 2018) et de venir en appui aux communes impliquées, il est proposé :

+Animation et coordination de 4 à 5 rencontres entre les communes et les plate-formes de producteurs impliqués

+ Animation et coordination de 4 à 5 rencontres « Action » entre les communes impliquées et les plateformes de producteurs

+ Réalisation de fiches identitaires des plateformes existantes

+ Réalisation de fiches identitaires des cuisines mobilisées

+ Programmation de rencontres BE to BE

+ Identification des problématiques rencontrées

+ Mise en place d'un plan d'action pour résoudre les difficultés rencontrées

+ Réalisation d'une note d'information dans la suite de chacune des rencontres.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **15 000 €** (budget global de l'opération : 19 500 €).

## **5/ Phase technique pour la réalisation d'un espace test agricole et d'un Drive fermier à Luynes**

-Initialement programmé sur le site de Bigaron appartenant à l'État, le projet d'espace test de Luynes s'inscrit depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2018 sur la parcelle n°HL 0060 Lieu dit « l'Enfant est » appartenant au Pays d'Aix, située non loin du site initial et d'une superficie de 9 ha 09 a 08 ca.

-Objectif de l'espace test : donner un outil de travail aux agriculteurs leur permettant au bout de 3 ans d'être autonomes.

-Les partenaires de ce projet géré par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône (Métropole Aix-Marseille Provence, Département des Bouches-du-Rhône) ont pour objectif de mettre en œuvre les mécanismes opérationnels pour une ouverture en 2020.

>Missions proposées par la Chambre d'agriculture :

-étude des modalités de recrutement

-recensement des porteurs de projet (environ 3 ou 4 sur les 9 ha 09 a 08 ca)

-identification des différentes possibilités en termes de couveuses existantes

-définition du projet de construction recensant les besoins suivants : locaux, serres froides et bâtiment en commun, etc.

-expertise sur la programmation proposée par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.



-recherche de foncier (sur le Pays d'Aix) pour la famille BERTON qui occupait la parcelle HL 0060 concernée par le projet.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **16 000 €** (budget global de l'opération : 20 280 €).

#### **6/ Accompagnement de l'association ARGENA (Association régionale de gestion et d'étude des sols naturels et agricoles) dans son développement**

-L'association regroupe une vingtaine d'agriculteurs regroupés en un GIEE (Groupement d'intérêt économique) dont l'objectif est la valorisation et l'utilisation des composts de déchets verts et toutes sources organiques utiles à la vie du sol.

-Elle souhaite l'appui de la Chambre d'agriculture pour un accompagnement et un suivi en adéquation avec les critères de l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **6 000 €** (budget global de l'opération : 7 800 €).

#### **7/ Service Agro Eco<sup>2</sup> : services agronomiques, écologiques et économiques aux agriculteurs**

-La chambre d'agriculture anime un observatoire agricole de la biodiversité (OAB) depuis 2013 sur le Département. Dorénavant, elle souhaite porter le projet « Service Agro Eco<sup>2</sup> » en accompagnant plusieurs exploitations qui souhaitent favoriser et développer la biodiversité fonctionnelle sur leur parcellaire (diagnostic, suivi, réunions techniques).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **12 000 €** (budget global de l'opération : 15 600 €).

Sur les bases des actions définies à l'article 3, la participation du Pays d'Aix est évaluée à 141 000 € (cent quarante et un mille euros) répartis sur les 7 opérations.

ACTIONS	Montant
Améliorer la commercialisation des produits : développement du marché local	
Développer la vente directe sur le Pays d'Aix : Halle de producteurs « Terres de Provence »	35 000 €
Promouvoir l'agriculture du Pays d'Aix	
Organisation et mise en synergie des événements sur le Pays d'Aix : Organisation et mise en cohérence des événements agricoles existants ou nouveaux : « marché des 13 desserts »	45 000 €
Organisation d'un site e-commerce/drive fermier en Pays d'Aix	12 000 €
Restauration collective : vers un approvisionnement local/Pays d'Aix	15 000 €
Maintenir de manière dynamique les surfaces agricoles à leur niveau actuel	
Contribution à la phase technique pour la réalisation d'un Espace test agricole et d'un drive fermier Aix en Provence / site de Luyes	18 000 €
Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement Accompagnement de l'association ARGENA dans son développement	8 000 €
Services Agro Eco <sup>2</sup> : Des services agronomiques, écologiques et économiques apportés aux agriculteurs	12 000 €
<b>TOTAL prévisionnel</b>	<b>141 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/ CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre



d'une convention d'objectifs pour l'année 2019.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 141 000 € à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône est attribuée pour l'année 2019 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement sur la ligne 6312/ 657382.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 120**

**Développement économique et emploi - Agriculture - Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour l'année 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du Territoire. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

#### **Volet économique :**

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

#### **Volet territorial et environnemental :**

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

#### **Volet alimentation : en préparation**

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture de Vaucluse constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire de Pertuis. Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix propose cette convention d'objectifs annuelle avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse qui vise à mettre en commun les compétences de chacun au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille les projets et les budgets correspondants pour l'année 2019 :

- Appui à la marque « Pomme de Terre de Pertuis » : cette action engagée depuis 2008 consiste à assurer l'animation et le suivi de la relance de la production de la pomme de terre de Pertuis. Cette structuration implique la mise en œuvre d'un appui technique (expérimentation variétale), d'un appui administratif et, en aval, d'un appui sur les modes de commercialisation (enquête commercialisation).

Le budget 2019 de l'appui technique s'élève à 25 344,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 8 778,00 €.

- Collecte et recyclage des plastiques agricoles : cette opération dont le lancement a été décidé en 2005 concerne l'environnement. Il s'agit de mettre en place une filière pérenne de récupération et de recyclage des plastiques agricoles usagers. Cette

action fait suite à la réflexion, lancée en 2010, avec une convention entre ADIVALOR (en charge de la gestion des déchets agricoles), le GDA Sud Luberon et une entreprise de recyclage située à Pertuis.

Il est prévu, pour l'année 2019 deux collectes pour un tonnage d'environ 40 tonnes de plastiques agricoles usagés. Le gisement concerne Pertuis et les communes du Val de Durance situées à proximité de Meyrargues et du Puy Sainte Réparate mais aussi Villelaure et La Tour d'Aigues (avec une participation de la Communauté Territoriale Sud Luberon).

Le budget 2019 de cette action s'élève à 7 680,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 3 072 €.

- Mise en place et pilotage d'un Espace-Test Agricole (couveuse/pépinière) sur la commune de Pertuis.

La Chambre d'agriculture de Vaucluse propose un accompagnement sur la recherche et la sélection de nouveaux candidats à l'espace test ainsi que sur l'accompagnement technico-économique des couvés en activité.

1. Lancement d'appels à candidatures, recherche de candidats, sélection de candidats
2. Lancement de l'activité des couvés et accompagnement du démarrage de leur activité
3. Accompagnement technico-économique des couvés
4. Hébergement juridique
5. Mise à disposition d'un conseiller de la Chambre d'agriculture en charge du projet

Le budget 2019 de l'action s'élève à 32 870,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 26 296,00 €.

Afin de réaliser les actions précitées, évaluées à 65 894 € la convention prévoit donc le versement d'un montant total de 38 146 € à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dont la répartition est la suivante :

Tableau récapitulatif des actions et subventions Métropole

N° DOSSIER GUICHET UNIQUE	ACTIONS		MONTANTS
2019_00829	1	SOUTIEN À LA MARQUE « POMME DE TERRE DE PERTUIS »	8 778 €
2019_00845	2	RÉFLEXION SUR LE TRAITEMENT DES PLASTIQUES AGRICOLES	3 072 €
2019_00846	3	COUVEUSE D'ENTREPRISE AGRICOLE	26 296 €
	TOTAL		38 146 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16 du CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2019,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 38 146 € est attribuée à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour l'année 2019 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture de Vaucluse.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement sur la ligne 6312/657382.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 121**

**Développement économique et emploi - Agriculture - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association CREA - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

L'association CREA a pour objet de permettre aux personnes à la recherche d'une autonomie économique, de se préparer et de tester la viabilité de leur projet avant de procéder à la création de leur entreprise.

Le projet de l'association pour 2019 est de poursuivre les actions menées dans le cadre de l'équipement de l'espace test agricole déployé depuis 2015 sur la commune de Pertuis autour de l'action CREAGRI Vaucluse. Il vise à permettre à trois porteurs de projets d'entreprises agricoles, dans le domaine du maraîchage, de tester leur activité avant de s'installer.

**Les objectifs du test sont les suivants :**

- Sécuriser le parcours de l'agriculteur à l'essai
- Permettre l'accession au foncier
- Vérifier la viabilité d'un projet économique dans un cadre légal
- Permettre l'acquisition des compétences nécessaires en gestion d'entreprise, techniques de production et de commercialisation
- Crédibiliser le projet au regard des organismes agricoles, réseau de producteurs, collectivités
- Favoriser la création d'emplois directs et indirects et pérenniser l'entreprise

Pour atteindre ces objectifs, l'association CREA poursuit son action d'accompagnement notamment :

- En prenant en charge la location d'une parcelle de 4 ha 39 et d'environ 500 m<sup>2</sup> de bâtiments (bureau et chambre froide) par convention avec la SAFER et la Métropole Aix-Marseille-Provence
- En assurant l'hébergement juridique de trois porteurs de projet signataires de CAPE (Contrat d'appui au projet d'entreprises, issu de la loi 2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003, dite loi Dutreil, sur l'initiative économique, et décret 2005-505 du 19 mai 2005)

Ces actions permettent d'apporter des moyens matériels, financiers et pédagogiques aux porteurs de projets éligibles tels que :

- Mise à disposition de parcelle pour tester le projet en extérieur et sous serre
- Mise à disposition du bâtiment de stockage (chambre froide)

- Aide aux dépenses à effectuer par la couveuse d'entreprises pour son exploitation (entretien des parcelles, amendements organiques, réparations diverses, divers matériels agricoles)
- Tutorat de Serge Racine
- Accompagnement en gestion comptabilité, techniques agricoles et commercialisation (en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse)

L'espace test de Pertuis peut accueillir trois agriculteurs à l'essai. Ils sont demandeurs d'emploi ou employés à temps partiel. Ils bénéficient du maintien du statut social des entrepreneurs (Pôle emploi, RSA, ASS,...) et de la couverture sociale, y compris en cas d'accident du travail.

Le financement sollicité permettra de contribuer à la partie du fonctionnement portant ce dispositif.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 32 200 € à l'association CREA, représentant 84,28 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de

38 205 €

- CREA (Fonctionnement) 32.200 €

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire – ligne 3D/6312-65748 – opération DFASSO3D.

N° GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2019_00797	CREA (Fonctionnement)	Exploitation d'un espace test agricole sur Pertuis	26 645 €	38 205 €	32 200 €	32 200 €	OUI
						TOTAL	32 200 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 32.200 € à l'association CREA

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix – ligne 3D/6312-65748 – opération DFASSO3D.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Commerce et artisanat**

### **2019 CT2 122**

**Développement économique et emploi - Commerce et artisanat - Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 2 600 € pour l'association « Vivre Rousset », pour trois actions :

– 383 € pour l'animation de petits-déjeuners thématiques toute l'année 2019.

– 1 795 € pour la création et diffusion de goodies de novembre à décembre 2019.

– 422 € pour l'apéro Jazz à l'occasion de la fête de la musique (21 juin 2019).

La demande a été examinée au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 (délibération n°2011\_A195).

La subvention présentée tient compte de l'impact de leurs actions sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Développement économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les projets portés en 2019 par cette association favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et qu'elles sont initiatrices de projets de dynamisation du centre-village,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association « Vivre Rousset » une subvention de 2 600 € pour trois actions.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F/632/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire**

### **2019 CT2 123**

**Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire - AVIS - Convention de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les actions de développement touristique**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, depuis cette date, en charge de la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" sur l'ensemble de son territoire.

Dans un but d'exhaustivité, il convient de préciser que la compétence tourisme est une compétence partagée entre la Métropole et les communes. A titre d'exemple, toutes les actions d'animation qui peuvent concourir à l'attractivité d'une ville n'entrent pas dans la compétence promotion du tourisme. Ainsi les communes pourront continuer à intervenir sur leurs territoires et soutenir directement certaines actions si elles le souhaitent.

Dans ce cadre, le conseil de la Métropole a délibéré en octobre 2017 afin de préciser les contours de sa compétence en matière de promotion du tourisme ainsi que les possibilités de relations avec les offices de tourisme qui ne lui auraient pas été transférés.

En effet, conformément à l'article L.5218-2 I al. 2 du CGCT, les communes érigées en stations classées ou ayant déposé une demande de classement, et n'ayant pas transféré la compétence promotion du tourisme à la date du 1er janvier 2018, pouvaient décider, par délibération prise avant cette même date, de conserver l'exercice de la compétence.

La ville d'Aix-en-Provence a ainsi fait le choix de conserver l'exercice de la compétence « promotion du tourisme dont la création d'office de tourisme » tel que la loi lui en laissait la possibilité en tant que station classée. Dès lors elle constitue la collectivité de rattachement de son office de tourisme.

L'office de tourisme de la ville d'Aix-en-Provence est un établissement public qui, conformément au principe de spécialité, doit s'en tenir à l'exercice de la mission ou des missions connexes qui lui ont été confiées et qui sont définies en termes précis dans ses statuts. Ce principe ne s'oppose pas à ce qu'un établissement public gère, en sus des activités qui lui sont expressément confiées, des activités annexes qui apparaissent comme des prolongements du service public assuré.

S'agissant de l'office de tourisme de la ville d'Aix-en-Provence, ses statuts indiquent qu'il peut gérer tout équipement « qui lui sera confié par la ville d'Aix-en-Provence ou par le Territoire du Pays d'Aix, correspondant à son objet social, l'Office municipal de tourisme pourra contribuer au développement touristique et culturel d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix. [...] . Sa zone géographique d'intervention est le territoire de la commune d'Aix-en-Provence auquel il faut ajouter les communes du Pays d'Aix pour répondre aux attentes de la clientèle touristique. [...] ».

Il ressort de ces éléments que les statuts de l'OT l'habilitent à intervenir sur un périmètre plus large

que celui de sa collectivité de rattachement avec laquelle il conserve un lien organique.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, une mutualisation des actions et des projets fédérateurs et structurants, a permis, grâce à l'accompagnement et au professionnalisme de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, à toutes les structures touristiques de proximité de travailler ensemble depuis plusieurs années. Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, une coopération entre les différents acteurs apparaît donc indispensable.

L'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, fort de l'accueil de ses 595 000 visiteurs en 2018 et ses 2,2 millions d'Internautes est une vitrine qui rayonne bien au-delà de la ville d'Aix-en-Provence et de la Métropole. Son positionnement est également incontestable en matière de promotion culturelle, tant sur le patrimoine vivant et bâti que sur les festivals de renommée mondiale.

L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, fortement organisé en matière de commercialisation des offres touristiques du territoire et de création d'animations structurantes pour le soutien des filières de la destination, dispose d'un savoir-faire, d'équipes et de moyens techniques importants dont pourraient bénéficier les Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Pays d'Aix : 70 agents, un service de promotion à l'international, une Direction de la communication étoffée de graphistes, community manager, et toute une équipe pour proposer les offres touristiques.

Dès lors, il est proposé de mettre en place un partenariat qui permettra, d'une part, à l'Office de Tourisme de bénéficier de la force stratégique de la Métropole en matière de tourisme pour développer son attractivité notamment à l'international et, d'autre part, à la Métropole de s'appuyer sur une structure de proximité afin de développer son offre touristique et bénéficier de son expertise à l'échelon local.

Dans le cadre d'une politique concertée, ces moyens concernent plusieurs actions

31. **Animation de réflexions stratégiques relative au développement touristique en lien avec la stratégie globale de la Métropole ;**
32. Animation de réseaux de professionnels dans le cadre de démarche concertée à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix ;

33. Collaboration avec le bureau métropolitain des congrès pour l'accueil des congressistes sur le Territoire du Pays d'Aix ;
34. Réalisation d'opérations de marketing touristique en lien avec la stratégie promotion-marketing de la Métropole ;
35. Réalisation d'outils et de supports de communication divers ;
36. Promotion de la destination du Territoire du Pays d'Aix en coordination avec la stratégie globale de la Métropole ;
37. Création d'événementiels et le soutien logistique aux OT gestionnaires de filières pour la commercialisation de ces animations ;
38. Démarchage commercial et la commercialisation de l'offre touristique du territoire ;
39. Commercialisation via des outils mutualisés tels que la centrale de réservation et la boutique ;
40. Production de données et d'analyses issues de l'observatoire économique du tourisme sur le Pays d'Aix.

D'autres actions, décidées d'un commun accord entre la Métropole et l'Office de Tourisme, peuvent également être mises en œuvre dans le cadre de cette coopération.

Ainsi, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT et à l'article 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, la Métropole souhaite conclure une convention de coopération avec l'office de tourisme d'Aix-en-Provence afin d'assurer conjointement l'exécution de leurs missions de services publics respectives via des moyens communs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, dite

« loi Montagne II », et notamment son article 69 ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° 207-378 du 20 juillet 2017 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence portant opposition au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération TVP-001-4231/18/CM du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme ».

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les années 2019 et 2020.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme**

### **2019 CT2 124**

**Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme - AVIS - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix - Approbation de la "note d'orientations stratégiques métropolitaines" relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Contexte d'élaboration des notes d'orientations stratégiques métropolitaines**

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM), la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglomération Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (art.L5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

- **Mise en œuvre de la compétence « Urbanisme / Aménagement de l'espace métropolitain »**

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'urbanisme et à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A noter que, suite à une phase de transition prévue par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (art. 89 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015), l'exercice du bloc de compétence susmentionné s'est généralisé au 1<sup>er</sup> janvier 2018.



Par ailleurs, la loi NOTRe confère à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire. En application de ce statut, par dérogation à l'article L. 153-8 du CGCT, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) sont élaborés par les Conseils de territoire, mais délibérés aux principales étapes et approuvés par le Conseil de la Métropole. Cette architecture institutionnelle est inédite en France.

Depuis la création de la Métropole, et son plein exercice de la compétence urbanisme, un Conseil de Territoire a lancé l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il s'agit du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, dont la procédure d'élaboration a été lancée le 18 mai 2018 par délibération du Conseil de la Métropole (MET 18/6887/CM). Ce PLUi fait l'objet de la présente délibération et de la « note d'orientations stratégiques métropolitaines » annexée.

- **Les notes d'orientations stratégiques métropolitaines : un nouvel outil au service de la cohérence territoriale**

L'article 39 (II) de la loi NOTRe, codifié par l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme, prévoit que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence transmette aux Conseils de Territoire les « *orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles* ». Cette transmission doit intervenir le plus en amont possible de la procédure d'élaboration du PLUi, sans toutefois qu'aucun délai légal ne soit précisé.

L'exposé des motifs de l'amendement n°2 rectifié quinquies du 9 janvier 2015 (qui a introduit les dispositions aujourd'hui codifiées aux articles L. 134-11 et suivants dans le projet de loi NOTRe) indique qu'il « *est ainsi proposé (...) de confier à chaque conseil de territoire les opérations d'élaboration d'un PLU, au regard du cadre défini par le conseil de la métropole (...)* ». La note d'orientations stratégiques métropolitaines annexées à la présente délibération contribue à la définition de ce « cadre métropolitain ».

Ainsi, cette disposition permet au Conseil de la Métropole de transmettre aux Conseils de Territoire l'équivalent d'un « porter à connaissance ». Celui-ci est réalisé au regard de l'ensemble des politiques publiques métropolitaines susceptibles d'impacter un PLUi.

**La note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Conseil de Territoire du Pays d'Aix**

La présente délibération est une synthèse de la « note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix ». La note, annexée à la présente délibération, est constituée d'une partie méthodologique et d'une partie de contenu.

L'ensemble des contributions techniques des Directions métropolitaines, ayant alimenté le contenu de la note, constituent des données importantes et utiles pour l'élaboration du PLUi. Au regard de leur caractère purement technique, celles-ci ne sont pas jointes à la présente délibération, et seront transmises au Conseil de territoire du Pays d'Aix en complément, au titre des « informations utiles » prévue par l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme.

- **Méthode d'élaboration**

En l'absence de SCOT métropolitain approuvé, document référent en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, le choix a été fait pour les notes d'orientations stratégiques métropolitaines de s'appuyer sur 3 sources susceptibles d'intéresser et d'influer sur un PLUi :

- les documents stratégiques métropolitains approuvés à ce jour ;
- les démarches métropolitaines en cours ;
- les documents supra-métropolitains approuvés et en cours.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, les documents délibérés par le Conseil de Métropole sont les suivants : Agenda de la Mobilité métropolitaine (adopté en décembre 2016) ; Agenda du Développement économique (adopté en mars 2017) ; Projet métropolitain (Acte 1, adopté en juin 2018) ; Livre bleu (adopté en juin 2018) ; Agenda Environnemental (adopté en décembre 2018) ; Dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière d'Entreprise (adopté en décembre 2018). Ils constituent la 1<sup>o</sup> source alimentant cette note.

Par ailleurs, treize démarches sectorielles de portée stratégique sont, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, en cours d'élaboration. Certaines ont une portée juridique et réglementaire vis-à-vis du futur SCOT et des futurs PLUi. Les autres constituent des démarches stratégiques non opposables directement aux PLUi. Elles sont détaillées dans l'annexe de la délibération. Même si elles ne sont pas délibérées à ce jour, elles constituent une 2<sup>o</sup> source pour cette note.

Enfin, la 3<sup>o</sup> source est liée aux documents supra-métropolitains, conduits par l'Etat et/ou la Région. Ils s'imposent par voie juridique au futur SCOT, lequel s'attachera à transcrire leurs dispositions. Dans l'attente, les PLUi, et notamment celui du Pays d'Aix, doivent anticiper ces dispositions. C'est la raison pour laquelle ils sont synthétisés dans la note et seront transmis dans leur intégralité au Conseil de Territoire.

Il est à noter que, compte-tenu de son contexte particulier, la présente note est nécessairement évolutive et sera complétée au fur et à mesure de l'avancement et de la validation de l'ensemble des démarches citées, qu'elles soient métropolitaines ou supra-métropolitaines.

A partir de ces différentes sources, et sur la base d'une première version de la note, un travail partagé a été conduit avec le Territoire du Pays d'Aix, aux plans technique et politique. Cette note d'orientations stratégiques a, en effet, pour objectif de faciliter l'élaboration du futur PLUi, dans toutes ses dimensions : du stratégique à l'opérationnel et au réglementaire.

#### • **Contenu des axes stratégiques**

La note relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix est composée de dix orientations stratégiques (OS), réparties selon les trois axes suivants.

L'axe 1 poursuit l'objectif d'affirmer le rôle majeur du territoire du Pays d'Aix dans l'attractivité métropolitaine. Celle-ci concerne à la fois le développement économique et démographique, dans un objectif global d'attractivité, de création de logements, de richesses et d'emplois, rendus accessibles à l'ensemble des habitants de la métropole. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS1. Conforter le dynamisme et l'attractivité économiques du Pays d'Aix à travers l'objectif métropolitain global du plein emploi à horizon 2040.
- OS2. Soutenir les projets structurants et les espaces de développement économique, situés sur le Pays d'Aix et vecteurs de rayonnement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- OS3. Inscrire le Pays d'Aix dans la stratégie métropolitaine de confortement démographique et contribuer aux objectifs renouvelés et adaptés (qualitatifs, quantitatifs) de production de logements dans la limite des capacités des territoires.
- OS4. Valoriser le capital nature-paysage de la Métropole comme vecteur d'attractivité économique et touristique

L'axe 2 poursuit l'objectif de conforter la transition du territoire du Pays d'Aix vers un nouveau modèle de développement urbain, garant d'une cohérence transport-urbanisme et soucieux de préserver ses équilibres (ville-nature, centres-périphéries). Il est ici question de la définition des grands équilibres territoriaux, des principaux secteurs identifiés pour le développement et des différentes armatures (agricole, naturelle, de transport, commerciale). Ce nouveau modèle de développement urbain poursuit un objectif de limitation de la consommation foncière, de maintien ou restauration des écosystèmes naturels sur le long terme, en même temps que la réduction des déplacements individuels et l'amélioration de la qualité de vie au quotidien. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS5. Organiser le développement du territoire du Pays d'Aix prioritairement au sein de l'enveloppe urbaine existante, afin de maintenir ou restaurer les grands équilibres naturels et agricoles de la Métropole.
- OS6. Agir en faveur d'une cohérence urbanisme-transport, en structurant le

développement urbain du Pays d'Aix autour de l'armature métropolitaine de transports en commun.

- OS7. Stabiliser l'offre commerciale en priorisant les nouvelles implantations aux cœurs des centres villes et villages du Pays d'Aix, fortement doté en zones commerciales périphériques.

Enfin, l'axe 3 vise à renforcer les nouvelles pratiques en matière d'urbanisme et d'aménagement afin d'accélérer la transition énergétique et écologique du territoire du Pays d'Aix. Cet axe poursuit ainsi un triple objectif de préservation des ressources naturelles et paysagères, d'adaptation au changement climatique et de renforcement des aménités pour les habitants. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS8. Développer un nouvel urbanisme en intégrant la question de l'adaptation au changement climatique et la lutte contre la dégradation des milieux.
- OS9. Préserver totalement de l'urbanisation les milieux les plus fragiles et/ou jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'écosystème naturel et la qualité des eaux.
- OS10. Faire entrer la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la transition énergétique, en agissant simultanément sur la maîtrise de l'énergie (aménagement, bâtis, services...) et l'exploitation du potentiel en énergies renouvelables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et, plus précisément, l'article L. 134-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n°URB 002-17/05/18 CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 057-4109/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ;
- La délibération n°MER 007-4240/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Livre Bleu de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 présentant l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est pleinement compétente en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- Que le Conseil de la Métropole a délégué aux Conseils de Territoire l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi), tout en délibérant aux principales étapes ;
- Que le Conseil de la Métropole doit fournir aux Conseils de Territoire élaborant un

PLUi les orientations stratégiques métropolitaines de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le lancement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix et que le Territoire du Pays d'Aix l'élabore.

## Délibère

### Article 1:

Est approuvée la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Pays d'Aix, ci-annexée.

### Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transmet au Conseil de Territoire du Pays d'Aix la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Pays d'Aix, ci-annexée, ainsi que toutes « informations utiles ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération sous réserve de l'ajout des dispositions suivantes :

- En rappelant le caractère non contraignant de l'objectif de croissance démographique du projet métropolitain
- En considérant qu'il appartiendra au PLUi du territoire d'adapter cette ambition de croissance démographique en fonction du projet de territoire et de ses réelles capacités d'accueil

# Développement économique et emploi - Enseignement supérieur et recherche

## 2019 CT2 125

**Développement économique et emploi - Enseignement supérieur et recherche - Attribution d'une subvention à Aix-Marseille Université dans le cadre de l'organisation de la 11<sup>ème</sup> édition des Tables Rondes de l'Arbois - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initiées en 2008 par le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée et Aix-Marseille Université, « Les Tables Rondes de l'Arbois » visent à sensibiliser la société civile aux grandes avancées scientifiques et techniques dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Lieux de savoir et de débats, « Les tables Rondes de l'Arbois » sont aujourd'hui connues et reconnues comme étant un événement culturel scientifique majeur où les plus grands professeurs, chercheurs et personnalités dans leurs domaines respectifs viennent partager et diffuser la richesse de leur savoir. La fréquentation a augmenté d'année en année. En 2018, plus de 1400 participants (entreprises, étudiants, scientifiques et grand public) ont ainsi assisté aux conférences et débats proposés autour du thème « Santé, Société, Environnement ».

La 11<sup>e</sup> édition des Tables Rondes de l'Arbois se déroulera les 25 et 26 avril 2019 autour du thème « La Méditerranée » au sein de la faculté de Droit et Science Politique d'Aix-Marseille Université. Comme pour les précédentes éditions, un plateau exceptionnel de personnalités d'audience internationale répondra à l'invitation du Professeur Daniel Nahon, instigateur des Tables Rondes de l'Arbois.

L'organisation de l'édition 2019 des Tables Rondes de l'Arbois est prise en charge par Aix-Marseille Université avec un budget prévisionnel établi à 165 000 €HT.

La Métropole souhaite soutenir cette manifestation dans la continuité des années précédentes.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 30 000€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des Tables Rondes de l'Arbois 2019 et d'approuver la convention afférente (n° Guichet Unique 2019\_00848).

Les crédits seront pris sur le budget de la Direction du Technopôle de l'Arbois – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de soutenir l'organisation de la 11<sup>e</sup> édition des Tables Rondes de l'Arbois autour du thème « La Méditerranée ».

**Délibère**

### Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation des 11<sup>ème</sup> Tables Rondes de l'Arbois pour un montant total de 30 000 €.

### Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention et tout document afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65 fonction 61 article 657382.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Environnement**

### **2019 CT2 126**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2019**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- Favoriser les échanges d'information entre les pays,
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017 et 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 2 963 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016-;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau ;
- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) pour l'année 2019, ainsi que le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 083 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque Conseil de Territoire, et le paiement de l'abonnement à l'offre numérique multi-services d'un montant de 880 euros TTC

#### **Article 2 :**

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (1 500 euros TTC dont adhésion 620 euros TTC et abonnement à l'offre numérique multi-services 880 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281– 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement sous politique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (385 euros TTC) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (308 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Les crédits nécessaires (77 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (539 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (154 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération**

#### **2019 CT2 127**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement - Attribution d'une subvention à l'association Acoucité pour le programme d'actions 2019 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un observatoire de l'environnement sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucité, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région PACA) proposent à la Métropole de déployer un observatoire environnement sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

1/ Présentation des associations Acoucité et AtmoSud

Acoucité, est une association loi 1901 créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux), ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), CEREMA (Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres. La plupart des travaux sont menés sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, terrain de test et d'expérimentation privilégié.

Acoucité collabore à des programmes européens LIFE (GIPSYNOISE, outil SIG conforme aux exigences de la Directive Européenne, HOSANNA, nouvelles solutions acoustiques naturelles, HARMONICA, nouveaux indicateurs acoustique, MONICA, Internet des objets dédiés au confort acoustique et à la sécurité...) et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet. À la suite de ce projet, Acoucité collabore à la réalisation des cartographies du bruit.

Acoucité s'applique à développer, renforcer, renouveler et pérenniser ces actions. Les compétences et savoir-faire acquis, les orientations, les projets de développement, les apports des membres associés et/ou partenaires, ainsi que les soutiens de plus en plus élargis, mettent en évidence la cohérence des actions menées qui renforcent et contribuent à une meilleure connaissance et gestion de l'environnement sonore urbain. La réalisation des objectifs décrits dans ce document correspond au projet associatif de la structure et à ceux de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa politique environnementale en matière de lutte contre les nuisances sonores.

**AtmoSud** est l'observatoire régional de la qualité de l'air. C'est l'Association Agréée par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (AASQA). Cette structure associative regroupe quatre collèges d'acteurs (collectivités territoriales, services de L'État et établissements publics, industriels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, des personnalités qualifiées et/ou professionnels de la santé).

AtmoSud est membre de la Fédération Atmo France et agit pour la santé de tous. Elle améliore continuellement ses connaissances des polluants atmosphériques et de la qualité de l'air. Elle identifie les populations exposées à un dépassement de normes limites pour la santé pour mettre en évidence les zones où il faut agir.

AtmoSud apporte à l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses compétences et moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit : gestion de la base de données, rapatriement des

données, gestion des balises, accompagnement des prestataires pour l'installation des balises, développement progressif d'une compétence sur le sujet, participation à la stratégie d'échantillonnage...

## **2/ Proposition de Partenariat**

L'objectif de ce partenariat est de déployer progressivement et en fonction des volontés des territoires de la métropole un observatoire de l'Environnement Sonore, sur la base de celui mis en oeuvre sur le territoire du Pays d'Aix, à l'échelle de la métropole.

Par ailleurs, afin de simplifier la lisibilité de l'organisation de ce partenariat, il est proposé que la Métropole conventionne spécifiquement avec l'association Acoucité, sachant que cette association s'appuiera directement sur les compétences et l'expertise d'Atmosud, et dans ce cadre lui reversera une partie de la subvention à hauteur de 35 916 euros.

## **3/ Programme de travail 2019**

En 2019, Acoucité et AtmoSud proposent d'accompagner la Métropole sur 3 actions spécifiques :

### **A- animation d'un groupe national sur le bruit et partage d'expérience**

Depuis 2010, l'association Acoucité propose d'apporter son expertise à différentes agglomérations nationales pour la mise en place de leurs observatoires du bruit. L'association s'engage à atteindre les objectifs d'intérêts généraux suivants conformes à l'objet social de l'association, à savoir :

- Développer des outils d'aide à la décision notamment sur les politiques d'aménagements et de réalisation d'infrastructures,
- Coordonner les efforts de recherche en les rendant accessibles et appropriés aux besoins des collectivités [partenariats INRETS (Institut National de REcherche sur les Transports et leur Sécurité), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), Ministère de la Transition écologique et solidaire, ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)...],
- Apporter, lors des projets urbains, une assistance pratique dans la prise en compte du bruit dans ses dimensions : mesures acoustiques et sonores, analyse de l'impact social et psychologique, économique, prise de de ces paramètres sur le plan architectural et urbain,
- Développer une expertise, un conseil auprès des collectivités locales, notamment les communes,
- Promouvoir la sensibilisation et la communication du grand public, des professionnels, des élus et des scolaires

(Journées des transports, de l'environnement, de la science...),

- Diffuser une valorisation scientifique et technique, vers les habitants et les scolaires (expositions, site Web, émissions radio...), niveau local, national et international,
- Co-animer les réseaux de villes et de groupes de travail nationaux et internationaux.

Seul le Territoire du Pays d'Aix bénéficiait jusqu'alors de ce réseau, il est ainsi proposé que le champ d'actions soit élargi au profit des autres Territoires et au niveau Métropolitain.

### **B- Propositions d'actions pour l'année 2019 pour le Territoire du Pays d'Aix**

Depuis 2010, l'association Acoucity anime au côté du Territoire du Pays d'Aix, un observatoire de l'environnement sonore, suite à l'appel à manifestation d'intérêt dirigé par l'Ademe et le Ministère de l'Environnement sur le sujet.

Neuf balises de mesures bruit sont aujourd'hui déployées sur le territoire.

Le réseau de balises fixes couvre, à ce jour, les sites de :

- Aix-en-Provence - Boulevard du Roy René sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air
- Aix-en-Provence - Avenue Schuman
- Aix-en-Provence - Hôpital Montperrin
- Vitrolles - École Paul Cézanne
- Gardanne - sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air
- Aix-en-Provence - CFA/RD9
- Aix-en-Provence - Pont de l'Arc
- Aix-en-Provence - École d'Art sur le site de la station de mesure de la qualité de l'air.

En 2019, il est proposé que des mesures mobiles soient conduites sur les sites de :

- Vasarely : mesures ponctuelles à réaliser sur l'année
- Vitrolles - Avenue de Marseille : 3 points à investiguer suite au réaménagement de voirie
- La Parade : nouvelle infrastructure créée, pont routier au-dessus de l'autoroute
- Mesures parcs et jardins :
  - Aix-en-Provence : Parc Saint Mitre
  - Vitrolles

- Suivi BHNS : mesure complémentaire au rond-point du Lieutenant-Colonel Jeanpierre
- Aéroport des Milles.

### **C- Déploiement de l'Observatoire du Bruit à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

En 2019, il est aussi proposé de déployer les actions de l'Observatoire de L'Environnement Sonore sur de nouveaux secteurs de l'aire métropolitaine afin d'étudier les incidences de plusieurs projets en cours, sur le paysage sonore urbain :

- Mesures d'urgence transport : accompagnement de la mise en place de restrictions de circulation lors des pics de pollution et d'une Zone à Faibles Émissions
- Nouvelles règles liées aux livraisons en centre-ville de Marseille
- Compléments liés à la réalisation des cartes stratégiques de bruit métropolitaines programmée en 2019
- État de l'environnement sonore sur de nouveaux territoires ou nouvelles thématiques (territoires qui n'avaient pas la compétence bruit jusqu'à présent (territoire de Salon, Istres..., bruit industriel...)).

### **4/ Fonctionnement du partenariat**

Dans le fonctionnement de l'observatoire, Acoucity et AtmoSud s'attachent à la définition des sites de mesures, à l'exploitation des données recueillies, à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises.

Acoucity assure particulièrement :

- La mission d'expertise acoustique
- La gestion de la base de données et la plateforme de diffusion des données de l'observatoire sur une page dédiée de son site
- La rédaction des rapports d'analyse.

Acoucity s'appuiera sur AtmoSud pour la gestion technique du réseau et le fonctionnement des balises :

- Désinstallation et installation des balises réaffectées
- Calibration annuelle des balises
- Gestion des étalonnages annuels avec le constructeur
- Fourniture, configuration et administration du serveur de données bruit de l'Observatoire du Bruit du Pays d'Aix
- Achat de petits matériels pour l'installation des balises mobiles notamment
- Réalisation des campagnes temporaires



- Synergie entre air et bruit : campagnes de mesure complémentaires autour des balises (AtmoSud, fort de sa connaissance de l'aire métropolitaine présentera aux membres de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses différents sites de mesures de la qualité de l'air afin d'identifier les sites les plus pertinents pour démarrer les premières mesures).

Le montant prévisionnel de ces actions se porte à **110.100 €** ; Acoucity sollicite la Métropole pour une subvention à hauteur de 85.000 €, soit 77 % du montant du projet.

Pour l'ensemble des missions réalisées, Acoucity reversera la somme de 35.916 € à l'association AtmoSud.

Pour 2019, les financements sont répartis comme suit :

## 5/ Budget annuel du projet

Produits récurrents		recettes fiscales, y compris les taxes locales	
Produits additionnels		10- Autres contributions	
Produits divers	4 100,00 €	Etat (produits de la circulation)	
		11- Autres	
90 - Autres services	0,00 €	12- Autres	
Location		Total des recettes	85 000,00 €
Services de maintenance		13- Autres	20 000,00 €
Personnel		Total des recettes	
Charges de personnel		Total des recettes	65 000,00 €
		Total des recettes	0,00 €
90 - Autres services		Total des recettes	0,00 €
Services de maintenance		Total des recettes	0,00 €
Personnel		Total des recettes	0,00 €
Charges de personnel	2 000,00 €	14- Autres	
Services de maintenance		15- Autres	
		16- Autres	
90 - Impôts et taxes		17- Autres	
Impôts et taxes sur les constructions		18- Autres	
Impôts et taxes sur les constructions	0,00 €	19- Autres	
		20- Autres	
94 - Charges de personnel	65 000,00 €		
Charges de personnel	6 000,00 €		
Charges sociales	20 000,00 €	re- autres produits de gestion courante - fonds propres	25 100,00 €
Autres charges de personnel			
95 - Autres charges de gestion courante		21- Produits financiers	
96 - Charges fiscales		22- Produits exceptionnels	
97 - Charges exceptionnelles		23- Reprises des amortissements et provisions	
98 - Dotations, amortissements et provisions pour immobilisations		re- autres produits de gestion	
99 - Impôt sur les bénéfices; Participation des salariés			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges liées de la collectivité	17 000,00 €		110 100,00 €
Produits financiers			
Dotations			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (13)</b>			
99 - Impôts et taxes sur les constructions	0,00 €	24 - Contributions volontaires	0,00 €
Secours en nature		25- Autres	
100 - Revenus et produits de la collectivité		26- Autres	
101 - Revenus et produits de la collectivité		27- Autres	
<b>TOTAL</b>	<b>110 100,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>110 100,00 €</b>

Au regard des objectifs à atteindre sur le Territoire du Pays d'Aix pour 2019, il est proposé de maintenir l'aide au fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore et d'accorder à Acoucity, intervenant en partenariat avec AtmoSud, sur le Budget Principal de la métropole- état spécial du

Territoire du Pays d'Aix, une subvention d'un montant de 65.000 € enregistrée auprès du Guichet Unique sous le numéro 2019\_00569.

Au regard des objectifs à atteindre pour tester le déploiement de l'Observatoire de l'Environnement

Sonore à l'échelle métropolitaine, il est proposé d'accorder une subvention à Acoucité, intervenant en partenariat avec AtmoSud, sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un montant de 20.000 € enregistrée auprès du Guichet Unique sous le numéro 2019\_00614.

Dans le cadre de ce partenariat, il est donc proposé d'attribuer une subvention à l'association Acoucité, d'un montant global de 85.000 € dont une partie est reversée à AtmoSud, pour son travail sur l'observatoire de l'environnement sonore.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-49/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'Article L. 5217-2 du CGCT.
- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix à l'échelle de la Métropole en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit, élaborée en réponse aux dispositions fixées par la Réglementation Européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles

L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du CE).

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 85.000 euros à l'association Acoucité pour la mise en œuvre du programme 2019 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore dont :

- 65.000 euros seront dédiés aux actions 2019 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 20.000 euros au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

35.916 euros seront reversés à AtmoSud, partenaire d'Acoucité au sein de l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2019 de la Métropole, et ventilé comme suit :

- 65.000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.
- 20.000 euros pris en charge sur le budget de la Métropole - chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement**

## **2019-CT2 128**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement - AVIS - Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à des travaux sur le réseau eau et assainissement dans le cadre de la réalisation de l'entrée de ville RD17 entrée Est sur la commune du Tholonet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de Délégation de Service Public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements

nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2015, la Commune s'est vu confier une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix pour le réaménagement de l'entrée de ville. Au titre de cette convention, la commune assure pour le compte de l'ex-communauté d'agglomération du pays d'Aix les travaux listés en annexe 1 : l'adaptation et la requalification de la chaussée, la modification du carrefour RD17 – RD64e, le traitement des accès privés à la voir publique, la création de trottoirs, la mise en œuvre d'un arrêt de bus, le traitement du réseau pluvial de la voie, la requalification paysagère, l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation.

En 2018, les compétences Eau et Assainissement ont été transférées à la Métropole. Depuis cette date, la commune du Tholonet n'est plus légitime à porter les travaux d'eau et d'assainissement de l'opération entrée de ville.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au bénéfice de la commune du Tholonet portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17. Le montant de l'opération s'élève à :

- 113.000€HT pour l'eau potable
- 140.000€HT pour l'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune du Tholonet pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente délibération, à conclure avec la Commune du Tholonet portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 113 000 € HT pour la compétence Eau potable, au Budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement D110, Article 21531 ;
- 140 000 € HT pour la compétence Assainissement, au Budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne, opération d'investissement D110, Article 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67

Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 129**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement - AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec l'ESAT Louis Philibert pour la création d'un réseau d'assainissement sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et

assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Préalablement au transfert de ces compétences, la commune du Puy Sainte Réparate avait confié à l'Établissement Public Départemental Louis Philibert, par convention signée le 9 mai 2017, une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau ainsi créé.

Du fait du transfert des compétences eau et assainissement à la Métropole, celle-ci s'est substituée à la Commune dans cette convention.

Par ailleurs, au cours du déroulement du chantier, il est apparu nécessaire de remplacer un tronçon supplémentaire de canalisation que l'Établissement Public Départemental devait réutiliser en l'état.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de constater la substitution de la Métropole dans cette convention et de modifier le programme de l'opération pour ajouter le renouvellement du tronçon situé en amont entre l'Établissement Public Départemental et le premier poste de refoulement, point de départ de la convention initiale.

Cette convention prévoit le financement complet des ouvrages par l'Établissement Public Départemental Louis Philibert ; l'avenant est donc sans incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'ESAT Louis Philibert pour la création d'un réseau collectif d'assainissement sur la commune du Puy-Sainte-Réparate.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la Convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec l'Établissement Public Départemental Louis Philibert pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau d'assainissement collectif tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la présente convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 130**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement - AVIS - Approbation d'une convention de Transfert**

**Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la création d'un réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure sur la commune de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

En application de la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise

d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2017, la Commune de Pertuis a engagé l'aménagement du CR180 de la Gourre d'Aure. En effet, la ZAE de Pertuis dispose d'un seul exutoire pluvial, il s'agit de la grande roubine. Ce fossé se trouve, en partie finale, le long du CR180 du Gourre d'Aure, seul accès à la déchèterie et à la STEP de Pertuis.

Afin de récupérer les emprises nécessaires à l'élargissement de la voirie, la commune prévoit de créer un nouveau fossé d'évacuation, en parallèle de l'ancien et de recalibrer les busages donnant accès aux parcelles voisines afin de ne pas créer de rétrécissement hydrauliques

Cet aménagement consiste ainsi en la création, par busage du fossé existant, d'un réseau pluvial sur une longueur cumulée de 290ml, pour un montant estimé à 90.000€HT.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au bénéfice de la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- La nécessité d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Pertuis pour l'opération de création d'un réseau d'eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Pertuis portant sur l'opération de création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du CR 180 de la Gourre d'Aure.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la présente convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour la section investissement, Autorisation de Programme Compétence Pluviale 2151 – fonction 734 – Opération budgétaire : 4581182909 pour un montant de 90 000 € HT, soit 108 000 € TTC.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 131

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1413 relative à l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement - La Cride, Arnajons, Hauts de Rousset, Rousset sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de

permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune du Puy-Sainte-Réparate, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 17/1413 avec la commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Cride, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset.

En effet, une erreur matérielle, qu'il convient de rectifier, a été constatée dans la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole. Les modifications sont présentées à l'annexe 1 de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1413 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Cride, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n° 17/1413 avec la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour les quartiers La Cride, Les Arnajons, Les Hauts de Rousset et Rousset tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531 ;
- pour l'assainissement, au budget annexe Assainissement en délégation du Pays d'Aix, Opération d'Investissement DI10, Article 21532.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67



Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 132**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement - Validation du programme de travaux de réhabilitation et de redimensionnement du réseau d'eaux usées sur la RD 113 dans le cadre des travaux d'entrée de Ville sur la commune des Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit l'aménagement de l'entrée de ville sur la RD 113, quartier de la Gavotte – commune des Pennes-Mirabeau.

Les investigations sur le réseau d'eaux usées menées, sous l'emprise du projet, ont décelé des anomalies importantes de type effondrements, casses et fissures et mettent en évidence la nécessité de réhabiliter cette canalisation.

Les travaux vont consister à une réhabilitation - redimensionnement du réseau sur environ 250ml en PVC de diamètre 200mm, à la création de 6 regards de visites et à la reprise de trente branchements pour un montant estimé à 300.000€HT.

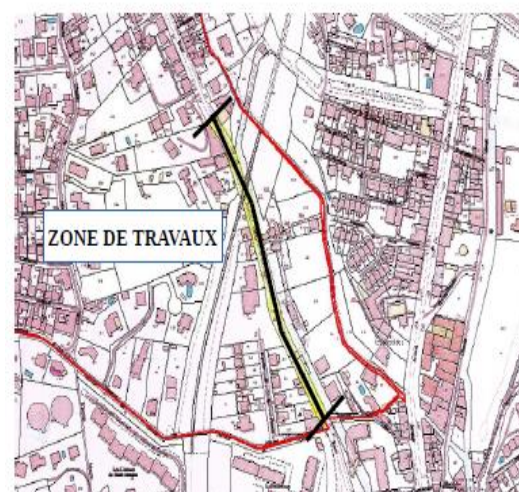
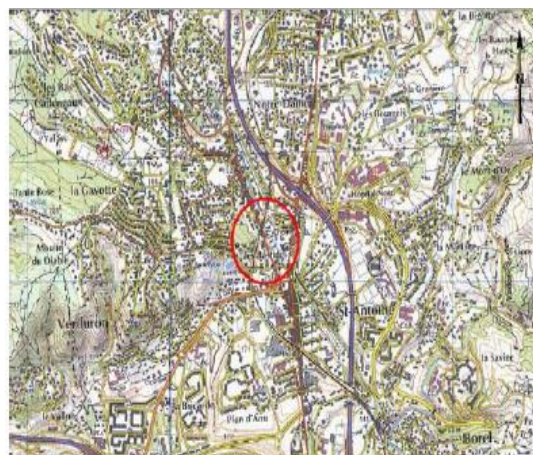
La Direction de l'Eau, de l'Assainissement, et du Pluvial du Pays d'Aix fera appel au marché n°15/047 du Territoire Marseille Provence pour la réalisation des travaux.

Le démarrage des travaux, par la Direction de la voirie, est prévu début mai 2019. Par conséquent, les travaux de réhabilitation des réseaux doivent être terminés pour mars-avril 2019.

**Programme des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées RD 113- La Gavotte :**

L'emprise de ces travaux se situe sur un linéaire d'environ 250 mètres sur la RD 113 – La Gavotte.

Plan de situation et la zone des travaux :



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser ces travaux dans le cadre de l'aménagement d'entrée de ville sur la RD 113 - La Gavotte - commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le programme des travaux de réhabilitation et redimensionnement du réseau d'eaux usées sur la RD 113 – La Gavotte sur la commune des Pennes-Mirabeau pour un montant de travaux de 300.000 €HT, soit 360.000 €TTC.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Assainissement en Délégation du Pays d'Aix, en dépenses pour la section investissement–Opération DI10 - imputation comptable 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :  
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :  
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :  
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :  
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Forêt

### 2019 CT2 133

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt - Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469/D.

Lors du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017, la délibération ENV 009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille pour l'année 2019.

- Il est prévu d'ajouter un nouveau produit :

Initié par le Territoire du Pays d'Aix, les communes et les offices de tourisme du bassin minier de Provence, le GR® de pays "**Sentier Provence, Mines d'énergies**" a été réalisé par le Département des Bouches-du-Rhône, Provence Tourisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Pays d'Aix et Pays d'Aubagne et de l'Etoile accompagné de son Office de Tourisme Intercommunal ainsi que le Comité départemental de la Randonnée Pédestre des Bouches-du-Rhône.

Après le GR®2013, le "**Sentier Provence, Mines d'Énergies**" est le **2ème GR® de Pays** créé dans le **département des Bouches-du-Rhône**.

**Traversant 14 communes** entre le **Pays d'Aix** et le **Pays d'Aubagne et de l'Étoile**, le sentier est découpé en **3 itinéraires** (42 km, 45 km et 66 km) complétés de **13 boucles locales**.

Il abrite en outre sur une portion de l'itinéraire la découverte de la Montagne Sainte-Victoire hors site réalisé dans le cadre et avec une participation financière du projet européen Interreg Emblematic Méditerranéen Moutains.

Le Topo Rando **Provence, Mines d'Énergies**, édité par la Fédération Française de Randonnée Pédestre, sera proposé à la vente au prix public de **15,40 €** dès le printemps 2019.

Modèle 128 – Topo Rando **Provence, Mines d'Énergies**, prix public à **15,40 €**.

- En outre, il est nécessaire d'ajuster un tarif :

Modèle 65 – Huile essentielle lavandin 30 ml, prix public à 6 € (en 2018, 5 €),

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de mars 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La décision n°16/469/D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV

001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de compléter l'offre de produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire à compter de mars 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 134**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt - Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau des Grands Sites de France pour l'année 2019**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés et en projet.

A ce titre, il est consulté par le Ministère en charge de l'environnement dans le cadre de l'instruction de demandes de label, comme c'est le cas pour le renouvellement du label pour le massif Concors Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales ...

A titre d'exemple, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grands Sites de France étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère ».

Le réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication.

Il contribue à l'attractivité de la destination France et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime. Le Grand Site Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau est soumise au paiement d'une cotisation annuelle comprenant une part fixe et une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente. Pour l'année 2018, la cotisation s'élevait à 4 900 €. Pour 2019, il n'est pas prévu d'augmentation de cette cotisation. Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Grands Sites de France et de payer la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion au Réseau des Grands Sites de France afin de disposer d'un appui technique et de compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables, notamment en cette période de renouvellement du label Grand Site de France.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des Grands Sites de France et le règlement de la cotisation d'un montant de 4 900 € pour l'année 2019.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, nature 6281, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 135**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt - Attribution d'une subvention à l'association DéfisMed pour l'organisation de ses 2èmes Universités**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Concors – Sainte-Victoire a développé depuis plus de dix ans un savoir-faire en matière d'accompagnement du tourisme dans les espaces naturels.

La maîtrise en cours développée autour du projet européen Interreg Emblematic Mediterranean Mountains ou plus largement dans le cadre de son nouveau projet de labellisation « Grand Site de France » pour la période 2019-2025 l'amène à être un interlocuteur privilégié de nombreux espaces naturels ou de structures en charge d'aider au développement d'un tourisme intégré et respectueux des milieux.

C'est justement parce qu'il a été repéré comme espace « laboratoire d'idées et de savoirs faire » que le Territoire du Pays d'Aix a été sollicité par l'association DéfisMed pour l'organisation de ses 2èmes Universités intitulées « Le tourisme sur le bassin méditerranéen, nouveau moteur de développement durable territorial : Comment ? Pour quoi ? Par qui ? ».

DéfisMed est une association à but non lucratif, créée sous le régime de la loi 1901, en 2009 de la volonté des professionnels du tourisme expérimentés, de regrouper leurs compétences pour doter l'ensemble des acteurs en Méditerranée engagés dans la préservation du patrimoine naturel et culturel, de dispositifs en intelligence participative.

Elle constitue un réseau d'information, d'échanges d'expériences, de mutualisation de compétences, de capitalisation et de réflexion au service des organisations gestionnaires de développement durable en Méditerranée.

Après une période de structuration de 3 ans, l'association a choisi dans un premier temps **de promouvoir « la transition touristique » comme levier de développement territorial** dans laquelle la complémentarité de cette activité avec les autres secteurs serait recherchée, la gestion raisonnée et innovante de la biodiversité serait questionnée et où la population locale deviendrait co-actrice de son développement.

Les objectifs des 2èmes Universités seront :

- rappeler les grands enjeux économiques, environnementaux et sociétaux associés au développement durable et au tourisme en Méditerranée, dont les littoraux ainsi que la Région PACA sont emblématiques,
- établir un premier bilan des défis animés par DEFISMED avec notamment la remise des Trophées des innovations touristiques VERTueuses 2018 (ITV) et présenter les nouveaux défis lancés en 2019, notamment sur la Région PACA,
- contribuer à mobiliser les pouvoirs publics et entrepreneurs du bassin méditerranéen à intégrer ces initiatives touristiques VERTueuses dans le développement durable de leur territoire, et faire de la Région PACA un modèle en la matière.

Les publics cibles sont les élus locaux, les techniciens, les représentants institutionnels, les entrepreneurs, les étudiants, le grand public à l'occasion de la remise des Trophées.

Les Universités sont prévues les 3 et 4 avril 2019 à Puylobier et se dérouleront en trois temps :

1. le tourisme comme facteur de développement durable des territoires, vu des territoires et présentation d'un premier recensement des initiatives touristiques VERTueuses, de leur ingénierie, de leur mode de financement, des limites à leur développement ...,
2. la remise des Trophées 2018 DEFISMED et les enseignements de cette opération,

- les actions à venir dans la coopération entre les rives de la Méditerranée favorisant la connexion entre ITV et société civile, mais aussi les enjeux autour du développement durable des territoires.

Le Grand Site Concors – Sainte-Victoire sera sollicité comme acteur :

- accueil des Universités sur la commune de Puyloubier,
- participation à l'une des tables rondes avec apport d'illustrations concrètes de son investissement dans le développement "VERTueux". Dans ce cadre, il est envisagé par l'organisateur d'associer le Réseau des Grands Sites de France,
- test pilote de l'outil d'aide à la décision JANUS conçu par l'Isthia/Université TL2J et qui permet de mesurer les potentiels de développement d'un territoire à partir de ses itinérances douces,
- présentation du projet Emblematic Mountains,
- visite de terrain.

Pour cette action, évaluée à vingt quatre mille euros (24 000 €), l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 3 000 € ainsi que d'autres financeurs (l'ADEME, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône).

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouhon
2019 00761	2èmes Universités	DEFISMED	Développement soutenable des territoires	0€	24 000€	3 000€	3 000€	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°2016/23 du Comité Syndical du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire du 15 décembre 2016 portant Adoption du Programme EMbleMatiC – Réseau des montagnes méditerranéennes emblématiques ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet présenté par l'association DEFISMED pour organiser ses 2èmes Universités au cœur du Grand Site Concors – Sainte-Victoire, les 3 et 4 avril 2019, à Puyloubier et les thématiques abordées.

Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 3 000 € à l'association DEFISMED pour l'organisation de ses 2èmes Universités.



**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, nature 65748 fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 136**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt - Attribution d'une subvention à l'association Aix Multi Services (AMS) pour la réalisation de chantiers d'entretien de patrimoine naturel – Approbation d'une convention d'objectifs 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Aix Multi Services a souhaité développer un projet dans la cadre de l'insertion et de l'emploi pour contribuer à la mise en œuvre de chantiers en espace naturel. Il s'agit d'intervenir sur certains habitats naturels pour lutter contre la dynamique d'embroussaillage avec comme objectif le maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (pelouses naturelles, cultures, etc. en cours de colonisation par la forêt) et fermés (garrigues et boisements, vieux peuplements), et ainsi favoriser le maintien en nombre et en espèces de la biodiversité.

Les actions proposées intègrent complètement la mission de préservation du patrimoine naturel menée par le Grand Site Sainte-Victoire à ce jour.

Par le passé, cette association a développé un savoir-faire en assurant la réalisation de plusieurs chantiers d'entretien des milieux naturels par exemple sur les secteurs de la Tête du Marquis à Vauvenargues, du Rocher Pointu à Beaurecueil, de la ripisylve du Bayon à Saint-Antonin-sur-Bayon, des pelouses naturelles d'Imoucha à Saint-Marc-Jaumegarde ou encore des zones humides du Réal sur Jouques.

Dans la plupart des cas, il s'agit d'actions méticuleuses (accessibilités complexes, contraintes écologiques fortes, surfaces faibles, etc.) qui nécessitent des interventions manuelles et la présence du personnel d'encadrement de l'Association AMS.

Dans certains cas, il pourra être fait appel à l'animateur Natura 2000 ou des Gardes nature du Grand Site Sainte-Victoire, spécialisés dans le domaine de la biodiversité.

L'expérience montre que ces chantiers d'insertion en milieux naturels, tout en répondant aux contraintes techniques très spécifiques, constituent un cadre d'apprentissage et de travail très favorable aux problématiques d'insertion.

Pour 2019, l'association Aix Multi Services propose un programme d'actions répondant aux caractéristiques du site naturel préservé du Grand Site Sainte-Victoire pour une participation de 30 000 €.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouhon
2019 00654	Chantiers d'insertion	Aix Multi Services	Insertion des publics en difficulté	30 000 €	67 875 €	30 000 €	30 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV004 -1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019. .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 30.000 € à l'association Aix Multi Services pour la participation à la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs annuelle 2019 ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'association Aix Multi Service (AMS) pour la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l' État Spécial de Territoire de Pays d'Aix, fonction 76 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 137**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt - Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité « Protection et valorisation des espaces forestiers » sur la commune de Mimet**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix participait à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, trois équipes de huit



personnes interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la commune de Mimet afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Mimet apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2019\_CT2\_051 du Conseil de Territoire du 27 février 2019 attribuant une subvention à l'association IE13 au titre de l'année 2019, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Les éléments exprimés ci-dessus.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt sont adoptés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la commune de Mimet.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets**

### **2019\_CT2\_138**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Attribution d'une subvention à l'association de Fil en Aiguille pour l'année 2019**

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Fort du constat réalisé sur les déchèteries, du potentiel de déchets réemployables réceptionnés sur les sites, le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser la mise en place sur son territoire de plusieurs structures de réemploi.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

Le principe d'aide au financement de ces structures est basé sur les objectifs suivants :

- prévention des déchets par un maximum de réemploi,
- éducation à l'environnement du grand public,
- exemplarité dans la gestion des déchets,
- développement de l'économie sociale

et solidaire.

Les Ressourceries, sont désormais intégrées dans les moyens de gestion de nos déchets et participent à la réduction des déchets.

Les intérêts des structures de réemploi sont multiples, en particulier :

41. d'une part, par la création d'une filière nouvelle génératrice de ressources pour les acteurs de la filière bénéficiaire des emplois créés et pour les consommateurs finaux lors de la remise sur le marché de produits à bas coûts,

42. d'autre part, par la réduction des déchets ultimes voués aujourd'hui à l'enfouissement.

L'association « De Fil en Aiguille » a été créée le 21 juin 2008 sur la commune de La Tour d'Aigues, dont l'objet est la création d'activités correspondant à des besoins utiles au territoire, notamment en matière de développement durable, par la création d'activités économiques et d'emploi, de formation et d'accompagnement des personnes privées d'emploi.

Pour réaliser son action l'association réalise différentes prestations, repassage, retouche, confection et vente.

Fort de son expérience au sein de l'activité de « seconde main », en 2018 l'association De Fil en Aiguille s'est positionnée sur un nouveau projet de réemploi sur le territoire, l'ouverture d'une ressourcerie sur la commune de Pertuis. Cette ouverture permet un maillage plus dense du territoire favorisant ainsi la proximité.

L'objectif de l'association est d'éviter l'extraction de matières premières et ainsi réduire le volume de déchets produits en développant un autre mode de consommation responsable.

L'association place ainsi son action dans l'insertion par l'activité économique et la valorisation, le réemploi des déchets en employant 119 salariés. Elle est adhérente au réseau des ressourceries.

L'association sollicite la Métropole - Territoire du Pays d'Aix, afin d'obtenir d'une part une aide au démarrage de 3.000€ afin de réaliser les achats des moyens de traçabilité des produits (pesage, logiciel...) et d'autre part une subvention de 20.000€ au regard de l'estimation de 183,34 tonnes pouvant potentiellement faire l'objet d'un réemploi soit un total d'aide pour 2019 de : **23.000€**

Par ailleurs, pour l'année 2019, l'association « De Fil en Aiguille » sollicite également deux subventions au titre de l'Insertion Emploi par l'Activité Economique pour un montant de 36.000€ et 48.000€.

Par conséquent il est établi des conventions d'objectifs séparées.

Concernant l'activité « Ressourcerie », la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix propose, la signature avec l'association De Fil en Aiguille, d'une convention d'objectifs répondant aux critères du fond de subvention aux structures de réemplois.

Cette convention définit les modalités d'engagement de l'association et de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix.

Les principales modalités définies et reprises dans la convention d'objectifs avec « De Fil en Aiguille » sont les suivantes :

- 1) le montant de la subvention est indexé au tonnage effectivement réemployé,
- 2) le montant de la subvention est différencié suivant la taille de la structure,
- 3) une bonification de la subvention incite à la valorisation matière des objets non réemployables qui finissent en déchet,
- 4) le montant de la subvention est plafonné à 50.000 € par an et par structure afin de garantir les ressources de la collectivité et éviter les effets d'aubaine,
- 5) une aide au démarrage de 3.000 € est versée pour l'acquisition des moyens de traçabilité des produits (pesage, logiciel, ...),
- 6) seuls les objets collectés sur le territoire sont pris en compte dans les calculs.

Pour pouvoir accéder à ce financement, la structure doit répondre aux obligations suivantes :

- 1) adhérer au réseau national des Ressourceries ou répondre aux mêmes obligations en termes de collecte multi flux, valorisation, redistribution et sensibilisation,
- 2) assurer la traçabilité des objets collectés, vendus, valorisés, éliminés par la mise en place d'outils spécifiques contrôlables par la collectivité,
- 3) présenter un rapport d'activités annuel,
- 4) signer avec le Territoire du Pays d'Aix une convention de partenariat qui reprend les modalités du fonds de subvention.

Pour rappel, la base de calcul du dispositif défini dans la délibération 2017\_CT2\_142 du 23 mars 2017 est la suivante :

Ainsi, il est donc proposé d'attribuer à « de Fil en Aiguille » pour l'année 2019 une subvention de 23.000€, composée d'une aide au démarrage (acquisition des moyens matériels de suivi) de 3.000€, et d'une subvention de 20.000€ au regard du potentiel de réemploi.

Il est proposé également de signer avec « De Fil en Aiguille », la convention qui définit les règles du partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix qui intègre le mode de calcul du montant des subventions aux structures du réemploi votée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

La convention cadre sera signée avec l'association de Fil en Aiguille en 2019 pour une durée de cinq ans.

#### - Aide au démarrage

N° GU	Manifestation n°	Association	Domaine d'activités	Subvention n° N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2019_00652	Ressourceries	De Fil en Aiguille	Reduction et valorisation des déchets encombrants par réemploi :	-	3 000€	3000€	3 000€	oui

#### - Subvention au réemploi 2019

N° GU	Manifestation n°	Association	Domaine d'activités	Subvention n° N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2019_00652	Ressourceries	De Fil en Aiguille	Reduction et valorisation des déchets encombrants par réemploi :	-	-	20 000 €	20 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association De Fil en Aiguille une subvention de 23.000€ pour l'année 2019.

Délibère

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement à l'association de Fil en Aiguille de 20.000 euros au regard du potentiel de réemploi pour l'année 2019 (période de novembre 2018 à octobre 2019).

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention d'investissement à l'association de Fil en Aiguille de 3.000 euros d'aide au démarrage.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la association De Fil en Aiguille.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 5 :**

En section de fonctionnement , les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 7211.

En section d'investissement, les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Chapitre 182 (libellé "aménagement divers pré-collecte"), nature 20421, fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2019 CT2 139**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Bilan des actions 2018 menées dans le cadre du plan de prévention des déchets et plan d'actions 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en s'intégrant dans le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA).

Ce programme est basé sur des actions permettant de sensibiliser les habitants en matière de réduction des suremballages, de compostage, d'achat responsable, de lutte contre le gaspillage alimentaire, d'éco-exemplarité de la collectivité et de réemploi d'objets.

L'ensemble de ces actions vise à réduire les quantités de déchets produits, limiter leur nocivité et améliorer leur caractère valorisable.

Ce rapport présente les objectifs proposés par le futur Plan Métropolitain en cours d'élaboration, le bilan des actions de prévention 2018 sur le Territoire du Pays d'Aix et le programme pour l'année 2019.

**I – LE PLAN MÉTROPOLITAIN DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PMPDMA)**

**1 – LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE**

En 2015, le décret du 10 juin et la loi n°2015-992 du 17 août relative à la transition énergétique pour la croissance verte sont entrés en vigueur posant un cadre réglementaire aux collectivités territoriales et leur groupement imposant la mise en place du PMPDMA accompagné d'un objectif de baisse des déchets ménagers de 10 % d'ici 2020 par rapport à 2010.

Le projet du PMPDMA fixe l'objectif de réduction de 10 % du ratio de Déchets Ménagers et Assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 soit 64 Kg/habitant. Cet objectif est décliné au sein des 6 territoires.

Ce graphique présente les objectifs quantitatifs à atteindre d'ici 2025 au niveau de la Métropole :



## 2 – LES OBJECTIFS FIXÉS PAR LE PMPDMA

L'année 2018 a été consacrée à la définition des objectifs du PMPDMA dans le cadre du schéma métropolitain de gestion des déchets lors des groupes de travail Plan de prévention et économie circulaire. Ceux-ci se déclinent de la manière suivante :

- **Faire évoluer et harmoniser le niveau de service aux professionnels**

- Fermer la majorité de déchèteries aux professionnels

- Objectif 2025 : 80 % des tonnages des déchèteries concernés par la fermeture

- État des lieux 2017 : 36 %

- Limiter les Déchets d'Activités Économiques (DAE) pris en charge par le service public.

- Objectif 2025 : mise en œuvre d'un plan d'actions par Territoire permettant de réduire de

50.000 tonnes les DAE ;

- Accompagner les professionnels dans cette évolution

- Solutions de traitement à proximité

- Gestion mutualisée des déchets dans les ZAE (Zone d'activités économiques)

- Réduction des déchets verts des services techniques

- **Gestion de proximité des bio-déchets**

- Développer le compostage de proximité

- Objectif 2025 : 25 % des logements individuels équipés et 2,5 % des logements collectifs

- État des lieux 2017 : 11,7 % des logements individuels équipés et 0,6 % des logements collectifs

- Lutter contre le gaspillage alimentaire

- Objectif 2025 : 30 % des écoles élémentaires engagées

- État des lieux 2017 : 6,5 % des écoles élémentaires engagées

- Réduire les déchets verts

- Objectif 2025 : engager 10 000 foyers dans des démarches de gestion autonome des déchets verts (broyage, paillage...)

- État des lieux 2017 : 131 foyers engagés

- **Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation**

- Mailler le territoire avec des points permettant le réemploi / la réutilisation

- Objectif 2025 : 1 point pour 45 000 habitants

- État des lieux 2017 : 1 point pour 108 000 habitants

- Densifier et promouvoir la valorisation des textiles

- Objectif 2025 : 1 point pour 2 000 habitants

- État des lieux 2017 : 1 point pour 2 500 habitants

- Promouvoir la réparation en lien avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône

- Objectif 2025 : promotion du label repar'acteurs de la CMA 13

- **Mobiliser les habitants sur la réduction des déchets**

- Déployer l'autocollant Stop pub

- Objectif 2025 : 15 % des boîtes aux lettres équipées

- État des lieux 2017 : 2,6 % des boîtes aux lettres équipées

- Sensibiliser les habitants aux gestes de réduction des déchets

- Objectif 2025 : campagnes de communication métropolitaines

- Développer l'éco-exemplarité de nos structures (MAMP, communes)

- Objectif 2025 : promouvoir la réduction des déchets au sein des collectivités (clauses environnementales, manifestations écoresponsables, sensibilisation des élus,...)

### **3 – ÉLABORATION DU PLAN MÉTROPOLITAIN DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS**

#### **• Composition du PMPDMA**

Au cours de l'année 2018, il a été procédé à l'élaboration du PMPDMA en lien avec le schéma métropolitain de gestion des déchets et qui se compose de la manière suivante :

- État des lieux de la réduction des déchets sur la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) ainsi qu'une approche « économie circulaire ».

- Rédaction de fiches actions définissant les hypothèses et objectifs globaux :

- Professionnels (Prise en charge par le Service public des déchets des professionnels)

- Compostage en habitat individuel

- Compostage en habitat collectif (collectif et lombricompostage)

- Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration collective

- Lutte contre le gaspillage alimentaire domestique

- Gestion autonome des déchets verts des habitants

- Maillage Territoire points réemploi

- Maillage Territoire points textiles

- Déploiement autocollants stop pub

Ces fiches sont déclinables par chacun des Conseils de Territoire.

- Mise en œuvre de fiches indicateurs permettant de préparer les bilans annuels.

#### **Concertation du PMPDMA**

- La concertation a été faite dans le cadre des ateliers organisés par le Plan climat de la MAMP en octobre à Istres et en novembre 2018 à Aubagne.

#### **4 – PLANNING PRÉVISIONNEL**

- 8 février 2019 : Présentation en Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan de Prévention des Déchets de la Métropole. La CCES est composée des Vice-Présidents déchets des Territoires, de l'ADEME, des Conseils Régional et Départemental, des chambres consulaires (CMA, CCI), de la Confédération CIQ, du CPIE du Pays d'Aix, de l'UDVN et FNE.

- Mise à disposition du public après validation par la CCES.

- Mi-2019 : Délibération en Conseil de Métropole puis transmission à l'ADEME et au Préfet.

### **II LE BILAN DES ACTIONS DE PRÉVENTION 2018 ET LES PERSPECTIVES 2019 SUR LE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX**

#### **1 – Établir un niveau de service aux professionnels**

- **L'accompagnement des entreprises pour les aider à optimiser la gestion de leurs déchets et agir sur la prévention à la source**

##### **Description de l'action :**

- Définir le niveau de service aux professionnels au niveau des activités « collecte » et « déchèterie » en favorisant la part de prévention et une meilleure valorisation des Déchets d'Activités Économiques (DAE),

- Connaître les pratiques des entreprises en matière de réduction des déchets,

- Promouvoir des entreprises exemplaires et faire connaître leurs actions.

##### **Objectifs 2018 :**

- Recentrement du service de collecte sur les ménages,

- Définir les règles de prises en charge des déchets des professionnels.

### Réalisations en 2018 :

- Feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Économiques – Délibération n°2018\_CT2\_445 du 11 octobre 2018.

- Lancement de l'étude sur l'arrêt des collectes des professionnels sur les zones d'activités économiques.

- Élaboration des cartographies des zones : Zone d'Activités Économiques (ZAE), Zone Urbaine Dense (ZUD) et Zone Intermédiaire (ZINTER)
- Recensement des entreprises concernées : environ 3.000 entités
- Évaluation des tonnages évités

- Fermeture de la déchèterie de Vitrolles aux professionnels depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018. L'impact de cette fermeture correspond à une baisse de – 3.200 tonnes de déchets.

- Le Territoire du Pays d'Aix a répondu à l'appel à projet 2018 « Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » lancé par l'ADEME et la Région PACA (dans la continuité de l'AAP Territoire Zéro déchet Zéro gaspillage) afin de disposer d'un soutien financier à la mise en place de moyens humains. Ce renfort humain permettra la mise en œuvre du programme d'actions sur le sujet des déchets professionnels (DAE). Délibération 2018\_CT2\_299 du 21 juin 2018.

### Perspectives 2019 :

Les actions inscrites au programme d'actions en cours d'élaboration (certaines s'étalant parfois sur plusieurs années) sont :

#### *Pour l'activité « déchèterie » :*

1. La restriction d'accès aux professionnels sur plusieurs déchèteries du Sud du Territoire du Pays d'Aix avec mise en œuvre de mesures de communication associées.
2. Le déploiement d'un programme de travaux sur toutes les déchèteries du Territoire pour mettre en place des systèmes de contrôle d'accès permettant l'identification de tous les apporteurs (particuliers et professionnels).
3. La réalisation d'une étude d'opportunité / faisabilité pour la mise en œuvre de déchèteries professionnelles.
4. Choix de l'entreprise locataire (bail emphytéotique) du terrain en 2019 en vue de la construction d'une déchèterie à Bouc-Bel-Air à destination des professionnels afin d'être opérationnelle en 2020.

L'impact sur l'activité déchèterie est une baisse estimée à -17.000 tonnes.

#### *Pour l'activité « collecte » :*

1. La mise en œuvre de mesures d'accompagnement pour les professionnels qui ne seront plus collectés par le service public.
2. Le retrait du service public de collecte de 3.000 entreprises dans les Zones d'Activités Économiques à partir de juillet 2019.

L'impact sur l'activité collecte est une baisse estimée à -13.000 tonnes.

### **2 - Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets**

#### • **Compostage individuel**

#### Description de l'action :

- Proposer des composteurs individuels accompagnés d'un bio seau aux habitants disposant d'un jardin afin de valoriser les biodéchets et réduire les quantités de déchets verts apportés en déchèterie et desservir d'ici 3 ans 30 % des foyers individuels.

- Organiser pour le grand public des animations sur la pratique du compostage dans les jardins pédagogiques.

- Renforcer la communication pour faire émerger la demande (panneaux lumineux des communes, CIQ, articles dans les revues municipales..).

- Organiser 2 permanences par mois pour la distribution des composteurs dans les communes de Rousset et Meyrargues.

Objectif 2018 : distribution de 1.500 composteurs

#### Réalisations en 2018 :

- Distribution de 1.628 composteurs.

- Organisation de 25 permanences de distribution à Rousset, Meyrargues et Puyricard.

- Élaboration d'un guide compostage commun à l'ensemble des Territoires de la Métropole, avec 2 pages personnalisables par chacun des Territoires.

- Réalisation d'une enquête auprès de 468 usagers sur l'utilisation de leur composteur individuel et mesure des quantités détournées. Résultats : 95 %

des déclarants utilisent encore leur composteur actuellement et 81 % estiment avoir réduit entre un quart et la moitié du volume de leur poubelle.

- Gestion de 430 réclamations : conseils téléphoniques ou par mails aux habitants pour les composteurs.

- Les résultats du MODECOM indique qu'il reste 83,1 Kg/habitant/an des déchets putrescibles dans les ordures ménagères brutes, ce gisement a baissé de 15,5 kg entre 2009 et 2017.

- Rédaction du marché métropolitain d'acquisition des composteurs.

Repère : A ce jour, ce sont 22.604 composteurs individuels qui ont été distribués.

#### Perspectives 2019 :

- Distribuer 1.500 composteurs.

- Mise à disposition à partir du printemps 2019 d'un nouveau système de paiement en ligne au moment de la réservation du composteur sur le site de la collectivité. Le logiciel OSIS aura également d'autres applications permettant une meilleure gestion des réservations : envoi d'un mail de confirmation de la réservation, génération d'un courrier indiquant les dates de permanence... . Le paiement par chèque sera toujours possible.

- Développer des animations de type cafés compost pour remobiliser les foyers.

- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 50 « foyers témoins » par an.

#### **Lombricompostage individuel**

##### Description de l'action :

- Proposer des lombricomposteurs aux habitants résidant en appartement ou maison de village.

- Accompagner les foyers dans la pratique du lombricompostage et les conseiller.

- Organiser une permanence de distribution par mois sur Aix-en-Provence.

Objectif 2018 : distribution de 200 lombricomposteurs

##### Réalisations en 2018 :

- Distribution de 388 lombricomposteurs.

- Organisation de 23 permanences sur Aix-en-Provence.

- Gestion de 75 réclamations dont 49 personnes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé à domicile.

Repère : A ce jour, ce sont 1.454 lombricomposteurs individuels qui ont été distribués.

#### Perspectives 2019 :

- Distribuer 200 lombricomposteurs.

- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 10 « foyers témoins ».

- Réaliser une enquête auprès des usagers sur l'utilisation de leur lombricomposteur individuel et mesure des quantités détournées.

#### - **Compostage collectif**

##### Description de l'action

- Le développement du compostage collectif dans des résidences, lotissements, centres anciens de village, quartiers, cimetières, jardins, administrations.... Il s'agit pour chacun des sites de réaliser une étude de pré-faisabilité, une réunion de présentation, un diagnostic, une enquête d'identification des foyers volontaires et des référents composteur. Le projet est finalisé avec la signature d'une convention avec le bailleur, la formation des référents. La mise en service du point de compostage est effectuée avec la distribution des bio seaux aux foyers volontaires et ensuite un suivi de chacun des sites.

- Le compostage des biodéchets est également installé dans les cantines scolaires de communes volontaires : lombricomposteurs collectifs ou composteurs collectifs. Ces équipements permettent de composter les biodéchets produits par les cantines scolaires. Les agents sont chargés de vérifier régulièrement le bon fonctionnement de ces équipements et accompagner le personnel des cantines pour contribuer à la réussite de ce mode de compostage.

##### Objectifs 2018 :

- Équipement de 10 résidences.

- Équipement de 5 cantines (Suite à l'intervention de l'association Unis-Cité sur le gaspillage alimentaire dans les communes, certaines cantines souhaitent expérimenter le compostage des biodéchets).

- Suivi des composteurs collectifs sur l'ensemble des sites.



#### Réalisations en 2018 :

- L'accompagnement pour le développement, la réalisation d'enquêtes et le suivi du compostage collectif est effectué pour moitié depuis juillet 2017 par la Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône (FRBR) dans le cadre d'un marché de prestations et pour moitié en régie.

- Ce sont 10 nouveaux sites qui ont été équipés : les résidences Les lauriers, Château double, Jules Isaac, Jardin d'Allori, la maison de retraite Sainte victoire, les jardins partagés Cardalino et Lou Grillet à Aix-en-Provence ainsi que les Maisons Familiales et rurales de Puylobier et La Roque d'Anthéron et Quartier Portail Martin à Cabriès.

- Les composteurs de la Résidence 18 Avenue Paul Cezanne ont été retirés.

- Sept animations compost ont été organisées de mars à mai et en novembre pendant la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets réunissant 85 personnes. Thèmes abordés : rappel des techniques de compostage, conception d'un mini potager en "lasagnes" ou cultures potagères en tous lieux par le prestataire (FRBR).

- Équipement de la cantine de Meyrargues en composteurs collectifs.

- 126 interventions pour le suivi des sites ont été réalisées :

- 52 suivis par le prestataire

- 10 livraisons de broyat par le prestataire

- 64 suivis en régie

- En 2018, il a été constaté un triplement des demandes de mise en place de composteurs collectifs : 41 par rapport à 15 en 2017.

#### Repères :

- A ce jour, ce sont 63 sites collectifs équipés qui se répartissent de la manière suivante : 31 résidences, 1 lotissement, 1 pépinière, 3 centres d'apprentissage, 1 résidence étudiante, 2 cimetières, 4 maisons de retraite, 4 quartiers (Meyrargues Fuveau et 2 à Cabriès), 2 administrations, 6 jardins et 8 cantines.

- A ce jour, ce sont 8 cantines qui sont en fonctionnement.

#### Perspectives 2019 :

- Poursuivre l'équipement de 10 résidences et du suivi des sites en service,

- Animer des ateliers pour la création de bacs à fleur ou potager et sur le thème du compostage collectif dans les résidences participant au dispositif.

- Mettre en place 5 composteurs collectifs dans les cantines (développement en cours sur l'école de la Nativité à Aix-en-Provence et le collège Louis Philibert à Meyrargues).

- Suivre le fonctionnement de l'ensemble des sites.

#### - **Compostage et lombricompostage pédagogiques en établissement scolaire**

#### Description de l'action :

- Des composteurs pédagogiques sont mis à disposition dans les écoles primaires bénéficiant des animations sur le compostage mais aussi certains collèges ou lycées.

#### Objectif 2018 :

- 8 demandes en composteurs pédagogiques et 1 demande pour un lombricomposteur pédagogique.

#### Réalisations en 2018 :

- 8 composteurs pédagogiques installés dans les écoles primaires et maternelles.

- 54 suivis des composteurs pédagogiques réalisés dans les écoles.

#### Repère :

- A ce jour, ce sont 56 composteurs et/ou lombricomposteurs pédagogiques installés dont 49 sont en fonctionnement, soit 88 %.

- L'activité des équipements pédagogiques dépend de la motivation et des projets des enseignants.

#### Perspectives 2019 :

- Équiper 5 écoles avec des composteurs pédagogiques.

#### - **Don de compost en déchèterie**

#### Nouvelle action

#### Réalisation en 2018 :

Une opération de distribution de compost aux particuliers a été organisée du 21 au 30 novembre 2018 sur deux déchèteries : Pertuis et St Cannat. L'objectif était d'informer les usagers apportant leurs déchets verts sur les techniques du broyage et du paillage afin de réduire les quantités apportées en déchèteries. Il s'agissait d'inciter les particuliers à réutiliser leurs déchets verts dans leur propre jardin.

Les résultats sont les suivants :

- 277 usagers accueillis sur les 2 déchèteries :
  - 182 à Pertuis
  - 95 à St Cannat
- 79% des usagers avaient connaissance du broyage,
- 24% des usagers sont équipés d'un broyeur,
- 15% des usagers ne possédant pas de broyeur ont réfléchi à en acquérir un,
- 31% des usagers savent qu'un broyeur peut permettre de réaliser des économies (transport),
- 41% des usagers utilisent le paillage pour leurs plantes.
- **Broyage des déchets verts et plate-forme de compostage**

#### Description de l'action :

- Le plan d'action de gestion des déchets verts de la collectivité (Délibération 2015\_B162 du Bureau communautaire de la CPA du 9 avril 2015) incite les particuliers à broyer leurs déchets verts ou à les gérer in-situ,

- Favoriser la création et soutenir le fonctionnement des plates-formes de compostage.

#### Objectifs 2018:

- Subventions versées aux porteurs de projet.
- Mettre en place des plates-formes de dépotage au sol dans les déchèteries.

#### Réalisations en 2018 :

- Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour ses actions de compostage notamment sur la plate-forme de La Roque d'Anthéron.

- Mise en place de la plate-forme de dépotage au sol au sein de la déchèterie de Pertuis en avril 2018.

- Distribution du flyer d'Aix Multi Services sur les stands sur le broyage à domicile des déchets verts par l'association.

#### Perspectives 2019 :

- Inciter les particuliers à broyer leurs déchets verts lors de rencontres sur des stands ou de réunions d'information,

- Améliorer l'accès en déchèterie avec des plates-formes de dépotage : démarrage des travaux sur Rousset en 2019 pour être opérationnel en 2020.

- Apporter un soutien financier aux porteurs de projet.

#### • **Jardins partagés**

#### Description de l'action

Les communes ou les associations créent un jardin partagé afin de sensibiliser les enfants et les adultes à la pratique du compostage et réduire les quantités de biodéchets.

Objectif 2018 : suivi des porteurs de projets

#### Réalisation en 2018 :

Le bailleur Famille et Provence a développé 2 nouveaux jardins partagés « Cardalino » en juin et « Jardin Square Lou Rigaou » en septembre sur Encagnane à Aix-en-Provence.

#### Repère :

*A ce jour, au moins 54 jardins ont été créés sur le Territoire du Pays d'Aix.*

Perspective 2019 : suivre les porteurs de projets de création de jardins partagés.

#### • **Le gaspillage et le don alimentaire**

#### Description de l'action :

- Sensibiliser les ménages à la lutte contre le gaspillage alimentaire et favoriser le don alimentaire entre les commerces alimentaires et les associations caritatives,

- Informer le personnel des cuisines afin de réduire le gaspillage alimentaire lors de la préparation des repas et modifier le comportement des élèves à la cantine,

- Sensibiliser des étudiants sur 2 restaurants du CROUS,
- Sensibiliser des élèves du CFA,
- Réaliser un guide sur le don alimentaire,
- Développer des bonnes pratiques.

#### Objectifs 2018 :

- Faire le point sur les actions réalisées par les communes et les maisons de retraite suite à l'envoi du courrier en 2016,
- Suivre les porteurs de projets telle que l'association Unis-Cité,
- Initier un groupe d'échanges avec les communes volontaires engagées dans le projet Unis-Cité et association des autres communes menant des actions hors dispositif Unis-Cité (Coudoux, Les Pennes- Mirabeau),
- Organiser une table ronde multi-acteurs à l'échelle du Territoire,

#### Réalisations en 2018 :

- Élaboration d'un projet de guide sur le don alimentaire.
- Lauréat de l'appel à projet « lutte contre le gaspillage alimentaire » organisé par l'ADEME, le Conseil régional PACA et la DRAAF.
- Rédaction du marché d'accompagnement des cantines dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Versement d'une subvention à l'association Unis-Cité pour son projet de lutte contre le gaspillage alimentaire dans 15 cantines des écoles de 10 communes :
  - Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Eguilles, Venelles, Rousset, Pertuis, Trets, Le Puy Sainte Réparate et La Roque d'Anthéron.
  - Des animations sont réalisées pendant la pause méridienne ainsi que des campagnes de pesées avant et après les interventions pour mesurer l'impact de la sensibilisation.

Les objectifs du projet de l'association sont les suivants :

- Obtenir des données chiffrées sur le gaspillage alimentaire dans les établissements d'intervention,

- Sensibiliser les Services Civiques à la question du gaspillage alimentaire,
- Sensibiliser les enfants à la question du gaspillage alimentaire,
- Amorcer une prise de conscience dans les écoles, auprès des personnels et des élèves sur la question du gaspillage alimentaire,
- Inspirer les collectivités sur la prise en charge de la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Valoriser le Service Civique comme étant un outil de poids dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le bilan de cette année est encourageant puisque le résultat est positif sur 10 cantines sur 15, en effet, le gaspillage a été réduit de 10% à 41% et plus de 1.000 enfants ont bénéficié de ces animations.

#### Perspectives 2019 :

- Faire le point sur les actions réalisées par les communes et les maisons de retraite suite à l'envoi du courrier en 2016.
- Mettre en œuvre le plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire :
  - Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public
- Animation dans les écoles
- Accompagnement de 10 cantines scolaires pour éviter le gaspillage
- Développement d'actions au Centre de Formation des Apprentis
- Actions en partenariat avec le CROUS
- Création de fiches sur les bonnes pratiques
  - Axe 2 : Actions en matière de don alimentaire
- Développement du don au sein du CFA
- Diffusion d'un guide sur le don alimentaire
  - Axe 3 : Actions à destination des habitants du Territoire en lien avec le PMPDMA
- Création d'une exposition itinérante

- Création d'outils de sensibilisation du public (vidéos)

- Campagne de communication institutionnelle de promotion des bons gestes

- Retour vers les 10 foyers témoins ayant participé à l'étude nationale de l'ADEME en 2014.

- Application déchets : conseils sur la lutte contre le gaspillage alimentaire

- Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des communes du Territoire

- Insertion de clauses favorisant la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les marchés publics de prestation de « traiteur ».

- Articles dans le journal interne, site Internet...

- Suivi des porteurs de projet sur la thématique de lutte contre le gaspillage alimentaire.

- **Charte marché forain éco-responsable**

#### Description de l'action :

- Mettre en place la charte « marché éco-responsable » pour lutter contre le gaspillage alimentaire et réduire les déchets issus des marchés forains,

Objectif 2018 : suivi des porteurs de projets mettant en place des chartes marché forains éco-responsables.

#### Réalisation en 2018 :

- Attribution d'une subvention à l'association « Zéro waste Provence » qui permettra de sensibiliser début 2019, une vingtaine de commerçants « maraîchers et forains » d'Aix-en-Provence à la démarche « zéro déchets » dans le cadre de leur activité commerciale. Il s'agit également de sensibiliser la clientèle à l'achat en vrac dans leur propre contenant (cabas, sacs à vrac et bocaux). De plus, l'association développe une cartographie des commerçants du Pays d'Aix œuvrant à l'accueil « zéro déchets » des clients. (Délibération 2018\_CT2\_572 du 29 novembre 2018).

#### Perspectives 2019 :

- Suivi des porteurs de projet le cas échéant.

- Recensement des actions exemplaires sur les marchés du Territoire.

- Proposition d'accompagnement de 3 communes dans le développement de marchés forains zéro déchets.

### **3 - Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation**

- **Ressourceries**

#### Description de l'action

Aider au financement des structures du réemploi de type ressourceries du Territoire dans le cadre du dispositif d'aide de la collectivité et du fonds de subvention aux structures du réemploi (Délibération 2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013).

#### Objectifs 2018 :

- Suivi des porteurs de projet et accompagnement de nouvelles structures,

- Mise en place d'un local dédié sur la déchèterie de la Parade à Aix-en-Provence.

#### Réalisations en 2018 :

- Versement de subventions aux associations Evolio, Emmaüs et Valtri - « Histoire sans fin » et Elan-Jouques.

- Implantation d'une nouvelle ressourcerie « De fil en Aiguille » fin 2018 sur la commune de Pertuis.

- Réemploi de 1 730 T en 2018 au sein des 4 ressourceries.

#### Repères :

- *A ce jour, il y a 5 ressourceries sur le Territoire : Histoire sans fin à Venelles, Evolio à Gardanne, Emmaüs à Cabriès, Elan à Jouques et De fil en aiguille à Pertuis.*

- *Les habitants ont à leur disposition plusieurs dispositifs pour le réemploi dans les déchèteries :*

- 3 caissons respectivement à Peyrolles-en-Provence, à Aix-en-Provence et Gardanne,
- 1 abri à Venelles
- 1 local aux Pennes-Mirabeau

#### Perspectives 2019 :

- Le Territoire du Pays d'Aix poursuit son soutien financier aux associations œuvrant pour le réemploi des déchets au sein des ressourceries. Accompagnement d'une nouvelle structure : association De fil en aiguille à Pertuis.

- Réflexion sur la manière de subventionner les ressourceries.

- Mettre en place 1 caisson sur la déchèterie de Pertuis avec les panneaux sur le réemploi pour les sites n'en disposant pas, soit 6 au total.

- Étude de faisabilité pour la mise en place d'un caisson « donnerie » sur la déchèterie de Lambesc.

- **Textiles usagés**

Description de l'action

- Développer les bornes pour la collecte des textiles usagés dans les communes.

Objectifs 2018 :

- Augmentation du nombre de bornes de collecte de textiles dans les communes volontaires,

- Prolongation de la convention avec Provence TLC en charge de la collecte et de la valorisation des TLC jusqu'à fin 2018.

Réalisations en 2018 :

- Résultats : collecte de 422 tonnes en 2018, soit 1,17 kg/habitant/an.

(Population DGF 2016 : 359 081 habitants).

- Lancement de l'appel à projet pour la collecte des textiles - linge de maison – chaussures en points d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole.

Délibération 2018\_CT2\_193.

- Début 2018 : mise en place de la collecte des produits rembourrés d'assises et de couchage dans les déchèteries d'Aix-en-Provence, Lambesc, Les Pennes-Mirabeau, Rousset et Gardanne. Les produits acceptés sont les couettes, les sacs de couchage, les oreillers, les traversins, les coussins, les surmatelas et les édredons.

- Le MODECOM réalisé en 2018 indique qu'il reste 14,3 Kg/habitant/an dans les ordures ménagères brutes. Ce gisement est en augmentation de 5,1 Kg par rapport à 2009.

Repères :

- A ce jour, il y a 24 communes disposant de ce dispositif et 118 bornes de collecte en service.

- Au niveau national, chaque habitant achète en moyenne 9,2 kg de textiles par an (vêtements, linge de maison, chaussures) et sur l'ensemble de ce

gisement, ce sont 3,2 Kg/habitant/an collectés qui sont réemployés, réutilisés ou recyclés.

Perspectives 2019 :

- Début 2019 : mise en œuvre de la nouvelle convention avec l'opérateur textile Provence TLC.

- Développer cette action sur les communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix.

- Augmenter le nombre de bornes de collecte de textiles.

- Déployer ponctuellement des colonnes pour des opérations spécifiques comme la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets par exemple.

- Harmoniser la communication sur cette thématique sur l'ensemble de la métropole.

**4 - Sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.**

- **Label commerces engagés**

Description de l'action

Une subvention a été versée à l'association Ecoscience pour le projet de label des commerces engagés avec la réalisation d'un diagnostic, d'un cahier des charges, de supports de communication auprès des commerçants de Rousset, de Fuveau, des Pennes Mirabeau et de Vitrolles. C'est le CPIE du Pays d'Aix qui a porté le projet sur les communes de Venelles, Gréasque, Cabriès et Aix-en-Provence.

Objectifs 2018 :

- Suivi du porteur de projet : le CPIE accompagne les commerçants engagés, assure la mise en réseau des commerçants entre eux et organise un événement par commune,

- Remise de cabas au CPIE du Pays d'Aix pour la diffusion aux commerçants participant à l'opération.

- Développer le label dans un quartier d'Aix-en-Provence.

Réalisations en 2018 :

- Suivi du projet du CPIE, proposition d'un nouveau cahier des charges aux commerçants et remise de 2.500 cabas.

- Déploiement du dispositif auprès de 16 commerces du quartier du Pont de l'Arc à Aix-en-Provence.

- Diminution de 122 commerces labellisés en 2017 à 118 en 2018 suite à des changements de propriétaires, fermetures...

- Plusieurs rencontres inter-commerçants ont été organisées :

- 25 mars : stand pour la foire « Venelles au naturel »,

- 2 juin : stand lors du forum « Nature et sens » à Gréasque,

- 8 septembre : stand lors du forum des associations et apéro latino à Rousset.

*Repère : A ce jour, ce sont 118 commerces qui ont été labellisés sur 8 communes du Pays d'Aix.*

#### Perspectives 2019 :

- Suivi du projet du CPIE sur le développement du label « commerces engagés ».

- Remise de cabas au CPIE du Pays d'Aix pour la diffusion aux commerçants participant à l'opération.

- Des nouveaux commerçants souhaitent rejoindre le dispositif sur les communes de Gréasque, Venelles et Fuveau.

#### **• Sensibilisation du grand public à la prévention des déchets**

##### Description de l'action :

- Sensibiliser les habitants au changement de comportement par la diffusion de message sur la réduction des déchets.

- Information et animation sur des stands lors de manifestations culturelles ou sportives et lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les communes.

Objectif 2018 : promotion des gestes de la prévention auprès du grand public.

##### Réalisations en 2018 :

- Articles sur la prévention des déchets dans les revues municipales et sites Internet des communes.

Sensibilisation des habitants lors des manifestations :

- Salon des métiers de l'Art au Pavillon Vendôme à Aix-en-Provence, les 6 et 7 avril : 80 personnes sensibilisées,

- Jardin d'Albertas à Bouc-Bel-Air les 25, 26 et 27 mai : distribution de 775 cabas et boîtes à piles,

- Tralalère à Gréasque le 26 mai,

- Journées d'échange du CPIE du Pays d'Aix à Puyricard les 14 et 15 juin,

- Course de la Saint Antoine à Meyreuil le 16 juin,

- Jas en fête à Aix-en-Provence, le 27 juin : 80 personnes sensibilisées,

- Fête de quartier Aix-Nord le 7 juillet : 75 personnes rencontrées,

- Vital sport à Bouc-Bel-Air, les 15 et 16 septembre : 200 personnes rencontrées,

- Sensibilisation des étudiants dans les résidences du CROUS d'Aix-en-Provence, le 10 octobre : distribution de 100 cabas,

- La quinzaine de l'énergie à Aix : sensibilisation de 100 personnes.

##### Perspective 2019 :

- Promouvoir les gestes de la prévention auprès du grand public sur 10 manifestations du Territoire.

- Subvention à l'association La nouvelle mine pour son projet « Famille zéro déchets » en cours de validation.

#### **• Diffusion de l'autocollant Stop Pub**

##### Description de l'action

Les autocollants sont mis à disposition dans les mairies, dans les kits de communication remis aux habitants, distribués lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les communes ou envoyés suite à une demande sur le site internet de la collectivité.

Objectifs 2018 : diffuser 20.000 autocollants sur l'année.

##### Réalisation en 2018 :

- Distribution de 13.541 autocollants au total et notamment dans toutes les boîtes aux lettres des foyers des communes de Saint Cannat, Gréasque et Fuveau.

Repère : A ce jour, ce sont plus de 150.000 autocollants qui ont été distribués en Pays d'Aix.

#### Perspectives 2019 :

- Diffusion de 20.000 autocollants sur l'année,
- Mise à disposition systématique dans un kit pour les nouveaux arrivants dans les communes,
- Mise à disposition dans les mairies des 36 communes.
- **Exemplarité du Territoire du Pays d'Aix en matière de réduction des déchets**

#### Description de l'action

Dans le cadre de la charte développement durable du Territoire du Pays d'Aix, un volet concerne la sensibilisation des agents de la collectivité aux gestes limitant l'impact environnemental du fonctionnement des services et notamment sur la réduction des déchets.

#### Objectifs 2018 :

- Poursuite des actions exemplaires (textiles, piles, articles de sensibilisation) et autres, s'il y a des opportunités,
- Réflexion pour la collecte des fournitures de bureau usagers en lien avec l'Association Bois Plume sur Trets,
- Volonté de faire du CFA, un site pilote en matière de compostage avec un jardin potager et étudier la possibilité de devenir un site permettant la formation des référents compostage,
- Réflexion sur un module de formation sur le gaspillage alimentaire à destination des élèves du restaurant et du personnel des cuisines,
- Sensibilisation des agents du territoire à la suppression des sacs plastiques avec la tenue de stands d'information sur les différents sites, la distribution de documents d'information et d'un cabas réutilisable.

#### Réalisations en 2018 :

- Collecte des textiles au sein des services du Territoire du Pays d'Aix au printemps et en novembre.
- 49,2 kg de piles ont été collectés.

#### Perspectives 2019 :

- Maintien des 2 actions d'exemplarité de la collectivité : collecte des textiles et des piles des agents.

- Don à la Croix Rouge française des jouets de Noël non distribués aux enfants des agents du Territoire.

#### • **La sensibilisation des scolaires**

#### Description de l'action

Animation dans les classes primaires et maternelles sur le thème de la prévention et gestion des déchets (gaspillage alimentaire, réemploi, compostage). Des kits pédagogiques avec des cahiers de l'élève, guides de l'enseignant, des animations en classes et des visites de jardins pédagogiques sont proposés aux enseignants afin de familiariser les enfants à la thématique des déchets.

#### Objectifs 2018 :

- Poursuite des animations et de la diffusion des kits pédagogiques.
- Création d'une mallette pédagogique sur la prévention des déchets.

#### Réalisations en 2018 :

- Sur l'année scolaire 2017-2018, sensibilisation de 2 832 élèves :
- 100 classes ont bénéficié de la sensibilisation générale.
- 23 classes ont suivi l'approfondissement du module « gestion des déchets » et 20 classes ont visité le site de l'Arbois.
- 12 classes ont suivi l'approfondissement du module « prévention des déchets » et 45 classes ont visité un jardin pédagogique.
- Soit 307 demi-journées d'animation au total.

#### Perspectives 2019 :

- Poursuite des animations dans les classes et les visites de jardins pédagogiques et de l'ISDND de l'Arbois.
- Réflexion sur le renouvellement et la simplification des kits pédagogiques.
- Finalisation de la mallette pédagogique sur la prévention des déchets.
- Création d'une animation sur le gaspillage alimentaire.

#### • **La réduction des déchets dangereux**

#### Description de l'action :

- Suivi des porteurs de projets (Agence de l'eau, CCI, DASTRI) et des points de collecte des DASRI.

Objectif 2018 : sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets.

Réalisation en 2018 : pas d'action réalisée.

#### Perspectives 2019 :

- Sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets dans les magasins de bricolage,
- Augmentation du taux de captage des piles en développant le nombre de contenants dans les bâtiments publics (écoles, bibliothèques, mairies...) et mettant à disposition des outils de communication.

### **III – RÉALISATION D'UN MODECOM**

#### **1 – Réalisation d'un MODECOM**

Cette **MéthODE** de **Caractérisation des Ordures Ménagères** développée par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) permet de déterminer les caractéristiques physiques et qualitatives des gisements de déchets et s'effectue en fonction de différentes normes. Elle permet de connaître avec précision le contenu de la poubelle et d'évaluer par exemple la quantité de matières recyclables, d'emballages et de biodéchets. Un MODECOM des déchets du Pays d'Aix a été réalisé en janvier / février 2018 puis du 25 au 27 octobre 2018 par le bureau d'étude VERDICITÉ.

L'objectif était de mesurer l'évolution du gisement par rapport au premier MODECOM réalisé en 2009, de mesurer l'efficacité des collectes sélectives et des actions de prévention mises en place afin de faire émerger en 2019 des propositions d'axes d'amélioration.

Les principaux enseignements sont les suivants :

- La quantité de déchets a baissé de presque 50 Kg par rapport à 2009.
- Il reste une part importante de :
  - Déchets d'Activités Économiques (cartons, films plastiques, textiles sanitaires...) dans les ordures ménagères résiduelles (Omr)
  - Emballages en verre présents dans les Omr.
  - Les fermentescibles ont baissé mais représentent encore 83 Kg/hab./an

- Le gisement de plastique est en augmentation.

- Les textiles restent à capter.

#### **2 – Résultats en ratio en Kg/habitant /an**

Catégories	Modecom National ADEME 2007	Pays d'Aix 2009	Pays d'Aix 2018 (Données 2017)	Écart entre 2009 et Données 2017
Déchets putrescibles	97,7	98,8	83,1	- 15,5
Papiers	32,8	49,7	32,4	- 17,3
Cartons	18	30,2	24,8	- 5,4
Verre	18,2	35,3	28,3	- 7
Plastiques	38,1	48,5	52,6	4,1
Métaux	9	11,9	11,4	- 0,5
Complexes / compostes (briques alimentaires, dosettes café...)	5,3	16,9	8,2	- 8,7
Textiles	7,3	8,2	14,3	5,1
Textiles sanitaires	33,2	24	43	19
Déchets ménagers spéciaux	2,5	0,9	2	1,1
Combustibles non classés (emballages en bois, cuir, caoutchouc)	7,7	10,5	6	- 4,5
Incombustibles non classés (pots en argile, en grès, faïence, plâtre)	8,2	15	7,3	- 7,7
Éléments fins (inférieur à 20 mm)	40	45,3	38	- 9,3
TOTAL	318	398	349	- 12 % - 47 Kg

### **IV – BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL 2019**

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2019 a été classé par nature – Fonctionnement et Investissement.

#### **• INVESTISSEMENT**



## Budget 2019

Actions d'investissement 2019	DÉPENSES	RECETTES Propositions financières 2019 Financement maximal		
	Montant En € HT	Financeurs	%	Montant en € HT
Acquisition de composteurs individuels	77 500	ADEME REGION PACA CD13 LIFE (Europe)	80%	100 984 €
Distribution des composteurs individuels	5 000			
Acquisition de lombricomposteurs individuels	15 000			
Acquisition de composteurs pédagogiques	250			
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences	580			
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	10 400			
Acquisition d'un calisson de remplissage calisson « donnerie » et de panneaux	13 300	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	25 246 €
Acquisition de panneaux d'information pour les déchèteries	4 200			
<b>TOTAL 2019</b>	<b>126 230 €</b>			<b>126 230 €</b>

### Dépenses d'investissement :

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet Life intégré notamment, et des réponses aux appels à projets...)

Pour mémoire le budget prévisionnel 2018 était de 153.400 € HT.

### • FONCTIONNEMENT

Actions de Fonctionnement 2019	DÉPENSES		RECETTES Propositions financières 2019		
	Nature fonctionnement	Montant (€ HT)	Financeurs	%	Montant (€ HT)
<b>Dépenses non subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>132 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>132 400</b>
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	65748	7 000	Métropole AMP – Pays d'Aix		
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	65748	5 800			
Subvention à la Ressourcerie Exilio	65748	7 000			
Subvention à la Ressourcerie Emmaüs	65748	10 000			
Subvention à la Ressourcerie Valtri – Histoire sans fin	65748	32 000			
Subvention à la Ressourcerie Die fil en aiguilles	65748	23 000			
Subvention Unioiè	65748	3 500			
Subvention La Nouvelle Mine	65748	15 000			
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage	611	10 000			
Supports de communication compostage individuel, actions de prévention et achat éco responsable	62 36	8 300			
Impression supports de communication compostage individuel, lombricompostage et éco mobilier	6236	10 000	Métropole AMP – Pays d'Aix	44%	30 424
Acquisition d'objets promotionnels (set de jardinage)	60631	800			
<b>Dépenses subventionnées</b>	<b>Sous total</b>	<b>68 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>68 400</b>
Accompagnement des porteurs de projet dans la lutte contre le gaspillage alimentaire	617	50 000	ADEME	17%	11 430
Animations dans la grande distribution « Meux consommer, moins jeter »	611	11 300			
Conception de supports de communication « Meux consommer, moins jeter »	6236	4 200	REGION PACA	39%	26 546
Impression supports de communication « Meux consommer, moins jeter »	6236	2 100	Métropole AMP – Pays d'Aix	44%	30 424
Impression guide du don alimentaire	6236	800			
<b>Dépenses subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>182 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>182 400</b>
Accompagnement du projet DAE :	6236	4 200	DRAAF		
Conception de supports de communication	6236	3 000			
Impression supports de communication DAE	611	16 600	ADEME		
Distribution supports DAE	60632	13 000			
Acquisition de cabas réutilisables	60632	2 000	REGION PACA	80%	145 920 €
Acquisition d'autocollants stop pub	611	75 000			
Education à l'environnement (Prévention)	6236	5 000	CD 13 LIFE (Europe)		
Impression supports de communication et kits pédagogiques prévention	6236	1 600			
Impression supports de communication compostage collectif	611	62 000	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	36 480 €
Développement et suivi du compostage collectif					
<b>TOTAL 2019</b>		<b>383 200 €</b>			<b>383 200 €</b>

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet Life intégré notamment, et des réponses aux appels à projets...)

Pour mémoire le budget prévisionnel 2018 était de 458.737 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B641 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le bilan 2010/2015 du Programme local de prévention des déchets ;
- La délibération n°2015\_B642 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le programme d'actions de compostage 2016-demande de subvention 2016 ;
- La délibération n°HN 021-07/04/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n°HN 0088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_233 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative au programme de prévention des déchets du Pays d'Aix – Bilan 2016 et programme 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant  
Délibère**

#### **Article 1 :**

Il est pris acte du bilan des actions menées dans le cadre du plan de prévention des déchets pour l'année 2018.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la poursuite des actions de prévention dans le cadre du futur Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à lancer toutes les actions nécessaires à la réalisation de ce plan.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 140**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Ajustement de la subvention attribuée à l'association EMMAÜS pour l'année 2018**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets. Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association EMMAÜS en 2015 pour une durée de cinq ans.

En 2018, EMMAÜS a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 40.000€ pour un montant réalisé de 50.000€.

### **Ajustement 2018**

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci-dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Cisement Réemploi (GR an)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	$5\,000\text{€} + 100\text{€} \times \text{GR}$	$10\,000\text{€} + 75\text{€} \times (\text{GR} - 50\text{t})$	$25\,000\text{€} + 50\text{€} \times (\text{GR} - 250\text{t})$	50\,000€
Valorisation déchets > 50%	$5\,000\text{€} + 70\text{€} \times \text{GR}$	$7\,000\text{€} + 52,5\text{€} \times (\text{GR} - 50\text{t})$	$17\,500\text{€} + 35\text{€} \times (\text{GR} - 250\text{t})$	50\,000€
Valorisation déchets < 50%	0€	0€	0€	0€
Mont Subvention	10\,000€	25\,000€	50\,000€	50\,000€

En fin d'année l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel au titre de l'année 2018, 40.000€ ont été attribués à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération n°2018\_CT2\_062 du Conseil de Territoire du 8 février 2018.

Pour l'année 2018 le bilan d'activité de l'association présente un tonnage réemployé de 1.292 tonnes (soit 60 % des tonnages récupérés) et un taux de valorisation supérieur à 75 % sur les produits non réemployés. Dès lors, au regard des modalités de financement exposées ci dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2018 à 50.000€.

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2018, des éléments transmis par l'association, le montant du et versé à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2018 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de 10.000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015\_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B545 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018\_CT2\_062 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 attribuant une subvention à l'association Emmaüs pour l'année 2018 ;
- L'avis de de Commission de Territoire, Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association EMMAÜS un ajustement de subvention pour l'année 2018 d'un montant de 10.000€.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est versé à l'association EMMAÜS un ajustement de subvention pour l'activité 2018, d'un montant de 10.000€ pour un montant réalisé de 50.000€.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED Métropole-Territoire du Pays d'Aix, fonction 7211 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 141**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets - Attribution d'une subvention à l'association UNIS-CITÉ pour l'année 2019 pour action geste de tri**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Unis-Cité a pour objectif de mobiliser des jeunes de 16 à 25 ans engagés en tant que volontaires du service civique pour des missions d'Intérêt Général. Actuellement, l'association compte 66 antennes réparties sur tout le territoire national, dont l'antenne Unis-Cité Méditerranée qui est située sur le Pays d'Aix.

Les actions objets de la demande de subvention s'inscrivent dans le cadre de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et à la croissance verte et s'intègrent pleinement dans le cadre des actions du programme de prévention des déchets déjà mises en œuvre depuis 2010 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Dès lors, l'association sollicite, pour l'année 2019, le Territoire Pays d'Aix pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 9.500€ concernant deux actions :

**Budget prévisionnel de l'action :**

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	184 €	Ventes (participations famille achats des balances)	1.110 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	287 €	Subvention ETAT	5.489 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	2.006 €	Subvention REGION PACA	3.893 €
		Subvention Département 13	726 €
Impôts et taxes	887 €	Territoire du Pays d'Aix	8.000 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	14.888 €	Aides privées	8.290 €
Autres charges de gestion courante	5.184 €		
Dotation aux amortissements	75 €		
<b>Total charges</b>	<b>23.308 €</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>23.308 €</b>

**Description des deux projets :****Projet n°1 : Médiaterre - sensibiliser le grand public à la gestion des déchets sur Aix-en-Provence.**

L'objectif de cette action est d'une part, sensibiliser les familles aux enjeux liés à l'écologie afin d'impacter durablement les comportements en matière de tri et d'autre part, réduire la fracture environnementale et énergétique.

Sur la commune d'Aix-en-Provence, 12 volontaires en contrat civique interviendront par équipe au sein des quartiers d'Encagnane (6 au sein de la résidence les Facultés), les Hauts d'Aix (2 au centre social Nord Aix) et Jas de Bouffan (4 au centre social Albert Camus), à raison d'un à deux jours par semaine.

**Les activités proposées seront :**

1/ La sensibilisation au tri des déchets : les équipes organiseront au moins une action de sensibilisation des habitants, par quartier, en lien avec les acteurs de la zone (structures associatives, publiques ou privées). Elles prendront la forme d'activités d'animations mises en place en pieds d'immeubles

et accessibles à tous les habitants du quartier. Les thématiques abordées seront : le tri sélectif : comment utiliser les bacs de tri, comment limiter sa production de déchets etc. Les volontaires s'appuieront sur les outils et documents mis en place sur le territoire du Pays d'Aix (Appli déchets, consignes de tri...)

2/ Organisation de deux défis Médiaterre en lien avec les enjeux de la gestion des déchets.

Ces défis seront mis en place sur la plate-forme support : défi-médiaterre.fr. Ils ont pour objectif d'impulser des changements durables de comportements.

**Durée de l'opération : 6 mois**

budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	80 €	Ventes (participations famille achats des balances)	734 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	108 €	Subvention ETAT	2 133 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	752 €	Subvention REGION PACA	1 385 €
Impôts et taxes	328 €	Département de BDR	272 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	5 388 €	Territoire du Pays d'Aix	3 500 €
Autres charges de gestion courante	1 044 €	Aides privées	590 €
Dotation amortissements	27 €		
Total charges	8 614 €	Total Recettes	8 614 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de **6.000€**.

Il est proposé de ne pas répondre favorablement à cette demande de subvention. En effet ces actions entrent dans le champ des compétences des conseillers du tri et prévention.

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ou non
2019_008_49	Médiaterre	Unis-Cité	Réduction des déchets	-	23 308 €	6 000€	0 €	Non

**Projet n°2 : « Anti gaspi » lutte contre le gaspillage alimentaire dans les établissements scolaires de la ville d'Aix-en-Provence.**

Il s'agit de mobiliser 12 jeunes en service civique accompagnés par l'association Unis-Cité pour intervenir en binôme, auprès de 4 à 6 cantines scolaires afin de contribuer à réduire le gaspillage alimentaire. L'objectif du projet est de réduire d'au moins 30 % la nourriture gaspillée par les élèves et les personnels des cantines, dans chacune des cantines volontaires. Les objectifs sont de trois ordres : mesurer le gaspillage, sensibiliser les personnels et les élèves, donner des conseils. Pour y parvenir, les jeunes en service civique réaliseront sur chaque établissement : une pesée des aliments jetés, la restitution des résultats et des animations sur le temps cantine afin d'inciter le personnel et les élèves à moins gaspiller.

**- Durée de l'opération : 4 mois (mars à juin 2019)**

Par ailleurs, il s'agit de prolonger l'action mise en place en 2015 avec le Territoire du Pays d'Aix.

**Bilan de la session 2017 -2018 :**

La session expérimentale 2017/2018 sur le territoire du Pays d'Aix a été bien accueillie par les communes partenaires où le projet a été mis en place.

Il faut rappeler que les jeunes « service civique » sont des volontaires qui souhaitent aider autrui, améliorer l'ordre établi par leur action et leur dévouement aux tâches qui leur sont confiées, notamment dans le cadre d'actions visant à améliorer l'environnement.

L'action de l'association Unis-Cité Méditerranée sur le thème du gaspillage alimentaire en cantine scolaire a permis aux communes de prendre conscience de la nécessité de réduire le gaspillage, de prendre de nouvelles dispositions, de nouvelles procédures pour le service en cantines, pour la disposition des aliments sur le self ou mieux encore la création d'une commission « MENUS » élargie aux délégués de parents d'élèves et aux élèves eux mêmes.

Les actions nouvelles en 2017/2018 :

- Mise en place d'une journée d'immersion par cantine pour les volontaires avant le début du projet
- Concentration des phases de pesées sur une semaine
- Mise en place de temps de préparation d'actions et d'échanges de pratiques entre volontaires
- Création d'un questionnaire commun pour tous les partenaires au programme
- Création d'une fiche d'observation



- Création d'une fiche synthèse d'actions et propositions aux partenaires

Ainsi 8 volontaires sont intervenus auprès de 10 communes. Les actions ont été menées sur 15 cantines scolaires dont 10 cantines avec des résultats positifs. Plus de 1000 enfants ont été sensibilisés lors de cette opération.

#### **- Reconduction du programme de d'association Unis-Cité méditerranée 2019 sur la ville d'Aix en Provence.**

Fort du bilan positif de la session 2017/2018, il est proposé de reconduire cette action auprès des écoles communales volontaires situées dans le périmètre de la Ville d'Aix en Provence.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	60 €	Ventes (participations famille achats des balances)	734 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	108 €	Subvention ETAT	2 133 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	752 €	Subvention REGION PACA	1 385 €
Impôts et taxes	326 €	Département de BDR	272 €
Charges de personnels (rémunérations, charges sociales...)	5 388 €	Territoire du Pays d'Aix	3 500 €
Autres charges de gestion courante	1 044 €	Aides privées	500 €
Dotation aux amortissements	27 €		
<b>Total charges</b>	<b>8 614 €</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>8 614 €</b>

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de **3 500€**.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ou/ non
2019_0_0850	Anti gaspi	Unis-Cité	Réduction des déchets	7 312 €	8 614 €	3 500 €	3 500 €	Non

Telles ont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire le rapport suivant

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 5 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association Unis-Cité une subvention de 3.500€ pour l'année 2019.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 3.500€ à l'association « UNIS-CITE » pour l'action « Anti gaspi ».

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits, au budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix - fonction 7211 nature 65748.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive – Sports**

### **2019\_CT2\_142**

**Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national – Attribution de subventions aux clubs éligibles - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de développer la pratique sportive qu'elle soit pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

La délibération cadre n°2012\_A006 relative à la politique sportive communautaire approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau.

Ces différents dispositifs permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, il est proposé de soutenir les clubs amateurs de sports collectifs de niveau national et d'approuver la convention afférente ci jointe.

Il convient de rappeler les critères d'attribution de subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national :

Les frais fédéraux : il est proposé de prendre en compte 100 % des dits frais, en excluant les sanctions ou amendes, ainsi que les frais de mutation des joueurs constituant les équipes. Les frais fédéraux correspondent aux frais d'engagement de l'équipe seniors en championnat de France et coupe de France, les frais d'affiliation, les frais d'arbitrage et de table de marques, les frais pour douze licences joueurs et deux licences entraîneurs, et les autres frais imputables au fonctionnement en championnat de France. Compte tenu de la particularité de la pratique du rugby nécessitant la présence d'au moins 30 joueurs pour assurer la tenue d'un match de championnat que ce soit en déplacement ou à domicile, il est proposé de prendre en compte les frais ci-dessus énoncés pour trente licences de joueurs et deux licences entraîneurs en ce qui concerne les clubs de rugby.

- Les frais de déplacement : ils correspondent à des charges difficiles à assumer pour la plupart des clubs. Il est proposé de prendre en compte 100 % du montant total des frais liés aux déplacements relatifs aux jours de matchs officiels inscrits au calendrier national des championnats de la Fédération concernée. Le calcul sera effectué sur la base de remboursement d'indemnité kilométrique pour 2 véhicules 8 cv type minibus 9 places. Le calcul prendra en compte les kilomètres aller-retour à 0,32 euros du kilomètre ainsi que les frais de péage. Concernant la particularité des clubs de rugby telle qu'énoncée ci-dessus, il est proposé de porter le remboursement d'indemnité kilométrique pour 4 véhicules de 9 places ou moyen de transport équivalent à une quarantaine de personnes.

Les déplacements suscitant d'autres moyens de transport (avion, train) seront indemnisés à hauteur de 50% pour 20 personnes, et jusqu'à 32 personnes pour les clubs de rugby, sur présentation des justificatifs.

- Les frais de couchage et de restauration : les frais d'hôtel peuvent être pris en compte pour les déplacements train ou avion ne

permettant pas un retour dans la même journée. Le calcul de remboursement sera effectué sur la base de 7 chambres doubles et sur la base de 16 chambres doubles pour les clubs de rugby. Le prix des chambres pris en compte est de 50 euros maximum. Les frais de couchage seront pris en charge à hauteur de 50% et sur présentation des pièces justificatives.

Les frais de restauration ou de collation seront forfaitisés au prix de 10 euros par personne sur la base de 14 personnes (12 joueurs et 2 entraîneurs) et de 32 personnes pour les clubs de rugby, multipliés par le nombre de déplacement en championnat de France ainsi que le 1<sup>er</sup> tour de la coupe de France.

Ce dispositif est plafonné à 20.000 € par club et par année civile.

Compte tenu des bilans financiers présentés en fin d'année 2018, il est proposé de définir une somme forfaitaire et globalisée maximum pour chaque club sportif représentant les disciplines suivantes, le basket, le handball, le rugby et le volley-ball, comme suit :

- Nationale 1 : 20.000 €
- Nationale 2 : 15.000 € maximum
- Nationale 3 : 10.000 €

Il convient de noter que ces sommes forfaitaires et globalisées représentent un maximum que le Territoire du Pays d'Aix pourra verser, dans le cadre du présent dispositif, sous réserve des disponibilités financières correspondant au budget voté de l'année en cours.

Cinq clubs peuvent donc prétendre aujourd'hui à une subvention de la part du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant total de 63.000 €, telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique/Fonct)	BP des frais 2019	Subv sollicitée 2019	Subv (p-1)	Subvention attribuée	Total	Conven- tion
Union Pays d'Aix Bouc Handball NF1 2019/00251	20.955 €	20.000 €	18.000 €	18.000 €	18.000 €	Non
Vitrolles Handball NM3 2019/00113	10.000 €	10.000 €	13.500 €	9.000 €	9.000 €	Non
Vitrolles sport volley ball NF2 2019/00313	15.000 €	15.000 €	13.500 €	13.500 €	13.500 €	Non
Basket Métropole Aix Venelles NM1 2019/00241	15.000 €	15.000 €	9.000 €	13.500 €	13.500 €	Oui
AUC Rugby F3 2019/00472	10.000 €	10.000 €	9.000 €	9.000 €	9.000 €	Non
<b>TOTAL</b>					<b>63.000 €</b>	

Concernant les modalités de paiement, un acompte de 80% sera versé à l'association après notification de la présente délibération et, s'il y a lieu signature de la convention d'objectifs.

Le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2019 d'un état récapitulatif et des factures des frais fédéraux, des frais de déplacement, des frais de couchage et de restauration pour un montant au minimum égal à la subvention attribuée.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la

subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Il convient de noter que le Conseil de Territoire du 27 février 2019 a attribué une subvention de fonctionnement de 50.000 € à l'association Basket Métropole Aix Venelles dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs de sport collectif de 1ère, 2ème et 3ème division de niveau national ce qui porte la totalité des subventions 2019 à 63.500 € pour ce club.

A ce titre, une convention annuelle entre le club et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_061 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative au soutien aux sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Culture et Sports du 6 mars 2019.



Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées cinq subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national telles que décrites dans le tableau ci-dessous pour un montant total de 63.000 €.

Club (Sous-Unité/Fonction)	EP des frais 2019	Subv sollicitée 2019	Subv (p-1)	Subvention attribuée	Total	Conven- tion
Union Pays d'Aix Bouc Handball NF1 2019/00261	20.965 €	20.000 €	18.000 €	18.000 €	18.000 €	Non
Vitrolles Handball NM3 2019/00113	10.000 €	10.000 €	13.500 €	9.000 €	9.000 €	Non
Vitrolles sport volley ball NF2 2019/00313	15.000 €	15.000 €	13.500 €	13.500 €	13.500 €	Non
Basket Métropole Aix Venelles N2M 2019/00241	15.000 €	15.000 €	9.000 €	13.500 €	13.500 €	Oui
AUC Rugby F3 2019/00472	10.000 €	10.000 €	9.000 €	9.000 €	9.000 €	Non
TOTAL					63.000 €	

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Basket Métropole Aix Venelles ».

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne de crédit 1001 / Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748 du budget 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2019 CT2 143**

**Politique culturelle et sportive - Sports - PRODAS 2019 – Attributions de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande

de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les quatre subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 28.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées quatre subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 28.000 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019 sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 144**

**Politique culturelle et sportive - Sports - Elargissement des conventions d'objectifs pluriannuelles avec le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et le Pays d'Aix Natation section water polo**

## **dans le cadre du soutien aux sports collectifs de haut niveau**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de soutenir le sport pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

La délibération cadre n°2012\_A006 relative à la politique sportive communautaire approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau et rappelle les critères légaux de subventionnement des associations.

Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

Concernant les différents dispositifs, ils permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle notamment grâce au soutien des clubs de sports collectifs de haut niveau.

Il est important aujourd'hui de conforter le soutien financier apporté par le Pays d'Aix à deux de ses clubs de sports collectifs de haut niveau que sont le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball (PAVVB) et le Pays d'Aix Natation (PAN) section Water Polo. En effet, la construction et le développement d'un projet sportif de haut niveau nécessite de disposer de visibilité, notamment financière, afin de programmer la montée en puissance.

Il convient de rappeler que la délibération n°2015\_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a approuvé des conventions pluriannuelles avec ces deux clubs sur trois saisons sportives afin de les encourager dans leurs projets de développement sportif et dans leurs mission de formation et d'intérêt général.

Club féminin du Pays d'Aix évoluant en Ligue A Féminine (1ère division) depuis plus de dix ans, le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball est un des clubs phares de la politique sportive en Pays d'Aix. Vainqueur de la Coupe de France en 2018, son objectif est de maintenir le meilleur classement possible en Championnat de France Féminin Professionnel de 1ère division et de prétendre régulièrement à une qualification en Coupe d'Europe, et ce, dès la fin de la saison sportive 2018/2019.

La présence de ce club au plus haut niveau sur le territoire a provoqué un véritable engouement auprès des jeunes sportifs du Pays d'Aix qui ont rejoint le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball, notamment grâce aux partenariats créés avec les écoles, les collèges et les lycées de Venelles et d'Aix-en-Provence. En renforçant sa structure d'éducateurs brevetés d'Etat, le club Pays d'Aix Venelles Volley-Ball a ainsi su les accueillir et les former ouvrant la porte de l'équipe de France pour les meilleurs d'entre eux.

Il convient de noter que depuis 2015, le PAVVB a formalisé et officialisé ses missions d'intérêt général et de formation grâce à la création d'un centre de formation, la « Volley Académie » constitué d'une dizaine de jeunes filles, espoirs du club de demain, dont les différentes actions sont précisées dans la convention d'objectifs pluriannuelle jointe au présent rapport.

Véritable entité structurante de la politique sportive du Pays d'Aix Venelles Volley-Ball, cette Académie répond à une véritable volonté d'accompagner ses jeunes espoirs vers l'équipe professionnelle du club.

Pour ce qui concerne l'équipe de water-polo de Pays d'Aix Natation, l'équipe fanion masculine évolue en Championnat de France Pro Elite (1ère division). Il se distingue particulièrement depuis quelques années avec d'excellents résultats sportifs comme la place de vice-champion de France lors de la saison 2017/2018 et la participation l'année suivante à la Ligue des Champions, la plus prestigieuse des Coupes d'Europe.

L'ambition du Pays d'Aix Natation (section water-polo) est de figurer parmi les équipes phares de la Fédération Française de Natation. Depuis 2015, le club consolide sa section de formation dont sont déjà issus de nombreux jeunes talents, futurs joueurs de l'équipe « une », en dotant chaque catégorie d'âge d'un entraîneur et en nommant un coordinateur de la formation. Les résultats sportifs des jeunes sont à la hauteur de ses ambitions puisque les équipes U15 et U17 ont décroché un titre de Champions de France en 2017/2018. Par ailleurs, la Fédération Française de Natation vient d'octroyer un Centre National d'Accès au Haut Niveau (anciennement pole France jeune) au Pays d'Aix Natation.

Le Pays d'Aix Natation développe également une école de nage qui constitue un véritable vivier de l'équipe de water-polo. Cette section permet d'initier et de sensibiliser les jeunes, garçons et filles, aux sports pratiqués au Pays d'Aix Natation dont le water-polo.

Par ailleurs, l'école de water-polo du Pays d'Aix Natation bénéficie de classes à horaires aménagés dans différents établissements scolaires : Le Sacré Coeur, l'Arc de Meyran et La Chesneraie.

Le club est notamment en partenariat avec le collège privé La Chesneraie à Puyricard pour la mise en place d'une section sportive labellisée par le Ministère de l'Éducation Nationale. De plus, 45 jeunes sportifs du club bénéficient également en 2018/2019 du dispositif « Ecole Sports Entreprendre » soutenu par le Territoire du Pays d'Aix afin de mener ce double cursus entre vie scolaire et parcours sportif.

Au vu de ce qui précède, il est proposé d'approuver des conventions d'objectifs pluriannuelles afférentes aux saisons 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 avec l'association Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et l'association Pays d'Aix Natation (section water polo) ainsi que le montant des subventions prévisionnelles y afférent :

PAVVB	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Subventions au titre de la formation et des missions d'intérêt général du centre de formation	410.000 €	410.000 €	410.000 €

Il convient de rappeler que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 a d'ores et déjà approuvé l'attribution d'une subvention de 410.000 € au Pays d'Aix Venelles Volley-Ball au titre de sa saison sportive 2018/2019.

PAN (Water-Polo)	2018/2019	2019/2020	2020/21
Subventions au titre de la formation et des missions d'intérêt général du centre de formation	175.000 €	175.000 €	175.000 €

Il convient de rappeler que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 a d'ores et déjà approuvé l'attribution d'une subvention de 175.000 € au Pays d'Aix Natation (section water polo) au titre de sa saison sportive 2018/2019.

Dans les deux cas, les subventions sont strictement affectées aux saisons visées dans la délibération de l'établissement public.

Ces engagements sont soumis :

- au principe de l'annualité budgétaire,

- au maintien des clubs dans les divisions où ils évoluent actuellement,

- au maintien des crédits sur la ligne budgétaire afférente.

Les aides apportées sont assujetties au strict respect des engagements contractuels pris avec les clubs signataires conformément aux conventions ci-annexées et notamment la production des rapports d'activités annuels.

Il est donc proposé de valider ces conventions d'objectifs pluriannuelles, de prendre acte du montant des subventions à attribuer pour la période 2018-2021, passées par le Territoire du pays d'Aix avec les deux clubs concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015\_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2019\_CT2\_061 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 mars 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Il est pris acte du montant des subventions que le Territoire du Pays d'Aix versera aux deux clubs Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et Pays d'Aix Natation section water polo après approbation par l'assemblée délibérante compétente.

**Article 2 :**

Sont approuvées les deux conventions d'objectifs pluriannuelles à conclure avec Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et Pays d'Aix Natation (section water polo) pour les saisons sportives 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive – Culture**

### **2019 CT2 145**

**Politique culturelle et sportive - Culture - Attribution de subventions de fonctionnement aux « grands opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix – Approbation de conventions types**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

L'association « CIAM » bénéficie de la convention triennale laquelle prévoit notamment que le Territoire du Pays d'Aix s'engage à verser une subvention annuelle de 150 000 € affectée au Festival annuel « Jours et Nuits de cirque » et une subvention annuelle de fonctionnement général de 100 000 €, attribuée lors du Conseil de Territoire du 27 février 2019, ce qui porte le total général des subventions perçues à 250 000 € en 2019.

Cette convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019-2020 signée le 15 mars 2018 qui permet l'attribution de ces subventions pour l'année 2019 est annexée à la présente délibération.

L'attribution des subventions de fonctionnement pour les autres associations culturelles nécessite l'approbation de conventions type d'objectifs et de moyens, l'une lorsqu'il s'agit du fonctionnement général (Seconde Nature, Anonymal), et l'autre lorsqu'il s'agit d'actions spécifiques (Café Musique la Fonderie, Saisis ton Kaïros, les Films du Delta).

**Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 6 subventions pour un montant total de 517 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.**

N° d'assoc.	Nom Association	Commune (s) gérée (s)	Mandatation	Lieu de l'action	Date Projet	Subvention N°1	Subvention N°2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur Métropole Mandatement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date convention	Date CT
2019_001_272	Seconde Nature	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence	Année 2019	100 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	100 000,00 €	Aix-en-Provence : 100 000,00 €		100 000,00 €	oui	08/03/19	21/03/19
2019_001_106	Café Musique la Fonderie	Aix-en-Provence	Cirque éphémère du Festival Du Lac	Aix-en-Provence	16, 18, 20 juillet 2019	100 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	100 000,00 €	Aix-en-Provence : 70 000,00 €		100 000,00 €	oui	08/03/19	21/03/19
2019_001_453	CIAM	Aix-en-Provence	Festival Jours et Nuits de cirque 2019	Aix-en-Provence	26 au 28 septembre 2019	100 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	100 000,00 €	Aix-en-Provence : 100 000,00 €	Grand opérateur	100 000,00 €	Oui Convention triennale	08/03/19	21/03/19
2019_001_378	Anonymal	Aix-en-Provence	Fonctionnement général	Aix-en-Provence	Année 2019	40 000,00 €	50 000,00 €	90 000,00 €	50 000,00 €	Aix-en-Provence : 30 000,00 €		40 000,00 €	oui	08/03/19	21/03/19
2019_001_052	Saisis ton Kaïros	Les Pennes Vélaines	Stages et tournées de concerts en Pays d'Aix de l'OPRA	Pays d'Aix	9/04 au 12/04, 25/08 au 28/08, 21/10 au 23/10	40 000,00 €	40 000,00 €	80 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €		30 000,00 €	oui	08/03/19	21/03/19
2019_001_408	Les Films du Delta	Rosay	Les rencontres des films du Delta - Festival hors-circuit - Journées courts-métrages	Rosay, Trévis, Aix-en-Provence	17/03/19, Courts-Métrages Octobre 2019, Actions pédagogiques à l'éducation à l'image Année 2019, Club vidéo à l'école	50 000,00 €	50 000,00 €	100 000,00 €	50 000,00 €	Rosay : 70 000,00 € Lyonne Rosay : 1 000,00 € Lyonne Rosay : 1 000,00 € Lyonne Trévis : 1 000,00 €		40 000,00 €	oui	08/03/19	21/03/19
Total : 517 000 €															

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018\_CT2\_072 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 08 février 2018 attribuant des subventions de fonctionnement aux « grand opérateurs » et à des associations culturelles du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 06 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions en fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 517 000 €.

La subvention de fonctionnement de 150 000€ attribuée à l'association « Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) », l'est dans le cadre de la convention triennale annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions type d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et les associations.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 146**

**Politique culturelle et sportive - Culture - Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :



- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 4 subventions pour un montant total de 63 200 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N°	Nom Association	Commune (s)	Marqueterie	Lieu de l'action	Date Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Intercommunalité	Montant proposé	Date commission	Date CT
2019_01_015	Centre France Albert de Provence	Aix-en-Provence	Marqueterie	Marqueterie et restauration des meubles	Année 2019	20 000,00 €	10 000,00 €	30 000,00 €	10 000,00 €	Aix-en-Provence : 10 000,00 €	N/A	10 000,00 €	08/03/19	21/03/19
2019_01_080	Culture et patrimoine en Haute Vienne	Roussat	Série édition du festival d'été	Saint-Victor	Juillet 2019	1 000,00 €	1 000,00 €	2 000,00 €	1 000,00 €	Roussat : 1 000,00 €	N/A	1 000,00 €	08/03/19	21/03/19
2019_01_140	Patrimoine et culture	La Roque d'Ardenne	Patrimoine et culture	La Roque d'Ardenne	Année 2019	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €	24 000,00 €	La Roque d'Ardenne : 10 000,00 €	N/A	20 000,00 €	08/03/19	21/03/19
2019_01_180	Centre de la Région d'Aix	Aix-en-Provence	Projet de la Région d'Aix	Projet de la Région d'Aix	Année 2019	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence : 10 000,00 €	N/A	20 000,00 €	08/03/19	21/03/19

**Total : 63 200 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 6 mars 2019.



Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 63 200 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2019 CT2 147**

**Politique culturelle et sportive - Culture - Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'organisation de la 16ème édition des rencontres du 9ème art - Festival de la bande dessinée et autres arts associés**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de 50 000 € à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations pour l'organisation de la 16ème édition des rencontres du 9ème art – Festival de la bande dessinée et autres arts associés.

Durant les mois d'avril et mai 2019, le Festival proposera un parcours d'expositions gratuites (Bibliothèques, Musées, écoles d'Art et un panel de boutiques en ville) dans différents lieux, à Aix-en-Provence et d'autres communes du Pays d'Aix. Pour l'occasion, l'événement s'éloignera du traditionnel salon de bande dessinée pour devenir un calendrier de rendez-vous pendant lequel les artistes internationaux invités rencontreront le public (en 2018, 30000 visites et plus de 1000 élèves en médiation culturelle).

N°SU	Nom Association	Commune (siège social)	Représentant	Date Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2019_0076	Office municipal du tourisme d'Aix-en-Provence	Aix-en-Provence	16ème édition des rencontres du 9ème art Festival de la bande dessinée et autres arts associés	Avril 2019	50 000,00 €	50 000,00 €	200 000,00 €	50 000,00 €	Office du tourisme d'Aix-en-Provence 125 470,00 € (fonds propres)	NON	50 000,00 €	OUI	08/05/19	21/05/19

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 06 mars 2019.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations et des EPIC qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

### Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 50 000 € à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

#### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence .

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et

tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 657381, LC1007.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**